LA FORCE ET LA LIBERTE

JEAN MIZRAHI

Nous allons à la catastrophe, il est urgent de remettre la France à l'endroit. Ce manifeste propose une stratégie pour sortir du marasme : refonder une véritable démocratie, instaurer un État efficace et économe, rebâtir une économie puissante et équitable... Le redressement de la France en dépend.

C'est la force et la liberté qui font les excellents hommes. La faiblesse et l'esclavage n'ont fait jamais que des méchants.

Jean-Jacques Rousseau

Préambule

"Il faut commencer par le commencement. Et le commencement de tout est le courage." Vladimir Jankelevitch

Dans *Sunset Boulevard*, un film de Billy Wilder, Gloria Swanson interprète une actrice du cinéma muet éclipsée par l'irruption du parlant, qui refuse de voir que le monde a changé et que ses espoirs de retour à l'écran sont vains. Dans l'une des scènes du film, elle va dans les studios de la Paramount pour trouver le réalisateur Cecil B. DeMille, croyant que celui-ci souhaite la faire jouer dans un de ses films. En réalité, c'est la voiture de l'actrice qui intéresse la production.

La France ressemble de plus en plus à l'héroïne de *Sunset Boulevard*, persuadée d'être le centre du monde, que le reste de l'humanité l'admire, et ne réalisant pas qu'on ne la considère plus que pour sa gloire passée, ses musées, ses beaux paysages et sa baguette « entrée au patrimoine de l'UNESCO ».

Les Français aiment la France et ils ont bien raison : nous vivons dans un pays d'une extraordinaire beauté soutenue par la variété de ses paysages et de ses terroirs. Notre pays jouit d'une profondeur culturelle exceptionnelle, notre langue autrefois réputée pour être celle des élites cultivées du monde entier reste encore parlée dans de nombreux pays, notre domaine maritime est l'un des plus importants au monde, nos ingénieurs sont très présents dans les secteurs technologiques, nous pouvons nous enorgueillir d'une longue histoire industrielle et scientifique...

Et pourtant nous trébuchons, et la glissade est sévère.

La majorité de nos concitoyens est consciente que la France va mal. L'actualité témoigne presque quotidiennement d'un déclin qui paraît

inexorable. La liste de nos régressions est longue, bien trop longue, et touche trop de domaines :

- La dette publique de notre pays ne cesse d'enfler, et fera peser un poids exorbitant sur les futures générations. L'État est géré sans la moindre rigueur : en 2023, le déficit public a dépassé toutes les prévisions… sauf celles des analystes les plus critiques. 2024 ne s'annonce guère mieux ;
- Notre commerce extérieur creuse ses déficits, conséquence d'une terrible désindustrialisation et d'une agriculture qui s'affaiblit ;
- Notre programme nucléaire fut un objet de fierté. Il a apporté au pays une rente énergétique qui pouvait soutenir sa compétitivité, il a été à l'origine du programme nucléaire chinois, mais il a été déconsidéré : des centrales mal entretenues, l'effritement de notre expertise technologique, les erreurs techniques et industrielles des EPR, l'abandon des projets de réacteurs de quatrième génération (Phénix puis Astrid), le scandale AREVA resté impuni… Et de surcroît, les politiciens français ont accepté que notre rente soit partagée avec d'autres pays européens ou soit captée des entreprises de revente d'électricité dont la valeur ajoutée est nulle ;
- Notre école est à la dérive avec des enseignants paupérisés et des élèves dont les connaissances ne cessent de régresser, ce que montrent toutes les comparaisons internationales ;
- Plus généralement, l'État laisse les services publics se dégrader en dépit de leur coût extravagant et alors que la France bat les records de prélèvements obligatoires ;
- Les élections nationales et locales connaissent des taux d'abstention croissants, qui témoignent d'un rejet par les Français des effets pervers de notre système politique.

Les exemples sont bien plus nombreux ; je n'en ferai pas l'inventaire. D'autres s'y sont déjà livrés ou le font encore, le but n'est pas d'en ajouter un de plus. Il est plutôt préférable de s'intéresser aux raisons de cette dégringolade et aux solutions pour en sortir.

Nous devons regarder la situation avec lucidité : la France subit un déclin qui est la résultante de son organisation politique et institutionnelle.
Conséquence directe de cette régression, la voix de la France porte de moins en moins loin. Autrefois puissance de moyenne importance mais respectée et écoutée, son influence ne cesse de s'amoindrir. Des pays intimement liés à nous par l'Histoire prennent désormais leurs distances, quand ils ne nous deviennent pas franchement hostiles. Nos territoires ultramarins sont courtisés par d'autres puissances qui les incitent à faire sécession.

Les Français qui ne franchissent pas souvent nos frontières doivent le savoir : nous sommes de plus en plus souvent moqués par les autres nations. Les étrangers voient notre pays avec affliction pour ceux qui nous aiment encore ; avec ironie pour beaucoup d'autres.
Notre peuple se détourne de la politique parce qu'il a le sentiment que les élections sont jouées d'avance, et que l'offre politique est nulle.
Nos élites sont plus soucieuses de leur carrière que des « intérêts publics », pour reprendre l'expression de Richelieu.
Nos responsables politiques ont choisi de se soumettre à la dictature de la communication : les politiciens ont pour principale boussole ce qui est dit d'eux dans les médias, et non plus l'intérêt national. L'abus de la communication est devenu la tare des "démocraties" contemporaines, et la France n'y échappe pas : la puissance des médias « chauds » et des réseaux sociaux dicte sa loi et conduit à une dégradation de l'action publique.
Les politiciens se contentent de satisfaire les intérêts à court terme des uns ou des autres dans un but prioritairement électoral, au détriment de l'intérêt collectif à long terme. Et lorsqu'il faut traiter des problèmes devenus trop importants, ils le font de manière autoritaire, sans tenir compte de la réalité à laquelle les Français sont confrontés au quotidien, et sans rechercher l'adhésion aux solutions retenues dont ils sont les seuls à penser qu'elles ont été correctement taillées, ce qui est rarement le cas. La question récurrente des retraites, objet de solutions

technocratiques « venues du haut » et prises en otage par les postures politiciennes, en est le meilleur exemple.
Nos parlementaires et nos gouvernements empilent les textes de loi au lieu de viser à l'essentiel. En quelques décennies, ils ont créé un maquis juridique inextricable tant pour les citoyens que pour les entreprises et même, paradoxe, pour les administrations. Il est loin, le temps où un Président de la République, déclarait à un jeune énarque et futur Président : « *Arrêtez d'emmerder les Français ! Il y a trop de lois dans ce pays, on en crève, laissez-les vivre, et vous verrez ça ira beaucoup mieux*. »
Quant aux partis politiques, leur mode de fonctionnement consiste à s'installer dans des postures avec pour principal objectif de fidéliser une clientèle et, si possible, de la faire croître, comme une entreprise fait croître un parc d'abonnés. Pour exister et récolter des postes et des subventions. Dans la France des années 2020, on fait bien souvent de la politique dans une logique de carrière et non pour défendre les intérêts publics. Quant à ceux qui sont sincèrement dévoués à l'intérêt collectif, ils restent prisonniers d'un système qui les empêche d'agir et qui les conduit tôt ou tard à se conformer ou à renoncer.
Les décideurs politiques ont laissé se créer le fameux mille-feuille qui paralyse les échelons de décision. Notre pays est empêtré dans un système complexe, une complexité grandissante sur laquelle s'appuient les élites françaises pour préserver leurs privilèges et justifier leur immobilisme. Complexité des rapports sociaux, complexité du droit, complexité des instances européennes, empilement des structures de responsabilité et de décision… Il existe un consensus au sein de la classe politique pour maintenir le pays dans cet état, car il légitime une pseudo-expertise dédiée à gérer la complexité, et il permet d'expliquer au peuple français qu'il est difficile de faire autrement, qu'il lui faut être patient, qu'il doit se résigner.
Et pourtant, cette classe politique, majoritairement constituée d'individus hautement instruits, est tout à fait consciente des risques qui nous menacent si nous continuons ainsi. La France décline, et avec elle

une bonne partie de l'Europe, ils le savent même s'ils le contestent publiquement, surtout lorsqu'ils sont au pouvoir.
Notre système politique est en bout de course, au point de parler de « crise de la démocratie ». La frustration qui en résulte suscite des revendications politiques radicales et une désaffection croissante des électeurs. Le résultat des élections en témoigne scrutin après scrutin. Et quand ils votent, beaucoup de Français s'en veulent de voter pour des personnages issus d'un petit club qui se coopte, ou pour des politiciens démagogues et le plus souvent inexpérimentés. D'autres l'ont déjà souligné : les Français ne votent plus « pour », mais « contre ».
Les élus ont l'illusion d'avoir été élus pour eux-mêmes ; ils sont le plus souvent choisis par défaut. Sur quelle légitimité les élus peuvent-ils donc s'appuyer dans un tel environnement ? Comment peuvent-ils insuffler des politiques ambitieuses avec si peu d'adhésion populaire ?
Il se développe ainsi dans une partie du pays une envie latente de renverser la table, comme le mouvement des « gilets jaunes » l'a montré avec une grande maladresse, alors qu'en parallèle s'oppose la peur de perdre, le souci de conserver. C'est là le grand paradoxe des Français, à la fois révolutionnaires et conservateurs.
Les mouvements politiques radicaux les plus récents voudraient être révolutionnaires mais ils s'inscrivent en réalité dans une logique conservatrice : à gauche pour la conservation des « avantages acquis », c'est-à-dire de mécanismes devenus ingérables et trop dispendieux, à droite pour la conservation de ce que fut la France hier ou même avant-hier, alors que la France a changé. Notre société vieillissante doit-elle refuser des mutations nécessaires de peur de se faire mal ?
Pourtant, le peuple français, même s'il craint de renoncer à un confort de court terme, devine que cette situation ne pourra pas durer.
Nous avons besoin que la politique redevienne une discipline noble et respectée, au seul service de la collectivité. L'engagement politique devrait être un exemple de courage, alors que la politique est dévaluée.
L'information également doit redevenir une mission noble, car il s'agit d'éclairer la société en s'appuyant sur des faits indiscutables et documentés. Pourtant, les médias n'ont jamais fait autant l'objet de

suspicions et de critiques – le plus souvent justifiées en raison d'une grande paresse et d'un esprit terriblement moutonnier. La proportion des journalistes qui connaissent la Charte de Munich[1] est faible, ceux qui la respectent sont en nombre moins grand encore. On le voit à travers le traitement des grands sujets qui mobilisent la société, comme le COVID ou l'Ukraine. Le discours dominant prend le pas sur la réflexion en profondeur et l'analyse critique. La doxa domine, la recherche de la vérité n'est plus l'objectif prioritaire, les médias se contentant bien souvent de répéter un discours convenu, ne traitant les questions qu'en surface et dans un esprit de meute. Le contraste avec les grands médias américains, pourtant loin d'être parfaits, donne le vertige. Le spectaculaire est passé au premier plan, l'analyse approfondie se fait de plus en plus rare.
Les grands médias français sont désormais la propriété de grandes fortunes qui voient là le moyen, pour un coût finalement modeste au regard de leurs énormes ressources financières, d'influencer les décisions politiques. Les Français ne sont pas dupes : la parole libre se réfugie sur les réseaux sociaux devenus des espaces bouillonnants – quand ils ne sont pas censurés par des GAFAM bien-pensants et de connivence avec les pouvoirs en place, au risque de favoriser les théories fumeuses, les agressions et les insultes. On doit se féliciter de l'existence de ces espaces de liberté, mais on pourrait encore plus s'en féliciter si les médias traditionnels étaient à la source de réflexions tempérées et subtiles, ce qui est rarement le cas.

Il est temps de renverser la tendance, sans quoi nous courons au désastre. Si le peuple français veut croire que les choses peuvent continuer ainsi, il se trompe. La dégringolade des cinquante dernières années nous conduit tout droit à des difficultés d'une ampleur inégalée : croissance en trompe-l'œil financée par une dette excessive, probabilité accrue de faillite financière qui renchérit le coût du crédit, système social devenu une machine folle, amenuisement des ressources de nombreux

[1] Charte de déontologie du journalisme élaborée en 1971 : https://www.journalisme.com/images/stories/pdf/charte_munich.pdf

ménages, dépendance croissante à l'égard de puissances étrangères créancières. Ce déclin est en partie lié au désinvestissement des Français à l'égard de la politique. Une perte de repère s'opère au niveau des citoyens : ils ne savent plus s'ils occupent une réelle place dans les choix opérés, ou seulement la place de spectateurs que les élites leur assignent et qui les conduit dans bien des cas à accepter passivement les décisions les plus invraisemblables, comme on l'a vu durant la crise sanitaire de 2020-2021.

La France vit par ailleurs comme si le monde n'avait pas changé alors qu'il est en plein bouleversement, avec un continent asiatique qui galope et une Afrique qui se réveille, deux régions qui ont des comptes à régler avec leurs anciens colonisateurs.
Nous entrons dans un monde multipolaire dans lequel certains pays veulent une revanche, quand ce n'est pas une vengeance. Notre pays doit s'y préparer, nous allons devoir affronter des chocs violents.
La disponibilité des ressources naturelles va se faire plus rare : nous en avons eu un avant-goût avec le gaz et le pétrole en 2022, le calme relatif actuel est trompeur car les réserves mondiales peu onéreuses s'amenuisent.
Notre population va vieillir, ce qui impactera notre dynamisme économique comme on le voit déjà dans d'autres pays développés.
La température de la planète va probablement continuer à monter, ce qui soulèvera des problématiques d'adaptation nouvelles.
Et bien d'autres enjeux que nos politiciens n'affrontent le plus souvent qu'avec des mots.
Les élites françaises se satisfont du statu quo car elles vivent dans le club fermé – et le plus souvent parisien – de ceux qui jouissent de droits conférés par leurs diplômes, leurs réseaux d'amitiés, leur statut, leur appartenance. J'ai côtoyé ce milieu il y a une trentaine d'années. Mon départ vers le monde de l'entreprise m'en a éloigné et m'a permis de prendre conscience à quel point ces élites politiques, culturelles et économiques ont perdu le sens de l'essentiel. En refusant de traiter les problèmes de notre société, elles commettent une terrible erreur : avec

le déclin et la montée des frustrations, surviendra inéluctablement une vague de rejet violente et aveugle. Peu de peuples ont comme les Français exécuté leur roi, les élites dirigeantes françaises devraient se le rappeler chaque matin. Que notre pays fasse défaut sur sa dette, plongeant soudainement une partie de notre population dans une misère noire, et le pire deviendra possible, pour le plus grand bonheur des amateurs de grands soirs.
Dans l'état où la France se trouve, nous n'avons plus beaucoup de choix. Il va falloir se placer en formation collective de combat et cela ne pourra pas se faire avec des dirigeants qui continuent de considérer les citoyens comme des enfants immatures.

Être fort, c'est se donner les moyens d'être libre.

Notre premier objectif, notre priorité absolue, est de retrouver une indépendance fondée sur la puissance. Être faible, c'est être dépendant des autres, ce que ceux-ci vous font payer tôt ou tard. Jacques Chirac en a fait l'expérience : après s'être distingué en 2003 en s'opposant à l'opération américaine en Irak, il n'a eu ensuite de cesse de coller aux positions américaines pour que la France ne subisse pas trop durablement le contrecoup de son éclat.
Être faible, c'est se retrouver contraint d'accepter l'inacceptable, comme le hold-up sur la branche énergie du groupe Alstom en 2014. C'est devoir quémander du pétrole et du gaz à des prix faramineux lorsque les tensions apparaissent, comme ce fut le cas en 2022.

Soyons ambitieux et optimistes. La France a les moyens de sa puissance. Prenons exemple sur la France des années soixante, lorsqu'il existait encore des hommes d'État pour lesquels le mot courage avait un sens, et prenons aussi exemple sur de plus petites nations comme la Suisse, Singapour ou Israël, des pays sans ressources naturelles et parfois plongées dans un environnement pas toujours amical, mais qui ont su développer des économies puissantes et des sociétés mobilisées. Nous bénéficions de ressources humaines de haut niveau, nous pouvons nous

appuyer sur une longue histoire et sur une culture qui a longtemps rayonné.
Nous devons retrouver la fierté d'être français. Nous devons retrouver une unité nationale qui se construise autrement que par la haine de l'autre. Nous ne devons plus nous cacher derrière le paravent de l'Europe pour ne plus avoir le courage de prendre des décisions difficiles qui ne concernent que nous. Nous devons travailler avec sérieux à notre redressement et à faire preuve de discipline collective.
Que faire ? La priorité des priorités est de repenser la gouvernance de notre pays pour que le peuple soit à nouveau partie prenante. Aucune ambition ne peut s'exprimer s'il n'y a pas de consensus sur les questions les plus fondamentales comme l'instruction publique, le rôle des entreprises, la redistribution des richesses, le travail, notre système social, l'environnement, et tous les grands domaines régaliens. Nous allons vers un monde plus conflictuel : nous devons y aller en ordre de marche avec un peuple conscient et uni face aux difficultés, des dirigeants exemplaires et un État restructuré pour retrouver son efficacité. Cela ne se fera pas avec des discours, de belles paroles et des « tweets » comme nos politiciens savent en produire à la chaîne.
Le lecteur sera étonné que je place au premier plan de mes propositions un changement de nos institutions. C'est pourtant la condition nécessaire pour que nous puissions aller de l'avant. On ne construit pas un bâtiment solide sur de mauvaises fondations. Les cinquante dernières années ont montré que la Constitution de la Vème République, qui avait eu un grand mérite à ses débuts, est devenu un obstacle à la prospérité de notre pays et au bien-être de ses habitants. Nous devons changer de Constitution et de modèle démocratique.
Moins de palabres et plus d'action. C'est en modernisant notre système représentatif que nous pourrons conduire un véritable projet pour notre pays. Il ne s'agit plus de concocter un « programme » de plus, collection de mesures plus ou moins démagogiques visant à convaincre des électeurs qui se rendent compte après coup qu'ils ont été une nouvelle fois mystifiés le temps d'un scrutin.

Ce manifeste n'est pas un programme politique, mais ce qui le précède : un socle pour ensuite concevoir un véritable programme politique cohérent et recueillant l'assentiment de la majorité des Français.
Il ne nous reste plus beaucoup de temps pour réagir. Si nous ne faisons rien, nous ferons faillite, ou bien nous deviendrons les otages de nos créanciers. Notre puissance économique continuera de s'affaiblir et nous serons ballotés par les évènements qui agitent le monde sans avoir la possibilité de nous adapter, nous finirons pauvres et dominés et nous sombrerons parmi des nations secondaires. Vous n'y croyez pas ? Ouvrez les livres d'Histoire, ils nous parlent du sort de tant de grandes nations déchues…

Cette perspective m'est insupportable et c'est pourquoi je veux partager ma vision. Elle est le fruit d'une réflexion fondée sur l'expérience. J'ai vécu plusieurs vies en une seule : haut fonctionnaire puis homme de finance, chef d'entreprise mais aussi enseignant à l'Université et dans le secondaire. J'ai travaillé en France la plus grande partie de mon temps, mais aussi en Amérique Latine et en Asie. J'ai développé une mini-multinationale présente dans toute l'Europe, au Moyen Orient, en Afrique et aux États Unis. J'ai couru le monde et me suis frotté à bien des cultures et des manières de penser. Je ne prétends pas être plus légitime qu'un autre citoyen pour partager mes vues, mais je pense avoir une expérience suffisamment riche pour bénéficier d'un angle de vue original. Et surtout, je ne supporte plus l'idée que mes enfants fassent leur vie dans un pays qui décline.
Tout reste possible. N'oublions pas que dans les années soixante, la France est parvenue à dépasser économiquement le Royaume-Uni, perspective qui était inimaginable à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne nous domine aujourd'hui sur le plan industriel ? Redevenons une grande nation industrieuse et industrielle, développons notre recherche scientifique et technique, formons des armées d'ingénieurs et de techniciens, reconstruisons nos infrastructures économiques. Il faut pour cela du courage et de l'ambition, et il faut s'attaquer à ce qui nous met des chaînes aux pieds : une gouvernance

toxique, un État défaillant, des divisions au sein de notre peuple, une bureaucratie qui nous étouffe, un fouillis de lois et règlements tous plus absurdes les uns que les autres, une communication omniprésente qui se substitue à l'action discrète et besogneuse. Nous devons nous ressaisir. Cela ne tient qu'à nous, collectivement.

Sommaire

Préambule

1. Sur l'origine des difficultés
2. Modifier la gouvernance
3. Réunifier le pays
4. Remettre l'État en ordre de marche
5. Simplifier pour plus de dynamisme et plus de justice
6. Gouverner, c'est prévoir - retrouver nos capacités d'anticipation
7. Viser et atteindre l'excellence
8. Reconstruire une économie puissante
9. Mettre fin à la culture de l'hyperprotection
10. Faire revenir l'écologie dans une démarche rationnelle guidée par la science et par l'économie
11. Questionner la construction européenne et retrouver notre place dans le monde

En guise de conclusion

Chapitre 1

Sur l’origine des difficultés

La Constitution de la Vème République a été conçue pour un homme d’exception. La marque imprimée par le Général de Gaulle à la tête du pays a semblé valider cette organisation, l’assemblée soutenant un chef de l’État visionnaire capable d’assurer le bien du pays. Or, il apparait que notre Constitution n’est que l’outil d’une forme de "dictature démocratique", même si l’expression semble être un oxymore. Malheureusement, les dictatures ne sont pas toujours éclairées, on le voit depuis quelques décennies.

Car les hommes d’exception, éclairés de surcroît, sont rares. Et donc, les caractéristiques de la Constitution de la Vème sont désastreuses lorsque les présidents sont des surdoués du discours et des incapables de l'action, ce qui est malheureusement le cas lorsqu’ils sont des professionnels de la politique ou des carriéristes.

Conçue par des personnes qui avaient participé à une ou même parfois deux guerres mondiales, destinée à confier la responsabilité de notre pays à une personnalité hors du commun, notre Constitution est devenue un instrument au service d’individus superficiels ou inexpérimentés, parfois les deux. Elle leur permet de s’installer dans une inaction dissimulée derrière une agitation brouillonne. C'est hélas à la Constitution de la Vème République que nous devons le déclin récent de notre pays, avec une dégradation graduelle des services publics et l'explosion de notre dette. Les Français n'élisent plus des chefs mais des carriéristes, tout simplement parce que les mécanismes électoraux actuels, par leur mode de fonctionnement dicté par les partis politiques, ne promeuvent que les carriéristes. De Gaulle craignait qu’il en fût un jour ainsi, sa crainte s’est matérialisée.

Beaucoup de Français rêvent d’un nouveau de Gaulle. Beaucoup de politiciens à gauche comme à droite se réfèrent au général, nombre

d'entre eux s’imaginent être inspirés par le Grand Homme en faisant des pèlerinages à Colombey-les-Deux-Églises.
C’est une farce.
Il n’y aura pas un nouveau de Gaulle. Il était un homme ayant traversé deux guerres, l’une au beau milieu du champ de bataille et l’autre pour tenter de redonner une voix à la France. Il s’est trouvé au milieu d’évènements géopolitiques majeurs. Personne aujourd’hui ne peut prétendre jouir d’une telle expérience.
Pourquoi s’en plaindre : les anciens combattants forgés par l’épreuve ont disparu, nos présidents récents ont eu la chance comme moi de ne connaître que des temps de paix, et il faut souhaiter qu’il en soit encore longtemps ainsi. Notre président actuel n’a même pas fait son service militaire… On trouve difficilement des êtres humains trempés dans l’acier en temps de paix ; le pays doit donc se doter d’une gouvernance qui corrige cette faiblesse.
Et quand bien même nous aurions encore des hommes forgés par la guerre, faudrait-il espérer que l’un d’eux soit un sauveur ? L'illusion de l'homme providentiel révèle finalement une grande immaturité de la société française, qui ne veut pas considérer ses citoyens comme des adultes mais comme les sujets soumis à des personnalités douées des qualités exceptionnelles. Malgré, ou peut-être à cause du meurtre de Louis XVI, nous restons attachés à une forme de monarchie.
Nos présidents en abusent, traitant les Français comme s'ils étaient des enfants. Ils prétendent les "protéger", mot qui revient souvent dans leur discours. Une prétention qui révèle toute son absurdité lorsque c'est un homme d’une quarantaine d’années qui prend cette posture. Comment un homme qui a l'âge d'être mon fils se permet-il de me traiter comme un enfant ? Voilà bien une tare de notre système que les politiciens français aiment à voir perdurer, se croyant en droit de maintenir les Français sous tutelle pour tenter de consolider un pouvoir en réalité fragile.
Il faut mettre fin à l'illusion du sauveur : ce sont les citoyens eux-mêmes qui doivent devenir les acteurs de la démocratie.

Notre pays, comme la plupart des nations européennes, a fait le choix d'un modèle représentatif. C'est un choix qui garantit notre liberté, et que nous devons assumer pleinement. Mais il faut en diagnostiquer les lacunes et les corriger pour sortir de l'incurie. Nous devons travailler à éliminer les tares qui nous empêchent de progresser dans l'Histoire.
Cela ne sera possible qu'en mettant en place des mécanismes qui permettront à tous les Français qui le souhaitent de participer aux grandes décisions. Pour cela, il faut renforcer leur culture politique afin que leur participation aux décisions ne soit pas inspirée par des tribuns, des démagogues ou des manipulateurs. On doit le faire grâce à un mouvement global visant à élever le niveau d'instruction du pays au-delà de l'utilitarisme économique. Nous devons corriger les erreurs du passé, comme l'affaissement de l'instruction publique depuis cinquante ans, la fin du Service National sous Jacques Chirac et l'abêtissement de la population par les médias privés et publics. Il est temps de reprendre le contrôle de notre destinée en tant que Nation.
Mais avant de proposer des solutions, examinons les causes profondes du problème. Selon moi, il en existe trois principales.

Des élites sclérosées parce qu'endogames

L'une des raisons de notre déclin est la monopolisation de la politique par des individus plus préoccupés par le discours que par l'action et la prise de risques. D'une part, il y a le cercle très fermé et très parisien issu des écoles qui enseignent l'art de la rhétorique et des notes de synthèse. Cette composante de la classe politique accapare les postes-clefs, ne laissant aux autres que des rôles de seconds couteaux, à quelques exceptions près.
D'autre part, il y a des professionnels de la politique qui militent depuis leur sortie du système scolaire et ne connaissent du monde que ce que la politique leur a laissé voir ou penser.
Souvent, ces deux catégories se mêlent, avec des énarques ou des « Sciences Po » qui entament une carrière politique dès la fin de leurs études ou peu après avoir accompli leur période obligatoire de service dans l'administration.

Il est grand temps de sortir de cette situation en élargissant le champ des acteurs politiques et en favorisant l'accès à des personnalités dotées d'une expérience concrète, et pas seulement issus du secteur public.
Depuis Valéry Giscard d'Estaing, quel est le profil des décideurs politiques de premier plan ?

	Nom	Formation
Présidents	Valéry Giscard d'Estaing	X, ENA
	François Mitterrand	Avocat
	Jacques Chirac	ENA, Cour des Comptes
	Nicolas Sarkozy	Avocat
	François Hollande	ENA, Cour des Comptes
	Emmanuel Macron	ENA, Inspection des Finances
Premiers Ministres	Jacques Chirac	ENA, Cour des Comptes
	Raymond Barre	IEP, Université
	Pierre Mauroy	Enseignement technique
	Laurent Fabius	ENA, Conseil d'Etat
	Jacques Chirac	ENA, Cour des Comptes
	Michel Rocard	ENA, Inspection des Finances
	Edith Cress	HEC, Université
	Pierre Beregovoy	CAP
	Edouard Balladur	ENA, Conseil d'Etat
	Alain Juppé	ENA, Inspection des Finances
	Lionel Jospin	ENA, Quai d'Orsay
	Jean-Pierre Raffarin	Université, ESCP
	Dominique de Villepin	ENA, Quay d'Orsay
	François Fillon	Université
	Jean-Marc Ayrault	Université
	Manuel Valls	Université
	Bernard Cazeneuve	IEP
	Edouard Philippe	ENA, Conseil d'Etat
	Jean Castex	ENA, Cour des Comptes
	Elisabeth Borne	X, Pont et Chaussées
	Gabriel Attal	IEP, licence de droit

Autour de 70% des grands décideurs de ce pays ont été formés au verbe : IEP, ENA, avocats. Par leur formation, la majeure partie des responsables politiques de notre pays a acquis une grande expertise en matière de discours, mais c'est à peu près tout. Qui plus est, elle est très majoritairement (93%) du sexe masculin. Plus rarement, des compétences opérationnelles éprouvées sur le terrain, et presque jamais de compétences scientifiques et techniques (3,7%). Cette situation contraste avec celle de beaucoup de pays asiatiques qui disposent d'une élite plus diversifiée, intégrant une forte proportion d'ingénieurs et de scientifiques.

Très peu de nos responsables politiques ont connu et pratiqué, ou s'ils l'ont fait c'est la plupart du temps en dilettantes, le monde de l'entreprise privée et concurrentielle. Les rares personnalités issues du secteur privé qui se sont hasardées en politique ont fait l'objet d'un ostracisme marqué et d'un rejet rapide, sauf durant les présidences de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou. Les politiciens professionnels méprisent les candidats de la "société civile", supposés incapables de diriger les affaires du pays car pas assez "politiques". J'en ai fait l'expérience auprès de Roger Fauroux, un ancien chef d'entreprise, pourtant énarque, lorsqu'il était ministre de l'industrie : la critique récurrente était « pas assez politique » à un moment où la guerre faisait rage entre François Mitterrand et Michel Rocard. Les médias participent d'ailleurs souvent à la curée, ce qui souligne la connivence dangereuse entre médias et politique politicienne.

L'expérience dans le monde de l'entreprise privée et concurrentielle, ainsi que les compétences scientifiques et techniques, seraient pourtant des atouts précieux pour diriger notre pays avec succès. Mais nos responsables politiques ont tendance à se méfier des scientifiques et plus généralement de ceux dont la compétence s'appuie sur un savoir scientifique et technique. Ce rejet nous renvoie à la vieille dichotomie entre ceux qui se sont spécialisés dans le discours et ceux qui sont guidés par la rigueur scientifique. La Révolution Française n'a-t-elle pas tué

plusieurs de ses éminents scientifiques[2] : "*La République n'a pas besoin de savants*"[3]…

Il est malheureux de constater que nos gouvernants préfèrent honorer à grands frais aux Invalides des acteurs de cinéma ou des chanteurs de variétés, alors qu'ils se contentent de communiqués lapidaires quand décède un Prix Nobel dans une discipline scientifique. Le devoir des politiques devrait plutôt être de proposer une route ambitieuse pour notre pays, en mettant en valeur notre savoir scientifique et technique, plutôt que de chercher à flatter le peuple avec des célébrations superficielles.

Nos politiciens se méfient autant des chefs d'entreprise, qui sont placés sous la contrainte de parvenir à des résultats concrets. Ils craignent que cette expérience et cette efficacité puissent leur faire de l'ombre en mettant en évidence leurs propres insuffisances.

La configuration actuelle du système politique français privilégie l'endogamie, avec des conséquences néfastes pour notre pays. Les sociétés humaines ont appris depuis longtemps à se protéger des dangers de l'endogamie, même dans de petites sociétés isolées au milieu de denses forêts. Cependant, la politique française semble incapable de s'ouvrir à la société civile ; elle a mis en place des mécanismes qui favorisent l'entre-soi au lieu de diversifier les compétences, un prérequis pourtant indispensable pour obtenir des points de vue équilibrés et contradictoires, et pour atteindre des résultats. Cette étroitesse des profils est d'autant plus préjudiciable qu'elle mêle politique et haute fonction publique, beaucoup de politiciens naviguant entre les deux. Cette connivence culturelle et systémique n'est pas de nature à favoriser les remises en question et l'objectivité, en particulier pour la remise en ordre du fonctionnement de l'État et la réduction des dépenses publiques.

[2] Le chimiste Lavoisier, « inventeur de la chimie moderne », l'astronome Bailly et le mathématicien Condorcet.

[3] Lavoisier ayant demandé un délai d'une semaine pour pouvoir achever une expérience, le président du tribunal révolutionnaire, Jean-Baptiste Coffinhal, lui répond : « La République n'a pas besoin de savants, ni de chimistes ; le cours de la justice ne peut être suspendu ».

Il est également malheureux de constater que tout a été organisé en France pour protéger ceux qui ont choisi d'entreprendre une longue carrière en politique. Les hauts fonctionnaires sont assurés de retrouver une place confortable dans leur corps d'origine, tandis que les autres bénéficient de parachutages dans des organismes publics ou parapublics, ou de nominations dans les Grands Corps de l'État par simple décision du Prince. Cette mécanique contribue à décrédibiliser ces grandes institutions publiques.

Une professionnalisation de la politique qui a des conséquences catastrophiques

Si les médias parlent de responsables politiques, le peuple parle lui de politiciens : cela traduit le fossé qui s'est creusé entre les Français et leurs représentants. En France, les mots « politiciens » et « politicards », certes pas récents, se substituent trop fréquemment au noble terme de responsables politiques. L'isolement des élites dans leur tour d'ivoire et les nombreuses affaires de prévarication et d'avantages exorbitants ont contribué à cette évolution négative

Ce ne sont pas les seules raisons. La dérive vient aussi et surtout d'une professionnalisation de la politique. Dans le mot politicien, se fait entendre cette idée que le peuple doit être soumis à de petits groupes d'individus cooptés, incrustés dans le système et qui servent en priorité les intérêts de leur groupe avant d'être au service du pays.

La méfiance à l'égard du politicien professionnel n'est pas nouvelle : « Celui qui peut faire pousser deux épis de maïs ou deux brins d'herbe sur un terrain où un seul poussait auparavant rendrait plus de services essentiels à son pays que toute la race des hommes politiques réunis »[4].

La politique professionnelle est un monde complexe, et celui ou celle qui y consacre sa vie doit être habile au louvoiement. Le politicien acquiert également une connaissance approfondie des rouages de la machine publique, ou plutôt des machines publiques, telles que les mairies des grandes villes, les départements, les régions. Cette connaissance s'avère

[4] Jonathan Swift, Les Voyages de Gulliver.

certainement utile pour maîtriser les contraintes liées à la complexité des institutions, mais elle engendre également des travers, en rendant le politicien plus réticent à simplifier ces mécanismes complexes, car il y trouve sa légitimité et ses points de chute.

Quand il est un professionnel de la politique, le politicien doit survivre dans un univers qui offre peu de sécurité. Son sort dépend des élections et des alliances qu'il doit nouer au sein des formations politiques auxquelles il appartient… ou qu'il rejoint en retournant sa veste. Cet impératif de survie, mais aussi le désir d'accéder aux honneurs qu'apportent les plus hautes fonctions, peuvent les amener à des reniements soudains et imprévisibles, comme on a pu le constater avec les propos assassins de certains futurs ministres d'Emmanuel Macron peu avant de le rejoindre.[5] Ou comme les calculs d'un Jean-Luc Mélenchon qui il n'y a pas si longtemps jugeait le voile islamique « répugnant et obscène » pour embrasser plus récemment un discours inverse en espérant capter les voix de l'électorat musulman… Le poste compte souvent plus que les convictions.

La professionnalisation de la politique crée une classe d'individus déconnectés du reste de la société, dont la principale aptitude est de "grenouiller" et dont l'incompétence pour des missions civiles est avérée. Les politiciens professionnels qui ont tenté de se réinventer et de mener avec succès une vie professionnelle hors du cercle politique sont rares. Beaucoup d'entre eux ont fait un petit tour dans le secteur privé en

[5] Édouard Philippe : « le Macron des actes, c'est au fond un homme politique nommé par la grâce d'un Président et qui va finir par le trahir, et qui fait, dans un gouvernement qui dans l'ensemble n'a pas une politique très satisfaisante, de petites choses. Donc, j'aime bien le Macron des discours, j'aime moins le Macron des actes. Tous les parcours un peu surprenants qui, un jour ou l'autre, ont été tentés d'entrer dans la vie politique en fait se sont soldés par des échecs assez rapides ».
Bruno. Le Maire : « Emmanuel Macron n'est rien d'autre que l'héritier de François Hollande, et de son quinquennat. Et quand je le vois par exemple au Liban, nous dire qu'il regrette que dans la diplomatie française, fait du départ de Bashar al Asad un préalable à toute action, mais il était où Emmanuel Macron pendant ce quinquennat ? » ou encore : « Emmanuel Macron, c'est l'homme sans projet, parce que c'est l'homme sans conviction ».
François Bayrou : « Pour moi, il faut que vous sachiez ça, c'est absolument central, je ne suis pas pour que le pouvoir de l'argent prenne le pas sur la politique ».
Rachida Dati : « En Marche, c'est quoi ? Un parti de traitres de gauche et de traitres de droite, qui n'est rien sans Emmanuel Macron ».
Et bien d'autres : https://www.youtube.com/watch?v=0N3DoY2YFgs

valorisant leur carnet d'adresses pour ensuite retourner soit dans la vie politique, soit dans l'administration ou dans l'un des nombreux "fromages" qu'offre notre généreuse République.
La professionnalisation de la politique a également un impact négatif sur la qualité des dirigeants. Les politiciens consacrent de longues années à parfaire leur parcours dans le labyrinthe politique afin d'accéder aux fonctions les plus élevées. Leur activité se concentre alors sur la possibilité d'être élu plutôt que sur celle d'exercer pleinement les fonctions auxquelles ils accèdent finalement. Les politiciens deviennent plus compétents dans l'ascension politique que dans la direction des affaires de l'État. Les exemples abondent de ces personnalités qui, une fois arrivées au pouvoir, sont incapables de mener à bien les projets nécessaires pour le pays, y compris ceux pour lesquels elles se sont battues.
Je ne remets pas en question la bonne volonté de celles et ceux qui se sont initialement engagés en politique. J'en ai croisé certains qui étaient, au départ, animés par de nobles desseins. Malheureusement, nous les voyons dériver car le travers principal du métier de politicien réside dans l'impérieuse exigence de survivre et de tracer sa route. La fin justifie les moyens mais au bout d'un moment, les moyens deviennent une fin. La nature du « métier » incite le professionnel de la politique à mettre ses convictions entre parenthèses pour accepter des compromis nécessaires à la préservation de sa position. On est dans le réalisme cynique. Les politiciens professionnels doivent prendre en compte les intérêts de leur clientèle pour maintenir leur présence et sécuriser leur emploi. Ils soignent leur clientèle pour se soigner eux-mêmes, on le voit avec les partis les plus clientélistes à gauche comme à droite. La politique est devenue affaire de marketing et de « ciblage ».
Cette professionnalisation de la politique n'est pas récente. Elle a vu le jour avec l'instauration d'une rémunération des parlementaires en 1789, pour permettre à tous, et non seulement aux oisifs, d'accéder à la fonction. Cependant, ce système, imaginé pour garantir à tous la possibilité de participer à une fonction élective, a dérivé au fil des ans, permettant à des individus de "faire carrière" et de vivre durablement

et surtout exclusivement de leur activité politique. Ce système a pris de l'ampleur avec la Troisième République, une fois la représentation censitaire écartée. Depuis, nous payons cher, comme d'autres pays, le fait d'avoir créé une catégorie d'individus qui confisque la parole des citoyens en s'appuyant sur les machines de pouvoir que sont les partis politiques.

La politique ne devrait pas être un métier. Elle devrait être une responsabilité temporaire qui interdit de trop s'éloigner des réalités sociales et économiques : les représentants devraient venir du peuple pour y retourner bientôt, même quand ils sont parmi les plus instruits. Les partis s'approprient le pouvoir en confiant les nobles tâches de conduire les citoyens à des individus qui ne sont pas choisis pour leur compétence, mais pour leur aptitude à manœuvrer et à nouer des alliances opportunes. Ils mettent également en place des mécanismes de rente au bénéfice de ceux qui se sont assurés suffisamment d'appuis : on l'a vu avec des politiciens notoirement corrompus qui poursuivaient une carrière politique au vu et su de tout le monde.

Le grand paradoxe est que les Français semblent ne pas avoir conscience des aberrations de cette professionnalisation de la politique : au début de 2024, les deux personnalités politiques les plus appréciées des Français sont ainsi Gabriel Attal et Jordan Bardella, deux jeunes gens qui n'ont jamais rien fait d'autre depuis leur sortie du système scolaire que de la politique politicienne, poussés par d'autres politiciens professionnels.

Il va de soi que les partis et les mouvements politiques, quels que soient les noms qu'ils se choisissent, jouent un rôle d'équilibrage important et ne sauraient être condamnés. Les partis sont le moyen, pour des citoyens partageant la même vision, de travailler ensemble à concevoir et à promouvoir des solutions pour faire face aux enjeux auxquels est confronté le pays, voire de s'associer pour constituer un contrepouvoir face à un gouvernement tenté par la dictature. Les partis peuvent être une garantie d'ouverture et ils peuvent apporter un potentiel d'alternance politique. Cependant, il convient de ne pas négliger les

effets pervers de ces organisations qui résultent d'une excessive professionnalisation, ce qui pervertit l'objectif d'une politique au service des citoyens.
Certains prétendront que cette analyse est "populiste" et susceptible de saper les fondements de notre démocratie. Ils s'appuieront pour cela sur l'idée convenue que les partis politiques sont les seuls garants de la démocratie. La réalité est que si les populistes aiment manier les expressions excessives pour discréditer le système en place, ils sont aussi souvent parmi les plus expérimentés en matière de politique professionnelle et s'appuient souvent eux-mêmes sur des partis structurés : la politique française le démontre depuis toujours, y compris aujourd'hui. Logiquement, ils ont bien compris les avantages à s'installer dans une posture et à en recueillir les fruits sous la forme d'une rente élective. Ces politiciens populistes se présentent comme des remparts contre ce qu'ils nomment "chienlit parlementaire" ou "le système", alors que leur ambition est d'en croquer.
La démarche proposée ici est à l'opposé d'une attitude populiste, puisqu'elle ambitionne de redonner à des Assemblées réinventées le pouvoir qu'elles devraient avoir en contrepartie d'un mécanisme électoral plus authentiquement démocratique. C'est grâce à une réelle participation citoyenne et une réelle représentativité que la démocratie peut fonctionner. Et certainement pas grâce à l'arbitraire d'une seule personne et de son entourage, ou encore de machines de pouvoir qui finissent tôt ou tard par placer leur propre intérêt avant celui du pays.
Les partis seraient les garants de la démocratie ? C'est en réalité notre système électoral représentatif, du fait de sa mécanique élective, qui accorde trop d'importance aux partis. D'autres systèmes sont possibles sans verser dans la dictature. Nous devrions réexaminer les origines de la démocratie, qui prend sa source en Grèce. La démocratie athénienne est pleine d'enseignements qui seraient bien utiles pour faire évoluer nos pratiques vers plus de démocratie.
Dans la cité athénienne, chaque citoyen ne possédait pas seulement un droit à décider des lois, il avait aussi le devoir de défendre la cité. Il s'agissait d'un rapport plus équilibré entre la société et les individus,

entre droits et devoirs. La citoyenneté pouvait être retirée en cas de fraude ou de corruption. Les dispositifs en place limitaient la tentation de « faire carrière » en politique, même s'il y a eu aussi à cette époque d'habiles politiques, essentiellement parmi les stratèges militaires, seuls pouvant être élus durablement et non tirés au sort, Périclès en est un exemple célèbre. Les représentants du peuple et les magistrats – militaires exceptés - étaient désignés par tirage au sort. Le tirage au sort était la garantie ultime de représentation démocratique : « *Est considéré comme démocratique que les magistratures soient attribuées par le sort et comme oligarchique qu'elles soient électives* »[6]. Le tirage au sort des citoyens conduisait à un meilleur système de représentation. Il permettait de sélectionner aléatoirement des représentants, sans biais de parti politique ou de richesse. Le tirage au sort des citoyens favorisait une participation citoyenne accrue, car les citoyens choisis étaient impliqués dans les décisions politiques, et chacun avait une chance d'être à un moment dans la position de gouverner : « *Et l'une des formes de la liberté, c'est d'être tour à tour gouverné et gouvernant. En effet, le juste selon la conception démocratique, c'est l'égalité numérique et non selon le mérite, et avec une telle conception du juste il est nécessaire que la masse soit souveraine, et ce qui semble bon à la majorité sera quelque chose d'indépassable, et c'est cela qui sera le juste, car ils disent qu'il faut que chaque citoyen ait une part égale*[7] ».

Certes, la démocratie athénienne n'accordait des droits qu'aux hommes grecs à l'exclusion des femmes, des enfants, des étrangers et des esclaves. Mais dénie-t-on aux premières Républiques françaises leur caractère de démocraties quand les femmes et les moins de vingt et un ans ne pouvaient voter, ni même ceux qui n'avaient pas atteint un niveau de revenus assez élevé quand le suffrage censitaire était encore la règle ? Quant aux étrangers, ils n'ont toujours pas le droit de voter.

Je donne plus de valeur à l'argument selon lequel le monde grec d'il y a 2 500 ans n'avait pas atteint la dimension et la complexité de notre monde contemporain. Il est en effet plus difficile de faire fonctionner

[6] Aristote, *Politique*, IV. 9.
[7] Aristote, *Politique*, VI. 2.

une démocratie de plusieurs dizaines de millions de citoyens plutôt que de quelques dizaines de milliers. La démocratie athénienne n'est certainement pas un modèle politique à recycler en l'état, et je n'appelle pas à appliquer de vieilles recettes. Nous devrions néanmoins tirer des enseignements de cette expérience quant aux moyens de limiter les effets pervers de la pratique politique telle que nous la connaissons aujourd'hui. Ainsi, nous devons réfléchir à l'efficacité du tirage au sort pour faire obstacle aux stratégies de prise du pouvoir individuelles et partisanes, qui s'effectuent au détriment des intérêts publics, de même que nous devons donner une plus grande part à la participation des citoyens aux décisions.

On oppose souvent aux procédés de tirage au sort l'objection de la « compétence » : l'élection de représentants permettrait de choisir « les meilleurs ». Quel paradoxe lorsqu'on rappelle l'étymologie du mot aristocratie : le pouvoir des meilleurs [8] … Finalement, les élites occidentales ont une vision aristocratique, et non démocratique, de la politique.

La capacité du peuple à décider du sort du pays sans recourir à des médiateurs sélectionnés au sein d'une élite est une question ancienne, mais toujours pertinente. Elle était posée dans ces termes par l'abbé Sieyès en 1789 : « *Puisqu'il est évident que cinq à six millions de Citoyens actifs, répartis sur plus de vingt-cinq mille lieues quarrées, ne peuvent point s'assembler ; il est certain qu'ils ne peuvent aspirer qu'à une Législature par représentation. Donc les Citoyens qui se nomment des Représentants, renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes, immédiatement la Loi : donc ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. Toute influence, tout pouvoir, leur appartiennent sur la personne de leurs mandataires ; mais c'est tout. S'ils dictaient des volontés, ce ne serait plus cet état représentatif ; ce serait un état démocratique*[9] ». Il ne s'agissait pas de bâtir un État démocratique, sur le modèle athénien, mais un État représentatif, avec des représentants inévitablement sélectionnés au sein d'une élite pouvant garantir la

[8] Aristos : excellent, et Kratos : le pouvoir.

[9] *Dire de l'abbé Sieyès sur la question du véto royal*, 7 septembre 1789

préservation des classes supérieures. Et cette organisation représentative ne doit consulter ses citoyens que de manière occasionnelle, ce qui interdit à ces derniers de choisir les grandes orientations du pays : « *Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement, sitôt qu'ils sont élus, il est esclave*[10] ».

Il est souvent utile de prendre du recul par rapport à nos habitudes et à nos pratiques. Pour tout Français qui s'inscrit dans une tradition républicaine, l'élection telle que nous la connaissons est synonyme de démocratie. Les deux mots sont comme devenus interchangeables, ce qui constitue un contresens. Il est vrai que des élections sans contraintes offrent plus de garanties de liberté que les pouvoirs autocratiques et dictatoriaux, car l'élection permet aux citoyens de s'unir pour choisir pami les candidats qui se soumettent à l'élection. Sous réserve bien sûr que la liberté d'expression et d'organisation partisane soit garantie, ce qui n'est pas le cas des nombreuses caricatures de démocratie qui existent un peu partout dans le monde.

En théorie, dans notre pays, la porte du pouvoir est ouverte à tous. Et pourtant, ce n'est pas le cas. Les partis politiques et les réseaux de pouvoir pervertissent le principe associant élection et démocratie. Seule une vision naïve et idéaliste considère le parti politique comme un groupement de citoyens qui partagent des idées et veulent les voir mises en application. Cette vision angélique est malheureusement contredite par la réalité. Les partis politiques sont le plus souvent des machines de prise du pouvoir pour le pouvoir, ou d'appropriation de postes généreusement rémunérés, et ces organisations sont contrôlées par de très petits groupes d'individus qui se serrent les coudes. Le parti ne sélectionne pas les candidats sur le critère de la compétence et de l'aptitude à diriger les affaires publiques, mais sur l'aptitude au discours, les réseaux d'amitié et l'habilité à progresser dans le parti au travers de jeux d'alliances.

[10] *Du Contrat Social*, Jean-Jacques Rousseau,

Ce qui menace l'exercice d'une véritable démocratie, c'est la prédominance du duo élections - partis politiques. Le parti politique est consubstantiellement une machine qui prive ses adhérents, et à plus forte raison les citoyens, de leur parole. C'est une machine qui fabrique en petit comité un discours appelé à devenir le dogme du moment – un dogme néanmoins élastique puisque la direction du parti ajuste le discours en fonction des aléas de l'actualité et les stratégies de prise du pouvoir.

Dès lors que la machine est puissante, le dogme s'impose et la parole divergente n'a plus le droit de cité, comme la philosophe Simone Weil l'a souligné[11]. Ce travers de notre système politique éloigne les citoyens du vote : il n'y a plus de pouvoir pour le peuple par le peuple, mais un pouvoir un peu pour le peuple et essentiellement pour les partis et ses dirigeants. Le pouvoir n'est pas exercé par le peuple comme l'impose notre Constitution, mais par des organisations qui verrouillent l'élection. Pouvons-nous ainsi être satisfaits des résultats de notre système de représentation actuel ?

Une France de 2024 s'avançant rapidement vers le délabrement révèle bien que les professionnels de la politique, choisis au fil des années par le biais de l'élection, ont été incapables de diriger efficacement et avec intégrité les affaires du pays. Il est évident que le système en place n'a pas sélectionné « les meilleurs », les plus compétents. Il a préféré les plus éloquents. Le peuple est-il responsable du choix de ses politiciens ? A-t-on « les politiciens qu'on mérite », comme cela est souvent avancé ? Je ne partage que partiellement cette vision. Notre politique est l'otage

[11] « *Supposons un membre d'un parti – député, candidat à la députation, ou simplement militant – qui prenne en public l'engagement que voici : « Toutes les fois que j'examinerai n'importe quel problème politique ou social, je m'engage à oublier absolument le fait que je suis membre de tel groupe, et à me préoccuper exclusivement de discerner le bien public et la justice. » Ce langage serait très mal accueilli. Les siens et même beaucoup d'autres l'accuseraient de trahison. Les moins hostiles diraient : « Pourquoi alors a-t-il adhéré à un parti ? » –avouant ainsi naïvement qu'en entrant dans un parti on renonce à chercher uniquement le bien public et la justice. Cet homme serait exclu de son parti, ou au moins en perdrait l'investiture ; il ne serait certainement pas élu*. » Simone Weil, Note sur la suppression générale des partis politiques - 1940

d’un système électoral, et les citoyens en sont les spectateurs sans avoir conscience de ce qui se joue.
Lorsque le général de Gaulle dénonçait le "régime des partis", il critiquait *de facto* la professionnalisation de la politique, car les partis ne sont que des instruments entre les mains de professionnels aguerris.
De Gaulle a voulu la Constitution de 1958 et la désignation du président de la République au suffrage universel afin de réduire la dépendance de l’État vis-à-vis des partis politiques. Il se voyait comme le garant de cette mise à distance des partis, mais rien n’a changé : « *Nous avons fait, j'ai proposé au pays de faire la Constitution de 1958, après les drames que vous savez et dans l'intention - que d'ailleurs j'avais annoncée de la façon la plus formelle et la plus publique - de mettre un terme au régime des partis. Il s'agissait d'empêcher que la République, l'État, fût, comme il l'était avant, à la discrétion des partis. C'est dans cet esprit que la Constitution a été faite, et c'est dans cet esprit que je l'ai proposée au peuple, qui l'a approuvée. (…) Car comment peut marcher la Constitution de 1958 et comment marche-t-elle, et marche-t-elle très bien, depuis sept ans ? Elle marche grâce à un chef d'État qui n'appartient pas aux partis ; qui n'est pas délégué par plusieurs d'entre eux, ni même, à plus forte raison, par tous ; qui est là pour le pays ; qui a été désigné sans doute par les événements, mais qui, en outre, répond à quelque chose qui est commun à tous les Français, par dessus les partis, et qui est leur intérêt commun, leur intérêt national.* »
De Gaulle exprime parfaitement par ces mots l’équilibre fragile instauré dans les débuts de la Vème République, et qui a volé en éclat dès lors que les partis ont repris le dessus comme c’est le cas aujourd’hui.
Comme l'a exprimé Simone Weil, les partis finissent toujours par mettre les moyens avant la fin - alors que la fin devrait arriver en premier et se limiter à être le bien commun. L’esprit de parti oblitère la recherche du vrai et du bien, pour viser prioritairement la réussite du parti et la consolidation de ses positions.
Il est paradoxal que les partis politiques soient considérés comme les gardiens de la démocratie, alors qu'ils sont bien souvent des obstacles à l'expression démocratique. Le système américain en constitue un

exemple caricatural : deux partis confisquent le pouvoir depuis presque deux siècles, comme si le monde était binaire. Les autocraties s'appuient souvent sur un "parti présidentiel"[12] en laissant végéter des partis secondaires tenus en laisse : qu'une tête dépasse, on la coupe. On le voit avec les élections russes, entre autres. Le système américain s'appuie, lui, sur "une dualité unique de partis".

Ce paradoxe mérite d'être d'autant plus mis en avant que l'image des partis politiques a considérablement décliné dans l'opinion publique, tout comme le militantisme politique n'a cessé de refluer[13]. Cette évolution reflète une altération profonde des relations que les Français entretiennent avec les partis. Les Français ne sont pas en froid avec la politique, mais avec un système politique qui les prive de leur voix. Le système des partis consiste à déployer un discours marketing de séduction auprès des électeurs, qui se font abuser à chaque échéance électorale par des promesses le plus souvent fantasques. Au fond, le populisme serait plutôt là, dans cette logique partisane de séduction à tout prix.

Les Occidentaux aiment penser qu'ils vivent dans des régimes démocratiques : ils devraient s'interroger sur la véritable nature de leurs démocraties. Nous nous sommes bien trop éloignés des principes fondamentaux de la démocratie pour affirmer que nos sociétés se conforment à un idéal démocratique.

Les évènements politiques de juin 2024 ont illustré un aspect particulièrement antidémocratique de notre système électoral : Emmanuel Macron, constatant un échec électoral de ses candidats aux élections européennes, décidait le 9 juin de dissoudre l'Assemblée nationale. En soi, cette décision semblait redonner la voix au peuple, « démocratiquement ». Mais le diable se cache dans les détails : les candidats auront eu moins d'une semaine pour se déclarer, et deux semaines seulement pour mener une campagne électorale. Il ne fait aucun doute que, dans une telle configuration, aucun candidat n'avait

[12] Certains pays, comme la Russie, font prospérer l'idée d'un régime de représentation élective ouvert pour dissimuler un pouvoir sans partage.

[13] Les syndicats sont victimes du même mouvement de désaffection, pour les mêmes raisons.

de chance d'exister en dehors d'organisations politiques riches et structurées, c'est-à-dire ce qu'on appelle des grands partis (même si certains, hypocrites, se cachent derrière des mots comme « mouvement »). Qui plus est, les plus petits partis qui venaient de dépenser une partie de leurs économies dans une campagne pour les élections européennes n'avaient plus les moyens financiers d'exister à l'échelle nationale, des levées de fonds ne pouvant s'effectuer dans délais aussi courts. Ce choix d'élections dans des délais incroyablement brefs interdit toute expression réellement démocratique, et pousse à son paroxysme la mise en avant d'organisations politiques structurées qui verrouillent le système. De surcroît, le mode de scrutin à deux tours contraignait les partis à entrer dans des « combinaisons » pour pouvoir exister collectivement. Ce furent des jours de reniements et de trahisons, d'où les intrigues en tous genres auxquelles on a assisté. Soyons lucides : c'est une parodie de démocratie.

Pour nous rapprocher d'un modèle authentiquement démocratique, nous devons lutter contre la professionnalisation de la politique et impliquer fréquemment les citoyens dans les processus de décision. Le processus conduisant au choix des représentants du peuple dans les assemblées doit également changer pour apporter plus d'ouverture. Bien évidemment, les partis et leurs dirigeants feront tout pour freiner de tels projets ; ils n'hésiteront pas à crier au "populisme", y compris ceux qui hier encore se disaient « antisystèmes ». Ils affirmeront une fois de plus que l'élection à elle seule garantit la démocratie[14] et permet de choisir les « meilleurs », c'est-à-dire eux, alors que les décennies qui

[14] Tel Monsieur Philippe Bas, sénateur représentatif de ces énarques qui font carrière en politique, interrogé par la chaîne de télévision Public Sénat le 15 février 2023 : « *Arrêtons de raconter des histoires aux gens, la démocratie ça n'est pas une centaine d'hommes et de femmes sélectionnés à partir d'un échantillon qui a été mis au point par des organismes de sondage pour prétendre qu'il représente le peuple français. (…) C'est un attrape-nigaud, la convention citoyenne, cent personnes représentent la France alors qu'elles ne sont pas élues. Vous feriez un sondage avec cent personnes, que dirait la Commission des Sondages ? Elle vous dirait : ce sondage n'est pas valable, vous devez maintenant publier dans la presse des démentis aux résultats qu'il a fait apparaître. Donc, revenons aux fondamentaux de la démocratie représentative et puis utilisons le référendum de temps en temps.* ». Source : https://www.publicsenat.fr/emission/bonjour-chez-vous/philippe-bas-sebastien-chenu-230855. On notera dans cette déclaration le « de temps en temps » pour l'utilisation du référendum, signe que les politiciens professionnels ne souhaitent pas que les citoyens soient trop étroitement associés aux décisions publiques.

viennent de s'écouler démontrent la médiocrité de leurs résultats. Impliquer les citoyens dans la vie de la cité est le contraire du populisme. L'usage du mot "populisme" par les partis est un stratagème démagogique pour écarter toute tentative d'implication citoyenne. Il vise à effectuer une confusion avec ce qu'est réellement le populisme : une manipulation du peuple pour l'empêcher de penser et de prendre des décisions, car les populistes ne se servent du peuple que comme marchepied pour accéder à un pouvoir qu'ils espèrent sans partage.
Une authentique démocratie donne souvent la parole aux citoyens tout en les encourageant à penser de manière critique et à contribuer efficacement au débat public. Je ne fais pas référence à ces « consultations » organisées en trompe-l'œil sur des sujets d'importance secondaire pour faire croire à un exercice démocratique, comme cette consternante consultation parisienne sur les trottinettes électriques ou les « SUV » pour lesquelles aucun quorum n'est exigé, ce qui conduit à des taux de participation squelettiques et finalement des décisions arbitraires. Il faut en réalité privilégier une véritable participation du peuple aux décisions les plus essentielles.
C'est la relation entre les citoyens et la vie de la cité qui doit être repensée pour permettre aux citoyens de participer activement à la vie publique, plutôt que de se contenter de regarder de loin les décisions prises par des représentants qu'ils ont élus trop souvent à contrecœur.

L'exposé qui précède ne doit pas occulter l'impérieuse nécessité pour la nation de disposer d'élites aptes à gérer au jour le jour les affaires du pays. Il est impensable et dangereux de remettre en question cette nécessité. Un pays est un navire difficile à piloter ; seules des personnalités de qualité et hautement formées peuvent prendre les décisions quotidiennes nécessaires pour traverser les tempêtes. Mais les élites doivent pour cela être dotées de qualités exigeantes telles que le courage, la persévérance, l'expérience, la clairvoyance et un esprit rationnel. Malheureusement, les élites actuelles n'ont pas démontré ces qualités, et leur formation ne met pas l'accent sur de telles qualités. Pour

garantir des résultats plus satisfaisants, il s'avère donc nécessaire de revoir les processus de sélection eux-mêmes.

Un peuple infantilisé et écarté des grandes décisions

Je l'ai dit, la professionnalisation de la politique a pour conséquence la marginalisation délibérée des citoyens. Les Français ont certes la possibilité de choisir leurs représentants lors des élections, mais les partis politiques se servent de cet exercice occasionnel pour verrouiller le système.

Quand l'objectif des Lumières était de transformer les Français de simples sujets en êtres pensants éclairés, notre système les ramène à l'état de sujets passifs et impuissants.

Aux États-Unis, où le pouvoir est détenu par deux partis depuis près de deux siècles, tous ceux qui ont cherché à perturber ce dispositif ont été systématiquement exclus du pouvoir. Donald Trump, personnage atypique de la politique américaine, a fait son chemin dans le système parce qu'il a su s'accommoder des structures du parti Républicain. Sans cela, il serait resté sur le côté. La situation américaine est similaire à celle d'un duopole formé par deux entreprises qui contrôlent un marché spécifique, et on sait que les duopoles ne sont guère souhaitables sur le plan économique. Il est difficile de parler de démocratie lorsque deux organisations structurées et puissantes se partagent le pouvoir à tour de rôle en s'assurant que tout impétrant sera écarté. Dans les années cinquante, aux États-Unis, des personnalités ont été emprisonnées ou exclues de la société pour leurs opinions : ce type de fonctionnement refera surface à la première crispation de la société américaine et les deux partis seront alors d'accord pour verrouiller la liberté de parole. "Washington" est devenu une entité à part entière, traversée par des opinions divergentes, et il est légitime de se demander si ces divergences sont plus aigües que celles qui traversent le parti communiste chinois, au sein duquel les combats peuvent être rudes… L'exemple américain montre que se cachent derrière le mot démocratie des réalités qui font de l'opposition entre dictature et démocratie une considération

beaucoup trop simpliste. Aucune surprise, dans ces conditions, si le taux de participation aux élections américaines est aussi faible.
Ne sous-estimons donc pas les limites de ce que nous prétendons appeler démocratie et posons-nous les bonnes questions sur le fonctionnement réel de notre système politique, et sa responsabilité dans le déclin de notre pays.
Revenons à l'abbé Sieyès qui, dans son discours du 7 septembre 1789, déclarait également : « *Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants*[15] ». Et l'abbé de justifier sa position : « *la très-grande pluralité de nos Concitoyens n'a ni assez d'instruction, ni assez de loisir, pour vouloir s'occuper directement des Lois qui doivent gouverner la France* ». Tout est dit : l'élection doit jouer le rôle de filtre pour protéger le pays d'un peuple immature ou inculte. La méfiance des élites envers le peuple n'est pas nouvelle.
Il est vrai que certaines périodes peuvent conduire à des mouvements irrationnels dans l'opinion. Mais nous devons nous demander si ces mouvements ne sont pas plutôt liés au fait que le peuple est mis à l'écart des décisions qui le concernent. **N'est-ce pas parce que le peuple n'a pas de poids dans les décisions qu'il est plus enclin à suivre les démagogues ?** Le peuple suisse, qui de longue date est associé aux décisions publiques, ne fait-il pas preuve au contraire d'une grande sagesse ? Donnons donc au peuple français la capacité de participer souvent aux décisions, et son sens des responsabilités grandira. Il s'informera mieux, il réfléchira avec plus d'acuité aux conséquences des décisions auxquelles il serait amené à participer. Il le fera d'autant mieux qu'il aura été convenablement instruit, d'où l'importance ultime de notre système d'instruction publique, j'y reviendrai.
Les propos de Sieyès forment le soubassement idéologique qui a formé nos élites depuis deux siècles, et qui a conduit à écarter le peuple des

[15] Discours de Sieyès à l'assemblée constituante : https://fr.wikisource.org/wiki/Dire_de_l%27abb%C3%A9_Siey%C3%A8s,_sur_la_question_du_Veto_royal,_%C3%A0_la_s%C3%A9ance_du_7_septembre_1789

processus de décision au bénéfice de représentants élus au moyen de mécanismes de cooptation.
Dans notre système représentatif, les Français votent pour des personnes désignées par les partis, parfois même pour les partis eux-mêmes, plutôt que pour des individus à la personnalité et aux compétences remarquables. Les élections au Parlement européen sont à ce titre exemplaires. Qui connaît les candidats proposés par chacune des formations se présentant à l'élection, mises à part les têtes de liste ? Les personnalités exceptionnelles n'ont aucune chance d'accéder à la représentation si elles ne sont pas portées par un parti ou par des intérêts financiers puissants, comme c'est le cas aux États-Unis.
Le peuple vote encore moins pour des décisions ou des projets. Beaucoup d'électeurs comprennent, au moins intuitivement, que ce que les politiciens appellent "programme" est plus l'outil de marketing électoral d'une entreprise politique dénommée « parti » que la définition d'une stratégie pour l'avenir du pays.
Notre système actuel de représentation politique sous-estime les citoyens en les traitant comme des enfants à qui on présente des idées simplistes et binaires. Il est urgent de changer de modèle. Le déclin des médias d'opinion en France, notamment de la presse écrite, est le reflet de l'éloignement des Français vis-à-vis de la politique, une évolution logique puisqu'ils sont exclus des décisions. Cette situation a conduit à fragiliser économiquement les médias et à les pousser dans l'escarcelle d'oligarques désireux de se rapprocher du pouvoir. Il est nécessaire de mettre un terme à cette évolution en interdisant la possession des médias par les groupes industriels ou financiers, surtout s'ils entretiennent des relations d'affaires avec l'État, et parallèlement en redonnant leur voix aux citoyens.
Inspirons-nous des pratiques démocratiques les plus efficaces pour avancer. La Suisse pourrait être un des exemples à suivre à cet égard, en particulier pour son système de votations. Comment ce peuple parvient-il à montrer un grand sens de responsabilité, un engagement envers les affaires de son pays et un respect des intérêts publics ? Les votations,

une pratique ancrée dans leur histoire, contribuent à renforcer le lien social.

Les Suisses votent presque tous les mois. Ce vote se fait par simple courrier, ce qui illustre le degré élevé de confiance qui règne dans le pays. Malgré des handicaps géographiques et linguistiques, la Suisse est un pays prospère, avec des salaires supérieurs à ceux de tous les autres pays européens, et le pays est discipliné, peu victime d'incivilités. C'est un pays qui maintient une solide industrie, contrairement à l'image d'Épinal du paradis du secret bancaire européen qu'il n'est plus.

Nous devons nous inspirer de cette organisation démocratique pour améliorer notre propre système et par ricochet, améliorer la progression de la société toute entière.

Il est devenu nécessaire de s'interroger sur les moyens de faire participer les citoyens à la vie de la nation. Les "conventions citoyennes" qui ont été initiées ailleurs sont des expériences pouvant inspirer une réforme de nos propres institutions, afin de favoriser une implication authentique du peuple français.

La "Convention Citoyenne pour le Climat" mise en place en 2019 par Emmanuel Macron constitue un exemple intéressant de la façon dont des citoyens ordinaires, choisis au hasard au sein de la population française [16], peuvent se montrer aptes à s'approprier des sujets complexes et à proposer des décisions pertinentes, même si elles sont parfois déplaisantes. La démarche et les travaux de cette convention sont exemplaires et on pourrait croire qu'Emmanuel Macron a eu une idée lumineuse pour réformer la France. Hélas, cette convention a été victime de deux travers majeurs. Le premier, c'est que la question posée n'était probablement pas la bonne, ce qui ne pouvait pas conduire à des réponses tout à fait satisfaisantes. Le second, c'est que le gouvernement a comme trop souvent joué une comédie de la démocratie en

[16] L'institut Harris Interactive avait la charge du tirage au sort des 150 participants et participantes. Des numéros de téléphone ont été générés automatiquement – 85 % de portable et 15 % de fixe – et environ 255 000 personnes ont été contactées entre la fin août et la fin septembre. Le but était d'obtenir un panel représentatif de la population française en ayant une répartition conforme à l'ensemble de la population en termes de sexe, d'âge, de niveau de diplôme, de catégories socio-professionnelles, de type de territoires, de zone géographique.

détournant l'esprit de cet exercice, comme il avait joué une comédie de démocratie avec le "Grand Débat" organisé pour renvoyer les gilets jaunes dans leurs foyers, et qui s'était plus apparenté à un monologue, les "doléances" recueillies à cette occasion restant dans les cartons. Une nouvelle « convention citoyenne » a été mise en place en 2022 sur la question de la fin de vie. Ses conclusions en ont été détournées.

Le peuple reste écarté de la plupart des grandes décisions de notre société : l'évolution du régime des retraites en est l'exemple le plus frappant. Les réformes successives de notre système de retraites depuis plusieurs décennies se sont toutes faites dans une atmosphère conflictuelle, les gouvernements préparant leur projet de leur côté sans impliquer la société civile, sauf au travers d'organisations syndicales beaucoup moins représentatives qu'autrefois et dont le fonctionnement est similaire à celui des partis politiques. Une implication plus directe de représentants du peuple moins partisans aurait au contraire facilité l'émergence de solutions consensuelles, et peut-être plus durables. Les Français sont parfaitement capables de comprendre que l'allongement de la durée des études et de l'espérance de vie ne peuvent pas être sans conséquences sur le marché du travail. Quand des réformes sont nécessaires mais difficiles, elles seraient plus faciles à définir et à faire accepter si le peuple lui-même, au travers de délégués authentiquement représentatifs, participait à sa conception. A l'inverse, le jeu politique actuel consiste à laisser des organisations partisanes se disputer pour finalement aboutir à des compromis bancals remis en cause quelques années plus tard parce que les solutions mises en œuvre sont inadaptées.

Le décalage entre le peuple et ses élites est en grande partie responsable de la crise que traverse notre pays. Les élites ne tiennent pas compte des aspirations des citoyens dans leur façon diriger le pays. Elles ne comprennent pas que le dynamisme d'un groupe humain est étroitement corrélé à son implication dans les décisions qui le concerne. Elles se contentent de considérations superficielles issues de sondages, la communication instantanée étant devenue leur principal mode

d’interaction avec le peuple. Il en découle une désaffection des Français pour les élections, ce qui à son tour nourrit un cercle vicieux : les mécontents se détournent de l’élection et il ne reste plus qu'un noyau d'électeurs votant de plus en plus à contrecœur pour des candidats qui ne proposent qu'une gestion velléitaire et confuse du déclin. Les élites politiciennes sont élues par un cercle de plus en plus restreint d'électeurs, comme aux États-Unis, ce qui accentue la fracture et fragilise notre système politique.

La crise des "gilets jaunes" de 2018-2019 est un avertissement qui n'a pas été prise au sérieux par les élites, ce qui montre bien à quel point le fossé s’est creusé. La revendication des "gilets jaunes" pour l'instauration de référendums d'initiative populaire (ou citoyenne) aurait pourtant dû faire comprendre aux élites françaises que cette éruption dépassait largement la recherche d'intérêts à court terme pour exprimer la frustration de citoyens ordinaires de ne pas pouvoir être acteur de leur destin.

Rétablir l'harmonie entre le peuple français et la politique est une impérieuse nécessité, non seulement pour obtenir une harmonie sociale, mais aussi pour faire face aux épreuves qui nous attendent. Je vous annonce que nous allons traverser des moments difficiles, pour de multiples raisons sur lesquelles je reviendrai dans cet ouvrage : raréfaction tendancielle des matières premières, baisse de la croissance économique, vieillissement de la population, instabilité politique et financière sur le plan international résultant du rééquilibrage des richesses, pour ne citer que quelques-unes des menaces qui nous guettent. Et sans parler d’une dette publique qui va devenir de plus en plus difficile à soutenir, et qui peut nous entrainer dans une crise aiguë.

Dans les prochaines tempêtes, il sera crucial que le peuple et les dirigeants avancent dans un climat de confiance. Sinon, les difficultés, au lieu de trouver leurs solutions, se traduiront par des conflits, des ruptures, des frustrations, et probablement de la violence. Cela ne peut se faire qu'en associant les citoyens de manière plus étroite aux décisions et, ce qui est plus complexe, en changeant nos élites.

Là où la confiance entre les différents échelons de la société a disparu, il faut la rétablir. C'est la raison pour laquelle le changement de gouvernance est une priorité absolue. Sans cela nous ne pourrons qu'assister à la poursuite du désastre. C'est par ce changement que tout doit commencer.

Chapitre 2

Changer de gouvernance

"Ce n'est pas le Parlement qui doit gouverner, mais le peuple qui doit gouverner par l'intermédiaire du Parlement" [17]*.* Winston Churchill

"*Gouverner par un parti, c'est se mettre tôt ou tard dans sa dépendance. On ne m'y prendra pas*." Napoléon Bonaparte

Changer notre système politique pour retrouver grandeur et dynamisme. Cela ne pourra pas se produire sans une évolution du fonctionnement de nos institutions. Les mécanismes qui régissent actuellement notre système politique accordent aux partis une trop grande latitude, qui les conduit à tenir la société sous leur coupe. Ils confèrent un pouvoir exorbitant à un petit groupe d'individus, lui-même surplombé par une seule personne, le Président, qui concentre trop de pouvoirs. On peut admirer le général de Gaulle et simultanément reconnaître que les mécanismes institutionnels qu'il a mis en place, adaptés pour un homme de sa rigueur morale et de son engagement pour le pays, ne conviennent pas pour garantir le redressement de la France aujourd'hui.
Changer le fonctionnement du système politique implique une évolution en profondeur de notre Constitution. Il s'agit d'une tâche délicate qu'il faut entamer dès que possible afin de redonner vie à notre démocratie. Certains hommes politiques, tels que Jean-Luc Mélenchon, prônent une "Sixième République". Cependant, rien dans leur discours et surtout dans leur pratique politique n'indique qu'ils chercheront à réduire le fossé entre le peuple et des gouvernants tout-puissants. La pratique autocratique d'un Mélenchon, hermétique à toute contradiction,

[17] "It is not Parliament that should rule; it is the people who should rule through Parliament"

démontre même le contraire. Qui peut sérieusement penser que Mélenchon le chaviste autoritaire et colérique voudra rendre le pouvoir au peuple ? Il est à l'image de bien des politiciens : avide de pouvoir et de célébrité, incapable de consacrer sa vie à autre chose qu'à la politique politicienne. Qu'a d'ailleurs fait Mélenchon dans sa vie en dehors de la politique politicienne ?

L'objet du présent chapitre n'est pas de rédiger une Constitution, mais de proposer quelques principes qui devraient en guider sa préparation, en s'appuyant sur quelques principes essentiels :

- Décourager la professionnalisation en politique ;
- Éviter que des hauts fonctionnaires protégés par leur statut puissent « jouer » avec la chose politique en toute irresponsabilité ;
- Redonner au peuple un rôle pour participer aux prises de décision les plus importantes.

Cette réforme s'appuie sur trois grands principes qui doivent s'appliquer aux fonctions élues les plus importantes : Président de la République, Député, Sénateur, mais aussi Président de Région ou de Département, Maire de grande ville, tant on sait que les politiciens voient dans d'importantes positions locales de véritables tremplins pour bâtir une carrière politique nationale. Ces principes ont peu de raisons de s'appliquer aux petites communes, où l'action des élus s'apparente plus à du bénévolat désintéressé qu'à une stratégie politicienne :

- <u>Le caractère non renouvelable des mandats</u>
  Le représentant du peuple doit exercer son mandat pendant une durée donnée puis céder sa place à un nouveau représentant à la fin de son mandat, sans avoir la possibilité de se représenter : **ni à la suite un premier mandat, ni ultérieurement**. C'est l'aspect le plus important des propositions de ce chapitre, qui facilitera l'élimination des mauvaises pratiques en politique. L'interdiction de se représenter encouragera une concentration des efforts sur les intérêts publics, et non sur une carrière.

- La possibilité pour le peuple de participer aux décisions les plus importantes

  Il s'agit d'une généralisation du référendum que la Constitution de la Vème République a prévu mais qui demeure peu utilisé, et qui a même été délaissé depuis deux décennies. Il devrait être systématisé, tant au niveau local que national, à l'image des « votations » couramment pratiquées par nos voisins suisses, le cas échéant à la demande des citoyens eux-mêmes.

- L'introduction d'une part de hasard dans l'élection grâce à des mécanismes de tirage au sort

  Le tirage au sort a été pratiqué à de multiples reprises dans l'histoire parce qu'il est un authentique instrument démocratique. Le tirage au sort a été couramment pratiqué dans le passé, à Athènes bien sûr, à son apogée, mais aussi dans de puissantes villes en Italie et en Espagne. Il a toujours démontré sa pertinence en apportant des institutions stables et respectées par les citoyens, qui s'opposent aux ambitions politiciennes individuelles. Le tirage au sort est communément admis pour la constitution de jurys d'assise en France ainsi que dans d'autres démocraties occidentales. Ce sont des citoyens tirés au sort qui il y a quelques décennies pouvaient envoyer un homme à la mort… Quelle énorme responsabilité !

Voici à présent, sur la base de ces principes, quelques pistes pour assainir le fonctionnement de notre vie politique, mais aussi redonner aux Français le goût de la chose publique et de l'action collective.

- **Instaurer le vote électronique**

  Notre monde a changé, mais nous persistons à distribuer des professions de foi par courrier, souvent jetées à peine reçues, et à placer des bouts de papier dans des urnes.

Il est temps de moderniser le système électoral en adoptant le vote électronique au lieu de continuer à utiliser des procédés obsolètes.
Le Brésil, qui l'a adopté depuis 1996, est à cet égard un modèle. Au point que les tentatives de l'ancien président Jair Bolsonaro de remettre en cause cette technique ont conduit l'opposition brésilienne à la défendre avec acharnement, par peur d'un coup d'état organisé au moyen d'un bourrage des urnes. Une votation électronique correctement organisée est le meilleur moyen d'éviter des tricheries.
En France, nous acceptons sans peine de confier notre argent à des cartes à puce et à des banques totalement numérisées, à payer nos impôts en ligne et plus généralement à utiliser l'électronique à tous les moments de notre vie. Le vote électronique, lui, est encore perçu négativement, avec le sentiment qu'une puissance occulte pourrait ainsi manipuler les élections. Cette crainte est irrationnelle : tout dépend de la qualité du dispositif mis en place.
Pour garantir la validité des votes, la France doit passer au vote électronique par le biais d'une procédure gérée par un organisme indépendant, mais néanmoins placé sous le contrôle de la représentation nationale. Le vote électronique est l'outil idéal pour encourager la participation des citoyens et, par conséquent, leur implication plus étroite et surtout plus fréquente dans la vie publique.
La sécurité s'impose évidemment comme un point crucial de ce système, mais il ne s'agit que d'une question technique. Notre système financier repose déjà sur des flux électroniques, nous devrions donc être en mesure d'organiser le vote électronique avec un niveau de sécurité satisfaisant. La sécurité du vote doit reposer sur un renforcement des structures de protection des données publiques sensibles. Le fonctionnement de notre société repose de plus en plus sur l'informatique et les communications électroniques, nous obligeant à développer nos capacités de

protection contre les intrusions extérieures. Notamment celles d'États étrangers, en premier lieu ceux qui nous sont hostiles, mais également nos alliés dont on a vu que certains ne se sont pas gênés pour espionner notre pays et nos dirigeants.

La France doit cultiver l'excellence en matière de sécurité informatique publique comme privée, afin d'être positionnée pour sécuriser notre développement futur. Un petit pays comme Israël avec son « CyberSpark » de Beer Sheva[18] a été en mesure de développer un pôle d'expertise exceptionnel en cybersécurité pour se hisser au niveau des meilleurs. Soyons au moins aussi bons en nous appuyant sur nos ressources humaines dans le domaine informatique, qui sont d'un excellent niveau. Des progrès ont été réalisés en France dans ce domaine, mais avec des budgets qui restent insuffisants en comparaison de pays plus avancés.

- **Imposer le mandat unique**

  Il n'existe rien de plus efficace pour limiter le carriérisme en politique que de limiter le nombre de mandats. Non pas seulement simultanément, comme cela a été mis en œuvre depuis quelques décennies, mais également dans le temps, avec un mandat unique pour les fonctions les plus élevées.

  Pour éviter la dérive qui a vu s'installer dans notre pays une véritable caste de professionnels accrochés à des postes publics, allons plus loin que les dispositions actuelles en matière de non-cumul des mandats[19]. Certaines fonctions en particulier devraient être soumises au mandat unique. C'est pour moi l'une des

[18] CyberSpark est un centre de recherche sur la cybersécurité, basé en Israël. Il a été lancé en 2014 en tant que partenariat public-privé entre le gouvernement israélien, l'industrie et l'académie. Le centre est responsable de la recherche, de l'innovation et de la mise en œuvre de solutions de cybersécurité avancées pour protéger les infrastructures critiques et les données sensibles. Les activités de CyberSpark sont étendues, allant de la recherche sur les menaces avancées à la détection des intrusions, la protection des systèmes industriels, la cybersécurité pour les systèmes de transport intelligents, la cybersécurité pour les systèmes de santé, et la cybersécurité pour les infrastructures de l'Internet des objets...

[19] Dont certains aspects pourraient être revus : être maire d'une petite commune et député ne devrait plus être un problème. Ce sont seulement les mandats à forts enjeux qui ne doivent pas être cumulés. Et les rémunérations ne sauraient par ailleurs être cumulées.

mesures les plus importantes de tout cet ouvrage, qui protègera la France contre les excès de la politique professionnelle. Je pense notamment aux fonctions suivantes qui jouent un rôle clé dans notre pays :

- Président de la République : un mandat unique « une fois pour toute », moyennant une durée plus longue de six ou sept ans. Le mandat unique permettra d'éviter un comportement qui privilégie la réélection avant la mise en œuvre des mesures nécessaires pour le pays, comme on l'a systématiquement vu avec les présidents successifs depuis quarante ans ;
- Député : un seul mandat afin de permettre un renouvellement de la représentation ;
- Sénateur : pour autant que le Sénat continue à exister, un seul mandat ;
- Maire d'une agglomération importante, président d'une assemblée régionale ou départementale : mandat unique ;
- Pas plus de deux mandats électifs importants pour la même personne tout au long de sa vie. Cette disposition essentielle condamnera les tentations de faire carrière.

Les résistances à l'instauration du mandat unique seront considérables, car cela va à l'encontre du carriérisme qui nourrit une grande partie de notre classe politique. Les politiciens professionnels invoqueront la "compétence", la "rareté des bons profils" ou même la nécessité d'éviter que des personnalités "contestables" ou inaptes accèdent au pouvoir. C'est avoir bien peu confiance dans notre population. On peut corriger certains de ces risques, et les avantages sont en revanche évidents :

- Formation et accompagnement des nouveaux élus : L'argument du manque de compétence des nouveaux élus peut être contrebalancé par la mise en place de dispositifs de formation et d'accompagnement adaptés. Les élus expérimentés peuvent également transmettre leur savoir-faire et leur expertise aux nouveaux venus, par exemple au

travers d’un renouvellement de l’assemblée par parties, avec une période de préparation avant le prise effective du mandat, assurant une transition efficace et la continuité des actions politiques.

- Renouvellement des idées et perspectives : Un mandat unique favorise l'émergence de nouvelles idées et points de vue dans la sphère politique, évitant ainsi la stagnation intellectuelle et l'immobilisme qui peuvent résulter d'un maintien prolongé en fonction.
- Réduction du clientélisme et de la corruption : Les mandats uniques limitent la possibilité pour les élus d'établir des réseaux clientélistes et de céder à la corruption. En changeant régulièrement de représentants, il est plus difficile de mettre en place des systèmes de favoritisme ou de rémunérations occultes.
- Responsabilisation et concentration sur l'intérêt général : Les élus ayant un mandat unique sont plus susceptibles de se concentrer sur l'intérêt général et les enjeux de long terme, plutôt que sur leur réélection. Ils sont ainsi plus enclins à prendre des décisions difficiles mais nécessaires pour préserver les intérêts publics.
- Diversité des profils et compétences : le mandat unique favorisera la diversité des profils et compétences des élus, favorisant une meilleure représentativité de la société et une meilleure compréhension des problématiques variées auxquelles les représentants du peuple doivent faire face.
- Démocratisation et implication citoyenne : Les mandats uniques encouragent davantage de citoyens à s'engager dans la vie politique et à participer activement à la prise de décision, renforçant ainsi la vitalité démocratique et l'implication des citoyens dans le fonctionnement de la société.

On a vu un ancien premier ministre, Monsieur Raffarin, militer en 2022 pour que la règle des deux mandats successifs du président

de la République soit remise en cause, comme si notre démocratie avait besoin de présidents à vie... Une véritable démocratie ne devrait pas laisser des notables dicter au peuple ce que doivent être les règles qui protègent notre démocratie.

- **Plafonner les dépenses électorales à un niveau bas, en renforcer le contrôle, et garantir le même temps de parole et de visibilité à tous les candidats et à tous les partis. Organiser des débats publics pour tous les candidats à l'élection présidentielle, en imposant aux grands médias des obligations de diffusion**

  La France s'inspire de plus en plus, et donc beaucoup trop, du modèle électoral américain, avec des élections dont l'issue est de plus en plus souvent dictée par l'argent et les médias.

  L'argent permet d'acheter de l'espace publicitaire payant et de financer les actions militantes (affichages, tracts, etc.) ainsi que des réunions publiques.

  Les médias, de plus en plus concentrés entre les mains de quelques grandes fortunes, valorisent certains candidats ou certains partis en les plaçant en première ligne dans les informations et en reléguant les autres candidats au second plan, ou encore en laissant se déployer des campagnes d'opinion qui biaisent la vision des électeurs.

  Cela est vrai pour beaucoup d'élections, mais particulièrement pour l'élection présidentielle qui concentre des enjeux de pouvoir considérables sous la Vème République. Un candidat qui n'est pas soutenu par une machine partisane structurée et organisée pour collecter des fonds, ou bien qui n'est pas soutenu de facto – même de façon passive - par les grands médias, n'a aucune chance d'attirer des votes pour la simple raison qu'il est inaudible dans le vacarme électoral, et quand les projecteurs médiatiques sont braqués sur quelques candidats seulement.

  L'élection est devenue un exercice marketing de vente d'un produit. Les organisations partisanes les plus riches s'appuient sur des réseaux de financement plus ou moins occultes en faisant un

usage exagéré de sociétés de marketing et de communication spécialisées, expertes dans la définition de "messages", de "petites phrases" et plus généralement de stratégies de campagne. Encadrons mieux les campagnes électorales pour éviter que l'argent et les médias n'influence pas trop le résultat des élections, au détriment de la compétence et du projet des candidats. Il est temps de redonner à la politique sa noblesse, une plus grande simplicité de l'exercice démocratique peut le permettre.

La pratique actuelle des élections s'éloigne de plus en plus d'un réel exercice démocratique. Seuls des candidats proches de partis prospères ou de grands industriels actifs dans les médias peuvent émerger dans le vacarme général. Ce système privilégie les collectes de fonds occultes, voire la prévarication pure et simple.

De ce point de vue, les États-Unis représentent ici encore un très mauvais modèle, avec des campagnes électorales qui mobilisent des sommes colossales et interdisent donc à des challengeurs d'être entendus - ce qui est par essence antidémocratique. On lira avec profit l'analyse faite en 1982 par James Fishkin[20] sur les travers antidémocratiques des mécanismes électoraux américains des deux partis américains (les « primaires ») qui sont dominés par l'argent. Il est fascinant de constater que beaucoup d'analystes et de responsables voient dans les États Unis un modèle de démocratie, alors que c'est tout le contraire !

Il faut revenir à une approche plus frugale de l'élection, pour se concentrer sur la réalité des propositions programmatiques et sur la compétence des candidats plutôt que sur des messages réducteurs véhiculés par toutes sortes de canaux de communication. C'est le seul moyen de laisser une chance égale à tous les candidats et de retrouver un sens à l'exercice démocratique.

Cela exige la mise en œuvre de plusieurs mesures clés : la définition de plafonds de dépenses beaucoup plus bas

[20] https://www.theatlantic.com/magazine/archive/1988/08/washington-the-case-for-a-national-caucus/667885/

qu'aujourd'hui ; un contrôle étroit des dépenses, notamment par une observation quantitative et qualitative, « sur le terrain », des actions menées par les candidats ; la possibilité pour l'Agence Anti-Corruption (voir plus bas) d'enquêter sur les personnes liées de près ou de loin aux campagnes et sur les prestataires employés par les candidats ; et enfin des obligations beaucoup plus sérieuses pour les médias de donner non seulement un temps de parole égal, mais également une visibilité équivalente à tous les candidats[21]. De véritables débats doivent être organisés, au cours desquels les candidats devront exposer dans le détail leur vision et leurs projets. On pourrait également s'interroger sur l'opportunité d'étendre la fenêtre d'exclusion des sondages avant le vote, car les sondages sont des outils douteux qui influencent le vote des électeurs. Certains pays proscrivent la publication des sondages plusieurs semaines avant le scrutin.

Je le répète, nous devons restaurer un véritable exercice démocratique, et le meilleur moyen pour y parvenir consiste à traquer les déséquilibres exagérés entre les postulants à l'élection. Nul doute que les autres mesures proposées dans ce manifeste (notamment le mandat unique, l'Agence Anti-Corruption, une véritable transparence des revenus et des patrimoines et la fin des avantages exorbitants) contribueront à réduire la tentation de dépenser de façon exagérée pour l'élection.

- **Rendre indépendante et confier des moyens importants à l'Agence française anticorruption, s'assurer que les responsables corrompus sont effectivement sanctionnés**

  La question des relations entre les élus et l'argent n'est pas nouvelle, et elle ne se limite pas à la France. Mais notre pays ne se présente pas de manière favorable dans les analyses internationales qui évaluent le degré de corruption. L'ONG

[21] Il existe aujourd'hui des technologies d'intelligence artificielle qui permettraient de mesurer la présence médiatique des candidats comme des organisations politiques.

Transparency International nous classe derrière les vingt pays les plus vertueux : comment ne pas en être tous alarmés ?
Combattre la corruption devrait être une priorité, non seulement dans l'administration et les entreprises, mais aussi en politique. La démocratie est mise en danger par ce poison. L'accusation entendue trop souvent de "tous pourris" mine profondément et durablement les rapports entre les citoyens et leurs représentants. La majorité des élus n'est pas corrompue, beaucoup d'entre eux se donnent corps et âme à leur mission, même lorsqu'ils font carrière. Cependant, la France a été trop longtemps ébranlée par de nombreux scandales pour rester inactive, et la logique des partis est la recherche de financements, de façon plus ou moins licite.
Des avancées modestes ont été réalisées, telles que les déclarations de patrimoine, mais ces mesures sont très insuffisantes. Il est nécessaire de disposer de moyens de contrôle plus efficaces, et il ne suffit pas de se concentrer sur le patrimoine à un moment donné. D'autres aspects sont à considérer : le suivi des comptes bancaires, l'état réel de la fortune par enquête, etc.
Une « Agence française anticorruption » (AFA) a été mise en place après la loi Sapin 2 du 9 décembre 2016. Cette agence est actuellement sous la tutelle directe du pouvoir exécutif, et ses moyens sont dérisoires, avec à peine quelques dizaines de salariés pour la faire fonctionner. Elle doit être rendue totalement indépendante du pouvoir exécutif, dotée de moyens importants et d'un pouvoir d'enquête illimité sur les élus et les fonctionnaires détenant un pouvoir significatif. Les pouvoirs de cette agence doivent s'étendre jusqu'à la question des patrimoines situés à l'étranger. Personne ne devrait pouvoir échapper à des audits approfondis, notamment les anciens et futurs employeurs. Il est par exemple grotesque qu'un élu puisse déclarer un patrimoine dérisoire après avoir pratiqué plusieurs années une profession notoirement très lucrative. Cela devrait inévitablement conduire à

une enquête à laquelle le pouvoir politique ou des acteurs privés ne pourraient s'opposer.

Il est absolument nécessaire de renforcer les lois imposant l'inéligibilité ou la fin anticipée des fonctions en cas de corruption ou de dissimulation substantielle de patrimoine. Les peines doivent être plus sévères, en plus de la confiscation des biens mal acquis.

La Justice doit se montrer beaucoup plus ferme, au lieu de laisser les politiciens corrompus échapper à des punitions sévères comme c'est actuellement le cas[22]. Cela implique que la Justice soit plus indépendante - et moins politisée - qu'elle ne l'est actuellement, avec des juges mieux rémunérés. Plus personne ne doit pouvoir échapper à la justice en matière de corruption, du haut jusqu'au bas de la pyramide publique.

- **Protéger l'indépendance des agences de contrôle et des agences assurant la sécurité des données**

  L'indépendance complète, et l'étanchéité, à l'égard du pouvoir exécutif des institutions qui protègent notre modèle démocratique, telles que la Cour des Comptes, le Conseil d'État, l'Agence de lutte contre la corruption ou une future agence d'évaluation des services publics, doit être garantie. C'est tout aussi vrai pour d'éventuelles agences qui pourraient être créées à l'avenir dans le but de protéger des informations qui doivent rester confidentielles et auxquelles le pouvoir exécutif ne pourrait pas accéder autrement que par voie de justice[23]. L'imperméabilité

[22] On lira avec bénéfice cet article de Mediapart :
https://www.mediapart.fr/journal/france/041222/pourquoi-les-politiques-echappent-presque-toujours-l-incarceration

[23] On pourrait par exemple penser à une agence indépendante et protégée par le secret, qui conserverait les données génétiques et médicales des citoyens. Il est probable que, à un moment donné, les profils génétiques des citoyens seront collectés à des fins médicales et, accessoirement, de sécurité. Les empreintes digitales, qui sont uniques pour chaque individu, sont ainsi collectées sans que cela choque qui que ce soit. Il conviendrait néanmoins de protéger les citoyens contre l'État qui pourrait abuser de cette information dans un cadre extra-légal. Il est désormais démontré que certains profils génétiques augmentent les risques

de ces organisations avec la haute administration et la politique est indispensable, contrairement à ce qui se passe actuellement, pour garantir que les cadres de ces organes de contrôle n'ont pas de conflits d'intérêt, même de façon inconsciente. L'exemple récent d'un rapport de la Cour des Comptes dissimulé par son premier président à la Représentation Nationale illustre les effets pervers de cette mixité entre les Grands Corps et la politique. On voit également des conseillers à la Cour des Comptes ou des Conseillers d'État prendre des responsabilités au sein de l'État qui ne sont pas de leur compétence, cette situation doit changer.

- **Refonder le rôle du président de la République et son mode de sélection**

  La destinée d'un pays ne peut pas se trouver entre les mains d'une seule personne, quelles que soient ses qualités. Les décennies qui viennent de s'écouler ont amplement démontré les dangers d'un système fondé sur un pouvoir trop personnel. Ce système est d'autant plus dangereux que le choix du candidat gagnant se fait par des moyens discutables :

  - Les sommes de plus en plus importantes sont dépensées pour les campagnes électorales. Le choix du président se fait désormais à coups de dizaines de millions d'euros, en contradiction avec les principes fondamentaux de la démocratie ;
  - Le choix des citoyens est influencé par des médias appartenant à une poignée de grandes fortunes industrielles qui orientent ainsi la politique de la France dans la direction qui convient à leurs intérêts ;

de contracter certaines maladies, comme certains types de cancer, et il est probable que les progrès de la médecine permettront d'affiner ces connaissances. Une connaissance approfondie des profils génétiques pourrait même permettre de découvrir des corrélations et d'identifier les risques à l'avance et, par conséquent, de mener des politiques de prévention plus ciblées et plus efficaces. Il est évident qu'une telle "base de données" ne devrait être accessible qu'à des chercheurs et des experts habilités mais pas au pouvoir politique. Les procédures d'accès à ces données devraient être examinées avec soin et la protection des citoyens en cas de changement de régime politique devrait également être étudiée.

- Les débats télévisés sont devenus des caricatures, ressemblant davantage à des spectacles de boxe qu'à une discussion des programmes, à l'exemple de ce débat invraisemblable qui prit place pour le premier tour de l'élection de 2017 et durant lequel les candidats disposaient à peine de quelques minutes pour débiter un discours préfabriqué. Les candidats devraient plutôt s'expliquer de manière détaillée sur les grandes questions qui conditionnent l'avenir de notre pays : l'éducation, le développement économique, l'évolution de notre système politique… ;
- Le mécanisme de parrainage des candidats par les notables exclut *de facto* toute personnalité ne disposant pas des bons appuis politiques et entretient un système endogame[24].

Le rôle du président de la République doit exclure une implication quotidienne dans les affaires du pays pour éviter les dérives auxquelles on assiste depuis les années soixante-dix, avec des décisions prises « par le prince » et conduisant à des situations catastrophiques. Le rôle du président doit être celui d'un sage qui rappelle au Parlement la nécessité de respecter l'intérêt national et au gouvernement sa mission au service du pays. Le premier ministre devrait de ce fait être choisi par l'assemblée sur proposition du Président, et il devrait disposer d'une véritable autonomie, comme c'était le cas au début de la cinquième République. L'Assemblée devrait pouvoir à tout moment réclamer le remplacement du Premier Ministre sans que cela devienne un jeu entre les mains du gouvernement comme actuellement avec la procédure de l'article 49.3 de la Constitution.

Le président, comme c'est aujourd'hui le cas, mais aussi le peuple par voie de référendum d'initiative populaire, devraient pouvoir dissoudre l'Assemblée si les institutions ne donnent plus

[24] L'inquiétude qui s'est emparée des partis soutenant Emmanuel Macron lors de l'élection présidentielle de 2022, conduisant François Bayrou à organiser une « collecte de parrainages » pour des candidats « importants » risquant de ne pas atteindre leur quota de 500 signatures, montre la crainte qu'il y avait de voir ce système condamné. Bien évidemment, les « petits » candidats non présentés par des partis n'auraient pas bénéficié de ce dispositif.

satisfaction, car c'est in fine au peuple de décider de la conduite du pays. Le président de la République devrait finalement être une sorte de recours pour éviter que la machine parlementaire ne déraille, et le peuple devrait avoir la possibilité d'exiger de nouvelles élections. Ce doit être une épée de Damoclès sur la tête des députés pour qu'ils fassent correctement leur travail.

Le président devrait également avoir la possibilité d'imposer le référendum pour les lois qu'il considère relever d'une décision populaire, sans demander l'approbation préalable des assemblées, par exemple des lois ayant des conséquences sociétales qu'il estime majeures. Le Sénat remanié tel que proposé dans ce manifeste devrait également avoir la capacité de demander un référendum sur des projets proposés par l'Assemblée nationale.

Les règles de sélection des candidats à la Présidence doivent changer, avec la fin du système de parrainage qui favorise les partis. Tout candidat soutenu par un minimum d'électeurs, selon un seuil à définir[25], doit pouvoir concourir à l'élection. Il faut aussi en finir avec la polarisation que crée le second tour actuel, en mettant en place une élection à deux tours, le premier sélectionnant cinq candidats, le second sélectionnant le président à la majorité simple parmi ces cinq candidats. Certaines nations choisissent leur président grâce à un tour unique, le candidat remportant le plus de suffrages étant directement élu, sans que cela altère la valeur de l'élection ni la légitimité du président élu. Ne pas être choisi par une majorité absolue de votants ne retire en rien la légitimité de l'élu. Certains de nos présidents ont été élus après avoir recueilli à peine plus de 20 % des suffrages au premier tour, leur légitimité n'était pas plus affirmée. Il est donc important de réfléchir à une réforme électorale qui permettrait de choisir un président de manière moins polarisante, tout en respectant les principes fondamentaux de la démocratie.

[25] Ce seuil devant être évalué de façon à éviter à la fois un nombre excessif ou à l'inverse insuffisant de candidats. La mise en place d'un vote électronique permettra facilement d'organiser ce mécanisme de soutien des candidats par le peuple.

Les Français doivent avoir la possibilité de destituer le président si une demande est formulée par un minimum de 10 % des inscrits et approuvée par un minimum de 66% des votes exprimés. L'utilisation d'un dispositif de vote électronique faciliterait grandement la mise en œuvre d'une telle procédure.
Enfin, la durée du mandat du président ne doit pas coïncider avec la durée des mandats de l'Assemblée, pour que le président retrouve sa hauteur de vue au service du pays.

- **Renforcer l'Assemblée nationale et changer le mode de désignation des députés**
  Notre système politique favorise certaines formations au détriment d'autres. Des formations minoritaires dans le pays remportent une majorité à l'Assemblée nationale, tandis que d'autres formations, pourtant représentatives d'une grande partie de la population peuvent ne pas avoir de représentants du tout. Quel que soit le courant politique concerné, il s'agit avant tout d'un problème de représentation démocratique. Rien ne doit empêcher les Français d'être représentés, sous peine de les décourager d'exercer leur droit de vote, comme c'est de plus en plus la tendance. Les élections législatives de 2022 ont permis de réduire partiellement la discordance entre le vote et la représentation à l'Assemblée, mais cela ne traduit pas un changement structurel et durable. Les mécanismes actuels conduiront tôt ou tard à voir une formation minoritaire contrôler à nouveau l'Assemblée et des formations importantes à en être exclues.
  La représentation proportionnelle possède ses défauts, notamment l'instabilité politique qu'elle peut engendrer, chaque parti cherchant à tirer avantage et à nouer des alliances au gré de ses intérêts. C'est ce qui a conduit la Quatrième République à être une « République des partis ». Elle a cependant l'avantage de garantir une meilleure représentation des citoyens et de développer une culture de compromis. Nous devons donc réfléchir

à des mécanismes régulateurs qui éviteraient l'instabilité et les combinaisons politiques hasardeuses. Plusieurs pistes méritent d'être explorées : (A) En cas de dissolution de la chambre à la demande du Président ou du peuple par référendum, impossibilité pour les députés en poste de se représenter, quelle que soit la durée déjà effectuée de leur mandat ; (B) Accès aux élections facilité pour les candidats indépendants, en réduisant les obstacles administratifs ou financiers, pour permettre une diversification des profils et des idées dans le débat politique (C) Introduction partielle du tirage au sort pour tout ou partie des députés, ce qui permettrait de briser les logiques purement partisanes; (D) Renforcement de l'éducation civique, en renforçant une meilleure compréhension des enjeux politiques et du fonctionnement des institutions chez les citoyens, afin de limiter l'influence des partis et d'encourager une participation citoyenne éclairée. Des représentants pourraient ainsi être tirés au sort au prorata des votes blancs et en rendant le vote obligatoire, en proportion de ce que ces Français représentent dans l'électorat. Ce dispositif permettrait d'introduire une certaine hétérogénéité dans l'Assemblée. Il remettrait en cause la mainmise des partis et donnerait aux citoyens le sentiment qu'ils peuvent participer à la gouvernance du pays en votant « avec leur pieds ». Il servirait enfin d'incitation pour les partis à mieux prendre en compte les besoins du pays et à retrouver les votes des citoyens en cessant les postures et les comportements qui ne vont pas dans l'intérêt du pays.

D'autres formules pourraient également être envisagées, par exemple le tirage au sort des députés parmi plusieurs milliers d'élus, ce qui permettrait d'évacuer une grande partie des effets pervers de la politique comme stratégie personnelle, tout en conservant la possibilité de choisir parmi ce que beaucoup croient être « les meilleurs ». Et cela ouvrirait certainement la route de l'Assemblée à des profils nouveaux et hors partis. Une telle solution présenterait de grands mérites.

Je ne suis pas un doux rêveur, et je suis conscient des énormes résistances qui s'affirmeront devant de telles propositions, pourtant les seules permettant de revenir à ce que fut à l'origine le véritable idéal démocratique. Il me parait néanmoins important que ces idées se diffusent, avec peut-être la possibilité de les mettre un jour en œuvre, même de façon progressive.

Enfin, il est temps de changer le mode de fonctionnement de l'Assemblée nationale : (a) les votes en catimini de mesures importantes (à trois heures du matin par exemple) doivent être bannis, (b) un quorum d'au moins 90 % des députés présents physiquement pour le vote des lois devrait être imposé et (c) le mandat des députés absents trop souvent, hors cause sérieuse et valable, serait remis en jeu. Cela garantirait non seulement une véritable représentation mais éviterait également l'adoption de lois à la va-vite, limitant de fait l'inflation législative dont les Français subissent quotidiennement les conséquences néfastes.

- **Réduire le nombre de députés**

  Nous sommes aujourd'hui prisonniers d'une multitude de règles et de normes qui étouffent notre pays. Nous avons élaboré des codes qui s'étendent chacun sur plusieurs milliers de pages. Un pays comme la Suisse, avec un niveau de vie plus élevé et une industrie plus prospère, se contente d'un code du travail de moins de cent pages quand le nôtre est autrement plus conséquent. Les salariés suisses ne sont pas moins bien traités que les salariés français, ils sont même mieux payés.

  Nous devons réduire l'emprise des règles sur nos vies pour retrouver des degrés de liberté et de l'efficacité. En France, nous sommes trop prompts à vouloir réglementer toutes les facettes de la vie, sans toujours réfléchir aux conséquences de ces décisions. Chaque député se croit immortel s'il peut faire passer une loi qui porte son nom : l'orgueil bien éphémère de l'élu l'emporte sur l'intérêt collectif.

Il est temps de sortir de cette logique d'activisme permanent et de privilégier l'action réfléchie et efficace pour le bien de la nation. Il est temps de mettre fin à cette illusion selon laquelle plus de députés signifie une meilleure représentation. Au contraire, la réduction du nombre de députés signifierait une Assemblée plus efficace, mieux rémunérée et moins dispersée, et des députés dotés des moyens nécessaires pour remplir leur mission avec efficacité.

L'excessif absentéisme des députés en France démontre l'inanité d'entretenir une assemblée aussi pléthorique. Le site Datan[26] enregistre l'activité des parlementaires français. Il permet de découvrir que le taux de participation des députés aux votes en séance publique n'est en moyenne que de… 18% ! le niveau le plus élevé est celui d'une députée qui a été présente pour 63% des votes. Tout cela démontre qu'il est inutile d'entretenir une assemblée aussi abondante, le grand nombre étant propice au chahut et non au travail serein, on le voit chaque semaine avec un Parlement qui est devenu un véritable cirque. Disons-le : la France ne peut plus se permettre de perdre du temps dans des débats stériles et des sessions interminables et spectaculaires qui tournent trop souvent au pugilat. Il est temps d'agir avec détermination et de tourner notre regard vers l'avenir.

Taïwan est ainsi un territoire indéniablement démocratique. Avec une population d'environ 23 millions d'habitants, soit un peu plus du tiers de la France, il est gouverné par une chambre de 113 représentants qui travaillent efficacement à maintenir la performance de l'île et garantir le bien-être de ses citoyens. Nous devons nous en inspirer.

L'impossibilité pour les députés de se représenter, grâce au mandat unique, permettra d'éviter l'instabilité politique que la France a connue sous la IVème République.

[26] https://datan.fr

- **Transformer le Sénat en assemblée citoyenne**

  Le système bicaméral, bien que faisant partie de notre tradition, est d'une utilité douteuse. Seuls les sénateurs sont convaincus du contraire. Le général de Gaulle avait tenté en vain de réformer cette institution, le problème n'est pas nouveau.

  Il est temps de rompre avec cette tradition qui coûte inutilement aux Français, et de mettre fin à une institution qui n'apporte que des avantages matériels et une sécurité financière à une poignée de notables qui ne sont pas directement choisis par les citoyens. Les 348 sénateurs ont coûté 349 millions d'euros en 2022, soit un million d'euros par sénateur. Un luxe inacceptable pour notre nation qui va devoir s'engager dans des programmes d'économies drastiques afin d'affronter un endettement démesuré.

  De nombreuses nations se contentent d'une seule assemblée sans mettre en péril leur équilibre démocratique. Au-delà de son coût exorbitant, considéré par certains comme un détail mineur car ils considèrent que la République doit être généreuse, le Sénat est une institution qui, dans sa conception actuelle, entrave l'action publique. Nous devons au contraire renforcer les pouvoirs du Parlement. Cela implique de revoir un échelon qui n'influe généralement sur le travail législatif que pour le ralentir ou le complexifier – certains dissimulent cet aspect négatif en le parant d'une prétendue « sagesse » – mais notre pays souffre déjà de trop de complexité et n'agit pas assez vite.

  Pour ce qui est de son rôle dans les changements constitutionnels via le Congrès, rendons au peuple et à lui seul le droit de décider des modifications constitutionnelles par voie de référendum, sans que les notables aient leur mot à dire. Car la Constitution doit être du ressort du peuple et non de ses représentants.

  Transformons le Sénat en une assemblée citoyenne formée par **des citoyens ordinaires tirés au sort au sein de la société française**. Ce tirage au sort pourrait par exemple intervenir parmi des candidats proposés par des groupes de citoyens de quelques milliers de personnes, représentatifs de la société française et

renouvelés chaque année. Le tirage au sort évite les arrangements entre amis. Ce Sénat pourrait uniquement émettre des avis sur les évolutions de la loi proposées par l'Assemblée ou censurer le travail législatif de façon exceptionnelle en imposant le renvoi à un référendum pour les sujets qu'il considère être du ressort des citoyens. Mais le Sénat ne pourrait pas comme aujourd'hui remanier les lois au risque de ralentir le travail législatif. Il doit s'agir d'un contre-pouvoir citoyen exerçant un effet miroir sur le travail de l'Assemblée.

On objectera qu'avec une telle évolution, les élus locaux ne seraient plus représentés au niveau national. Mais rien ne justifie que des élus locaux soient représentés au niveau national, car leur rôle est local et les occupe suffisamment. Rien ne leur interdit de se présenter à la députation dès lors que leur mandat local s'est achevé. Les propositions du récent rapport Woerth qui conseille de remettre en cause le cumul des mandats est dans ce sens une aberration typique d'une classe politique qui ne vise qu'à protéger ses intérêts. Enfin il faut noter qu'un nombre non négligeable de sénateurs sont en réalité des politiciens « parachutés » qui sont arrivés là sans aucune légitimité locale.

- **Généraliser la pratique du référendum en nous inspirant du modèle suisse**

  La décision directe par le peuple, qui avait été adoptée par la démocratie athénienne, fut également pratiquée en France après la Révolution française avec des "appels au peuple" sous forme de référendums et de plébiscites. Mais les plébiscites ont porté un grand tort à l'idée de la consultation populaire. Alors que la consultation devrait se limiter à examiner un sujet particulier en recherchant un consensus au sein de la population, le plébiscite en travestit l'esprit en restreignant le vote à l'approbation – ou à la censure – d'une équipe dirigeante. En se rapprochant trop du plébiscite, le référendum devient une arme politique, et non un instrument d'association du peuple aux décisions. Indéniablement,

la pratique du référendum par le général de Gaulle s'est beaucoup trop rapprochée de celle du plébiscite. Sa démission en 1969 après l'échec du référendum "relatif à la création de régions et à la rénovation du Sénat" a renforcé cette perception. Pourtant, le général de Gaulle voyait dans le référendum le moyen d'être en contact direct avec le peuple sur les questions importantes, sans être prisonnier des combinaisons politiques des partis. Mais la formule du référendum prévu par la Constitution de la Vème République ne permettait pas ce contact direct : utilisé peu fréquemment, il devenait logiquement une arme sanctionnant le pouvoir et non outil de décision. Le Général De Gaulle n'est pas allé assez loin, demeurant dans la tradition monarchique française et n'utilisant finalement le référendum que de façon exceptionnelle.

On comprend alors qu'un président soit réticent à initier des référendums dans le cadre actuel, surtout quand nos élus le sont par défaut et sont donc inévitablement appelés à être censurés rapidement. Le référendum étant de facto un plébiscite, bien que cela ne soit pas reconnu comme tel, il représente une arme à double tranchant. Il est plus confortable pour les élites de prendre des décisions sur l'avenir du pays entre personnes de bonne compagnie, loin des opinions divergentes de la population, car le point de vue du peuple diverge souvent de celui des élites. Le référendum de 2005 sur le projet de Constitution européenne est à ce titre exemplaire. L'ancien président Valery Giscard d'Estaing avait alors déclaré que le choix d'un référendum était une bonne idée "à condition que la réponse soit oui". Voilà la vision du référendum par les politiciens : l'avis du peuple est requis quand il va dans leur sens. En 2005, les électeurs ont rejeté ce projet avec une solide majorité (55%). Les partis ont alors choisi de contourner la décision populaire en faisant approuver en 2008 par le Congrès, c'est-à-dire les partis, le traité de Lisbonne, formulation adaptée du projet de 2005. Exit la voix d'un peuple récalcitrant. Cette situation soulève à nouveau la question fondamentale des

relations entre le peuple français et une représentation nationale verrouillée par les partis. Elle explique en partie la rupture grandissante entre eux, qui se manifeste notamment par l'augmentation régulière de l'abstention aux élections et la montée de partis non conventionnels. Il s'agit pourtant là d'une évolution paradoxale, lorsqu'on connait la passion que vouent les Français à la politique. Sommes-nous réellement en démocratie quand le dêmos est évincé de façon aussi manifeste et cynique du kratos ?

Nous avons comme voisin un pays hautement démocratique, la Suisse, qui sait associer ses citoyens aux décisions importantes qui les concernent, puisque le peuple lui-même peut imposer un référendum s'il le souhaite. Certes, la classe politique suisse est comme partout ailleurs soucieuse de ses propres intérêts, mais le peuple suisse a pris l'habitude d'être consulté : cela modifie les rapports entre élus et électeurs. L'opinion favorable des Suisses à l'égard de leur conseil fédéral ne cesse d'ailleurs de monter…

En France, la revendication par les « gilets jaunes » de mettre en place un « Référendum d'Initiative Citoyenne » (RIC) montre à quel point notre pays est faible en matière de consultation populaire. Nos élites estiment que le peuple n'est pas assez « sage », qu'eux seuls font preuve de discernement.

Nous ne pouvons plus nous permettre de demeurer dans cette logique contraire aux principes démocratiques les plus élémentaires. **Le peuple ne perd en sagesse que lorsqu'on le prive de ses droits : qu'on lui restitue une capacité à influencer son destin, et la sagesse lui viendra naturellement**.

Le paradoxe veut que le général de Gaulle, considéré par certains à l'époque comme une sorte de dictateur, est le président qui a le plus fait appel au référendum : le 8 janvier 1961, le 8 avril 1962, le 28 octobre 1962 et le 27 avril 1969, soit quatre référendums sur les neuf organisés durant la Vème République. Cela reste néanmoins très peu. Aucun référendum depuis la fameuse consultation de 2005, c'est-à-dire en dix-neuf ans. Cette

déshérence en dit long sur la méfiance, pour ne pas dire le mépris, des politiciens à l'égard des citoyens.

On pourra opposer la juste objection que le référendum tel qu'il fonctionne dans notre Constitution actuelle est critiquable, notamment en raison de son aspect trop plébiscitaire, comme l'a montré la démission de Général. C'est donc qu'il faut changer la façon dont le référendum est pratiqué. Non plus comme un moyen de sanctionner l'action politique, mais comme une occasion pour les citoyens de donner le plus fréquemment possible leur avis sur des sujets d'importance. Le référendum doit être organisé pour permettre aux citoyens d'exercer plus d'influence sur les décisions politiques et de redevenir des acteurs de la vie publique.

Facilitons la possibilité pour les citoyens de demander l'organisation d'un référendum sans avoir à passer par les notables et par le pouvoir exécutif, comme c'est le cas actuellement. Le « RIC » réclamé par les gilets jaunes est une requête légitime et doit être mis en place dans des conditions qui le rendent effectivement praticable. Cela est valable tant au niveau national qu'au niveau local : les notables locaux doivent tenir compte de l'avis de la population sur les questions importantes qui la concernent. Le vote électronique pouvant jouer un rôle certain pour faciliter ce processus de consultation, il faut s'y atteler au plus vite.

Enfin, les changements apportés à la Constitution devraient être systématiquement soumis à un référendum pour permettre aux citoyens de donner leur avis. Actuellement, cela peut se faire en passant par le Congrès, ce qui permet aux partis politiques de contourner l'approbation populaire. Le système partisan a pris l'habitude de passer par le Congrès pour effectuer des révisions constitutionnelles sans que les citoyens aient leur mot à dire, allant à l'encontre de tout principe démocratique et de l'objectif de faire émerger une conscience politique chez tous les citoyens. Et surtout, il s'agit d'un détournement de l'esprit de ce qu'est la Constitution : la pierre sur laquelle repose tout l'édifice

démocratique. Cette pierre, c'est aux citoyens d'en décider les traits distinctifs.

- **Réformer le Conseil constitutionnel**
  Parce que notre Constitution constitue le fondement de tout notre système juridique, son respect doit garantir notre jouissance effective d'une authentique démocratie.
  Or la situation qui prévaut actuellement n'est pas acceptable. Les membres du Conseil sont nommés par le pouvoir politique, ce qui introduit des biais dangereux pouvant conduire à une connivence avec le pouvoir exécutif. Y siègent des politiciens « recasés », dont certains ont même été condamnés dans le passé à l'inéligibilité ! Les politiciens ne devraient rien avoir à faire dans une institution conçue pour protéger la nation de l'abus des politiciens eux-mêmes. Cela ne s'applique pas seulement aux politiciens connus, qui ont pu par exemple être ministres ou présidents, mais également à des personnalités dont la proximité politique avec tel ou tel parti est notoire.
  La crise du COVID19 a montré à quel point la connivence entre un gouvernement et le Conseil pouvait être dangereuse pour notre démocratie. L'acceptation par le Conseil du « pass sanitaire », un outil de discrimination contraire à toutes les valeurs défendues par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, a été une ligne blanche franchie allègrement. Il était pourtant manifeste dès août 2021 que ce dispositif ne changerait rien à l'épidémie, qui au demeurant n'était pas l'épidémie férocement fatale qui avait été excessivement médiatisée. On savait déjà que le vaccin n'interdisait pas la transmission, et donc que l'ostracisation des non-vaccinés ne servait à rien d'autre qu'à diviser les citoyens au bénéfice d'un pouvoir politique soucieux de récupérer le vote des vaccinés. En ne travaillant pas l'affaire sérieusement, le Conseil constitutionnel s'est soumis aux désirs du pouvoir exécutif, ce qui laisse présager de futures dérives plus dangereuses encore. Il faut donc revoir la manière de nommer les membres du Conseil, mais

également de déterminer les limites de l'action de celui-ci pour qu'il n'empiète pas sur les décisions de l'Assemblée. Le Conseil Constitutionnel doit faire respecter la Constitution sans aller au-delà de cette mission.

- **Inscrire dans la Constitution la nécessité de simplifier notre législation**

  Les Français pâtissent des complexités administratives et juridiques, nous y reviendrons plus loin. Ce sont de faux remparts, car trop de lois, trop de décrets et trop de règlements nuisent à leur propre mise en application.

  Nous devons inverser cette tendance : (A) l'Assemblée doit se donner pour mission prioritaire de réduire drastiquement le corpus législatif, et (B) nous devons inscrire dans la Constitution l'ardente obligation de conserver nos lois et règlements les plus simples possible pour qu'ils restent accessibles à tous. Charge aux tribunaux d'interpréter avec sagesse les principes édictés par le législateur. Ce point est développé au chapitre 5, car il constitue un sujet à part entière.

- **Supprimer le Conseil économique, social et environnemental (CESE) et la plupart des commissions en tout genre qui pullulent au sein de l'État**

  Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) fait partie des nombreuses organisations publiques et parapubliques, communément appelés « fromages », qui permettent de procurer des postes à des personnes ayant rendu des services. Son budget de 46 millions d'euros contribue à la maigre production d'une quinzaine de rapports chaque année.

  Plus largement, il existe au sein de l'État 394 commissions consultatives diverses, un excès de structures administratives dispendieuses. Il semble préférable de privilégier des organisations efficaces pour mener ou exécuter l'action publique. L'État ne doit pas être considéré comme une source de soutien

pour ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins par leurs propres moyens.

- **Contraindre les hauts fonctionnaires optant pour une fonction politique à renoncer à leur statut, sans réintégration automatique dans le secteur public**
  Trop de nos hauts fonctionnaires se lancent en politique parce qu'ils ont été formés dans les écoles les plus prestigieuses, et parce qu'ils ont intégré les grands Corps de l'État. Leur statut leur permet de jouer avec la chose publique, car ils sont à l'abri. On pourrait croire que le vote suffirait à punir leur éventuel échec, mais il n'en est rien. En cas d'échec électoral, ils retrouvent souvent une place confortable dans leur administration d'origine, où ils peuvent continuer à manœuvrer dans l'arrière-cour politique en attendant les prochaines élections.
  La liste des hauts fonctionnaires qui oscillent entre la politique et l'administration, dont certains finissent présidents de la République ou ministres, est longue et inquiétante. Ces individus ne prennent aucun risque personnel et mettent le pays en danger.
  La loi doit imposer aux hauts fonctionnaires qui se lancent en politique de renoncer à leur statut au sein de la fonction publique : ils doivent démissionner avant de se présenter à une élection importante, comme c'est le cas dans d'autres pays, et non après, comme certains le font une fois parvenus aux plus hautes fonctions, assurés que leurs très hautes responsabilités leur garantiront un recasage probable dans le secteur privé. Assumer une responsabilité politique doit être un choix personnel fondé sur un engagement envers tous les citoyens, et non être une étape dans l'édification d'une carrière, ou même être une carrière tout court. S'engager dans une fonction politique de premier plan doit signifier un engagement personnel sincère et temporaire, et non pas un hobby pour privilégiés. Les citoyens qui accèdent à une fonction élective doivent tous prendre le même risque personnel, même si ce risque doit être mitigé ainsi que proposé ci-après.

- **Mettre un terme aux avantages exorbitants de certains élus**
  Pour retourner aux sources de la démocratie, les élus doivent redevenir des citoyens comme les autres, même s'ils exercent des responsabilités supplémentaires et doivent à ce. titre percevoir une rémunération élevée. Il est impératif de garantir une transparence totale et de mettre fin aux avantages dissimulés, à l'image de certains régimes de retraite exorbitants.
  Il est tout à fait légitime de rémunérer généreusement les ministres et les élus, car on exige d'eux qu'ils endossent des missions lourdes et qu'ils traitent avec efficacité des enjeux importants pour le pays. Nous pourrions nous inspirer d'autres pays, comme Singapour, pour attirer les meilleurs talents dans ces fonctions qui doivent néanmoins rester limitée dans le temps. Mais cet avantage doit prendre fin avec la fin de la mission.
  Il faut également mettre fin à certains avantages en nature qui font croire que les élus jouissent des biens publics de manière exagérée et cachée comme les logements de fonction et le mobilier national, sauf s'ils sont valorisés de manière appropriée.
  Il est temps de mettre fin aux résidences luxueuses comme le Fort de Brégançon ou d'autres, qui coûtent cher et ne bénéficient qu'à un Président qui se prend pour un Roi. Il est temps de mettre fin aux caves bien fournies dans certaines institutions, comme celle du Sénat, extrêmement réputée comme j'ai pu m'en rendre compte il y a longtemps. Retourner aux fondements de la démocratie, c'est accepter une transparence totale quant aux avantages dont bénéficient les élus du peuple.

- **Mettre fin aux parachutages politiques**
  Chaque nouveau dirigeant de notre pays se vante d'apporter une certaine moralité dans un système que le peuple français perçoit comme étant au service d'un club fermé.
  Mais entre les promesses et la réalité, il y a un abîme. Chaque nouveau président veille à récompenser ses amis et alliés en leur

offrant des postes. Les camarades de lutte politique ont droit à leur « part du gâteau ».

Mettons fin une fois pour toutes à ces pratiques. Il n'est pas difficile de réglementer les processus de nomination. Cela doit se faire de deux manières : 1. fixer des règles strictes et intangibles en matière de nomination, par exemple dans les Corps de contrôle (Cour des Comptes, Conseil d'État, etc.) mais aussi dans les sociétés et organismes publics, et 2. donner à l'agence anticorruption le droit de signaler les mauvaises pratiques et d'intervenir en s'appuyant sur le système judiciaire.

- **Indemniser et aider les élus en fin de mandat**

  En contrepartie des points précédents, il est important de veiller à ce que les citoyens ne soient pas découragés de se consacrer à la collectivité, surtout ceux qui ne disposent pas de ressources financières personnelles importantes et qui doivent faire face à une reconversion professionnelle en fin de mandat. Un système où seuls les plus aisés pourraient participer à la gouvernance du pays ne serait pas acceptable, et conduirait à des dérives.

  Il existe déjà des mécanismes d'indemnisation en fin de mandat pour les députés, mais il est plus important de s'assurer qu'un élu qui termine son mandat pourra retrouver une activité professionnelle rémunérée : financement d'une formation, aide financière aux employeurs, et tout autre moyen raisonnable.

  Les élus consacrent leur temps à la nation : celle-ci doit les aider à faire face aux difficultés qu'engendre une rupture temporaire avec le monde professionnel, surtout, comme c'est souhaitable, s'il est mis fin aux carrières politiques longues.

  Il est vital en revanche de mettre fin aux rémunérations à vie et aux dispositifs excessifs offerts à certains élus, y compris aux présidents de la République. Un élu doit rester un citoyen comme les autres, au service de la nation de façon temporaire et donc généreusement rémunéré pour cela, mais sans bénéficier de privilèges anormaux qui sont une source de division entre les

citoyens et leurs représentants. Cela incitera les candidats potentiels aux fonctions électives à ne pas le faire pour les avantages que celles-ci procurent, mais uniquement pour la nature de la fonction elle-même.

Chapitre 3

Réunifier le pays

"*Car l'union fait la force quand les hommes sont faibles : À nous deux, nous pourrions combattre même des braves !*" – Homère, Iliade

Si la France était demain agressée par un autre pays, quelle serait la réaction des Français ? Comme cela s'est produit à plusieurs reprises dans le passé, accepteraient-ils de risquer leur vie pour la défense du pays ? Existe-t-il encore cette fière appartenance qui pousse l'individu à se sacrifier pour la communauté ? Rien n'est moins certain. La France n'affiche plus une solide unité, et est devenue incertaine d'elle-même. L'individualisme et le clanisme se sont considérablement répandus, disloquant le sentiment d'appartenance nationale. L'individu est devenu supérieur au groupe, les droits ont pris le dessus sur les devoirs. Les citoyens de notre pays se méfient les uns des autres, beaucoup jalousant leurs voisins et cherchant simultanément à tirer la couverture à eux.
La société française n'a pas toujours été ainsi. De multiples causes expliquent cette évolution, dont les suivantes :

- Notre société est submergée par des valeurs de consommation, alimentées par des publicités qui font constamment ressentir qu'il manque quelque chose, alors même que notre vie matérielle est bien meilleure que celle de nos aînés ;
- Le développement de l'État-providence a conduit la société à abandonner ses réflexes de solidarité et à confier le devoir de solidarité à un État éloigné et impersonnel ;
- Les idées qui ont prospéré après mai 1968 ont mis l'accent sur la liberté individuelle au détriment de l'intérêt collectif ;
- Le taux de chômage élevé à partir des années quatre-vingt a poussé beaucoup de Français à adopter une attitude de "chacun

pour soi", les autres étant perçus comme des concurrents potentiels.

La plupart des Français sont conscients de cette évolution toxique. Au point que les hommes politiques manient régulièrement des termes tels que l'union, la compréhension, la bienveillance, qui semblent plus relever de la magie des mots que de la recherche de solutions concrètes. Quand Emmanuel Macron parle aux Français de la nécessité de plus de bienveillance, à l'occasion de vœux de début d'année, il ne peut s'empêcher d'exprimer quelques jours plus tard son désir « d'emmerder » ceux des Français qui ne se plient pas à ses volontés.

Les élites françaises, auxquelles tout a réussi, ne savent pas, une fois arrivé au sommet, à trouver en elles-mêmes les ressources appropriées pour faire preuve de cette bienveillance dont elles discourent avec tant d'aisance. L'unité du pays ne doit pas être recherchée dans la soumission et l'obéissance envers une élite qui croit connaître « La Vérité », mais plutôt dans l'entente et la solidarité entre les Français.

Les divisions qui traversent le pays causent tensions et détresse. La consommation excessive de médicaments prescrits contre l'anxiété et la dépression en est l'un des signes : la France bat des records internationaux. Au fil du temps, une séparation s'est installée et des relations tendues se sont développées entre les citoyens.

Certaines organisations militantes vont même jusqu'à diviser davantage la société en minorités censées s'affronter entre elles ou s'opposer à une majorité prétendument opprimante.

Il est impensable de remettre notre pays sur la voie du redressement sans s'attaquer à cette question de fond.

Nous devons agir pour que les Français puissent faire front aux difficultés à l'unisson, pour qu'ils aient envie de se battre ensemble pour une grande cause commune, ce qui ne se produit plus que dans des moments exceptionnels et rares de communion citoyenne.

Je n'indique ici que quelques pistes pour y contribuer. Ce sujet doit faire l'objet d'une discussion collective, car l'enjeu est essentiel. Les mesures qui pourraient en découler ne produiront pas de résultats immédiats, et alors ? Il ne faut pas gouverner un pays à l'aune des prochaines élections.

Ceux qui agissent ainsi sont les politiciens qui nous dirigent depuis des décennies : nous voyons où ils nous ont menés.

Bâtir dès l'école une culture de la coopération et de l'entraide

L'école est un outil formidable pour unir la société. Certes, le rôle de l'école est avant tout de transmettre des connaissances et des compétences, et trop de réformateurs qui placent l'idéologie avant le savoir l'ont oublié, entraînant une dérive désastreuse de notre système d'instruction publique comme je l'ai constaté en enseignant. Il est également certain que la volonté de surmonter les difficultés par le travail individuel est essentielle pour progresser. Cela aussi a été oublié, parce que trop de responsables politiques ont globalement agi pour transformer les familles en « consommateurs de service public ». L'instruction publique est pourtant par essence un enjeu collectif qui doit s'imposer aux familles, visant à élever les futurs citoyens pour élever l'ensemble du pays.

Si la première mission de l'école est d'enseigner des connaissances, elle assure également, en tant qu'organisation, la mixité des jeunes Français qui apprennent ainsi à se côtoyer. La façon dont ils apprennent à interagir façonne leur comportement de futurs adultes. Au Japon, les écoliers participent au nettoyage des classes. Cela contribue sans aucun doute à inculquer très tôt la nécessité d'apporter sa pierre en tant qu'individu à un esprit collectif consistant à respecter l'espace commun. On ne trouve pas de poubelles publiques dans les rues de Tokyo, pourtant exemptes de détritus : tout est dans les bonnes habitudes. L'école a un rôle à jouer, et le plus tôt possible, pour inculquer la notion d'intérêt collectif. Les enfants passent de longues heures dans ce qui constitue une microsociété à part entière : c'est le lieu idéal pour en faire des adultes qui préfèreront l'altruisme à l'égoïsme, qui comprendront l'intérêt d'œuvrer avec les autres sans sacrifier la nécessaire acquisition des savoirs et des compétences fondamentaux.

Malheureusement, l'individualisme est entretenu par une organisation scolaire qui privilégie la compétition aux dépens de la coopération. Sans

pour autant donner de très bons résultats, comme on peut le constater aujourd'hui.

La compétition peut être bénéfique pour ceux qui réussissent - j'en ai fait partie il y a plusieurs décennies - mais c'est une catastrophe pour les autres. Elle nourrit un climat de défiance entre individus et un sentiment d'échec pour beaucoup : combien de mes élèves en lycée professionnel m'ont ainsi expliqué qu'ils étaient « nuls ». La compétition est excellente pour stimuler, mais elle a ses limites : il faut donc la mitiger. J'en ai constaté les effets délétères dans le cadre de la fonction publique et de l'entreprise, avec des individus qui jouent trop souvent un jeu personnel aux dépens de l'intérêt collectif. Le mauvais comportement de nos politiciens découle en partie de cette culture toxique issue d'un milieu scolaire qui oppose les individus.

Certains pays, notamment les pays scandinaves, ont mis en œuvre des pratiques destinées à développer l'esprit de coopération et d'entraide sans pour autant sacrifier la qualité de l'enseignement prodigué ni les résultats obtenus, ainsi qu'en témoigne leur classement PISA[27]. Comme indiqué ailleurs dans ce manifeste, la France doit s'inspirer des expériences réussies ailleurs, car l'apprentissage de l'esprit collectif est devenu une obligation cruciale. Nous devons apprendre à nos enfants à être des futurs citoyens préoccupés par le bien-être des autres autant que du leur.

La mise en place au sein du système scolaire de « cours d'empathie » montre à quel point les politiciens n'ont pas compris l'enjeu, qui n'est pas tant d'être « gentil » - même si c'est évidemment bien de l'être, que de jouer collectif. L'empathie vient d'elle-même dès lors que l'individu a intégré qu'il a besoin des autres pour progresser. C'est le besoin d'avancer ensemble qui fait que les jeunes gens peuvent apprendre à évaluer à sa juste valeur ce que l'autre peut apporter au groupe. Donner des « cours d'empathie » en perpétuant un système qui isole les écoliers est absurde.

[27] https://www.oecd.org/pisa/PISA2018%20_Resum%C3%A9s_I-II-III.pdf

Travailler dès l'enfance à infléchir les conséquences de situations familiales toxiques et poursuivre une lutte sans relâche contre le harcèlement

Certaines situations familiales difficiles contribuent grandement à accentuer les divisions de la société. Selon l'association « Face à l'inceste », qui a réalisé un sondage publié en 2020, 10 % des sondés déclaraient avoir été victimes d'inceste [28] . C'est très évidemment préoccupant.

Quatre-vingts enfants meurent officiellement chaque année en France de violences familiales. Il y en a probablement beaucoup plus, non recensés.

300 000 enfants sont confiés aux services de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), une grande partie d'entre eux ayant le plus grand mal à s'insérer ensuite dans la société. Selon une étude de la Fondation Abbé-Pierre datant de 2019, 40 % des SDF de moins de vingt-cinq ans sortent de l'ASE, et 18 % des jeunes sortant de l'ASE ont connu la rue moins d'un an après leur sortie.

De nombreux enseignants sont témoins de troubles individuels rencontrés dans les classes, sans pouvoir en diagnostiquer les causes et surtout sans avoir les moyens d'aider les jeunes en difficulté. Les violences infligées aux enfants ont des conséquences sur la solidité des liens sociaux des futurs adultes.

On ne résoudra pas les difficultés familiales d'un coup de baguette magique. Il serait vain – et contestable - de vouloir changer le cercle familial dans lequel l'État n'a rien à faire. La collectivité devrait en revanche s'imposer d'une façon ou d'une autre de traquer avec plus de courage qu'aujourd'hui les problèmes là où ils se trouvent, a minima pour dresser des barrières de protection et aider ceux parmi les plus exposés, par exemple en développant des internats parmi d'autres actions possibles, mais aussi en assistant les familles dysfonctionnelles.

Si l'école a pour mission première d'instruire, c'est-à-dire de transmettre des savoirs, c'est aussi un lieu où les jeunes sont temporairement

[28] https://facealinceste.fr/blog/dossiers/le-nouveau-chiffre-de-l-inceste-en-france

éloignés de leur famille, et donc à l'abri des violences familiales. C'est un endroit où les langues devraient avoir plus de facilité à se délier.
Il n'est pas du ressort des enseignants de résoudre ces problèmes, ils ont déjà suffisamment à faire avec leur mission principale qui est d'enseigner face à une jeunesse de moins en moins disciplinée. L'Éducation Nationale doit cependant jouer le rôle de lanceur d'alerte. Les enseignants sont des adultes qui exercent une influence et qui sont indirectement confrontés aux difficultés de leurs élèves à travers leurs troubles de comportement. La formation des enseignants devrait inclure la capacité d'analyse et de détection des problèmes familiaux. Non pas pour agir directement, mais pour alerter une autorité compétente afin qu'elle puisse prendre le relais.
Certains établissements disposent de psychologues, ce qui permet d'identifier et parfois de traiter certains problèmes, mais ce travail n'est pas souvent mené jusqu'à son terme, notamment par une intervention auprès des familles. Certains d'établissements n'ont pas de psychologue à demeure et doivent référer leurs élèves à d'autres établissements. Alors qu'en Finlande, le milieu scolaire dispose d'un psychologue pour 500 enfants, il n'y en a qu'un pour plus de 1 500 en France[29]. L'insertion de psychologues à temps plein dans les établissements scolaires peut paraître une dépense superflue, alors examinons les choses sous un autre angle : outre notre devoir moral face à la souffrance des enfants et des jeunes, cette situation engendre un coût social à terme : réduction des capacités d'apprentissage, reproduction sociale des schémas de violence, notamment.
Un enfant qui endure de la souffrance sur une longue période ne pourra pas se développer de manière harmonieuse. Ses capacités cognitives seront altérées, sa relation aux autres sera compromise et il risque de faire subir aux autres ce qu'il a lui-même subi. Cela a des conséquences multiples qui contribuent à la dislocation des liens sociaux. Il y a là un enjeu à court terme pour les enfants eux-mêmes, et un enjeu à long terme pour retrouver une harmonie sociale. La France doit s'efforcer de

[29] https://www.vousnousils.fr/2017/02/17/psychologues-de-leducation-nationale-ex-cop-nous-ne-sommes-pas-assez-nombreux-599467 et https://www.education.gouv.fr/geographie-de-l-ecole-323657

réduire rapidement les forces centrifuges liées à la violence familiale, afin de maintenir l'unité de notre société.
Bien évidemment, charité bien ordonnée commence par soi-même : l'école doit traquer sans relâche le harcèlement au sein des établissements. Des progrès ont été réalisés ces dernières années pour sensibiliser le milieu scolaire. Il faut continuer dans cette voie et traiter le problème avec tact et rigueur.

Rétablir un véritable Service National pour rétablir une mixité sociale et culturelle, et préparer la France à des menaces extérieures

La décision prise par Jacques Chirac en 1996 de supprimer le Service National aura été une catastrophe. Certes, professionnaliser l'armée française répondait à une évolution des besoins exprimés par notre armée dans un contexte où l'Europe était globalement en paix, où les missions de nos militaires était plutôt axées vers des projections extérieures et où les techniques militaires avaient changé, notamment du fait des innovations techniques. C'est néanmoins une perte considérable sur le plan sociétal, et c'est un mauvais choix pour la seule défense de notre pays.
Ne nous voilons cependant pas la face : l'organisation du Service national telle qu'il fonctionnait il y a quelques décennies laissait grandement à désirer, en raison notamment de la piètre qualité du cursus et des encadrants : je suis lieutenant de réserve, mais je n'ai pas pu adhérer au système qui existait du fait de la médiocrité de la formation qui était dispensée aux jeunes recrues. En dépit de ces lacunes, je réalise aujourd'hui ce qu'il leur apportait : apprentissage de la discipline, amélioration de leur condition physique, et découverte de la France dans sa diversité. Certains y ont même appris à lire… De même que la Première Guerre mondiale a été un ferment extraordinaire de mutation de la société française en brassant des jeunes venus de toutes les campagnes françaises et en plaçant les femmes dans la situation de prendre leur place dans les postes qu'ils occupaient, le service militaire présentait ce même avantage de brasser des jeunes hommes venus de tous horizons et de les sortir de leur milieu. Dans une société qui tend à

se fragmenter, où les citoyens tendent à se regrouper en communautés d'origine, de religion ou de pensée, le service militaire représentait en contrepoids une période durant laquelle les jeunes hommes - à l'époque il ne s'agissait que des garçons - sortaient de leur environnement pour être plongés dans un chaudron mêlant les classes sociales et les origines culturelles ou religieuses.

Négliger la fonction intégratrice de cette période a été une erreur majeure commise par des politiciens qui n'ont pas pris en compte les conséquences sociétales de leur décision.

Il y a un autre avantage que nous avons perdu avec la fin du Service national : cette idée, plus ou moins bien enracinée dans l'esprit des appelés à l'époque, qu'il est du devoir de chaque citoyen français de défendre notre pays. C'est l'une des raisons de l'affaiblissement du sentiment de solidarité nationale que l'on constate aujourd'hui. La participation active à la défense de son pays, quelle que soit son efficacité, est essentielle pour structurer les relations entre citoyens, entre chaque individu et la collectivité. En supprimant le Service National, Jacques Chirac et tous ceux qui ont applaudi à gauche comme à droite ont causé un préjudice considérable au pays, car ils ont privé les futurs citoyens du sentiment de devoir défendre leur pays. La conscription, outre son rôle de brassage social, offrait l'occasion de construire le sentiment que le pays doit être défendu avec détermination.

Certains pays ont conservé la pratique du service militaire, souvent pour des raisons de sécurité face à un environnement extérieur potentiellement menaçant (Israël, Singapour), ou pour maintenir une capacité de défense civile en l'absence d'une armée puissante (Suisse).

Ces dispositifs possèdent les vertus considérables de renforcer la citoyenneté et de donner à certains jeunes une « colonne vertébrale » que leur milieu ne leur permet pas toujours d'acquérir. Je rêverais que mes élèves de lycée professionnel soient immergés un ou deux ans dans

ce chaudron, ils en ressortiraient probablement comme de vrais citoyens, ce que notre école a échoué à faire.
Certains responsables politiques ont acquis sur le tard la conscience de la perte qu'a représenté la fin du Service national, mais ils ne cessent de tourner autour de la question sans réellement en prendre la mesure.
Lors du premier quinquennat Macron, il a été testé un « Service National Universel » (SNU) avec un faible nombre de jeunes de seize à vingt-cinq ans choisis sur la seule base du volontariat, et sur une durée courte de quinze jours (auxquels devaient au départ être ajoutés des activités supplémentaires dans un cadre peu clair). Le projet de généralisation du SNU était initialement prévu, mais il a été mis de côté comme bien d'autres initiatives annoncées par Emmanuel Macron. Ce dernier a relancé le projet début 2023 en annonçant une "généralisation" dont les détails devaient être dévoilés dans la foulée. Il n'en a rien été. La crise liée à la réforme des retraites a conduit l'exécutif à renoncer à son projet, de peur d'un soulèvement de la jeunesse, parce que le SNU serait impopulaire auprès des jeunes Français : voilà ce qu'est devenue la politique française : céder devant les caprices de tel ou tel.
L'affaire du SNU représente une formidable hypocrisie : au moment où le Président Macron encourage les jeunes Ukrainiens à se faire tuer au combat face à l'armée russe, le gouvernement français se montre incapable d'imposer ne serait-ce qu'un service civil, et non militaire, de quinze jours seulement par peur de la réaction de nos jeunes ! Quelle accumulation de lâchetés !
Et pourtant… le SNU ne répond pas au besoin de brassage d'une génération, notamment du fait de sa durée, bien trop courte pour imprimer une réelle marque sur les jeunes. Une période de service beaucoup plus longue est nécessaire pour assurer une transformation significative et pour garantir un véritable brassage social et culturel. Il ne permet pas non plus de remplir le moindre rôle pour la défense du pays. Sans aller jusqu'à porter la durée de service militaire obligatoire à deux ans comme en Israël ou à Singapour, la mise en place d'une année complète semble un minimum pour produire des résultats. Les décideurs politiques ont invoqué les "difficultés" ou les "coûts" associés

à ce genre de projet pour justifier leur pusillanimité. Il y a bien sûr des contraintes pratiques, notamment parce que beaucoup de casernes ont été reconverties ou vendues. Un véritable engagement politique est donc nécessaire pour un tel projet, dont les différentes versions n'ont pas progressé en raison du manque de courage et de détermination des dirigeants politiques ces dernières années. Les prétendus obstacles n'en sont pas. La France a entretenu un Service National dans des temps où nos budgets étaient à l'équilibre…

Il est urgent de remettre en place un Service National d'une durée d'au moins un an. Il ne s'agit pas de reproduire à l'identique ce qui a existé avant 1996 ; il faudrait plutôt concevoir un programme élargi incorporant une composante de défense civile tout en mettant l'accent sur une forte composante sportive et en incluant une dimension de service à la société. Un service national remis en place devrait également concerner les jeunes femmes autant que les jeunes hommes. Tous les citoyens sans exception devraient être soumis à cette période de préparation, sans possibilité d'exemption pour quelque raison que ce soit comme c'était devenu la règle avant la suppression du Service national, à l'exception bien sûr des cas de handicap ou de maladie graves. Il serait également judicieux de mettre en place des rappels annuels, afin de réunir les citoyens français dans un environnement de brassage culturel, cette fois-ci avec une vocation purement militaire. Cela constituerait un moyen efficace de rapprocher les citoyens, de les faire mieux se comprendre et d'atténuer les dissensions au sein de la société. La guerre en Ukraine a mis en évidence le fait que la dissuasion nucléaire n'est pas la seule réponse aux risques militaires : il est des circonstances où les pays ne veulent pas employer l'arme atomique de peur de conduire à une réaction en chaîne irréversible, ce qui exige alors une mobilisation des citoyens.

Une population formée et consciente des enjeux de défense du pays joue un rôle fondamental. La défense ne se limite pas à la technologie ; elle tient aussi à la capacité de transformer le pays en "oursin" pour dissuader tout envahisseur de se hasarder à occuper notre territoire. Le

Service national a également vocation à être une école du courage et de la solidarité. C'est un facteur essentiel du ciment national.

Mettre en place un véritable pilotage de l'immigration et travailler plus efficacement à l'assimilation des nouveaux venus

Le 13 septembre 2022, la Suède, longtemps considérée comme un modèle social et même sociétal en Europe, a glissé vers l'extrême-droite. L'Italie a suivi peu de temps après, et les Pays Bas ensuite. D'autres pays, comme l'Autriche, ont déjà connu une évolution similaire il y a plusieurs années sans que ce pays sombre dans les « heures sombres » qu'on lui prédisait. La France connait le même mouvement, avec des mouvements comme ceux de Marine le Pen ou d'Éric Zemmour auxquels les Français viennent de donner près de 40% de leurs voix. Certains y voient une « dérive fasciste », ce qui n'a pas de sens, ces mouvements ne revêtant aucune des caractéristiques de mouvements fascistes, à commencer par le culte du chef. Certes un mouvement comme le Rassemblement national reste marqué par son histoire, avec une partie des cadres issus de mouvements d'extrême-droite, mais cela ne fait pas pour autant un mouvement fasciste ou néonazi, d'autant qu'il a fourni des efforts pour prendre des distances avec un discours raciste ou antisémite quand certains partis de gauche ont fait le chemin inverse. Il faut faire preuve de pondération et tenter de comprendre en quoi l'émergence de ces mouvements reflète un état de tension au sein de nos sociétés. Ils sont avant tout des mouvements démagogues s'appuyant sur les frustrations populaires pour promettre la lune sans se donner les moyens de l'offrir. Ces mouvements politiques prospèrent sur les conséquences d'une immigration mal maîtrisée, et mal encadrée, qui fait leur fonds de commerce. Refuser de voir qu'une très mauvaise gestion de l'immigration est à la racine de cette crise est un signe d'aveuglement. La social-démocratie danoise l'a compris et est parvenue à inverser la dérive politique par une politique plus stricte en

matière d'immigration, preuve que la question peut être traitée intelligemment.
Pour autant, le sujet est complexe et délicat, il est donc important de l'aborder avec nuance.
La situation des pays européens concernés doit être regardée sans passion. Ces pays, la France au premier rang, sont désarmés face aux problématiques d'assimilation de populations d'origines culturelles souvent très différentes et qui arrivent en grandes quantités. Cette difficulté vient de plus se heurter à des crises démographiques structurelles, la baisse de la natalité se conjuguant au vieillissement de la population pour créer un cocktail détonnant. L'Italie en est une illustration, dont la dirigeante, qui s'est fait élire sur une thématique anti-immigration annonce désormais vouloir importer de la main d'œuvre. La France suit le même chemin démographique avec une génération de décalage, la chute de la natalité étant un phénomène plus récent.
La tentation est grande pour les politiciens de compenser le déficit démographique par une plus grande immigration, au risque de susciter de fortes tensions comme on l'a vu en Allemagne lorsque Angela Merkel a voulu ouvrir grand les portes du pays, pour ensuite faire marche arrière en raison des problèmes rencontrés. Une immigration trop brutale, et surtout mal gérée, disloque le lien social et vient de surcroit heurter des populations issues du terroir qui ont le sentiment de voir leur univers remis en cause par des populations dont les pratiques et les traditions, notamment religieuses, sont différentes. Négliger l'importance des traditions comme ciment de la société est une erreur majeure : les traditions forment un lien qui unit les êtres humains et leur permet de s'identifier, de se reconnaître. Le philosophe américain Michael Walzer, dans son livre « Spheres of Justice – a defense of Pluralism and Equality », fait remarquer à juste titre que « *Le caractère distinctif de la culture et des groupes dépend de sa fermeture et, sans elle, ne peut être conçu comme une caractéristique stable de la vie humaine. Si cette spécificité est une valeur, comme la plupart des gens semblent le croire (bien que certains soient des pluralistes mondiaux et d'autres seulement des*

loyalistes locaux), alors la fermeture doit être permise quelque part. À un certain niveau de l'organisation politique, quelque chose comme l'État souverain doit prendre forme et revendiquer l'autorité d'élaborer sa propre politique d'admission, de contrôler et parfois de restreindre le flux d'immigrants »[30]. Les communautés nationales sont avant tout des communautés culturelles, et la force d'un pays réside en partie sur la cohérence de son ciment culturel. Bouleverser cet équilibre fragile, souvent obtenu au prix de guerres civiles (les guerres de religions en France au 16ème siècle par exemple), c'est risquer de provoquer de nouvelles guerres civiles. Il est indispensable de laisser le temps aux immigrants de se faire digérer par leur nouveau milieu, au point d'en devenir à leur tour les plus ardents défenseurs.

Le fossé culturel entre populations d'accueil et populations immigrantes nourrit un sentiment de danger exagéré, car les immigrés sont globalement minoritaires, sauf dans quelques zones urbaines transformées en véritables ghettos. Mais la persistance de ces ghettos rend plus difficile l'assimilation des nouveaux venus, voire incite certains à ne pas s'assimiler.

A ce fossé culturel s'ajoute le fait que les populations arrivantes fournissent un contingent non négligeable à la délinquance. Les données statistiques sont indéniables : la criminalité est principalement liée aux nouveaux arrivants, et également, même si c'est dans une moindre mesure, à leurs enfants. Le ministère de la Justice estimait en 2021 à 24,5 % la part des étrangers dans les prisons françaises alors qu'ils ne représentent que 7 à 8 % de la population vivant en France. Le ministère de l'Intérieur notait en avril 2023 que « En 2022, 41% des mis en cause pour cambriolages sont de nationalité étrangère, 35% pour vols violents sans arme, 17% pour coups et blessures volontaires, 13% pour violences

[30] "The distinctiveness of culture and groups depends upon closure and, without it, cannot be conceived as a stable feature of human life. If this distinctiveness is a value, as most people (though some of them are global pluralists, and others only local loyalists) seem to believe, then closure must be permitted somewhere. At some level of political organization, something like the sovereign state must take shape and claim the authority to make its own admissions policy, to control and sometimes restrain the flow of immigrants". Spheres of Justice – a defense of Pluralism and Equality, Basic Books, 1983

sexuelles et 17% pour homicides[31] ». Similairement, le sociologue Farhad Khosrokhavar a montré que de 40 à 60 % des occupants des prisons sont de religion musulmane, alors que la part des musulmans dans la population globale est estimée selon les études entre 8 et 14 %[32]. D'autres évaluent cette proportion entre 70 et 80%, y compris le recteur de la Grande Mosquée de Paris… Cela n'a rien d'étonnant ni de nouveau et est à la fois causé par la violence qui règne dans les pays d'origine, et une mauvaise assimilation dans notre pays. Jadis, on accusait déjà les immigrés pauvres venus d'Europe du Sud d'être la cause de troubles, bien avant qu'ils ne vinssent d'Afrique ou d'Asie centrale comme aujourd'hui.

Il s'ajoute aujourd'hui un problème religieux, avec le développement rapide d'un Islam politique agressif promu par des mouvements financés par des puissances étrangères comme les Frères Musulmans, signe que l'État n'a pas pris à bras le corps la problématique d'intégration des immigrés et l'établissement de barrières avec les pays d'origine.

Lorsqu'une situation provoque de l'inquiétude, les politiciens en profitent pour chercher des électeurs plutôt que des solutions. Dans le cas de l'immigration, cela entraîne une polarisation des opinions entre les « pros » et les « antis », et chacun y va de ses affirmations péremptoires. Comme c'est souvent le cas dans les débats politiques, on assiste à une simplification excessive de questions qui sont éminemment complexes.

Je ne suis pas de ceux qui rejettent l'immigration, ni de ceux qui l'applaudissent naïvement.

Les mouvements de populations sont utiles pour éviter la stagnation et le rétrécissement d'un pays. Les États-Unis ont largement bénéficié de flux venant renouveler leur population. Ils ont néanmoins été capables de construire et de maintenir une identité nationale forte, flirtant

[31] https://www.senat.fr/questions/base/2022/qSEQ221003047.html

[32] Farhad Khosrokhavar , « Prisons de France. Violence, radicalisation, déshumanisation : quand surveillants et détenus parlent », Robert Laffont, 684 pages

d’ailleurs souvent avec un nationalisme primaire comme le véhiculent beaucoup de films hollywoodiens.
Le fait est que l’écrasante majorité des immigrés – d’où qu’ils viennent – et de leurs enfants veulent devenir des Français comme les autres. Notre instruction publique y contribue, et elle devrait le faire plus qu’elle ne le fait actuellement. En France, une partie notable des fils et filles d'immigrés se font une place dans la vie économique, sociale et culturelle, et l’influence culturelle ou religieuse de leurs parents tend à s’atténuer peu à peu contrairement aux croyances les plus répandues.
Mon père était un immigré, et cela n’est sans doute pas étranger au fait que ses deux fils ont été polytechniciens (même si je sais ce que je dois à ma mère). L’immigration a cela de positif qu'elle bouleverse les certitudes confortables des citoyens bien installés. L'immigré a tout à prouver. Il repart souvent de zéro et doit tout reconstruire en luttant contre le courant, en faisant fréquemment face à une sourde hostilité. Être étranger hors de chez soi est rude, je l’ai moi-même vécu sans être un immigré mais en étant expatrié, qui plus est dans des conditions confortables : cela impose de s’adapter à des cultures nouvelles, à des pratiques et même parfois une langue différentes. Certains y parviennent mieux que d’autres, mais c’est difficile pour tous.
L'immigration cause des perturbations lorsqu’elle elle n'est pas gérée adéquatement, et c’est le cas en France.
Le basculement vers l'extrême-droite de plusieurs pays européens est le fruit d’une immigration mal gérée. Il faut être honnête en ce qui concerne la France. Notre pays a attiré ou a permis l'arrivée de nombreuses personnes qui ne disposaient pas nécessairement d'un bon niveau d'instruction, et qui n'ont pas été encadrées de manière adéquate : alphabétisation, maîtrise de la langue et connaissance de la culture, adhésion à des valeurs communes du pays, etc. On a laissé ce travail aux associations, qui lorsqu’elles sont de bonne volonté ne peuvent pas le faire de manière systématique ou dans le respect d’objectifs de politique nationale, mais surtout qui pour certaines ont des objectifs politiques qui vont à l’encontre d’une nécessaire cohésion nationale. Et on a laissé des ghettos s’installer sans rien tenter pour les

réduire, comme Singapour a su le faire en imposant une mixité à sa population[33]. On a aussi laissé des pays comme la Turquie, l'Arabie Saoudite ou le Qatar financer les mosquées et lieux d'études en France, et à fournir des prêcheurs de haine et de division.

Il aurait fallu agir en amont, non pas seulement pour intégrer, mais pour aller plus loin et assimiler. Ceux que nous accueillons parmi nous doivent devenir le plus rapidement des Français comme les autres, quel que soit leur pays d'origine, de la même manière que les immigrants aux États-Unis deviennent rapidement de véritables Américains, fiers de leur nouvelle nation.

Il ne s'agit pas d'effacer ses origines, mais de placer l'adhésion à la France au-dessus d'elles. Ceux qui ne voient les choses de cette façon doivent partir.

Nous n'avons pas mesuré à quel point il est essentiel d'imposer un « moule » auquel les nouveaux arrivants doivent se conformer pour avoir le droit de rester. Au lieu de cela, on préfère abandonner les arrivants à leur sort et on croit avoir réglé le problème en leur permettant de bénéficier de notre généreux système social. Notre pays prône beaucoup la solidarité mais elle est malheureusement peu appliquée, sauf en se débarrassant du problème en utilisant l'argent public.

Nous avons été témoins de la création de ghettos faute de planification adéquate et de mesures très volontaristes pour intégrer les nouveaux arrivants dans la société. Les conséquences de ces erreurs sont encore visibles aujourd'hui, dans les villes, comme je peux le voir tous les jours à Marseille. Il est impératif que nous tirions les leçons de ces erreurs et mettions en œuvre des politiques efficaces pour effacer les stigmates de ces erreurs passées et en prévenir la récurrence. Il est nécessaire de briser cette dynamique et ces barres d'immeubles, de rendre des

[33] Singapour était composé il y a quelques décennies d'une population chinoise plutôt chrétienne légèrement majoritaire, d'une importante minorité malaise musulmane et d'une plus petite minorité hindoue. La politique du logement a consisté à imposer la mixité dans les grands programmes d'habitation, qui jouaient un rôle essentiel pour loger la majorité de la population singapourienne. Cette politique a contribué à façonner une identité singapourienne dans un pays créé seulement dans les années 60 et entouré de pays à forte dominante malayo-indonésienne musulmane.

quartiers entiers vivables, voire attractifs, afin de favoriser la mixité, qui est une ardente obligation. La réhabilitation des villes est une nécessité, mais elle n'est pas suffisante, et il est nécessaire de faire régner l'ordre dans les zones de non-droit et d'agir concrètement plutôt que de se contenter de discours et de plans extrêmement coûteux bâtis sommairement, conçus pour communiquer et non pas pour transformer. Pour ne rien arranger, les grands mouvements d'immigration sont intervenus à un moment de reflux du sentiment national post-mai 68 et de montée des idées "internationalistes". Alors qu'aux États-Unis, les habitants, fiers de leur pays, installent des drapeaux américains devant leur maison, ce type d'attitude est perçu en France comme une régression réactionnaire « d'extrême-droite ». Combien de Français, notamment parmi les nouveaux venus, connaissent les paroles de la Marseillaise ? Elles devraient être apprises par cœur dès l'école primaire, et déclamées régulièrement par la suite.

La mauvaise gestion de l'immigration est une conséquence du délitement de l'État. Le flux colossal d'immigrés clandestins, dites aussi « sans-papiers », illustre ce manque de volonté et cette lourdeur étatique : un pays qui ne sait pas filtrer les arrivants en laissant se développer une puissante immigration illégale est un pays dont les dirigeants ne dirigent rien. Ce n'est qu'un exemple de plus de l'obésité étatique qui conduit à l'inaction. Une culture de laxisme s'est installée, qui laisse les délinquants, dans certains lieux dominés par la misère sociale, acquérir un sentiment d'impunité qui constitue une invitation au crime. Les politiciens ont majoritairement préféré fermer les yeux et "arroser" à coups d'aides et de subventions en espérant que cela calmerait les choses. Et ils ont bien souvent demandé aux forces de l'ordre de se tenir à l'écart. On a préféré fermer les yeux sur les trafics de drogues qui nourrissent des familles entières plutôt que d'instruire, de former, et de provoquer l'installation d'entreprises susceptible de résorber un chômage chronique. D'autres politiciens comme ceux de l'extrême-gauche sont encore plus dangereux, en promouvant une immigration sans barrières, probablement avec l'espoir de trouver là un réservoir de futurs électeurs. Ils ne comprennent pas que **leur politique**

laxiste va exactement à l'encontre de l'intérêt de leurs électeurs, dont les rémunérations sont tirées vers le bas par de nouveaux arrivants peu qualifiés.

L'immigration sans contrôle conduit en effet trop souvent à laisser venir à nous des populations peu instruites, qui ne pourront s'insérer dans le tissu économique qu'en remplissant des tâches subalternes. C'est une erreur stratégique majeure : nous avons besoin d'orienter notre économie vers des emplois hautement qualifiés, condition nécessaire pour conduire à une hausse générale des rémunérations, et donc du niveau de vie. Le dumping social par le biais de l'immigration est souhaité par certains chefs d'entreprise qui croient que leur salut passe par l'emploi au rabais, mais cette politique entraîne notre pays dans une spécialisation internationale médiocre qui nous met en concurrence avec trop de pays émergents. Cette politique contribue au déclassement de la France qui voit son PIB par habitant reculer régulièrement dans les classements internationaux. Nous devons au contraire viser le développement d'industries de pointe, comme le fait la Suisse par exemple, qui paie ses salariés bien mieux que nous. Nous devons donc faire venir en France des populations plus susceptibles d'apporter une valeur ajoutée à notre pays, et moins enclines à faire sécession parce qu'elles sont marginalisées.

Enfin, avec un taux de chômage très important en France (plus de 5 millions de personnes toutes catégories confondus), nous disposons d'une réserve de main d'œuvre mal employée. Il faut cesser de payer les gens à ne rien faire en les laissant végéter, et les mettre au travail en lieu et place d'une immigration de substitution qui n'est au fond qu'un moyen de ne pas traiter les problèmes structurels de notre société.

La question de l'immigration maîtrisée est importante, surtout dans un contexte où la natalité est en baisse tendancielle. Les multiples lois relatives à la politique migratoire qui se succèdent n'offrent rien d'autre que des emplâtres sur une jambe de bois. Sans un État fort qui contrôle qui peut rentrer et ne pas rentrer dans notre pays, sans une planification raisonnée, nous irons de déconvenues en déconvenues. La politique du laisser-faire a atteint ses limites, et l'idéologie qui prône l'existence de

« communautés » n’est pas plus tolérable. La France n’est pas une copropriété où chacun peut s’isoler à sa guise. Nous devons être une communauté soudée, quelles que soient nos origines, nos opinions ou nos pratiques (ou non-pratiques) religieuses. Il vaut mieux dépenser plus en amont pour l'assimilation, plutôt que de gérer les dégâts en aval et aboutir à des communautarismes de toutes sortes. Nous avons besoin d’un État fort et bienveillant pour gérer efficacement l'assimilation des immigrés, tout en veillant à les protéger des abus qui peuvent les atteindre.

Notre État est coupable de faiblesse, alors même qu'il est omniprésent et qu'il consomme une part considérable de la production nationale. Notre pays peut assimiler, mais il doit s'en donner les moyens. Un État fort et efficace sous contrôle démocratique, voilà la clé.

Chapitre 4.

Remettre l'État en ordre de marche

"*Par le passé, la plupart des grands desseins de la France sont allés en fumée parce que la première difficulté qu'on rencontrait à leur exécution arrêtait tout court ceux qui par raison ne devaient pas laisser que de les poursuivre.*" Richelieu, Testament Politique

Nous vivons une époque de paradoxes. Beaucoup de Français sont ainsi persuadés que la France est soumise à un ultralibéralisme débridé, à un moment où l'État n'a jamais prélevé une aussi grande part des richesses que produit le pays et qu'il ne s'est, de surcroît, jamais autant endetté. La France est l'un des pays développés dont la puissance publique dépense et redistribue le plus : plus de la moitié du Produit Intérieur Brut, ce qui est considérable. Le fonctionnement de notre État présente des similitudes troublantes avec celui de l'ancienne Union Soviétique : un État obèse et inefficace dirigé par une Nomenklatura.

Le paradoxe ultime est que, malgré des dépenses exorbitantes et un recrutement massif de fonctionnaires, l'État dépense en parallèle des sommes ahurissantes pour les services de cabinets de conseil, comme si les hauts fonctionnaires n'étaient plus recrutés et formés pour gérer l'État avec intelligence et efficacité. Il est devenu courant de se moquer de la machine publique, qui semble plus apte à faire travailler des consultants qu'à se montrer elle-même productive.

Malgré cette abondance de dépenses, la qualité des services publics ne cesse de s'éroder, jusqu'à ce que les citoyens soient contraints d'attendre des mois pour renouveler leurs documents d'identité. Nous entrons ainsi peu à peu dans le règne de la débrouillardise et du passe-droit, quand ce n'est pas de la prévarication, pour obtenir des places,

des documents ou des rendez-vous : c'est ce que j'ai vu se pratiquer dans des pays en sous-développement économique.
Comment tolérer l'existence et la persistance de zones de non-droit sans intervention de la puissance publique pour rétablir l'ordre ?
Comment accepter que des enquêtes judiciaires s'éternisent, laissant les parties impliquées dans l'incertitude ou le désarroi, ou que des procès soient reportés année après année, nuisant à l'exercice de la justice ?
Est-il acceptable que notre armée ne dispose que d'un stock de munitions limité, ne lui permettant de tenir que quelques jours de combats ?
Comment justifier que de plus en plus de jeunes puissent quitter le système scolaire sans maîtriser les fondamentaux de la langue française, des mathématiques et de la culture générale ? Je raconte souvent deux expériences extrêmes que j'ai vécues cette année et qui m'ont effaré et ouvert les yeux sur la qualité de la « production » de notre système scolaire : la première est un élève de seconde très discret et pas du tout insolent qui à la question « combien font un plus un », me répondit « trois » d'un air incertain ; l'autre, délégué de classe, expliquant en conseil de classe que je parlais « trop français ».
Tout traduit la faillite de la gestion publique. Nous vivons depuis plusieurs décennies un phénomène que chacun peut expérimenter dans sa vie courante et qui est symbolisé par la parabole du carreau cassé : laissez dans une maison un carreau cassé, et vous finirez par vous y habituer. Au second carreau cassé, vous ne ferez rien pour corriger le problème, et au bout d'un moment, vous vivrez dans un taudis. Ce taudis, c'est l'État français. Les politiciens se sont accommodés des carreaux cassés.
En France, l'État a longtemps exercé une ferme autorité. Cette tendance s'inscrit dans une tradition colbertiste qui, malgré les tentatives de décentralisation, n'a pas été significativement altérée, les élites parisiennes veillant à ce que les réformes de décentralisation ne dépassent pas certaines limites.
L'État demeure ainsi au cœur de toutes les décisions prises dans notre pays, à l'exception de celles qui nous sont imposées au niveau européen,

ce qui est encore un autre sujet. Les tenants d'une ligne libérale s'en plaignent, tandis que certains de gauche radicale souhaiteraient que l'État dépense davantage, répétant l'éternelle antienne : "il faut plus de moyens". En réalité, il ne s'agit pas de moyens mais de gestion efficace. Près de 60 % du PIB sont déjà consacrés à alimenter le secteur public et ses circuits de dépense et de redistribution. A de tels niveaux, parler d'un manque de moyens est une insulte au bon sens.

Il est temps de rétablir la grandeur de l'État en France. Depuis trop longtemps, nous avons laissé les rouages administratifs prendre le dessus, brassant des documents et des courriels futiles, au lieu de donner à nos fonctionnaires de terrain - médecins, enseignants, policiers et autres - la possibilité d'agir efficacement. Il est temps de remettre l'État en ordre de marche, pour que la France retrouve sa place de puissance mondiale. Alors que les finances de l'État sont prodiguées à profusion, il est inacceptable que nos fonctionnaires de terrain soient mal payés. Leur paupérisation ne fait qu'aggraver la déliquescence des services publics. Il est temps de mettre fin à l'emprise de la bureaucratie qui dévore les budgets, et de réexaminer les subventions accordées à des organismes trop nombreux et dont l'utilité est nulle. La grandeur de la France ne peut se construire sur le dos de ceux qui la font, au bénéfice de dispositifs parasitaires, on l'a vu avec le fonds bien improprement dénommé « Marianne » mis en place par la ministre Schiappa après l'assassinat du professeur Samuel Paty.

Le résultat produit un État de plus en plus impuissant qui se voit dépassé sur tous les fronts. Les personnalités politiques, démunies face à une organisation publique dont l'efficacité s'est écroulée, sont tentées de confier de plus en plus de tâches au secteur privé. La tendance à la privatisation des services publics, qui s'est accélérée ces dernières années, ne témoigne pas tant de la nécessité d'ouvrir ces services à une concurrence qui les rendrait plus efficaces, mais principalement de pallier l'incapacité des décideurs politiques à les gérer de manière adéquate dans le cadre public.

Cela étant dit, il existe des pans d'activité autrefois gérés par l'État pour lesquels la privatisation était souhaitable. L'exemple le plus éloquent en

est le secteur des télécommunications. La mise en concurrence a permis un développement phénoménal, grâce à des avancées technologiques permettant de proposer des services de plus en plus élaborés. Les progrès de la technologie, liés à l'informatique et la numérisation, ont bouleversé la logique économique de ces activités.

Beaucoup de services publics ne sont cependant pas soumis à de telles logiques concurrentielles. Ce que l'on doit continuer à appeler service public correspond soit à des services qui n'ont pas de nature commerciale – ou pour lesquels les citoyens décident qu'ils ne doivent pas faire l'objet de transactions commerciales, soit à des services pour lesquels la mise en concurrence est de nature à engendrer une sous-optimisation, ce qui est par nature contraire aux intérêts publics. C'est le cas de l'électricité. Les fonctions régaliennes font évidemment partie de ce noyau de services qui ne doivent pas être privatisés. L'État doit remplir ses missions au bénéfice de tous les citoyens, sans esprit mercantile mais surtout sans abdiquer ses responsabilités.

D'autres fonctions soulèvent des questions plus complexes. La coexistence d'entités publiques et d'entreprises privées fonctionne parfois – ou devrait le faire – comme un stimulant pour les services publics : l'enseignement public ou la santé sont des exemples qui doivent nous amener à réfléchir non seulement sur ce qui peut être confié au secteur privé et ce qui doit rester entre les mains de l'État, mais aussi sur l'organisation que l'État doit mettre en œuvre pour apporter des services de qualité qui soient le cas échéant meilleurs que ceux du secteur privé.

Les difficultés du système hospitalier ou celle du système éducatif public symbolisent de ce point de vue la faillite de la gestion de l'État. Les responsables politiques ont laissé se développer un système à deux vitesses, dans lequel les services publics se dégradent tandis que les services privés, réservés aux plus favorisés, garantissent une meilleure qualité moyennant finances. Cette situation, inacceptable pour une nation développée, constitue une trahison des devoirs de l'État envers les citoyens. La décadence de notre instruction publique en particulier est intolérable. Il est impensable que l'on tolère la poursuite de cette

dégradation, alors que le nombre d'élèves diminue. Rétablissons l'excellence dans toutes les matières, à tous les niveaux, comme objectif prioritaire de l'État en matière d'instruction comme dans d'autres domaines de l'action publique. L'État doit s'imposer comme ardente obligation de donner à tous les jeunes Français l'instruction la plus exigeante afin que notre pays puisse se projeter dans l'avenir. On ne peut plus se satisfaire que les classes les plus aisées aient un accès privilégié à une instruction de haut niveau, alors que le reste de la population en serait privé. Il est temps de restaurer notre instruction publique.

Remettre l'État en ordre de marche, c'est donc redonner à l'État l'excellence et la discipline qui ont permis dans le passé à notre pays de se hisser parmi les nations les plus influentes. L'État doit retrouver sa flexibilité et son efficacité. Il doit ambitionner d'atteindre la perfection en tout : il ne l'atteindra pas toujours, évidemment, mais devra y tendre. Cela fait déjà trop longtemps que cette ambition a disparu.

Remettre l'État en ordre de marche, c'est également mettre toute la fonction publique en état de remplir efficacement ses missions. Cette intention implique une forte exigence à la fois pour les décideurs et pour l'ensemble des fonctionnaires qui opèrent les services publics. C'est seulement de cette manière que la France retrouvera sa grandeur parmi les nations.

Depuis trop longtemps, les personnalités politiques ont abdiqué leurs responsabilités dans ce domaine. Elles n'ont pas pris suffisamment à cœur de placer l'excellence au cœur du fonctionnement de l'État, ce qui doit redevenir une priorité absolue.

L'État doit pouvoir et savoir résister aux pressions internes et externes. Toute la machine doit être tournée vers l'excellence, sans accepter de compromis médiocres qui relègueraient l'exécution de ses missions prioritaires aux seuls intérêts privés. L'État ne doit pas non plus laisser des groupes de pression défaire le ciment collectif, tels que les mouvements islamistes qui cherchent à infiltrer la vie publique et à saper les fondements de notre laïcité. La grandeur de la France ne peut

se construire qu'avec une État fort et discipliné, mais aussi respectueux des citoyens et de leurs libertés.
Partout, la déficience de l'État est manifeste, sauf pour la collecte de l'impôt, un service qui a réalisé de remarquables progrès et qui est nécessaire pour supporter une machine administrative devenue boulimique. Cette faiblesse est coupable car ce sont les plus faibles qui en souffrent : leur patrimoine est dérisoire[34] et ils ne peuvent compter que sur l'État pour mener une vie décente. Si les classes plus aisées ont les moyens de compenser ces faiblesses en payant, l'État doit être présent pour protéger les plus faibles. La défaillance est particulièrement critique dans les quartiers les plus pauvres où les petites mafias développent leurs trafics à leur aise parce que l'État a démissionné.
L'État ne peut plus se contenter de distribuer des mannes financières : il doit s'impliquer dans le maintien du tissu social, le cas échéant en s'appuyant sur le milieu associatif. C'est seulement en étant fort et déterminé que l'État peut protéger les plus vulnérables.

Comment en est-on arrivé là ?

Les gouvernements qui se sont succédé depuis des décennies ont laissé les structures de l'État s'effriter. Il est probable que la peur que les syndicats de fonctionnaires provoquent des perturbations dans le pays par des grèves paralysantes, ou simplement l'incapacité à établir des lignes directrices permettant aux administrations de gagner en efficacité et de fournir des services publics de qualité, en sont des causes majeures. Les ministres n'ont généralement pas le courage de s'attaquer à des réformes réelles de leurs ministères, devenant ainsi leur otage. Combien de ministres de l'Éducation nationale se sont plaints de ne pouvoir rien changer car leurs administrations s'y opposaient, notamment la puissante DGESCO (Direction générale des enseignements scolaires) ? Ils

[34] Le quart des Français ne dispose que d'un patrimoine inférieur à 10.000 euros.

n'ont pas compris que pour libérer les structures de terrain, la première étape est de dégonfler les structures centrales.
Certes, dans la plupart des gouvernements, il y a un ministre plus ou moins chargé d'une "réforme de l'État", dont l'expérience en matière de direction d'organisations est souvent inexistante. Mais à part quelques départements ministériels qui ont réalisé des progrès substantiels, comme l'administration fiscale, l'État demeure une machine lourde, lente, offrant un service de médiocre qualité aux citoyens. Les fonctionnaires n'en sont pas heureux. Ils ne sont pour la plupart pas responsables de cette situation : c'est le "système" qui tient tout le monde en otage, c'est lui qu'il faut transformer radicalement, dans la douleur s'il le faut.
Il ne fait aucun doute que certains fonctionnaires profitent de l'anarchie générale pour collecter un salaire sans contrepartie. D'autres considèrent le citoyen comme un gêneur qui vient troubler leur tranquillité. La majorité cependant, en particulier les fonctionnaires de terrain, est dévouée à sa mission et frustrée d'assister à la dégradation de la situation, d'entendre les Français insatisfaits des services publics. Ils ont le sentiment de manquer de perspectives car l'État n'évolue pas, les politiciens préférant regarder ailleurs.
Il est temps de rétablir l'excellence et la discipline, de redonner aux fonctionnaires le sens de leur mission et de leur vocation, de rétablir l'autorité de l'État.
Les ministres doivent à cet égard cesser de consacrer leur temps à communiquer, et plutôt s'attacher à remettre leur département en bon état de marche. Le principal défaut de notre système politique actuel est que les élus et décideurs, plus préoccupés par leur sauvegarde personnelle, font de la communication leur priorité absolue. Il nous faudrait plutôt des ministres qui ne communiquent que sur l'essentiel et qui organisent et orientent leurs services de sorte à les transformer pour les rendre performants.
Pour remédier à cette situation, il est important de tirer les leçons des organisations qui ont connu des crises similaires et qui ont su se transformer. Dans mon propre parcours, au sein du groupe que j'ai créé

il y a plus d’une quinzaine d'années, j'ai ainsi dû faire face à une crise similaire. J'avais commis l'erreur, dans un groupe devenu rapidement très international mais finalement de petite taille, de trop centraliser et de confier un pouvoir excessif à des cadres de la maison-mère. Cela nous a conduit à faire exploser les dépenses centrales et la bureaucratie, et surtout à déposséder les responsables de terrain des décisions qu'ils devaient prendre eux-mêmes dans le quotidien. Il s'en est suivi des problèmes qui ressemblent étrangement aux difficultés rencontrées actuellement par l'État : responsabilités floues, inefficacité, climat dégradé et, in fine, mauvais résultats, frustrations et démotivation. Dans le monde de l'entreprise, ce genre d'erreur ne pardonne pas : soit on réagit en changeant de modèle, soit on disparaît. Dans le cas de mon groupe, j'ai entrepris un changement radical : abandonner quelques rares métiers qui n'étaient pas au cœur de nos missions, mais surtout redonner le pouvoir aux responsables proches du terrain, réduire drastiquement l'emprise du centre et en réduire considérablement le coût. La maison-mère ne conservait un rôle actif et vigilant que pour évaluer les résultats, pour décider des grandes orientations, pour censurer des choix contestables, et le cas échéant, changer des responsables d'activités qui ne donnaient pas satisfaction. Les résultats ne se sont pas fait attendre : les dirigeants d'activité, ayant recouvré d’authentiques responsabilités, ont vu leur motivation revenir, les salariés ont retrouvé des marges de manœuvre opérationnelles. Les résultats sont remontés en flèche. Tout simplement parce qu'au plus proche du terrain, tout le monde a travaillé dans le même sens sans être gêné par les bureaucrates, et il faut le dire, sans chercher à s'abriter derrière eux ou tirer argument des décisions de lointains dirigeants.

Cette expérience m'a conduit à identifier deux paramètres essentiels de réussite, tous deux liés à la mise en valeur du terrain : d’un, l'importance de réduire au strict minimum les structures centrales pour libérer les structures de terrain, et de deux, faire confiance et confier de véritables marges de manœuvre aux responsables proches du terrain afin de pouvoir améliorer l'efficacité et la qualité des services fournis. De la même façon, je suis persuadé qu’il est temps pour l'État de prendre

exemple sur des organisations plus efficaces et de mettre en place des réformes radicales pour sortir de cette crise structurelle et offrir un service public de qualité à tous les citoyens.
Certes, il est évident que l'État ne peut être géré comme une entreprise, en particulier parce qu'il ne cherche pas à réaliser des profits mais à remplir une mission. Toutefois, sans être une entreprise, l'État a tout de même des objectifs à respecter dans l'accomplissement de ses missions :

- La mission prioritaire de l'État est de rechercher et d'atteindre des résultats dans ses missions essentielles : garantir que les jeunes générations seront adéquatement instruites, assurer la sécurité des citoyens, garantir une Justice efficace et équitable, préserver ou accroître l'influence de la France dans le monde, et plus généralement assurer au mieux les missions dites "régaliennes". Les missions de l'État ont été obscurcies par les politiciens français, souvent issus de la haute fonction publique et donc biaisés, qui estiment que l'État doit être présent partout. Or, chacun peut constater que dans ce pays, les missions essentielles ne sont pas assurées comme elles le devraient, parce que l'État se disperse.
- Atteindre l'équilibre budgétaire est une règle d'or qui a fait long feu depuis qu'une succession de chefs d'État se sont laissé aller à endetter notre pays par facilité. Il est temps de retrouver la discipline budgétaire qui a fait la solidité de la France à certaines périodes de son histoire. Certains défendent la thèse selon laquelle la dette de l'État est un mal nécessaire pour assurer l'harmonie sociale. Certains affirment même que l'État pourrait s'abstenir de rembourser ses dettes, au nom d'on ne sait quel miracle de la génération spontanée des richesses. Hélas, ces politiques sont irresponsables. La dette ne serait pas un problème si elle servait à générer des revenus permettant de garantir un remboursement. Mais ce n'est plus le cas en France depuis bien des années : notre État ne cesse de faire croître son endettement pour financer des dépenses de fonctionnement improductives, repoussant toujours plus devant lui une "boule de neige financière" qui ne cesse d'enfler. Ne soyons pas dupes. Tôt ou tard,

les créanciers réclameront leur dû, surtout s'ils prennent peur. Jusqu'à présent, notre pays a bénéficié d'une bonne signature financière, c'est-à-dire que ses créanciers le pensaient capable de rembourser ses dettes, parce que l'environnement financier nous était très favorable du fait d'une politique monétaire beaucoup trop laxiste. La situation peut s'inverser rapidement : certains pays nous considèrent comme trop dépensiers. Les dettes publiques de beaucoup de pays vont devenir de plus en plus préoccupantes, à commencer par celle des États Unis, et nos créanciers pourraient s'inquiéter de nos déséquilibres persistants, même si nous ne sommes qu'un parmi plusieurs mauvais élèves. En raison d'une mauvaise gestion budgétaire, notre pays court le risque d'être placé sous tutelle de puissances étrangères qui imposeront des programmes d'austérité brutaux. A défaut, un gouvernement sans états d'âme pourrait organiser la spoliation des épargnants pour payer les dettes de l'État, ruinant ainsi la confiance des citoyens et entraînant une déstabilisation de la société. Il est crucial que des mesures soient prises pour mettre un terme aux déficits budgétaires et pour redresser les finances publiques, afin de préserver notre souveraineté et notre prospérité à long terme, j'y reviendrai au chapitre 8.

Quelles solutions pour redonner à l'État son dynamisme et sa capacité de servir au mieux les intérêts publics ?

- **Restreindre le rôle de l'État à ses missions régaliennes, réduire le nombre de ministères et en garantir la stabilité**
  L'État doit se concentrer sur les missions essentielles qui assureront la prospérité, l'équilibre social et la sécurité de notre nation. Certaines missions ne doivent pas être déléguées, ou alors de façon marginale :
  - Le Budget de l'État et la collecte de l'impôt
  - La Défense nationale
  - Les Affaires Étrangères

- Les services secrets
- La sécurité intérieure et la police
- L'instruction publique qui doit rester une responsabilité régalienne pour garantir que les générations futures puissent pleinement participer à la vie du pays, même si des écoles privées peuvent assumer la mission d'instruction des jeunes
- La Justice
- Le système carcéral pour assurer l'exécution de certaines peines, qui n'a pas grand-chose à voir avec la Justice, même s'il est là pour exécuter des peines décidées par la Justice
- Le pilotage du système de redistribution des richesses
- L'Économie, l'industrie, l'agriculture, les finances et le travail (même si une partie de ces missions se sont vues amputées par des organes supra-européens)
- La santé
- La recherche scientifique
- La protection de l'environnement
- La culture : l'État a, a minima, la responsabilité de la bonne tenue des grands musées, dont la gratuité devrait être la règle, et de la préservation des grandes réalisations artistiques et architecturales du passé. Tous les gaspillages doivent en revanche cesser

Dans ces domaines, nous connaissons des réussites, mais également d'énormes lacunes dont on ne fera pas l'inventaire ici. Interrogeons-nous en revanche sur la multiplication des postes ministériels qui fractionnent l'action publique en micro-sujets, voire en sujets qui ne devraient pas être du ressort de l'État. La faible légitimité de ces postes ministériels explique en grande partie l'instabilité de structures gouvernementales qui changent à chaque remaniement. Soit un manque crucial de constance dans l'action au plus haut niveau, alors que l'État devrait justement être servi par une constance dans l'organisation. C'est une tradition française depuis plusieurs décennies, en particulier depuis

François Mitterrand, de créer des ministères aux noms chargés de symboles pour donner le sentiment au peuple que les problèmes sont traités : numérique, jeunesse, solidarité, temps libre, cohésion des territoires… Toutes sortes d'appellations qui font plus pour la communication que pour l'efficacité de l'action publique. Le pays doit stabiliser ses structures de décision afin de garantir une capacité d'intervention à long terme. Les enjeux auxquels notre pays est soumis ne changent pas tous les deux ou trois ans.

L'État doit être fort sans être omniprésent. De même que nous devons viser une extrême simplification de nos textes législatifs et réglementaires (Cf. chapitre 5), nous devons ramener l'État à sa juste dimension et limiter son action aux domaines essentiels qui fondent sa légitimité. Un ajustement nécessaire pour l'efficacité de son action, mais aussi pour libérer notre société et retrouver des marges de manœuvre financières. Nous ne pourrons jamais financer correctement nos services publics régaliens si nous continuons de disperser sottement le produit de l'impôt.

- **Replacer les hauts fonctionnaires à la place qui doit rester la leur**

  Les départements de l'État sont comme n'importe quelle organisation, ils ont besoin de dirigeants compétents pour les animer. C'est là que les hauts fonctionnaires ont leur rôle à jouer.

  La France a eu la chance de bénéficier de cadres brillants grâce à des concours qui sélectionnaient les meilleurs éléments. Au cours du XVIIIème et du XIXème siècles, des corps prestigieux ont été formés autour de missions clés : Cour des Comptes, Corps des Mines, Conseil d'État, Corps des Ponts et Chaussées, Inspection des Finances, etc. Ces corps ont fourni à la France de grands serviteurs de l'État dont certains ont marqué l'histoire par leurs réalisations plus que par leur engagement politique.

  Hélas, la méthode de sélection des cadres dirigeants de l'État s'est dégradée, pour des raisons multiples : une perméabilité croissante entre la fonction publique et la politique, la marginalisation des

grands corps techniques, un trop grand nombre de hauts fonctionnaires sortant de leur domaine de compétence, une obsolescence de certains Grands Corps en raison des évolutions techniques et d'une mutation des besoins de l'État.

A ce titre, il s'agit aujourd'hui de rénover les mécanismes de sélection et de formation de nos élites techniques au service de l'État. L'objectif est de retrouver des cadres dirigeants efficaces et dévoués, capables de servir l'intérêt général et de remplir les missions essentielles de l'État. Redonnons au pays les grands serviteurs de l'État dont la France a besoin pour se projeter dans les décennies à venir.

Je suis moi-même un exemple de la mauvaise évolution dans la gestion des ressources humaines de l'État. Correctement classé à ma sortie de l'École Polytechnique, j'ai intégré le Corps des Ponts et Chaussées à la fin de ma scolarité, je l'avoue par conformisme, parce que mon classement le permettait et parce que ce corps prestigieux m'ouvrait de nombreuses possibilités. L'État a toléré que je ne travaillasse jamais à concevoir un pont ou une route, puisque j'ai passé mes premières années professionnelles dans les ministères de l'industrie et des finances avant de finalement quitter le service de l'État en payant ma dette.

Ce système a conduit bien d'autres que moi à suivre une formation qui leur a ensuite été de peu d'utilité, et qui a coûté à l'État.

De surcroît, l'immobilisme bureaucratique m'a rapidement exaspéré et m'a conduit à quitter la fonction publique. J'ai remboursé ce que je devais à l'État. Mais d'autres poursuivent une carrière au sein de l'État loin de leur affectation logique, voire se font détacher au sein d'agences ou d'entreprises publiques ou privées en conservant la sécurité douillette de pouvoir réintégrer leur corps d'origine, sans avoir à payer leur dette.

La vie m'a fait réfléchir, et je pense aujourd'hui que tout cela doit changer. Les hauts fonctionnaires doivent redevenir les gardiens de l'État. Ils doivent agir en serviteurs dévoués et loyaux, et non comme d'habiles carriéristes soucieux de leurs propres intérêts. Il

est également impératif de redorer leur image en instaurant des règles de sélection et de rémunération mieux adaptées, afin de garantir que seuls les plus méritants et les plus compétents accèderont aux postes de responsabilité. Nous devons également mettre fin à la pratique fâcheuse des allers et retours entre la fonction publique et la politique, qui a contribué à affaiblir la qualité de notre administration. Les hauts fonctionnaires doivent être des professionnels de l'État, non des professionnels de la politique.

- **Changer la formation des hauts fonctionnaires**
  De fâcheuse manière, nous avons dissocié les grands corps de l'État entre ingénieurs forts en mathématiques et en sciences d'un côté, et énarques forts en discours et en notes de synthèse de l'autre. Mais surtout, une révolution silencieuse s'est opérée au sein de l'État à partir de Giscard d'Estaing durant laquelle les ingénieurs et les scientifiques, qui jouaient un rôle important dans les prises de décisions après la Libération, ont été progressivement évincés par des cadres administratifs, énarques en tête, qui sont désormais omniprésents dans la sphère publique et parapublique[35].
  Le corporatisme s'est développé. Les solidarités de corps ont conduit à des catastrophes monumentales telles que le sinistre financier d'AREVA ou la faillite du Crédit Lyonnais. Tout cela n'a été possible qu'à cause de camaraderies corporatistes qui ont permis à des petits groupes d'individus, dont certains ont choisi de

[35] On se réfèrera par exemple à la déclaration du Professeur Jean-François Delfraissy, qui fut président du « Comité Scientifique » mis en place par Emmanuel Macron en 2020, et qui est revenu ultérieurement sur cette expérience : « *Les 500 personnes qui gouvernent la France, à des degrés divers, soit politiques, soit directeurs de cabinet, soit directeurs des grandes institutions, des grandes directions des ministère sont à 95 % issus de l'ENA. Ils n'ont pas fait de maths et de sciences depuis la seconde et la première. Et inversement après avoir dit ça, il y en a peut-être dans la salle, il y a une intelligence extraordinaire de ce milieu. Mais ça veut dire qu'ils n'ont pas de culture scientifique. Et ça c'est très particulier. Et vous allez me dire ils ne sont pas là pour être des savants, ils sont là pour diriger. Mais quand on est à 95 % avec un mode de direction et un moule qui est construit de la même façon, c'est quand même une vraie question, moi j'en sors là d'un point de vue démocratique avec une vraie question*. »
https://www.youtube.com/watch?v=8_NNBNCyY9o

s'engager en politique et de faire la pluie et le beau temps sur des pans entiers d'activités dépendants de l'État.
Je me souviens encore, lors de mon passage à la Direction du Trésor, une administration de grande qualité, que les ingénieurs de formation comme moi étions appelés les « immigrés ». Ce terme en dit long sur le corporatisme qui règne dans nos administrations.
Il est temps que les ingénieurs de l'État, ces élites formées dans de prestigieuses écoles, développent leur capacité à s'exprimer avec clarté et conviction. De même, les énarques doivent s'imprégner d'une solide culture scientifique et technique, généralement absente. Tous doivent acquérir une connaissance plus sérieuse des réalités du terrain.
Nos grands programmes industriels (nucléaire, ferroviaire, aérien) ont été possibles parce que l'État pouvait s'appuyer sur des ingénieurs de haut niveau et que ces ingénieurs n'étaient pas empêtrés dans une bureaucratie paralysante. Nous devons retrouver de grands corps d'ingénieurs impliqués dans des programmes structurants pour la nation. Nous avons besoin de nous appuyer sur des administratifs aux solides compétences techniques et connaissances scientifiques, avec des membres des corps financiers et comptables dotés d'une bonne formation mathématique, financière et comptable. Les jeunes membres du Conseil d'État doivent être de bons juristes, les diplomates doivent bénéficier de formations en langues, en géopolitique, en stratégie militaire, etc.
On ne doit plus envoyer quelqu'un dans un ministère en fonction de son classement de sortie, mais en fonction de ses aptitudes et de ses connaissances. Rendre étanche les liens entre la haute administration et la politique contribuera à casser les mauvaises habitudes.

- **Immerger les hauts fonctionnaires français dans des fonctions publiques étrangères**

  Au cours de mes quelques années passées dans la haute fonction publique, j'ai pu constater que les hauts fonctionnaires français manquent de connaissance et d'intérêt pour le reste du monde. Ils ont tendance à se reposer sur des convictions acquises durant leur passage dans des écoles où on leur rabâche qu'ils sont la crème de la crème. Cela altère souvent leur capacité à comprendre les réalités du monde et à prendre des décisions efficaces. J'étais de ceux-là, puis j'ai « roulé ma bosse ».

  Nous ne sommes pas les seuls : d'autres pays ont été confrontés à des difficultés similaires à celles de la France. Certains ont pris des mesures pour réorganiser leur État, comme cela a été le cas pour des pays nouvellement indépendants après leur indépendance. Pendant les quatre années où j'ai vécu à Singapour, j'ai eu l'occasion de côtoyer l'administration locale et de constater son efficacité dans de nombreux domaines.

  Pour se montrer plus modestes et faire preuve d'intelligence, nos hauts fonctionnaires ont tout intérêt à s'ouvrir aux expériences et aux pratiques éprouvées des autres pays. Les administrations du monde entier ne sont pas en concurrence les unes avec les autres. Il est donc plus facile de partager les bonnes pratiques et de s'inspirer des réussites des autres pour nous améliorer.

  Faisons voyager nos hauts fonctionnaires pour les immerger dans les administrations d'autres pays, afin qu'ils apprennent des expériences étrangères et qu'ils les utilisent pour faire progresser notre propre administration. C'est ce que les anglo-saxons appellent les « best practices », ou « bonnes pratiques à retenir ». Ce type de démarche permet de corriger la myopie qui caractérise le travail quotidien et d'adopter une logique de progrès continu.

- **Exposer les élus et les hauts fonctionnaires français à la réalité de l'entreprise, à commencer par celle des PME**

J’ai participé en 2014, en tant que chef d’entreprise, à un programme conçu par l’association Entreprise et Progrès, intitulé « *Moi parlementaire, une semaine dans les pas d'un PDG* ». Ce dispositif permettait à des députés de s’immerger dans une entreprise pendant une semaine entière, beaucoup d’entre eux n’ayant jamais été confrontés aux réalités de la vie des entreprises. Pourtant les députés, en tant que représentants du peuple, ont un devoir sacré de comprendre les réalités de la vie économique de notre pays. Il leur faudrait se plonger dans les réalités concrètes de la vie des petites entreprises, en prenant le temps d'écouter les dirigeants comme les salariés, à tous les niveaux. Cela leur permettrait de mieux comprendre les enjeux et les difficultés auxquels les entreprises sont confrontées et de légiférer en conséquence, de manière à favoriser le développement de notre économie.

Le programme de l’association Entreprise et Progrès a eu un succès malheureusement modeste : peu de députés ont tenté l’expérience. J’ai accueilli une députée qui est venue à peine deux demi-journées, sans réellement s’immerger dans la vie de mon entreprise. Ce fut à la fois une frustration et la confirmation que les entreprises ne sont pas une priorité de nos élus, sauf dans les discours[36]. Pourtant, la richesse créée par notre pays vient de ces entreprises. Beaucoup de Français leur consacrent une grande partie de leur temps et de leur énergie.

Pourquoi ne pas faire de ce genre d’expérience un point de passage obligé ? Chaque élu national passant ainsi une ou plusieurs semaines dans une PME avec un programme leur garantissant une vision complète de l’entreprise, ainsi que dans les grands services publics de terrain : écoles, hôpitaux, police... On ne peut plus avoir des élus qui légifèrent sur des sujets dont ils n’ont pas la moindre connaissance.

[36] A la décharge partielle de cette élue en particulier, elle avait effectué une partie de sa carrière dans le secteur privé, ce qui est plutôt rare, mais il s’agissait toutefois d’une très grande entreprise.

A partir de cette même logique, comment aider les hauts fonctionnaires à acquérir une véritable expérience de la réalité sociale et économique du pays, étant donné que l'État joue un rôle central en France ? Notre administration doit être en mesure de comprendre les réalités du pays. Une semaine d'observation ne suffit pas à comprendre les défis auxquels les citoyens et les entreprises sont confrontés. Pour y remédier, mettons en place des "stages" de plusieurs mois dans des PME et dans des services publics de terrain. Les hauts fonctionnaires y expérimenteront la réalité de ces petites unités opérationnelles qui animent la vie économique et sociale du pays.

Cette démarche est essentielle pour éviter les erreurs qui peuvent rendre la vie des Français difficile à cause d'une bureaucratie excessive. La mentalité de la fonction publique et des élus doit évoluer pour qu'ils soient mieux connectés à la réalité du pays.

- **Accorder une plus grande autonomie aux fonctions opérationnelles de l'État, rétablir la confiance**

  Écoles, lycées, universités, hôpitaux : il est temps de changer la manière dont nous dirigeons nos établissements de terrain. Les responsabilités de ces organisations ne devraient pas être confiées à des administratifs, mais à des professionnels ayant démontré leur compétence technique et leur capacité à diriger et organiser. Les administratifs, eux, doivent uniquement les assister. Ne promouvons plus des bureaucrates, des beaux parleurs ou des courtisans pour diriger nos unités opérationnelles.

  La réforme la plus importante de l'État doit consister à redonner des degrés de liberté aux établissements de terrain et à promouvoir les personnalités de qualité qui en sont issues. Il s'agit de mettre fin à l'excès de contrôle de tous les instants et aux procédures lourdes et inutiles. On voit trop dans le système public des situations ubuesques où il faut suivre un processus labyrinthique pour pouvoir changer une cartouche d'imprimante…

Le grand mot du bon fonctionnement d'une organisation est la confiance. Quand on choisit un dirigeant, un responsable, on doit lui faire confiance, de même qu'on doit faire confiance aux enseignants, aux médecins, et plus généralement à tous les détenteurs d'une expertise. Celle-ci doit bien évidemment être évaluée régulièrement. Car la confiance n'exclut pas le contrôle, et à cet égard, il est préférable de mettre en place des contrôles a posteriori et des vérifications rigoureuses plutôt que d'imposer un incessant contrôle tatillon qui empêche d'avancer.
Pour cela, il faut disposer de corps de contrôle adaptés et dotés de ressources humaines qualifiées pour mener à bien ces vérifications. Car la confiance n'exclut pas le contrôle, et celui-ci doit être sans compromis. Pour cela, il faut :

A. Recruter les bons profils.
B. Définir clairement, année après année, les missions à accomplir et les objectifs à atteindre, cela devant être publiquement expliqué aux citoyens puisqu'il s'agit de missions de service public ;
C. S'assurer que les responsables ont été formés à la direction d'une organisation et leur laisser la liberté de gestion de leur budget et de leurs recrutements ;
D. Définir des indicateurs de réussite ou d'échec régulièrement suivis et évalués. La définition et le suivi des indicateurs de réussite sont absolument essentiels, car c'est le seul moyen de mesurer l'efficacité des actions entreprises. On ne peut pas laisser des magazines de presse s'arroger la responsabilité de noter les établissements publics en fonction de critères plus ou moins opaques ;
E. Recueillir de façon indépendante, sans risques de conflit d'intérêt, les observations des usagers et les analyser avec bienveillance pour améliorer le fonctionnement de l'organisation ;
F. Mettre en place de véritables conseils d'administration avec des membres en nombre restreint, en lieu et place d'organes

pléthoriques qui sont plutôt des forums incapables de prendre de véritables décisions opérationnelles, les forums conservant néanmoins leur intérêt pour faciliter la communication ;

G. Protéger les établissements des ingérences extérieures, surtout quand il s'agit de comportements violents ou intrusifs. Il est indispensable que les établissements qui sont les bras armés de l'État dans l'accomplissement des missions de service public soient assurés d'une complète sérénité d'action et du respect des citoyens, condition nécessaire pour mener leurs missions avec efficacité. La contrepartie d'une prise en compte plus sérieuse des doléances des citoyens étant la protection des fonctionnaires de terrain.

- **Réduire le nombre d'improductifs au sein de l'État et automatiser les tâches administratives**

  La fonction publique n'est pas un ensemble homogène. Il y coexiste des personnels de terrain « opérationnels » ou « productifs » (enseignants, personnels soignants, policiers, militaires, juges, chercheurs…), et une grande quantité de personnels administratifs. Il est anormal que le mot « administration » ait trop souvent remplacé l'expression « services publics ». Or pour les Français, « administration » est plutôt synonyme de lenteur, de blocages, de paresse, alors que les services publics devraient être des lieux d'excellence et d'efficacité.

  Les ratios d'administratifs par rapport aux opérationnels sont le plus souvent déséquilibrés dans l'ensemble des ministères en France. Alors que les services publics ont vocation à être mobiles, dynamiques et réactifs, ils sont handicapés par une multitude de procédures et de contraintes bureaucratiques qui exigent d'être allégées. La réduction du nombre des administratifs dans la fonction publique, simultanément à une simplification des

procédures, est une nécessité pour retrouver le dynamisme et la qualité nécessaires aux services apportés aux citoyens.
Aucun politicien ne semble aujourd'hui prêt à s'engager dans une telle tâche, par manque de vision et de courage. Il faut se donner des objectifs clairs, ministère par ministère, de réduction des postes non productifs. Les personnels surnuméraires doivent se voir proposer des postes opérationnels, le cas échéant après avoir bénéficié d'une formation de reconversion. Ceux qui ne voudraient pas ou ne pourraient pas s'adapter devront quitter la fonction publique. Cette évolution est le complément nécessaire à la liberté retrouvée des établissements de terrain : pas de liberté possible si la bureaucratie reste omniprésente.

- **Effectuer annuellement un audit de la qualité des services publics en s'appuyant sur une agence publique indépendante**
  La façon dont s'exprime la satisfaction ou l'insatisfaction de la société française à l'égard des services publics est devenue malsaine : articles incendiaires de médias, classements des établissements dans des magazines, études parcellaires aptes à enflammer le public, etc.
  La multiplication et le succès de ces classements, qu'on qualifiera d'artisanaux parce qu'ils ne s'appuient pas sur une méthodologie incontestable et transparente, démontrent que les citoyens souhaitent y voir plus clair sur la qualité de leurs services publics[37].
  On pourrait y voir une démarche consumériste ; c'est en réalité le droit légitime de citoyens qui sont également des contribuables. L'État prélève l'impôt pour financer des missions régaliennes sur

[37] Il ne s'agit pas ici de condamner l'initiative de magazines qui pratiquent des classements d'établissements publics, à commencer par les hôpitaux et les établissements d'enseignement. Ils le font parce que l'État ne s'est pas organisé pour évaluer correctement et de manière transparente son action. La situation est même plus grave si l'on considère que dans certaines situation, l'État fait obstacle à de telles évaluations privées en réduisant les accès à l'information. Par exemple : https://www.lepoint.fr/societe/qui-veut-tuer-le-palmares-des-hopitaux-20-01-2023-2505498_23.php#11

lesquelles les Français sont à peu près aveugles en dehors de leur propre expérience et de celles de leurs proches.

Il ne suffit pas de dire que le budget du ministère de l'Éducation nationale représente tant ou tant de milliards pour prétendre à une bonne compréhension de notre instruction publique. Bien trop souvent, les politiciens se cachent derrière des millions ou des milliards pour prétendre agir efficacement, alors que la question réside ailleurs, dans la bonne utilisation des budgets mobilisés.

Certes, les Français peuvent compter sur un nombre important de fonctionnaires compétents et consciencieux, mais la dégradation des services publics démontre que cela ne suffit pas. L'évaluation de la qualité des services publics est nécessaire. La Cour des Comptes s'attribue souvent le rôle d'intervenir sur ce terrain, une bonne chose à défaut d'autre institution chargée de cette mission. Pour autant, ce n'est pas sa mission, qui devrait rester financière. De plus la démarche n'est pas entreprise avec régularité, chaque année, avec des indicateurs et des objectifs définis clairement en amont. Il conviendrait donc de mettre en place une organisation adaptée à cet examen régulier, totalement indépendante du pouvoir exécutif [38], responsable de publier chaque année un rapport sur la bonne tenue des services publics, ministère par ministère, avec obligation des départements ministériels de communiquer toute information qui leur serait réclamée.

Le résultat de ces évaluations devrait être rendu public et accessible à tous, sauf en ce qui concerne les questions stratégiques de Défense nationale, des services secrets et éventuellement certains aspects de police. On ne peut plus par exemple se limiter à découvrir avec effroi la dégringolade de notre système scolaire dans les classements internationaux pour

[38] Placée par exemple sous l'autorité d'un Sénat citoyen tel que suggéré plus haut.

constater l'étendue de la catastrophe. Objectivons les problèmes à traiter et plaçons le pouvoir exécutif devant ses responsabilités.

- **Faire évoluer le statut du fonctionnaire**
  Le statut du fonctionnaire est un sujet sensible en France. Notre pays sait mal revenir sur ce que les organisations syndicales appellent des « avantages acquis », et qui ne sont souvent que des résidus de l'histoire. Notre administration s'est crispée autour de pratiques qui ne correspondent plus aux besoins du pays : avancement à l'ancienneté, emploi à vie, avantages particuliers mais rémunérations trop basses et sans flexibilité, etc. Ce statut a vieilli, car la France d'aujourd'hui n'est plus celle des années quarante à cinquante. A la suggestion de réformer le statut du fonctionnaire, les syndicats protesteront probablement en invoquant de manière incantatoire un prétendu ultralibéralisme. Pourtant, les orientations décrites dans le présent manifeste montrent bien que celui-ci n'est pas le fruit d'une pensée ultralibérale. Puisqu'il s'agit au contraire de renforcer l'État !
  Si le statut du fonctionnaire doit évoluer, c'est pour les Français, pour les fonctionnaires eux-mêmes, mais surtout pour les intérêts publics. Hormis certains personnels soumis à des obligations particulières, essentiellement en matière de sécurité nationale, un fonctionnaire est en réalité un salarié comme un autre. Il est recruté pour assurer une mission de la même façon que le salarié d'une entreprise privée est recruté pour assurer la sienne. La fonction publique recrute d'ailleurs beaucoup de « contractuels », c'est-à-dire des personnels dont le contrat est de droit privé. Ces contractuels assurent leur mission aussi bien que les « titulaires ». C'est le signe que ce statut est dépassé et doit évoluer. D'autres pays, comme les Pays Bas ou la Nouvelle Zélande par exemple, ont entrepris de telles réformes et s'en portent mieux.
  Le statut du fonctionnaire actuel porte en lui l'une des raisons du mauvais fonctionnement de l'État. Car il est impossible de maintenir une organisation efficace et pérenne lorsque la

possibilité de sanctions appropriées, positives ou négatives, est limitée par le statut du salarié.

Les entreprises avancent aussi avec leur lot de personnalités brillantes ou au contraire toxiques, mais celles qui sont correctement gérées font le nécessaire pour promouvoir les meilleurs éléments et écarter les salariés à problème, en dépit du coût que cela représente. En réalité, il s'avère très difficile de réellement sanctionner les employés de l'État, que ce soit pour récompenser l'excellence ou à l'inverse, pour punir des fautes graves. Il arrive trop souvent que des fonctionnaires fautifs soient simplement mutés plutôt que licenciés. Dans les structures publiques, les employés qui manifestent des problèmes de comportement sont plus souvent déplacés qu'écartés, et les erreurs et les fautes souvent tolérées ou ignorées : on met la poussière sous le tapis. J'ai été témoin de ce travers lorsque j'étais fonctionnaire, pourtant dans la haute administration.

Ce système conduit à la détérioration des services publics, pourtant si précieux pour les citoyens. Il conduit aussi à la conservation durant de trop longues périodes de départements de l'État devenus superflus, aux dépens de services sous-équipés dont les besoins sont prioritaires. Cette situation pernicieuse affecte la qualité des services régaliens et pousse les citoyens les plus aisés à chercher des services de qualité supérieure auprès du secteur privé. Tant que cette question ne sera pas traitée et réglée, les services publics auront du mal à retrouver leur efficacité et leur prestige, et la fuite vers le privé s'accélèrera. **Les syndicats doivent**

le comprendre : à défendre un statut qui est dépassé, ils scient la branche sur laquelle les fonctionnaires sont assis.

Le changement du statut des fonctionnaires représente aussi le seul moyen de valoriser l'écrasante majorité des fonctionnaires désireux d'effectuer leur travail avec dévouement.

Alors oui, cela exige du courage de changer un dispositif tellement bloqué ; et le courage est une vertu qui nous fait défaut depuis bien longtemps.

La fonction publique ne peut plus rester l'otage d'un système tellement rigide qu'il finit par rendre les fonctionnaires insatisfaits dans leur travail. Comment expliquer autrement le malaise général dans les établissements de terrain ? Je ne crois pas à la désinvolture des fonctionnaires absents : je crois plutôt que le système ne leur apporte pas les satisfactions qu'ils devraient normalement trouver dans l'exécution de leur mission. C'est pourtant exaltant d'être au service de la population.

Bien qu'ayant été moi-même fonctionnaire dans des hauts lieux de la puissance publique, dont un cabinet ministériel, j'ai quitté le service de l'État en raison d'une énorme frustration devant la rigidité et les dysfonctionnements de l'État : impossible de mener une action sans que des dizaines de personnes vous tombent dessus, sans que mille obstacles se dressent sur votre route. Tout était perte de temps et d'efficacité. Pour un homme d'action, cette situation héritée du passé est une torture.

L'évolution du statut du fonctionnaire permettra de faire respirer la fonction publique en facilitant les entrées comme les sorties, en faisant bénéficier les fonctionnaires de rémunérations qui correspondent à leur engagement, en contribuant à changer la culture de l'État pour retrouver le sens d'une nécessaire efficacité de l'action menée. Cependant, ce changement du statut ne peut

être indépendant des autres propositions faites ici, notamment une plus grande liberté concédée aux établissements de terrain.

- **Réduire le mille-feuille territorial, mieux décentraliser**
  Notre système administratif complexe, connu sous le nom de "mille-feuille territorial", est largement critiqué mais personne n'est prêt à le simplifier, comme le prouve le récent rapport remis par Éric Woerth au Président de la république qui recommande de surtout ne pas réduire les étages du « mille-feuille ». Il est vrai qu'il permet à de nombreux élus et fonctionnaires territoriaux de conserver leur poste et leur statut.
  Les citoyens ne comprennent pas le fonctionnement ni les responsabilités des différents niveaux administratifs français, une confusion qui contribue en grande partie à l'absentéisme lors des élections locales. Pourquoi voter lorsqu'on ne sait pas ce pour quoi on vote ? Le seul périmètre que les citoyens pensent encore comprendre est celui de la commune, du fait de sa proximité. Et pourtant, ils ne sont pas vraiment informés des compétences et des responsabilités des communes, souvent restreintes. Dans une ville comme Marseille, deuxième commune de France, les responsabilités se partagent notamment entre la Mairie, la Métropole, le Département, la Région et bien sûr l'État. Beaucoup d'habitants n'ont par exemple pas conscience que le maire n'a pas la main sur des services clés comme la propreté et le ramassage des ordures. Les communautés de communes se superposent enfin aux communes elles-mêmes dans le cadre d'un mécanisme électoral qui égare les électeurs en route.
  Ainsi non seulement les citoyens ne savent pas qui fait quoi dans ce labyrinthe, mais de cette complexité résulte une duplication des efforts, une déresponsabilisation et, pour finir, des surcoûts.
  Tout cela doit changer : les communes qui ont besoin de s'associer doivent se réunir, un échelon doit être supprimé entre les départements et les régions, et l'État doit laisser plus de marges de manœuvre financières aux entités œuvrant au plus près du

terrain. Les restructurations qui en découlent ne doivent pas se faire à effectifs constants : les doublons doivent être identifiés, et le nombre de postes de travail réduits. Nos structures publiques administratives coûtent trop cher. Il faut traquer partout les dépenses inutiles et les postes surnuméraires.

Lorsque des régions ont été fusionnées en 2016, ce travail de réorganisation n'a pas été fait. La réforme n'a donc pas engendré d'économies significatives, toujours à cause d'un manque de courage qui conduit à laisser courir les dépenses. Alors que les entreprises doivent s'adapter en permanence pour s'adapter aux exigences de leurs marchés, pourquoi devrions-nous accepter que nos structures publiques fonctionnent en dehors de toute logique économique ? Je reconnais que la restructuration des échelons administratifs territoriaux est un projet difficile, qui nécessite du courage et une bonne préparation. La France doit pourtant en passer par là pour se moderniser et arrêter de s'endetter et de ponctionner l'économie.

En parallèle, l'échelon local a grand besoin de se renforcer, avec des ressources financières plus importantes et donc des obligations également plus importantes. L'État central doit conserver dans cette configuration un pouvoir de contrôle et de sanction en cas de dérive budgétaire et de mauvais résultats de certaines collectivités. Il doit aussi fixer des objectifs cohérents au niveau du pays. Encore une fois, le système suisse pourrait nous instruire, de façon à faire évoluer le partage des responsabilités entre l'État central et les échelons locaux.

Un véritable mouvement de décentralisation est de nature à apporter plus de flexibilité et d'efficacité. La région parisienne, avec sa ville centrale, Paris, est devenue un monstre qui concentre des excès de pouvoir, de richesse et de population. Au lieu d'encourager le renforcement des villes de province, les politiques ont choisi de favoriser la consolidation d'un soi-disant "Grand Paris", manifestant ainsi le réflexe de ceux qui croient que "big is beautiful". Cette concentration des efforts sur une région ne peut

continuer. Répartissons les pouvoirs, les richesses et les populations de manière plus équitable sur l'ensemble du pays.
Cette décentralisation doit devenir une réalité et ne surtout pas rester un vain mot. Elle devrait conduire à la déconcentration des ministères vers la province, comme c'est le cas en Allemagne. Un mouvement a été timidement entamé, mais il n'a jamais été systématisé. Il est temps de programmer une réelle décentralisation pour faire évoluer l'esprit d'un pays qui trop souvent se contente de voir la France depuis Paris. Cette décentralisation se planifiera sur plusieurs mandatures, avec un calendrier clair afin de permettre à l'exécutif de s'engager sur la voie de la réalisation.

- **Restaurer la déférence des citoyens à l'égard des fonctionnaires, et la déférence des fonctionnaires à l'égard des citoyens**
  Dans notre société, force est de constater que les relations entre citoyens se sont dégradées, ce qui déteint sur les relations entre les fonctionnaires et les citoyens. D'un côté, certains fonctionnaires se permettent des attitudes inacceptables (tutoiement par certains policiers, désinvolture ou volonté de blocage de certains administratifs, ralentissement des procédures et dans certains cas, corruption) ; de l'autre, des citoyens ont pris l'habitude de manquer de respect envers des représentants de l'État (manque de considération des fonctionnaires de terrain comme les enseignants, insultes aux forces de l'ordre, dégradation des lieux publics…).
  La législation a renforcé l'obligation de respecter les fonctionnaires exerçant une mission de service public, certes. Mais elle n'est pas appliquée. Et le problème réside dans la perception des citoyens envers ceux qui les servent. On le voit dans des cités où les forces de l'ordre sont agressées, de même que d'autres

représentants des services publics, les pompiers par exemple. Nous devons restaurer la crédibilité de l'État sur ce plan également. Les politiciens avancent avec facilité la « tolérance zéro », mais se montrent bien tolérants une fois aux commandes. Je le vois à Marseille : tout le monde sait quelles sont les cités contrôlées par les petits caïds qui mènent la vie impossible aux habitants, les expulsant même de chez eux dans certains cas sans que la puissance publique réagisse[39], ou alors bien tardivement quand les médias s'en mêlent (la communication, toujours…).

Pour que les relations entre fonctionnaires et citoyens s'améliorent, un changement de comportement des responsables politiques est nécessaire. Ceux-ci doivent être, à tout moment, exemplaires. Quand un président de la République ne se comporte pas lui-même avec dignité et ne respecte pas la dignité inhérente à sa fonction, la société ne peut suivre un exemple de dignité et de respect. Dignité et respect doivent être des valeurs fondamentales pour tous les dirigeants de la France, car c'est seulement ainsi que les relations entre les fonctionnaires et les citoyens pourront être rétablies.[40]. Comme dit le proverbe : « le poisson pourrit par la tête ».

- **Imposer la transparence aux lobbies**

  Les élus, les ministres et les fonctionnaires prennent des décisions qui impactent toute la société. Pour que la prise de décision atteigne sa maturité, il est normal qu'ils consultent de nombreux experts et acteurs économiques et sociaux afin d'obtenir une vision globale et exhaustive de la réalité et des enjeux. Pendant ce

[39] On citera l'exemple de la « Cité Kalliste » à Marseille, dans laquelle un gang nigérian a littéralement expulsé de chez elles plusieurs familles, au vu et au su de tous, avec des recensions dans la presse locale, sans provoquer la moindre réaction de la part de la puissance publique. Il a fallu que l'affaire prenne un tournant médiatique au niveau national pour que le Préfet décide d'envoyer les forces de l'ordre récupérer les logements « réquisitionnés » par cette petite mafia nigériane, mais dans une opération si mal organisée que les membres du gang ont préalablement pu s'échapper...

[40] Les saillies de Messieurs Sarkozy et Macron (« casse-toi pauvre con », « j'ai très envie de les emmerder », etc.), le « bruit et les odeurs » de Monsieur Chirac, ou les virées nocturnes en scooter de Monsieur Hollande par exemple.

processus, divers groupes cherchent à influencer les décisions prises. Certains le font de manière transparente, d'autres de façon occulte.

Il est crucial pour l'État de ne pas se laisser manipuler par ces pressions et de se concentrer sur les intérêts supérieurs de la nation. La France doit être gouvernée dans l'intérêt général, et non pour des intérêts particuliers. Or les groupes d'influence n'agissent par nature qu'en faveur d'intérêts particuliers. J'ai été conseiller technique dans un cabinet ministériel, et j'ai pu observer comment différents intervenants tentaient d'influencer les décideurs publics sur bien des sujets à l'occasion d'entretiens privés. Depuis, la pratique s'est professionnalisée. Il est apparu, en suivant l'exemple américain, toute une profession dont la tâche consiste à influencer les décideurs. Pour ce faire, ils leur fournissent des documents plus ou moins biaisés dans le but d'orienter les décisions, bien évidemment en faveur de groupes de pression : groupements de citoyens (chasseurs, représentants d'une religion...), d'intérêts économiques (entreprises, syndicats professionnels), d'États étrangers ou autres.

Que chacun veuille faire entendre sa voix est compréhensible et même souhaitable : c'est une des conditions de l'exercice démocratique. Mais que les influences s'exercent hors de toute transparence est inacceptable. C'est pourtant ce à quoi on assiste le plus souvent. On ne peut plus accepter, par exemple, qu'un député présente une proposition de loi rédigée par tel ou tel groupe de pression. On ne devrait pas non plus accepter les réunions en cercles restreints hors de toute transparence, laissant librement les uns et les autres influencer le cours des décisions publiques dans des conditions ne permettant pas de garantir la préservation des intérêts publics.

Il paraît ainsi indispensable d'objectiver les discussions dans la plus grande transparence : publication des agendas de réunion,

enregistrement et publication de celles-ci, contrôle par un organisme indépendant et/ou par le Parlement.
Nul doute que bien des groupes de pression verront à critiquer cet objectif. Des politiciens peu scrupuleux également. Mais c'est une nécessité pour assurer la protection des intérêts publics, c'est-à-dire des citoyens dans leur ensemble. Nous devons travailler à mettre en place les procédures qui assurent que cette règle soit respectée. Il en découle également que l'État doit renforcer ses capacités d'expertise, afin que les élus et les décideurs disposent d'une information indépendante et fiable afin d'objectiver, et le cas échéant contrecarrer, les tentatives de manipulation des groupes de pression.

Chapitre 5

Simplifier pour plus de dynamisme et plus de justice

"*Gouverner un grand pays est comme cuire un petit poisson*." Lao zi

"*L'homme devrait mettre autant d'ardeur à simplifier sa vie qu'il en met à la compliquer."* - Henri Bergson

Nous formons société et toute société a besoin de règles pour éviter de sombrer dans le chaos. Beaucoup de règles sont implicites, elles font partie de notre héritage culturel et garantissent que les relations entre humains ne dégénèrent pas. Certaines sociétés dites « primitives », de petite taille, n'ont jamais écrit les règles qui les gouvernent : la tradition, parfaitement intégrée par les individus, suffit à maintenir la société soudée. Nos société modernes ne parviennent plus à se satisfaire de ces lois informelles, et c'est dommage : elles sont devenues bien trop grandes, et nous nous sommes ouverts sur le monde. En accueillant les héritiers d'autres cultures, nous avons besoin de garantir un comportement collectif homogène. Les sociétés plus avancées écrivent donc leurs règles, sous formes de textes de natures diverses : en France une Constitution, des lois, des décrets, des arrêtés, des circulaires, etc. En écrivant, on espère conjurer le sort et s'assurer que personne ne déviera d'un comportement attendu par la société.

Malheureusement, nous Français sommes devenus des extrémistes du texte règlementaire. Le moindre détail doit être codifié. Le Conseiller d'État Christophe Éoche-Duval a établi un inventaire de l'évolution des lois, pour conclure que le poids des normes en France s'élève désormais à 44,1 millions de mots[41]. Un tel corpus est inaccessible à la lecture d'une

[41] « Le poids des normes en France s'élève désormais à 44,1 millions de mots ! » https://www.actu-juridique.fr/administratif/le-poids-des-normes-en-france-seleve-desormais-a-441-millions-de-mots/

seule personne. Entre 2022 et 2022, c'est-à-dire en vingt ans, le « stock de mots » de notre corpus règlementaire a quasiment doublé, ce qui montre à quel point la « machine produire du droit » est devenue une machine folle.

Simplifier les lois et les règlements

"Nemo censetur ignorare legem", nul n'est censé ignorer la loi. Ce principe s'imposait dans l'Antiquité, quand les lois étaient élaborées et approuvées directement par peuple. Ce principe a été intégré au Code Napoléon pour réaffirmer un principe essentiel, qui est que les citoyens doivent être soumis sans discussion aux lois du pays, mais dans un environnement où les lois doivent être intelligibles. Alors que ce principe a vu le jour dans un contexte où le peuple participait directement à l'approbation des lois, ce n'est plus le cas depuis longtemps, et le fossé entre la Loi et les citoyens n'a cessé de se creuser. Lire 44 millions de mots en essayant de comprendre la complexité des textes qu'ils forment est au-dessus des forces de n'importe quel être humain.

Notre système de représentation électorale a conduit de facto à éloigner le peuple du processus de préparation et d'approbation des lois. La distance qui s'est établie entre le peuple et la Loi a engendré une dérive nocive pour l'ensemble de la société. Les élus de la nation ont pris l'habitude d'ajouter des lois aux lois, souvent sans tenir compte de la réalité vécue par les Français, et surtout de la complexité déjà en place. Cette tendance engendre un arsenal législatif et réglementaire de plus en plus lourd et amphigourique, difficilement compréhensible par le commun des mortels, au point que l'adage finira par être "Nemo potest legem cognoscere" : nul n'est capable de connaître la loi.

Le droit est devenu l'affaire d'experts de plus en plus spécialisés, une affaire d'autant plus sophistiquée que les lois ne cessent de changer, année après année. S'il est vrai que l'arsenal législatif doit s'adapter à l'évolution du monde, ces changements incessants n'ont plus grand-chose à voir avec une volonté d'adaptation réfléchie. Ils sont plutôt le fait de caprices législatifs, souvent faisant suite à des changements de

majorités ou à des lubies de parlementaires réagissant à des événements spectaculaires.

Montesquieu, dans ses « Lettres persanes », a mis très tôt le doigt sur l'absurdité qu'il y a à maltraiter les lois à tout bout de champ : « *La plupart des législateurs ont été des hommes bornés, que le hasard a mis à la tête des autres et qui n'ont presque consulté que leurs préjugés et leurs fantaisies. (…) Ils se sont jetés dans des détails inutiles ; ils ont donné dans les cas particuliers : ce qui marque un génie étroit qui ne voit les choses que par parties, et n'embrasse rien d'une vue générale. (…) Il est vrai que, par une bizarrerie qui vient plutôt de la nature que de l'esprit des hommes, il est quelquefois nécessaire de changer certaines lois. Mais le cas est rare ; et lorsqu'il arrive, il n'y faut toucher que d'une main tremblante : on y doit observer tant de solennités et apporter tant de précautions que le peuple en conclue naturellement que les lois sont bien saintes, puisqu'il faut tant de formalités pour les abroger.* »

Dans un domaine que je connais plutôt bien et qui est celui de l'entreprise, le Code des Sociétés, le Code du Commerce ou le Code du Travail par exemple sont devenus des ouvrages monstrueux de plusieurs milliers de pages qu'aucune entreprise de taille petite ou moyenne n'est en mesure de maîtriser, et donc de respecter. C'est le maquis des règles qui rend l'application difficile, tout autant que leur caractère mouvant, les lois et règlements étant fréquemment amendés. Le Législateur et le pouvoir exécutif veulent tout prévoir, tout réglementer, jusque dans les plus petits détails. Le Code du Travail, avec ses plus de quatre mille pages[42], a souvent fait parler de lui pour cette raison. Il n'est pas le seul en cause.

Chaque volet de notre société possède son « Code » et chaque Code ne cesse de s'épaissir : le Code du Travail publié par la société Dalloz est ainsi passé de 1.892 pages en 1990 à 3.492 pages en 2013 et plus de 4.000 pages aujourd'hui : l'inflation ne touche pas que les prix ! Un

[42] Le Code du Travail suisse ne comporte, lui, que quelques dizaines de pages. Or la Suisse, qui n'était pas un pays plus riche que la France il y a plusieurs décennies, est devenue aujourd'hui une nation prospère où le salaire minimum est près de trois fois supérieur au salaire minimal français, preuve que l'intérêt des salariés ne dépend pas de la complexité du Code du Travail.

article récent du journal « l'Opinion »[43] indiquait que les administrateurs de l'Assemblée Nationale, qui assurent des tâches d'assistance intellectuelle, administrative ou matérielle pour les 577 députés, sont submergés par un afflux historique d'amendements et de propositions de lois déposés par les groupes parlementaires. La lettre a vaincu l'esprit, les parlementaires font tout pour tuer la Loi en la rendant inapplicable.
Cette complexité a des conséquences : d'un côté, l'ignorance des justiciables dont on ne peut raisonnablement plus attendre qu'ils connaissent suffisamment les ramifications des lois et règlements, de l'autre l'émergence d'une superstructure coûteuse chargée de gérer cette complexité.
L'ancien haut-fonctionnaire Jean-Pierre Jouyet, avec qui j'ai travaillé deux ans au cabinet de Roger Fauroux alors ministre de l'Industrie, a récemment fait son mea culpa pour sa participation active et aveugle à cet emballement qui étouffe peu à peu notre pays[44]. Il vaut mieux tard que jamais… mais c'est quand même un peu tard mon cher Jean-Pierre.
Sans compter que l'on conserve des milliers de règles devenues sans objet, telle cette ordonnance de 1800 qui interdisait aux femmes le port du pantalon, et qui ne fut abrogée qu'en… 2013. Dans les entreprises, cette complexité mobilise des équipes entières. Et même avec de tels moyens, l'écrasante majorité des entreprises n'a pas les moyens de garantir sa conformité avec la législation. C'est que le Législateur, dans sa grande créativité à défaut de sa grande sagesse, a inventé toutes sortes de procédures absurdes qui nécessitent un pilotage bien trop laborieux et dispendieux, avec des changements fréquents qui produisent un environnement juridique instable.
Encore une fois, la lettre a tué l'esprit.
Et le grand paradoxe est que la prolifération des règlements en tous genre a pour effet de dévaluer ces normes et règlements. De la même façon que, selon la loi de Laffer, trop d'impôt tue l'impôt, trop de règles

[43] « La grosse, grosse fatigue des administrateurs de l'Assemblée nationale »
https://www.lopinion.fr/politique/la-grosse-grosse-fatigue-des-administrateurs-de-lassemblee-nationale
[44] « Bureaucratie: l'incroyable confession du haut fonctionnaire Jouyet »
https://journal.lopinion.fr/titles/lopinion/13240/publications/826/pages/1905887/articles/1905887/3/1

tue les règles, car plus les règles sont compliquées, moins elles sont appliquées. En votant des lois qui s'ajoutent aux lois, les députés comme les gouvernements croient changer le destin du pays quand ils se contentent de brouiller les cartes et de rendre la vie de plus en plus difficile aux citoyens et aux acteurs de l'économie. Et ce d'autant que ce ne sont pas tant les lois qui comptent, mais leur bonne application : combien de fois des ministres annoncent vouloir traiter un problème avec de nouvelles lois, alors que la bonne application des lois existantes suffirait à régler la question ? En réalité, les politiciens, en multipliant les lois, font ce qu'ils ne savent désormais que faire : de la communication. Pourquoi multiplier les lois sur tous les sujets (le contrôle de l'immigration par exemple) quand les lois existantes ne sont déjà pas appliquées ?

La prolifération de lois, règlements, normes en tous genres, est de plus devenue un obstacle important à l'initiative individuelle et collective. Elle rigidifie le fonctionnement de la société et laisse les citoyens impuissants face à une machine devenue insensée. Elle rend les choses plus difficiles pour les entreprises et les individus qui cherchent à innover. Elle entrave également la capacité des organisations à s'adapter et à évoluer pour répondre aux changements du monde.

La complexité croissante de nos organisations met ainsi des bâtons dans les roues d'une transformation nécessaire de nos modèles sociaux et économiques. Elle entrave la capacité de la société à s'adapter aux défis de l'avenir et à se réinventer pour améliorer les conditions de vie des citoyens.

L'évolution de notre législation doit se faire dans plusieurs directions :

- Une remise à plat des lois existantes afin de les simplifier au strict nécessaire en faisant primer l'esprit sur la lettre, par la formulation de principes simples que chaque citoyen peut comprendre ;
- Le renforcement des structures judiciaires pour interpréter correctement l'esprit de la Loi, et la dépolitisation des Juges, dont certains adoptent des partis pris peu empreints de neutralité ;
- L'établissement dans la Constitution d'un principe intangible visant à éviter l'inflation législative et les normes castratrices.

Parmi toutes ces lois, on signalera le cas particulier de la fiscalité dans un pays qui aime à multiplier les taxes en tous genres, y compris des taxes rapportant peu et dont le coût de gestion est parfois supérieur au produit de leur collecte… La lecture des lois de finance en dispense un bon panorama. Les formulaires de déclaration d'impôt sur le revenu le montrent également. Là aussi, simplifions de sorte qu'une égalité de traitement soit instaurée et que les impôts, qui sont indispensables au bon financement de l'État, soient conçus de manière claire, sans ces multiples possibilités d'exemption qui font le bonheur des conseillers fiscaux et sans ces changements incessants qui empêchent les acteurs économiques d'organiser rationnellement leur activité et de planifier leur développement.

Dans notre pays, la « réforme de la fiscalité » est un serpent de mer que les politiciens agitent régulièrement sans jamais rien faire concrètement, si ce n'est ajouter de nouvelles taxes ajoutant de la complexité à la complexité.

Bien souvent, le politicien français est convaincu que la taxe doit agir comme une subvention négative, lui permettant ainsi de décider ce qui est bien ou mal pour le pays en punissant tel ou tel comportement, ou au contraire en laissant certaines catégories échapper à l'impôt, le plus souvent par calcul électoral. On a vu en mai 2023 un ministre de l'économie menacer les industriels français de l'agro-alimentaires de recourir à la fiscalité pour « récupérer leurs marges »[45], comme si la fiscalité était un instrument de pilotage que le gouvernement emploie au gré des évènements…

Nous devons revenir à une fiscalité simple, rationnelle, intelligible, et stable surtout, dont le seul but est de financer l'État et non de prétendre déformer le comportement des Français, sauf cas exceptionnel qui apparaîtrait essentiel pour des raisons majeures[46].

[45] https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/le-maire-agite-la-menace-fiscale-face-aux-industriels-de-l-agro-alimentaire-2be76d22304c14074667091c95de5b13

[46] Impôts sur les hydrocarbures par exemple, pour limiter les émissions de CO_2 et la dégradation de nos échanges extérieurs.

Au-delà des lois, la simplification doit « ruisseler » dans tout le dispositif règlementaire afin que les hauts fonctionnaires cessent de nourrir la bête à l'excès à l'aide de décrets, arrêtés, circulaires et autres injonctions régentant la vie des administrations et des citoyens. Là aussi, allons à la simplification pour que la vie des citoyens soit facilitée, pour que la vie économique se trouve fluidifiée en permettant aux acteurs économiques de faire preuve d'initiative sans devoir à chaque pas trébucher sur des obstacles bureaucratiques.

Mais la grande question est : comment simplifier ? Car s'il y a une forme de consensus sur la nécessité d'apporter plus de simplicité dans le carcan qui enserre la société, personne n'est jamais parvenu à traiter la question. On se souvient par exemple d'un « choc de simplification » qui n'a jamais rien simplifier. Sous diverses présidences, on a nommé des ministres en charge de la simplification, on a mis en place des organismes dédiés à la simplification, sans résultat probant. Il faut donc en tirer la conclusion qui s'impose : la tâche est bien trop monumentale, les résistances également bien trop impérieuses pour des équipes réduites. Il n'y a qu'une solution, qui en choquera plus d'un : **il faut repartir d'une page blanche**. Le Code de Travail, des Sociétés, de l'Agriculture et tant d'autres sont devenus immaîtrisables ? Repartons d'une page blanche : on efface et on écrit un corpus neuf, cohérent, simple, abordable par les citoyens. Il n'est plus possible de faire un simple retour en arrière progressif, c'est une œuvre surhumaine. Il ne faut pas nécessairement révolutionner le mode de fonctionnement de notre société : il faut en simplifier les règles de fonctionnement. Je ne crois pas au travail besogneux qui consisterait à « nettoyer » par petites touches le corpus existant : beaucoup s'y sont essayés sans succès. Le temps est venu de passer à autre chose : un « reset » comme disent les anglosaxons : une remise à zéro.

Le principe de simplicité doit par ailleurs s'imposer dans le texte fondateur de notre pays, la Constitution, pour qu'il perfuse dans l'ensemble de notre infrastructure juridique, et nous devons nous y tenir sur le long terme. Il s'agit d'un véritable changement culturel à

opérer dans un pays qui abuse depuis trop longtemps des règles par manque de confiance dans ses citoyens et ses acteurs économiques. Cet assouplissement est indispensable pour que notre société retrouve son dynamisme, que notre jeunesse se sente libre de prendre des risques. Mais la contrepartie nécessaire ne doit pas être oubliée : un système judiciaire rénové, plus efficace, travaillant plus rapidement pour interpréter avec sagesse les principes édictés par la loi. Car il ne s'agit pas de militer pour une forme de « loi de la jungle ». D'autres pays ont des Codes simples sans pour autant être devenus des jungles, ce sont des pays civilisés, qui illustrent la possibilité d'une société évoluée et disciplinée mais fonctionnant simplement. Il nous faut restaurer ce qui manque le plus dans les relations entre les individus et entre la société et les citoyens : confiance et discipline. Et pour cela, il faut s'appuyer sur une force de rappel judiciaire sévère à l'encontre de ceux qui ne jouent pas le jeu.

Simplifier les régimes d'aide et de protection sociale pour une redistribution des richesses plus juste et plus transparente

En mai 2018, le ministre Darmanin, à l'époque en charge de « l'Action et des Comptes Publics », estimait au micro d'une grande radio nationale qu'il y avait « trop d'aides sociales en France ». Interrogé par le journaliste sur le nombre d'aides différentes, il répondait « Il y en a beaucoup, le nombre exact je ne sais pas ». Quand le ministre en charge de la question est dans l'incapacité de connaître dans le détail le dispositif de soutien mis en place année après année au bénéfice de ceux qui en ont théoriquement le plus besoin, comment les citoyens seraient-ils en mesure de naviguer dans un tel labyrinthe ?

La redistribution des richesses est un objectif sociétal important, conçu pour éviter les déséquilibres et instaurer une harmonie entre les citoyens. Le consensus est large à ce sujet, même s'il devient évident que nous sommes allés trop loin dans un dispositif qui prend trop de place dans la vie des Français. On reviendra un peu plus loin sur la question, notamment pour évoquer les obligations qui devraient être

attachées aux droits, mais il convient dans ce chapitre d'évoquer notre système de redistribution sous l'angle de sa complexité.
Un organisme de réflexion a publié il y de cela quelques années un recueil intitulé « Le maquis des aides sociales »[47]. Le terme de maquis reflète bien une situation caractéristique de ce que nos élus et décideurs aiment à mettre en place : dans un maquis, on se perd, sauf si on est un habitué des lieux. Cette situation génère de très nombreux problèmes à la fois opérationnels, mais aussi de justice sociale :

- Les personnes qui ont le plus besoin des mesures de soutien sont souvent celles qui ont le plus de difficultés à comprendre et à utiliser des informations complexes. Il en résulte une inégalité face au système, qui bénéficie davantage aux spécialistes de l'assistanat plutôt qu'aux moins expérimentés, par exemple quand ils rencontrent des difficultés pour lire, pour écrire ou pour calculer.
- Les mécanismes d'aide entretiennent des armées de bureaucrates qui s'autorisent de façon plus ou moins discrétionnaire à favoriser tel ou tel bénéficiaire dans la constitution et le traitement des dossiers. C'est à la fois une source de coûts et d'injustice, voire même de petite corruption.
- La complexité des dispositifs en place fait qu'il est difficile de contrôler l'utilisation des procédures. Certaines personnes bénéficient d'aides qui ne devraient pas leur revenir. Ces procédures doivent être simplifiées pour qu'elles puissent fonctionner de manière efficace. Un rapport de la Cour des Comptes paru en septembre 2020[48] et qui a fait couler beaucoup d'encre signalait ainsi que « (…) *les régimes d'assurance maladie totalisaient 75,296 millions de bénéficiaires au 31 décembre 2018, sans doublons entre régimes, ayant consommé ou non des soins au cours de la même année* ». Ce chiffre a, à l'époque, été monté

[47] Le maquis des aides sociales, Institut Diderot, 2018. Le document peut être téléchargé ici : https://www.institutdiderot.fr/wp-content/uploads/2018/12/Note-Le-maquis-des-aides-Sociales-Page.pdf
[48] https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-09/20200908-rapport-Lutte-contre-fraudes-prestations-sociales_0.pdf

en épingle pour des raisons purement politiciennes, mais il reflète la difficulté qui existe à gérer des dispositifs dont la complexité est trop grande.

- Nous sommes parvenus à une situation où, dans certains cas, celui qui ne travaille pas et dépend des aides sociales bénéficie de revenus du même ordre que celui qui travaille et reçoit un petit salaire. Ces situations nourrissent des ressentiments au sein de la société. Parce qu'elles sont injustes, elles agissent comme des ferments de division sociale. Remédier à cette injustice, générée par la complexité des dispositifs d'aides sociales et l'absence d'un système efficace de vérification de l'utilisation de ces aides, est donc primordial.

Nul ne sait réellement qui bénéficie de la redistribution, et dans quelles proportions. Certains sont laissés sur le côté alors qu'ils auraient besoin d'une aide particulière (les sans domicile fixe par exemple, dont certains ont même un emploi !), d'autres vivent de l'aide sociale sans travailler alors qu'ils en auraient la capacité.

Cette absence de visibilité contribue également à accentuer le déclassement de certaines catégories de Français, mal positionnées par rapport au « maquis ». L'économiste serbo-américain Branko Milanović a ainsi montré qu'au niveau mondial, les grands perdants du développement économique, qui s'appuie en partie sur le développement des échanges commerciaux internationaux (la « mondialisation », terme impropre), sont les classes moyennes inférieures des pays développés. Le mouvement des « gilets jaunes » survenu en 2019 est partiellement lié à ce phénomène. Le système de redistribution devrait permettre d'atténuer les évolutions qui se font au détriment de certains, ce qui ne peut être empêché car l'évolution de l'économie transforme les besoins de compétences et donc la valorisation de ces compétences sur le marché du travail. Mais la complexité du maquis rend le pilotage difficile, ou même impossible : qu'on touche à une aide et c'est la révolte, on l'a vu avec les APL – Aides Personnalisées au Logement – pour lesquelles une simple baisse de 5 € par mois, soit 60 € euros par an, a conduit à des remous dans le pays,

alors que ce montant constitue une infime fraction des montants redistribués.
A l'occasion des élections de 2017, Le programme du futur Président Emmanuel Macron prévoyait une simplification des mécanismes d'aides sociales. Au début de son mandat, le gouvernement de son premier ministre, Édouard Philippe, proposait de réformer le dispositif et de mettre en place une "aide sociale unique". Ces bonnes intentions se sont heurtées à un mur : rien n'avait été préparé en amont car les « programmes politiques » ne prévoient en général rien de leur mise en œuvre pratique. La politique politicienne a donc repris le dessus. Les oppositions se sont agitées, animées par des groupes de pression défendant chacun leurs intérêts. On en est resté là.
Simplifier les mécanismes d'aide n'est incontestablement pas une tâche aisée mais c'est un objectif nécessaire pour plus de justice sociale. La transparence est essentielle. Actuellement, beaucoup de Français critiquent les inégalités sociales sans vraiment connaître l'ampleur et la nature des transferts sociaux, et alors que la France est, au moins sur le papier, l'un des pays les moins inégalitaires de l'OCDE. Des cas particuliers sont montés en épingle et donnent à croire que notre société est le siège de profondes injustices, sans que personne ne soit en mesure d'établir rigoureusement ce degré d'injustice.
La simplification des mécanismes d'aides doit ainsi viser deux objectifs : plus de transparence, plus de justice. La mise en place d'un système de redistribution transparent permettrait de surcroît de prendre des décisions plus éclairées et de gérer les paramètres de cette redistribution grâce à des critères objectifs (situation familiale, revenus, etc.), sans gaspillage inutile de ressources. Cela devrait également aider des familles à sortir de la pauvreté, car certaines sont aujourd'hui mal outillées pour cheminer au sein du système. Il y a aujourd'hui en France des enfants qui dorment dehors, qui ne mangent pas chaque jour à leur faim et qui ne peuvent pas partir en vacances : une situation inacceptable dans un pays aussi prospère que le nôtre.
Les politiciens ont depuis trop longtemps compté sur les ONG pour espérer combler les carences du système et en dissimuler les difficultés.

Il est temps de se confronter à la réalité de la misère sociale avec des outils mieux conçus.
Le chantier de la transformation est difficile, car certains aspects en seront impopulaires. Il y aura des perdants à une objectivation des flux de redistribution. Il ne fait aucun doute que certains mouvements politiques démagogues en profiteront pour manipuler l'opinion, car la transparence va à l'encontre des intérêts de partis qui se nourrissent de la confusion.

Voilà une raison de plus pour imposer le mandat unique : seuls des élus qui ne rechercheront pas leur réélection pourront s'atteler sérieusement à de telles réformes de fond.

Chapitre 6

« Gouverner c'est prévoir »
Retrouver nos capacités d'anticipation

"*En échouant à planifier, vous vous préparez à échouer*[49]." Benjamin Franklin, homme politique et scientifique américain

"*Un objectif sans plan s'appelle un vœu*." – Antoine de Saint-Exupéry

L'automne 2022 aura été exemplaire des défaillances de notre État à anticiper, pour au moins deux raisons :

- L'absence de planification énergétique nous a conduit au bord d'une crise du marché de l'électricité.
  En 2019, RTE, l'organisme de gestion du réseau de distribution électrique, chargé d'assurer son équilibre à tout moment, alertait sur le risque de « blackouts » durant l'hiver 2022-2023. C'est-à-dire de coupures du réseau du fait de capacités de production insuffisantes si l'EPR[50] de Flamanville en cours de construction prenait du retard dans sa livraison, ce qui sera finalement bien le cas. Cela n'empêcha pas les dirigeants du pays de décider la fermeture des deux réacteurs de la centrale de Fessenheim pour à la fois satisfaire le lobby « vert », et le gouvernement allemand.
  Cette invraisemblable décision « politique » s'ajoutait au renoncement par l'État français à gérer rationnellement l'électricité comme nous le faisions jusqu'à présent. L'idéologie européiste avait en effet quelques années plus tôt conduit à laisser le marché de l'électricité être guidé par une concurrence entre

[49] "By failing to plan, you are preparing to fail".
[50] Le réacteur pressurisé européen ou EPR (initialement European pressurized reactor, renommé Evolutionary power reactor)

acteurs privés et à privatiser une industrie particulièrement complexe dans le cadre d'une réforme d'un rare aveuglement.
Non contents de privatiser sans raison valable une activité qui ne s'y prête pas, les dirigeants français ont de surcroît accepté la mise en place d'une tarification de l'électricité imposée par l'Allemagne. Celle-ci a pour effet de contraindre les Français à acheter de l'électricité à un prix très supérieur au prix auquel la France la vend, et au prix auquel elle la produit. Le dispositif a également conduit à subventionner des acteurs privés qui n'apportent aucune valeur ajoutée, et à mettre sur le marché de l'électricité au prix fort là où elle était autrefois vendue au plus près des coûts de production.
Ce choix est venu se télescoper avec une autre politique mise en œuvre cette fois du fait de l'idéologie « verte », prétendant que le nucléaire pouvait être substitué par des énergies renouvelables intermittentes. On sait ce qu'il en est aujourd'hui : des investissements colossaux dans les éoliennes et le solaire, qui ne répondent pas aux besoins.
La gestion d'un réseau électrique est un exercice compliqué, car l'énergie ne peut pas être stockée en quantité et de façon économique. L'offre et la demande doivent en permanence être mise en rapport avec exactitude. La privatisation des sources de production, et l'appel à des fournisseurs intermittents, ne peuvent que créer de la confusion dans la gestion du réseau, d'autant que cette gestion est désormais interconnectée sur le plan européen.
De bons scientifiques, alliés à de bons ingénieurs et de bons économistes, auraient facilement prévu les risques emportés par ces décisions. Or rien n'a été fait pour les penser et pour nous préparer : c'est l'idéologie et le discours électoraliste repeint en vert qui l'ont emporté face à la rationalité économique et scientifique.

- La France a fait le choix, avec les autres pays européens, de sanctionner économiquement la Russie du fait de son incursion en Ukraine, sans réfléchir en amont aux conséquences des décisions

prises. Il en est résulté une explosion des prix de certains produits, notamment énergétiques, et des risques de rupture d'approvisionnement. Avec pour effet collatéral et paradoxal un accroissement des revenus tirés par la Russie de ses exportations de matières premières, ainsi que l'achat auprès des États-Unis de gaz à un prix qui est un multiple de celui pratiqué sur le territoire américain.

La décision des dirigeants politiques français et européens a donc in fine servi à subventionner à la fois les États-Unis et la Russie. Du côté français, rien n'a été anticipé, tout a été improvisé. La question n'est pas ici de savoir si la Russie a tort ou raison d'avoir lancé son action militaire : il s'agit simplement de constater que le choix de l'Europe, largement dicté par les États-Unis, nous a mené dans une impasse stratégique. La Russie a vu ses revenus exploser, ce qui était loin du but recherché, quand l'Europe a dû faire face à un renchérissement de ses importations, à tel point que les bénéfices réalisés aux États-Unis sur les exportations de gaz vers l'Europe ne sont pas loin de couvrir les dépenses américaines pour soutenir l'effort militaire ukrainien : l'Europe perd sur tous les plans.

Dans notre modèle actuel de développement, l'énergie est l'intrant le plus essentiel de l'économie. Sans énergie, pas d'industrie, pas d'agriculture. Nous avons donc délibérément choisi de saborder notre économie. L'Europe n'a pas calculé non plus les conséquences des sanctions sur les livraisons d'engrais azotés, également au cœur de la logique économique de notre agriculture intensive. Un analyste a comparé cette folle politique européenne à la « charge de la brigade légère », qui a décimé une unité d'élite britannique durant la guerre de… Crimée de 1854[51]. Les dirigeants européens ont joué le rôle de Lord Cardigan, le commandant de la « Brigade légère » de cavalerie, et l'Europe a été envoyée au combat par des États-Unis, eux-mêmes

[51] Lire par exemple : https://www.herodote.net/25_octobre_1854-evenement-18541025.php

autosuffisants en hydrocarbures, pour être battue en rase campagne.

Nous connaissions notre dépendance à l'égard de la Russie en matière d'hydrocarbures, d'engrais et d'autres matières premières. Tout cela était prévisible. Nous sommes désormais dépendants du gaz américain, vendu trois à cinq fois plus cher.

Je n'enfoncerai pas le clou en rappelant avec force détails à quel point le gouvernement français a improvisé à toutes les étapes de la crise du Covid, alors que des « plans pandémie » avaient été définis depuis bien longtemps, ils n'ont pas été respectés.

Dans la politique française, trop n'est qu'improvisation et réaction au dernier moment. Depuis des décennies, on colmate les brèches, on arrose pour éteindre les incendies et on met des sparadraps sur des problèmes qui restent entiers. Il y a une raison à cela : la communication dicte l'action des politiciens.

Les décideurs publics doivent regarder les choses avec plus de hauteur. L'automne 2022 n'est qu'une illustration de ce qui nous attend dans les années qui viennent si nos politiciens restent des professionnels du discours et de la communication. **Il faut que nous réapprenions à anticiper.** Le monde change à toute vitesse avec des mutations structurelles qui auront des conséquences considérables :

- <u>Le réchauffement climatique</u>

  Les causes du réchauffement du climat auquel nous assistons ne constituent pas ici le débat. Ce réchauffement lui-même aura des conséquences très concrètes sur notre vie quotidienne, sur notre industrie touristique, sur notre agriculture et notre viticulture, et sur bien d'autres aspects de la vie économique. La disponibilité de l'eau pourrait devenir irrégulière dans certaines régions alors même que nous vivons en climat tempéré.

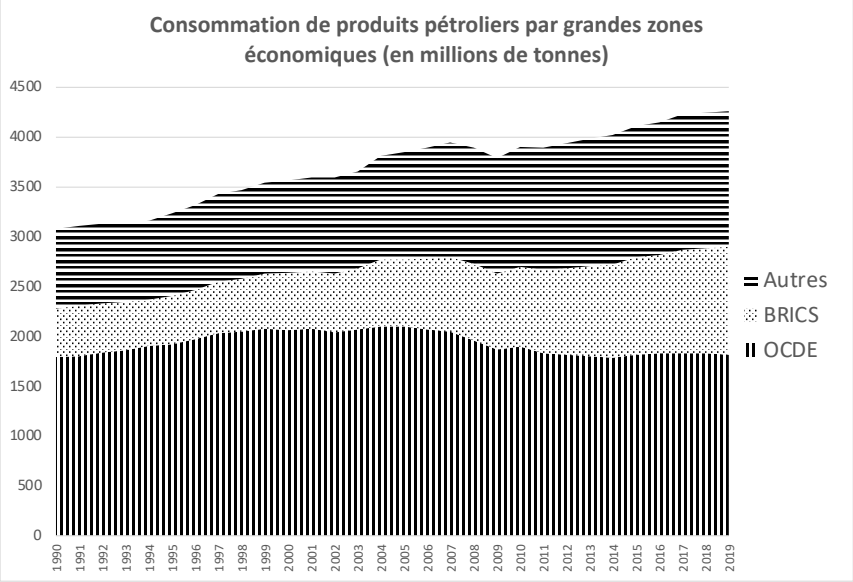
  Le changement climatique aura également des conséquences sur les mouvements migratoires, avec une augmentation potentielle de la pression aux frontières. Bien que les incertitudes entourent encore les conséquences de cette évolution, la tendance de fond est connue depuis des décennies. Il est donc crucial non seulement

d’améliorer les modèles de prévision, mais également d'anticiper les conséquences de cette évolution et de se préparer collectivement aux impacts. Tous les impacts. Malheureusement, à l'heure actuelle, aucun effort sérieux n'est entrepris pour préparer le pays à un choc climatique.

- <u>La raréfaction et le renchérissement inéluctable des hydrocarbures</u>

  Nous avons probablement dépassé le « pic pétrolier », c’est-à-dire le moment où la quantité de pétrole produite au niveau mondial a atteint son maximum. La détermination du pic gazier est moins évidente, mais celui-ci surviendra très vraisemblablement dans les années qui viennent, s’il n’est pas déjà derrière nous.

  Cela signifie que l’offre d’hydrocarbures va se raréfier alors que le monde continue de se développer. La Chine a donné l’exemple avec une consommation d’hydrocarbures qui a explosé. D’autres régions du monde vont suivre le même chemin, notamment l’Afrique, appelée à connaître une impressionnante croissance démographique et économique dans les décennies à venir. Entre 1990 et 2019, l’OCDE a vu sa part dans la consommation mondiale de produits pétroliers passer de 58 % à 42 %.



Des populations entières sortiront du sous-développement et aspireront légitimement à un développement économique. Or l'histoire montre que depuis deux siècles, la croissance économique est, au moins dans ses phases de démarrage, étroitement liée à la consommation d'énergie.

Nous dépendons d'une fourniture continue d'hydrocarbures et on ne change pas facilement de filière énergétique. Cela prend des décennies, pour autant même que ce soit techniquement et économiquement possible. Notre programme nucléaire, lancé dans les années soixante-dix, n'a pas résolu le problème de la consommation de pétrole par le secteur des transports.

Changer de modèle économique ne s'improvise pas ; la société n'ira pas d'elle-même à ce changement sans faire l'objet de politiques volontaristes basées sur des exercices rigoureux de planification. Il est même nécessaire de préparer le pire des scénarios : celui où la disponibilité de l'énergie diminuerait plus brutalement que prévu, voire que la compétition entre pays acheteurs conduise certains à se voir rationnés ou même privés d'hydrocarbures, ce qui conduirait à des catastrophes économiques. Ce genre de scénario peut conduire à des chocs sociétaux majeurs, générant des problèmes cruciaux en termes d'approvisionnements, notamment en produits alimentaires, dans un environnement dominé par l'interdépendance des économies au niveau mondial, l'Europe étant particulièrement dépendante du reste du monde, et la France au sein de l'Europe. Aux responsables politiques de prévoir ces situations critiques et de préparer des plans pour protéger le pays et sa population.

- <u>Le bouleversement des équilibres géopolitiques</u>

  Le monde est en pleine recomposition, avec l'émergence de nouvelles puissances. La Chine s'est affirmée technologiquement et s'appuie sur une population nombreuse, travailleuse et instruite. Elle est sur le point de devenir la première puissance

économique mondiale. L'Inde connaît également une forte croissance et s'affirme peu à peu comme une nouvelle puissance, en dépit de certaines faiblesses structurelles. L'Afrique est un continent qui émerge et qui aspire au développement. Le seul Nigéria est appelé à connaître une explosion démographique qui placera sa population devant celle du continent européen, Russie incluse…

C'est une révolution majeure qui va voir se déplacer, ou plus probablement se diluer, le centre économique du monde. Durant cette période, comme dans toutes les périodes de recomposition, le monde sera soumis à une plus grande instabilité : les États-Unis chercheront, probablement en faisant appel à la violence, à maintenir une prééminence pourtant condamnée. De plus en plus de pays résisteront à cette domination.

La prééminence du dollar est menacée, et les chocs monétaires qui s'ensuivront engendreront des tourmentes économiques majeures : cela s'est vu dans le passé à l'occasion d'autres basculements géopolitiques. Le dollar sert d'unité de référence depuis des décennies, mais sa part dans les échanges commerciaux internationaux ne cesse de baisser. Sa domination est inéluctablement condamnée, d'autant que les pays émergents souhaitent sortir du dollar pour échapper à la politique d'extraterritorialité des États-Unis. Le jour où le dollar ne sera plus la monnaie de référence, les États-Unis, qui se sont endettés en faisant fonctionner une planche à billets chauffée à blanc, seront confrontés à un risque de grande instabilité économique. Nous devons nous préparer à ce scénario, et nous ne pourrons le faire qu'en ayant la parfaite maîtrise de notre économie et de notre monnaie. J'y reviendrai au dernier chapitre.

- <u>Les risques qui pèsent sur la construction européenne et sur l'Euro</u>

  Nos pays ont accepté des compromis de plus en plus difficiles à tenir alors que les politiques économiques des différents pays divergent. Nous nous trouvons au milieu du gué sans savoir si nous

voulons traverser pour aller sur la rive de l'intégration totale, ou si nous sommes contraints de revenir à notre indépendance comme les Britanniques l'ont décidé, ce point sera traité en détail au dernier chapitre. L'euro est une monnaie qui risque de connaître des tensions grandissantes du fait de l'hétérogénéité des pays qui l'ont adoptée. Aucune union monétaire n'a jamais fonctionné sur le long terme sans une véritable union politique, financière, fiscale et budgétaire. Si nos pays ne sont pas disposés à « fusionner », nous devons nous préparer à une éventuelle explosion de la zone Euro voire de l'Union européenne. Un scénario catastrophe qui, s'il n'est peut-être pas souhaitable, doit être anticipé. Quelles que soient les issues, nous devons nous préparer à la pire des hypothèses, or l'idéologie européiste qui s'est imposée au sein des élites françaises les conduit refuser de considérer de telles options, qui ne peuvent pourtant pas être exclues. Nous devons être capables de nous préparer, avec un plan correctement bâti, pour faire face à dommages collatéraux d'une éventuelle explosion de l'UE ou de la zone Euro.

- <u>Les futures épidémies</u>

  Nous avons traversé une période exceptionnelle en 2020 et 2021. Le monde a connu une disruption majeure quand le COVID nous a frappé, conduisant à des mesures irrationnelles comme le confinement de populations entières, accompagnées de mécanismes de contrainte absurdes et de la politisation de discussions qui auraient dû s'en tenir au niveau scientifique.

  Durant cette période, les voix discordantes ont été clouées au pilori, signe d'une élite qui ne tolère plus les débats contradictoires, seuls capables de faire émerger une connaissance bénéfique pour tous. Accepter la contradiction permet d'ouvrir la porte à des solutions meilleures. Si, par exemple, le gouvernement français avait écouté les voix qui incitaient à regarder du côté de la politique sanitaire suédoise, peut-être n'aurions-nous pas connu le désastre économique qui a conduit à endetter la France

de plusieurs centaines de milliards d'euros supplémentaires. Peut-être l'équipe Macron n'aurait-elle pas été tentée de traumatiser une grande partie de notre population, à commencer par une jeunesse qui n'a jamais été autant perturbée, au point de fréquenter massivement les psychologues et les psychiatres. Une doxa s'est imposée à la fois au niveau institutionnel et médiatique, avec pour but essentiel de dissimuler la désorganisation des structures publiques. Cette crise a permis de mesurer l'impréparation de l'État qui, aux premiers stades de l'épidémie, a négligé de prendre en considération la propagation de celle-ci en Chine, puis en Asie[52], puis plus près de nous en Italie. S'en sont suivis des contradictions dans la parole publique, un cafouillage sur les fournitures (vêtements de protection des soignants, masques, ...), la définition arbitraire de protocole médicaux inefficaces (traitements « doliprane »), la mise à l'écart de la médecine de ville, etc.

Alors que des plans d'urgence en cas d'épidémies avaient été préparés au moins dix années auparavant, rien de ce que ces plans prévoyaient n'a été mis en œuvre ; c'est même le contraire qui a été fait. On a privilégié à l'application de plans structurés une improvisation empreinte d'une étonnante « créativité », ce qui en dit long sur l'incapacité de nos politiciens et de notre haute fonction publique à s'inscrire dans une logique d'anticipation et de planification mûrement réfléchie et intelligemment respectée. Le

[52] L'État était le mieux placé pour anticiper l'évolution possible de l'épidémie compte tenu de sa présence internationale via ses représentations diplomatiques mais aussi ses services secrets. Dans les entreprises, des voix faisaient part de leur inquiétude. Dans mon groupe, voici le courriel que j'envoyais à mon comité de direction le 31 janvier 2020, soit six semaines avant le premier confinement : « *Je ne crois pas à un seul moment que le coronavirus va s'arrêter en Chine. Le nombre de malades en Corée est passé en deux jours de 5 à 30, il monte en France. Les quarantaines auront pour effet de ralentir la progression, mais vraisemblablement pas de l'arrêter. (…) Je pense que nous ne pouvons pas faire l'économie d'une préparation à une situation de crise. Je suggère que nous en discutions dès la semaine prochaine. Les HR sont en première ligne, mais tout le monde risque d'être concerné très vite, soyons prêts, ne serait-ce que pour avoir une communication solide avec nos collaborateurs*. »

refus d'appliquer des plans qui pourtant étaient prêts en dit long sur le déclin de la culture de la planification dans notre pays.

Depuis 2020, rien n'a changé dans le cadre public : les responsables des défaillances ont trop longtemps conservé leur poste, les mêmes dysfonctionnements sont à l'œuvre dans le monde hospitalier, aucune organisation nouvelle n'a été mise en place pour affronter une nouvelle épidémie[53]… Or il faut regarder les choses telles qu'elles sont : le SARS-Cov2 n'a pas été l'épidémie catastrophique que le monde pouvait craindre. La mortalité constatée, considérablement moins importante que celle des grandes épidémies du passé, sans même remonter à la peste noire qui a décimé la moitié de l'humanité, a essentiellement affecté des populations en fin de vie. Que se passerait-il si demain, une épidémie bien plus fatale s'abattait sur le monde ? Nos structures seraient encore plus désorganisées, car les leçons n'ont pas été tirées et notre État est incapable de discipline.

- <u>Les futures guerres</u>

  La guerre en ex-Yougoslavie a semblé mineure pour la plupart des Européens parce que cette guerre, qui s'apparentait plus une guerre civile, concernait une population réduite. La guerre en Ukraine est en revanche intervenue comme une douche froide dans une Europe qui se croyait à l'abri depuis 1945. Sans présumer quoi que ce soit sur l'issue de ce conflit, il aura montré que notre organisation militaire n'est plus préparée à un conflit classique si celui-ci devait se porter sur notre propre sol.

  Certes, nous disposons d'une force de frappe nucléaire dont on peut espérer qu'elle permettrait de dissuader un agresseur. Personne ne souhaite s'aventurer à utiliser l'arme nucléaire, une

[53] D'autres pays ont fait le nécessaire pour s'organiser, comme en Corée où une agence indépendante est chargée des mesures de sauvegarde en cas d'épidémie grave. C'est cette agence qui a permis d'éviter que l'épidémie de SARS ne se développe trop vite en Corée (voir par exemple : https://static.mediapart.fr/files/2020/04/20/covid-en-coree-du-sud-rapport-amblard-partie-i-200417-diffusion-large-1.pdf). Aucune leçon n'a été tirée en France de cette expérience, ni des expériences taiwanaises, vietnamiennes, etc.

boîte de Pandore que tout dirigeant raisonnable veut éviter, surtout si l'adversaire est mieux doté que nous en moyens nucléaires. A la date de rédaction de ce manifeste, les dirigeants russes avaient laissé l'arme nucléaire, même tactique, de côté, et c'est donc sur le plan de l'armement conventionnel que la bataille se déroule, avec le développement d'innovations telles que les drones qui font évoluer les modalités du conflit.

Celui-ci montre une fois de plus que la qualité de l'équipement, c'est-à-dire la technologie, joue un rôle clé dans l'issue d'un conflit conventionnel moderne. Mais le conflit russo-ukrainien montre également l'importance de pouvoir s'appuyer sur une population apte à conduire une défense intérieure. D'autres pays ont déployé de telles politiques. Les Israéliens ont réussi à défendre un minuscule territoire dans une région qui leur est extrêmement hostile, certes grâce à des stratèges de talent, mais aussi grâce à un investissement sur le long terme dans les technologies militaires et surtout en s'appuyant sur une population très entraînée. C'est l'un des pays dont il faut apprendre sur ce point, car il a été capable de faire se développer en symbiose les technologies civiles et militaires, avec une industrie de défense créative et efficace. Il a aussi été capable de mobiliser sa population à chaque moment critique.

L'avenir n'est jamais certain. Personne ne sait si les guerres conventionnelles sont appelées à se développer dans nos régions mais nous devons nous préparer à cette éventualité, car l'option nucléaire est une arme à double tranchant qui constitue un risque pour l'adversaire mais également pour nous-mêmes. Tout ennemi le sachant pourra le cas échéant prendre le risque de jouer au poker si lui-même détient des armes nucléaires en grand nombre. La préparation de la population à une résistance armée doit être une priorité : la guerre en Ukraine en a montré l'importance. Notre vieux service militaire n'était probablement plus adapté aux guerres modernes, mais la formation militaire de la population

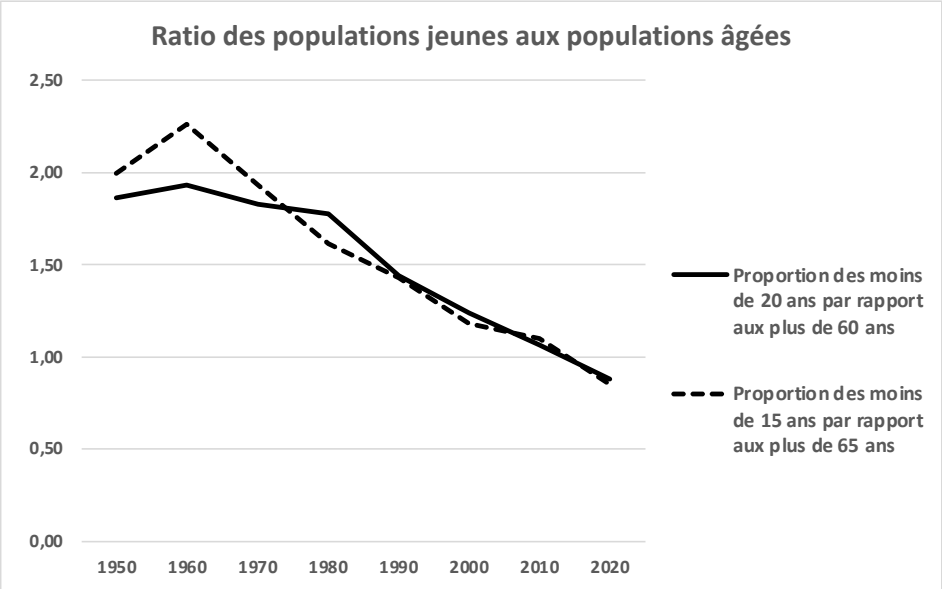
doit redevenir un enjeu de défense essentiel si le pays ne peut ou ne veut pas utiliser son armement nucléaire.

- Le vieillissement de la population

  La France sera plus tardivement affectée que d'autre pays européens comme l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne ou les pays de l'Est, par l'impact démographique lié à la chute de la natalité et à l'augmentation de l'espérance de vie. Leur influence ne sera réellement pénalisante que dans plusieurs années même si on commence à ressentir les effets. Il ne faut néanmoins pas nous voiler la face : la natalité française, qui a pendant quelque temps fait exception sur le continent européen, est en chute libre ; le vieillissement de la population se poursuivra inéluctablement.

  Entre 1950, dans les premières années des « Trente Glorieuses » et 2020, la part des plus de 80 ans dans la population a été multipliée par quatre, celle des plus de 90 ans par plus de dix. En valeur absolue, les plus de 90 ans sont passés de 38 000 personnes environ à près de 900 000 personnes. De la même façon, la proportion des plus de soixante ans augmentait quand celle des

moins de vingt ans baissait. Le rapport entre les deux chute ainsi en ligne droite depuis 1980 :



Le vieillissement de la population française va se poursuivre dans les décennies qui viennent, soulevant de sérieux problèmes pour notre société : comment prendre en charge les personnes en nombre croissant qui perdent leur autonomie, quel est le juste équilibre entre actifs et inactifs dans un contexte où le renchérissement de l'énergie affectera la productivité du travail, etc. Ces questions seront d'autant plus cruciales que si l'espérance de vie globale progresse, l'espérance de vie sans incapacité – ou « en bonne santé » – stagne, comme le montre une étude du ministère de la Santé de janvier 2018[54]. Cette évolution, en partie imputable à la dégradation des régimes alimentaires et au manque d'exercice physique, contraindra la société à soutenir une part croissante de la population en mauvaise santé. Ce sont des coûts supplémentaires que la collectivité devra assumer, en attendant qu'une politique plus vertueuse soit mise en œuvre pour favoriser une alimentation saine et le maintien de conditions physiques

[54] https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2020-09/er_1046_-_esperance_de_vie.pdf

acceptables tout le long de la vie. Ce genre de politique nécessite de la planification et la définition d'une stratégie acceptée par l'ensemble de la population.

- L'intelligence artificielle

  Les techniques d'intelligence artificielle (IA) ont réalisé des progrès fulgurants ces dernières années, d'abord dans leur élaboration, et de plus en plus dans leur mise en œuvre. L'introduction de ces techniques va concerner tous les secteurs de la vie économique, mais également notre vie quotidienne. Il s'agit d'une nouvelle révolution industrielle et sociétale, dans la suite logique de la révolution informatique, qui va bouleverser les systèmes de production de biens et de services, et nos modes de vie. Les techniques d'intelligence artificielle savent par exemple désormais mieux diagnostiquer certaines maladies que les spécialistes. Il faut s'attendre à un véritable tremblement de terre quand les acteurs de la vie économique et sociale auront été capables d'intégrer ces techniques – qui ne cessent de progresser – dans leur pratique quotidienne. J'utilise moi-même de plus en plus souvent des plateformes d'IA, qui me font gagner énormément de temps pour certaines tâches. Nous allons tous être touchés par les effets de ces technologies, que nous le voulions ou pas. Or les Français n'en sont globalement pas conscients. L'institut de sondage IPSOS, dans une étude publiée en janvier 2022[55], montrait que la France figure parmi les pays dont la population pense le moins que l'IA va transformer nos modes de vie, y compris de manière positive.

  S'abstenir de réfléchir aux conséquences d'une telle mutation, c'est se condamner à subir des soubresauts économiques et sociaux d'une immense importance sans avoir la faculté de réagir.

55 https://www.ipsos.com/sites/default/files/Global%20Opinions%20and%20Expectations%20about%20AI%20-%20Ipsos-WEF%20-%20Jan%202022%20-%20Graphic%20Report.pdf

Je n'ignore pas les réserves que certains émettent à l'égard de l'intelligence artificielle, qui peut encore sembler frustre à certains égards. Cependant les évolutions récentes montrent un changement qualitatif et surtout très rapide des procédés mis au point, qui ne font que préfigurer les outils demain à notre disposition et dont nous devons anticiper des conséquences considérables. Il s'agit d'une révolution qui va déferler à une vitesse exceptionnelle, avec des impacts sociaux et sociétaux majeurs. Tous les domaines, y compris ceux faisant appel à une expertise spécialisée apparemment peu sujette aux progrès de productivité, seront transformés.

Ce qui est frappant, c'est la rapidité avec laquelle la mise en œuvre des technologies d'intelligence artificielle progresse. Un des exemples les plus marquants est la création d'images artificielles : en l'espace de deux ans à peine, on est passé de dispositifs seulement capables de générer des images assez grossières, à des outils de création graphique et photographique d'une redoutable efficacité [56]. Mais bien d'autres domaines sont concernés : la voiture autonome, la médecine, etc.

Bien trop souvent, les politiciens se contentent de réagir aux conséquences des transformations : mouvements sociaux, crises diverses. Nous avons perdu dans ce pays l'habitude de regarder loin devant. Or l'intelligence artificielle n'a pour le moment fait qu'effleurer notre société. Les véritables conséquences sont pour demain. J'ai cette année scolaire 2023-2024 enseigné à des jeunes gens qui vont devenir chauffeurs routiers : quel sera leur avenir si demain les véhicules sont autonomes ? J'ai beau les enjoindre d'apprendre tous azimuts, notre système éducatif les a habitués à ne voir dans leur instruction qu'un aspect utilitaire à court terme : ils passent les différents permis de conduire, ils apprennent l'essentiel de la réglementation routière mais voient d'un œil peu intéressé tout ce qui ne concourt pas directement au métier qu'ils

[56] On pourra par exemple consulter l'article suivant : https://www.numerama.com/tech/1623138-midjourney-v1-a-v6-la-progression-phenomenale-de-lia-resumee-en-une-image.html

exerceront s'ils réussissent leur examen. Quel est leur avenir si dans quelques années on a moins besoin de chauffeurs ? Que vont devenir tous les professionnels dont les métiers seront directement touchés par l'IA ? Rien n'est fait aujourd'hui pour préparer notre société à ces grands bouleversements : veut-on connaître une nouvelle fois les traumatismes connus dans les années 80 avec la fermeture de tant de sites d'industrie lourde et d'industrie textile ?

Nous pouvons subir une vague qui nous submergera, ou nous pouvons nous préparer et en faire un atout pour bâtir un pays prospère et puissant. Mais nous ne devons plus demeurer dépendants comme aujourd'hui de grands acteurs étrangers en ce qui concerne la maîtrise de technologies structurant notre vie et notre économie.

Notre dépendance aux technologies étrangères représente un enjeu de premier plan. L'État devrait faire figurer comme objectif prioritaire la maîtrise de ces technologies, à la fois pour aider à la modernisation de notre outil de production, mais aussi pour préparer la transformation de la société qui va en découler.

Peu après son élection en 2017, Emmanuel Macron avait commandé un rapport détaillé au mathématicien (et député) Cédric Villani sur l'intelligence artificielle. C'était une excellente initiative, mais qu'en est-il résulté ? Comme souvent en matière d'action publique, ce fut une action de communication, alors que l'enjeu est considérable. Le « Stratégie nationale pour l'intelligence artificielle » va se limiter à une enveloppe de 1,5 milliards d'Euros d'argent public quand les enjeux sont considérables. Il y a eu prise de conscience, mais on ne peut certainement pas parler de « stratégie » quand l'ensemble des acteurs économiques n'est pas mobilisé sur cette question. La maîtrise de l'IA sera demain au cœur des problématiques de productivité, nous ne pouvons pas faire l'impasse, de même que nous ne devons pas ignorer le versant éthique de ces technologies.

C’est une urgence que nous devons considérer comme absolument prioritaire.

Nul doute que d’autres enjeux majeurs s’ajouteront à ces grandes mutations, qui exigeront de la prévision et de la préparation, à l’inverse de l’improvisation qui règne depuis des décennies en France. Nous devons explorer tous les scénarios possibles d’évolution, nous préparer collectivement et ne pas réagir au dernier moment – en général trop tard. A nous de mettre en place l’organisation qui permet de le faire.
La planification a eu longtemps mauvaise presse, car elle a été assimilée aux « plans quinquennaux » de l’ère soviétique, synonymes de désastres. Mais planifier n’implique pas se conformer à un tel système politique, où quelques décideurs haut placés décideraient in abstracto pour la population, ce qui, finalement, n’est pas si éloigné de ce que nous connaissons actuellement en France...
La planification peut et doit être effectuée dans un cadre dans lequel les citoyens et les acteurs économiques participent et contrôlent les grandes options retenues. Certaines formes de planification sont mises en œuvre avec succès dans de nombreux pays développés, notamment en Asie, pour atteindre des objectifs en matière de croissance économique. Ce qu’il faut viser, c’est donc le recueil d’un consensus sur les objectifs que le pays doit se fixer pour progresser, et l’union des efforts de tous les acteurs pour atteindre ces objectifs. Ce n’est pas à l’État de dicter le plan, mais à la société de travailler avec l’aide de l’État à définir le plan et de s’appuyer sur lui pour le mettre en œuvre. La participation des acteurs économiques doit être au cœur des processus de décision.
Le paradoxe est qu’aujourd’hui, c’est au sein des entreprises que se pratique le plus souvent la planification. Le groupe que j’ai créé en 2007 avait à ses débuts pour mission de numériser le cinéma en Europe. Il s’agissait de déployer des projecteurs numériques destinés à remplacer les machines projetant de la pellicule photochimique. L’intérêt était multiple : gains considérables sur la production de pellicule, forte réduction des impacts écologiques, flexibilité de la projection

numérique, etc. Mon entreprise comme ses concurrentes se sont pliées au même exercice : planifier un déploiement dans un contexte rendu compliqué par le fait que les acteurs de la profession étaient réticents au changement, que les besoins de financement étaient importants, qu'il était difficile de garantir la disponibilité des équipements, et qu'il fallait mobiliser des compétences qui n'étaient jusqu'alors pas employées dans les métiers du cinéma. C'est grâce à une planification que nos entreprises ont pu trouver des financements et finalement mener un lourd chantier de transformation en l'espace de quelques années seulement. Voilà l'exemple même de la vertu qu'il y a à planifier : cela permet de déterminer les buts à atteindre et de définir les moyens à mobiliser pour y parvenir.
Pour rénover la cathédrale Notre-Dame après son incendie, l'État a eu besoin d'un dispositif qui exigeait de planifier tous les travaux à réaliser, il n'a pu le faire qu'en mettant en place une organisation d'exception capable de planifier, placée totalement en dehors des procédures publiques habituelles. Or, c'est tout l'État qui devrait changer de culture pour appliquer ce genre de logique, mais sans les coûts probablement extravagants associés à la remise en état de Notre-Dame.

Remettre en place un véritable Commissariat au Plan

Après la seconde guerre mondiale, la France, comme le reste de l'Europe, devait être reconstruite. On ne pouvait pas le faire en laissant opérer les seules forces du marché. L'État a dû organiser la reconstruction et c'est ce qui a guidé la création du « Commissariat Général du Plan » (CGP), qui s'inspirait des travaux du groupe de polytechniciens « X-Crise » créé dans les années 30 durant la grande crise économique. Au début, ce Commissariat était principalement géré par des ingénieurs ayant pour mission de contribuer au redressement du pays. Puis il est progressivement devenu un lieu de recherche et de débat moins centré sur l'action, jusqu'à devenir récemment un organisme chargé de publier

des études, mais qui est peu impliqué dans les décisions de politique publique.

La démission morale des politiciens français et l'idéologie du marché tout puissant ont conduit à sa suppression, puis à la création d'organismes de substitution[57] qui n'ont jamais eu le rôle ni l'influence qu'avait le CGP à ses grandes heures. La nomination d'un « Haut-Commissaire au Plan » en 2022 en la personne de François Bayrou, politicien professionnel dont on perçoit mal les compétences technico-économiques pour guider une démarche de planification, cherche à afficher une intention gouvernementale orientée vers la planification, mais c'est de la fumée. Pour reprendre une vieille publicité bien connue, ça porte le nom de la planification, ça a le goût de la planification, mais ce n'est pas de la planification. C'est, une fois de plus, de la communication et de la rétribution de services rendus.

Le CGP a joué un rôle structurant à un moment où l'État pilotait le développement économique du pays. Son rôle était étroitement lié à la définition des grands programmes d'infrastructure, dont la conduite a été réalisée par des entités opérationnelles, le plus souvent des entreprises publiques ou privées. Le CGP était le « terrain de jeu » des ingénieurs. Ce sont eux qui ont été à la manœuvre durant les belles années du Plan en France. Cette époque est révolue, avec des organismes aujourd'hui animés par des administrateurs ou des communicants.

Nous allons entrer dans une ère marquée par de profondes mutations qui vont avoir des répercussions brutales sur notre économie et sur la société. Les politiciens professionnels ne veulent pas le comprendre car toute action en profondeur met en péril les prochains résultats électoraux. Laisser faire le marché est une belle idée sur le papier, mais le marché ne permettra pas à la France de retrouver une indépendance

[57] D'abord le Centre d'Analyse Stratégique en 2006, puis en 2013 par le Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective appelé publiquement « France Stratégie ».

énergétique ou technologique. Cela ne permettra pas non plus de préparer notre population aux chocs sévères qui l'attendent.
Nous devons nous inspirer de nos expériences passées en matière de planification, mais aussi des expériences d'autres pays. La Corée du Sud, par exemple, a su organiser ses forces productives, restées pourtant dans le secteur privé, pour développer le pays en partant de presque rien. Il faudra une volonté politique, s'appuyant sur des entreprises privées, donc des entrepreneurs audacieux.
Nous devons remettre le Plan au centre de la vie politique française, en visant une nouvelle ambition pour la France. Et pour cela, il ne suffit pas de nommer un « Haut-Commissaire au Plan » sélectionné parmi les amis ou les alliés électoraux d'un président. Un Commissariat Général au Plan doit être dirigé par une personnalité compétente et expérimentée plutôt que par des spécialistes du discours, afin de garantir une planification efficace et une mise en œuvre réussie. Le chef du gouvernement et le Parlement doivent être impliqués dans la définition des grandes orientations à long terme, plutôt que de se concentrer sur des problèmes à court terme. Si les décideurs continuent de privilégier les préoccupations de court terme aux dépens des objectifs de long terme, le pays continuera de régresser.
Le nouveau Commissariat au Plan doit devenir le centre de l'action gouvernementale. Il faut y recruter des « cadors », en associant les meilleurs hauts fonctionnaires et des cadres de haut niveau forts d'une bonne expérience de l'entreprise – et non des consultants. Nous devons viser l'excellence, et pour cela, il faut les meilleurs. Les candidats doivent savoir que le Plan sera un tremplin professionnel. Le pouvoir politique doit être clair sur ce point : le Plan doit devenir le vivier des futurs hauts cadres de la nation.
Le futur Commissariat au Plan doit également assister le Gouvernement et les Élus de la Nation à élaborer une vision largement partagée de nos enjeux sociétaux et économiques. Tout doit être pris en compte : l'élévation culturelle et intellectuelle de nos jeunes, les évolutions climatiques, les évolutions géopolitiques, le renchérissement probable des matières premières, le vieillissement de la population, les

mouvements migratoires. Bref, toutes les grandes mutations prévisibles. Le Plan doit être animé par des profils d'une qualité exceptionnelle, capables d'une vision à 360°, prêts à se dévouer corps et âme à l'avenir de leur pays. C'est la véritable élite qui doit se trouver là, et non les carriéristes de la fonction publique.

Redéfinir des grands programmes

La méthode employée ces dernières années, qui consiste à dépenser des enveloppes budgétaires distribuées sur des « thèmes » (le « Grand Emprunt » de Nicolas Sarkozy, ou le Plan « France 2030 » d'Emmanuel Macron), n'est pas la bonne méthode. Il ne s'agit que d'opérations de saupoudrage à des fins de communication. Le Grand Emprunt a été utilisé par des entreprises qui y ont vu le moyen d'aller à la pêche aux subventions ou aux financements, en proposant des projets plus ou moins cohérents qui ne répondent à aucune stratégie nationale visant à faire croître la création de richesses. Le « Plan 2030 » affiche des financements sans rapport avec les enjeux auxquels le pays est confronté. C'est une sorte d'inventaire à la Prévert qui ne révèle pas de priorités de long terme. L'allocation des ressources n'a pas été précédée d'un exercice de planification s'appuyant sur l'étude approfondie de thèmes stratégiques prioritaires. On arrose sur des questions médiatiques comme l'hydrogène au lieu de viser un véritable objectif stratégique. Tout cela produit de la dette mais pas une industrie capable de créer de la valeur.

Le défi auquel nous faisons face est double : répondre à des évolutions majeures pouvant être en partie anticipées, et corriger les déséquilibres existants de notre économie : creusement du déficit extérieur du fait de l'effondrement industriel et de l'affaissement agricole, dépendance de l'extérieur dans des domaines critiques comme l'énergie, les composants électroniques ou même certains segments des industries agricoles et agroalimentaires de façon à garantir notre la souveraineté

alimentaire : en cas de crise internationale aiguë : la population française doit pouvoir être nourrie.
Corriger ces déséquilibres exigera d'un côté des ajustements budgétaires et de coûts de production, et de l'autre de faire renaître, ou bien même de faire naître des pans industriels complets et en adéquation avec les besoins de demain : ceux de notre pays comme ceux de nos grands partenaires commerciaux. Le marché est incapable de régler à lui seul cette question. Il faut une volonté publique fondée sur un travail besogneux d'identification des terrains où nous pouvons et devons faire la différence. C'est de cette façon que certains pays sont sortis de l'ornière, à l'instar de la Corée du Sud citée plus haut.
C'est un travail qui doit être confié à des compétences multiples et complémentaires : scientifiques, ingénieurs, économistes, démographes… mais certainement pas des administratifs ou des responsables politiques. Le secteur privé doit être associé étroitement à cet exercice, en veillant à ce que sa contribution ne se limite pas à défendre des intérêts à court terme comme c'est le cas avec les grandes enveloppes financières distribuées dans des programmes non structurés comme le Grand Emprunt ou le plan France 2030.
Sortons de la communication pour investir dans de véritables filières porteuses de développement industriel choisies non par la fascination de sujets à la mode, mais en s'appuyant sur des analyses sur les évolutions à long terme des besoins de nos sociétés.
Mais soyons clairs : si l'État doit tracer une voie, ce sont les entreprises qui devront décider *in fine* de la meilleure façon de développer des produits et de conquérir des marchés. En matière d'affaires et de commerce, l'État est un nain impotent qui ne peut produire que des catastrophes. Que chacun soit responsable de sa mission, et les choses iront pour le mieux.

Concevoir et mettre en œuvre une politique ambitieuse d'intelligence économique

L'information est à la base de tous les succès industriels. Les nouveaux pays qui ont émergé, notamment en Asie, se sont appuyés sur une

politique de collecte systématique d'information. Le Japon, dans les années 1960 et 1970, a été l'un des premiers pays à adopter une politique axée sur la collecte d'informations. Avec un territoire insulaire pauvre en ressources naturelles, le pays a dû se concentrer sur le développement de ses technologies et de son savoir-faire pour assurer sa croissance économique. Le gouvernement japonais a alors encouragé les entreprises locales à collecter des données sur les marchés étrangers, les technologies de pointe, les normes et les réglementations en vigueur. Cela a permis aux entreprises japonaises de se positionner avantageusement sur le marché mondial, en concurrençant et parfois en surpassant les leaders mondiaux dans des secteurs tels que l'automobile, l'électronique et la robotique. Toyota et Sony en sont de parfaits exemples, devenues des marques emblématiques et reconnues mondialement au sortir de cette phase de développement. Inspirée par le succès du Japon, la Corée du Sud a également adopté une politique similaire dans les années 1980. En l'espace de quelques décennies, le pays est passé d'une nation pauvre à une économie dynamique. La collecte d'informations et la mise en place de politiques industrielles ambitieuses ont été au cœur de cette transformation. Des entreprises telles que Samsung et Hyundai ont bénéficié de cette politique, devenant également des leaders mondiaux dans leurs domaines respectifs. Plus récemment, la Chine a adopté cette stratégie, en se concentrant sur des technologies clés pour renforcer sa position sur le marché mondial. La collecte d'informations sur les marchés, les technologies et les normes internationales a représenté un élément crucial de cette stratégie, même si certaines méthodes employées sont critiquables sur le plan éthique, comme l'espionnage industriel. Mais on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs… Ce positionnement a permis à la Chine de s'établir comme une puissance industrielle incontournable y compris dans des domaines hautement technologiques tels que l'informatique, les télécommunications, l'intelligence artificielle ou les énergies renouvelables. Des entreprises

chinoises comme Huawei, Alibaba, Haier ou Tencent sont devenus des géants mondiaux.
Acceptons que nous ayons pris du retard et que nous avons besoin en conséquence d'acquérir des compétences et des savoirs ailleurs pour revenir sur le devant de la scène. C'est ce qui a été fait dans les années soixante-dix en allant chercher aux États-Unis les technologies qui nous faisaient défaut dans le nucléaire.
Connaître les développements qui se font ailleurs, savoir comment récupérer une expertise que nous n'avons pas - ou plus, protéger nos propres informations, tout cela doit faire l'objet d'une stratégie consolidée par une organisation adaptée qui associe le public et le privé, animée par des individualités de qualité plaçant les intérêts publics avant toute chose.
De surcroît, il faut accepter que les relations internationales, même en temps de paix – au sens militaire du terme – sont marquées par des situations de guerre économique menée souvent sans merci, même entre alliés comme on l'a vu avec l'affaire Alstom Energie. Chaque pays veut affirmer sa propre puissance, au détriment d'autres pays, amis ou pas. Chaque entreprise cherche à se développer en affaiblissant ses concurrents internationaux. Nous devons l'accepter et reconnaître que les bonnes relations entre pays n'empêchent pas des conflits souterrains dans le domaine économique. Encore une fois, la puissance d'un pays s'assoit sur une économie puissante, et non sur de naïves bonnes intentions.
L'État comme nos entreprises doivent pouvoir s'appuyer sur une organisation de collecte et d'action efficace, qui travaille étroitement avec les entreprises ayant une présence internationale. Il faut cesser de faire preuve d'ingénuité et se mettre en ordre de bataille pour rattraper le temps perdu. Ce qui ne se fera pas sans mettre quelques moyens dans un domaine dont les pratiques sont controversées, mais inévitables.

Chapitre 7

Viser et atteindre l’excellence

"*L'excellence n'est pas un acte, mais une habitude*." – Aristote

"*Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là*." Charles de Gaulle

Les Français sont traversés par des sentiments contrastés. D'une part, une certaine autosatisfaction, un sentiment de fierté nationale qui perdure malgré les difficultés. D'autre part, un sentiment croissant de déclassement, d’inquiétude face à une réalité qui reflète l'abandon de nos ambitions collectives.
Ce qui reste de fierté montre que survit un substrat. Il reste une volonté de se relever, une force qui peut permettre au pays de retrouver sa vigueur et sa grandeur. Cependant, le sentiment de déclin est l'expression d'un manque de confiance en l'avenir et d'une perte de repères.

Cessons donc les complaintes et retrouvons une ambition collective.
La France est capable du meilleur quand elle se place en ordre de bataille. Nous vivons dans un pays qui a été capable de lancer avec succès de grands programmes industriels dans le ferroviaire, les télécommunications, le nucléaire, le spatial, l’aviation, de former une élite de chercheurs en mathématiques et dans bien d’autres domaines -

chercheurs malheureusement souvent contraints aujourd'hui de s'expatrier pour exprimer leur talent.
Notre système d'instruction fut de grande qualité, au point que de nombreux ingénieurs français ont participé au développement de grandes entreprises aux États-Unis, parfois comme dirigeants. Nous disposons d'une école de premier plan dans la formation à l'animation et aux effets spéciaux qui a conduit nombre de ses élèves à rejoindre les grands studios d'animation américains.
Les exemples abondent qui illustrent la capacité des Français à être de grands scientifiques, de grands ingénieurs, de grands artistes, de grands chefs d'entreprise. Les Français doivent avoir confiance dans leurs aptitudes : même s'il est indéniable, le déclin n'est pas une fatalité. Les politiciens qui contestent notre déclin ne font que tromper les Français : il y a urgence à réagir. Il faut remettre le pays sur les rails qui le ramèneront à l'excellence.

Comment faire ?
Je crois d'abord à la vertu d'observer ce qui se fait ailleurs pour prendre exemple. Regardons en premier lieu vers les « petits » pays qui ont réalisé des miracles : Singapour, Taïwan[58], Israël… Il est plus difficile de s'imposer dans le monde lorsqu'on est un petit pays, singulièrement quand on est plongé dans un environnement hostile. Nombre d'entre eux peuvent nous apprendre sur les progrès que nous devons réaliser.
Aucun pays n'est parfait, mais ces pays nous montrent que l'exigence est au cœur de toute réussite. La principale leçon qu'ils nous donnent, c'est qu'on peut être un pays d'élite sans être un grand pays. Israël et Taïwan en sont probablement les exemples les plus impressionnants, et ces pays doivent nous instruire : Israël est devenu un champion en matière d'innovation technologique, avec une excellence mondialement reconnue en agriculture, en cryptographie, en armements, en désalinisation et dans bien d'autres secteurs techniques. Taïwan est un

[58] Même si le terme de « pays » concernant Taïwan reste sujet à discussion compte tenu des revendications chinoises.

leader dans les industries électroniques, dont certains segments incontournables des semi-conducteurs.
Il faut aussi regarder ce qui a fait nos succès passés pour nous en inspirer : l'école pour tous, la planification guidée par une vision de long terme, les grands projets menées par des ingénieurs de talent, les synergies entre les commandes publiques et les entreprises privées, les nombreuses entreprises qui ont réussi à se développer malgré les chaînes que le système a placées à leurs pieds. Tout se résume en un mot : l'ambition.
Et celle-ci commence par l'instruction.

Redresser notre système scolaire

Notre système scolaire forme des générations qui, depuis des décennies, ont perdu la capacité de calculer mentalement, qui peinent à saisir des idées complexes, qui se révèlent de moins en moins aptes à s'exprimer de manière structurée avec un vocabulaire précis et riche, et surtout, dont les facultés de concentration et de mémorisation se sont effondrées. Quant à la culture générale, elle s'est effondrée. J'ai pu vérifier tout cela avec mes élèves de seconde professionnelle et de CAP. Comment envisager de construire un pays prospère et faire fonctionner une véritable démocratie avec des citoyens dépourvus des rudiments qui permettent de faire s'épanouir la connaissance, la culture et l'esprit critique ?
Au-delà de la catastrophe pour un bon exercice de la démocratie que constitue l'appauvrissement intellectuel de la population, c'est une réflexion économique qui doit également guider le redressement de notre dispositif. Le coût du travail est trop élevé en France, notamment du fait du coût croissant des prestations sociales. Le seul moyen de rester un pays à coût du travail élevé, c'est-à-dire en réalité de rester un pays riche, est de nous spécialiser dans des secteurs industriels à haute valeur ajoutée – comme l'a fait la Suisse par exemple. Pour cela, il faut une population dont le niveau d'instruction est élevé. Les politiciens ont fait le choix des petits métiers à faible valeur ajoutée en promouvant les bas salaires, là où nous devrions nous développer dans les industries de

pointe. Le phénomène de « smicardisation » qui est mis en évidence depuis le retour de l'inflation illustre cette préférence politique pour les petits salaires. Nos voisins suisses sont plus riches que nous parce qu'ils se sont intelligemment spécialisés et qu'ils ont une société moins entravée par les règlements en tous genres. La seule manière de renverser la tendance actuelle est de recouvrer une véritable ambition dans le domaine scolaire et de la formation. Ce sont des ingénieurs, des scientifiques, des médecins, des techniciens, des ouvriers spécialisés, par exemple, qu'il faut former en priorité. On ne rebâtira pas une industrie et des services publics de qualité sans les forces de travail adéquates.
Les difficultés de notre instruction publique ont diverses raisons, parmi lesquelles je placerai en premier lieu la faillite de l'école primaire, mais aussi un manque général d'exigence, un égalitarisme fossoyeur de l'égalité des chances, une bureaucratie étouffante et et une discipline défaillante :

- <u>Faillite de l'école primaire</u>.
  Les politiciens font beaucoup de bruit sur la crise du secondaire, les diverses études de comparaison internationale montrant notre décrochage par rapport à beaucoup d'autres pays développés. Chacun y va de son « plan » pour le collège et plus souvent même le lycée. Une fois de plus, les politiciens s'attaquent aux symptômes sans traiter les causes de la maladie.
  Les enseignants du secondaire ne sont pas responsables de cette situation : ils reçoivent des élèves qui n'ont pas les bases indispensables au suivi des études qu'on doit leur dispenser. Je l'ai vu avec mes élèves depuis deux ans : leur vocabulaire est très limité (tel cet élève qui se plait que je parle « trop français »), beaucoup lisent avec difficulté, plus aucun ne sait effectuer de tête des additions même simples ou poser une division et ils ne connaissent pas leurs tables de multiplication, entre autres lacunes. Même si j'ai été perçu comme un enseignant exigeant, j'ai

été contraint de rabattre mes ambitions car ils n'étaient pas capables de suivre le programme.

On ne construit pas une maison sans penser aux fondations. Les « plans » des ministres de l'Éducation Nationale qui se succèdent pour le secondaire construisent des maisons sur du sable. Il est inutile d'envoyer des instituteurs effectuer des cours de rattrapage au collège : c'est à l'école primaire que la question doit être traitée. Emmanuel Macron a bien initié quelques rares mesures intelligentes pour l'école primaire, mais elles sont restées très isolées et limitées : maternelle obligatoire et certaines classes dédoublées. C'est très insuffisant. Nous devons rénover notre école primaire et affirmer plus d'ambition pour nos enfants.

Le chantier prioritaire est celui des premières années de l'enfance : celui de l'école primaire (maternelle et élémentaire). Voire avant, si l'on croit les spécialistes de la toute petite enfance qui affirment que "tout se joue avant trois ans" : on le sait depuis déjà longtemps, et mes propres enfants ont fini de m'en convaincre. La stimulation du très jeune enfant contribue de façon spectaculaire à ses aptitudes intellectuelles futures. Une de mes convictions est que l'on élèvera le niveau d'instruction de la jeunesse en agissant au plus tôt : des infrastructures adaptées dès le plus jeune âge doivent remplir une mission essentielle d'éveil des très jeunes enfants. Le cercle vertueux commence dès les premiers jours, les premières semaines. Le gouvernement français a commandé à un groupe d'experts présidé par le docteur Boris Cyrulnik un rapport sur les « 1000 premiers jours » de l'enfance[59]. Ces experts ont réaffirmé ce qu'on savait déjà : que cette période de la vie est essentielle au développement, notamment cognitif, des enfants. Or il n'est rien sorti de la publication de ce rapport en termes d'action publique. Cela doit changer, car c'est probablement le moyen le plus efficace de restaurer le niveau de notre instruction publique : la prise en charge du très jeune âge, l'école maternelle

[59] https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-1000-premiers-jours.pdf

et l'école primaire doivent redevenir les piliers fondateurs de notre système éducatif, et c'est là que doit porter l'effort, ce qui implique de mettre les moyens : peu d'élèves par classe. Nous devons offrir aux familles qui en ont besoin un accueil de leurs enfants dès le plus jeune âge : beaucoup de parents sont dans l'obligation de travailler et n'ont pas les moyens de s'occuper eux-mêmes de leurs très jeunes enfants, certains même en sont tout simplement incapables en raison de situation familiales très difficiles. Dans une société où les grands-parents ne jouent plus le rôle qu'ils assumaient jadis (en particulier chez les immigrants de fraîche date), l'État doit mettre un place un réseau beaucoup plus structuré de crèches dont la fonction ne seraient pas de faire de la garderie, mais de démarrer très tôt la stimulation intellectuelle et motrice des très jeunes enfants. Plus on s'attaquera à la question dès le très jeune âge, et plus les effets bénéfiques se feront ressentir lorsque les enfants grandiront.

Tant que le niveau de l'instruction jusqu'à la fin du primaire ne sera pas redressé, tout ira mal. Il ne faut donc pas espérer redresser notre instruction publique en quelques années, c'est le travail d'une génération entière de nouveaux élèves, c'est-à-dire au moins une bonne quinzaine d'années.

- <u>Manque d'exigence</u>

  Laisser des enfants en difficulté poursuivre leur parcours scolaire comme si tout allait bien est toléré depuis trop longtemps. Cette démission conduit les jeunes à accumuler les retards et à décrocher silencieusement. Le système refuse de regarder les difficultés des enfants en face et d'y remédier.

  En 2022, j'ai décidé de participer à l'instruction de jeunes parmi les plus en difficulté en lycée professionnel. Comme je l'ai déjà écrit plus haut, j'y ai découvert des enfants qui pour beaucoup ne maîtrisent pas ce que chacun d'eux devrait parfaitement dominer au sortir de l'école primaire. Il y a une raison à cela : la société s'est accommodée que ces enfants soient ignorants. L'exercice de la

mémoire a été négligé (le « par cœur » ayant été abandonné), on a de ce fait réduit les capacités de mémorisation, condition indispensable pour bâtir une capacité à appréhender des concepts abstraits. J'ai été frappé par la difficulté de ces jeunes à passer du concret à l'abstrait. On a aussi omis de stimuler l'agilité intellectuelle par le calcul mental.

L'école a laissé les calculatrices remplacer les cerveaux pour des opérations même les plus élémentaires. Je vois certains de ces jeunes prendre une machine à calculer pour trouver combien fait deux fois trois… Et pourtant, ils devraient être capables de compter comme tous les enfants devraient le faire en entrant en classe de sixième. Ils ont tout simplement été négligés dès l'école primaire par une institution qui accepte qu'une fraction importante de notre jeunesse n'ait pas le niveau minimal d'instruction requis dans un monde pourtant de plus en plus exigeant.

A l'opposé du spectre, les élèves les plus rapides sont laissés en jachère là où ils pourraient exprimer des plus grandes créativité et inventivité, et où ils pourraient compléter leur activité cérébrale souvent intense par des activités manuelles, artistiques ou sportives. On se contente d'en faire des « bêtes à concours » dans des établissements élitistes. Cette situation ne traduit qu'un manque d'exigence et d'ambition, alors que l'institution devrait exiger de chacun ce qu'il peut donner de mieux.

Ce qu'il faut faire : s'attacher à l'excellence de l'instruction dès le plus jeune âge. C'est le seul moyen de stimuler les enfants qui se trouvent dans un milieu familial qui ne leur apporte pas assez sur le plan de leur développement intellectuel. L'effort doit se poursuivre ensuite tout le long de la scolarité avec, à la maternelle et l'école primaire, une forte réduction du nombre d'enfants par enseignant comme cela été fait dans quelques classes de cours préparatoire, de façon que chacun d'eux puisse faire l'objet d'un véritable suivi, les enfants les plus en difficulté étant pris en charge de façon spéciale pour ne pas les laisser accumuler des retards et

ne pas altérer l'apprentissage des autres. Après le primaire, et durant tout le secondaire, des aides personnalisées devraient être mises en place pour aider les plus à la peine à trouver leur place jusqu'à la fin du secondaire. Pourquoi ne pas inciter les retraités diplômés à donner de leur temps aux jeunes en difficulté ? Pourquoi ne pas inciter les élèves des grandes classes à aider ceux des petites ? C'est la société tout entière qui doit se mobiliser pour ce projet national de redressement.

On opposera à cette stratégie « d'instruction intensive » l'obstacle du coût : c'est un très mauvais argument fondé sur un très mauvais calcul. Mieux vaut dépenser beaucoup à bien former notre jeunesse que de distribuer plus tard des aides à des adultes devenus incapables de se débrouiller seuls et de s'insérer professionnellement. De surcroit, nous avons bien trop de fonctionnaires en France, comme le montrent toutes les comparaisons internationales : reclassons dans l'enseignement les fonctionnaires surnuméraires qui en ont la capacité.

Pour terminer sur cette partie, le manque d'exigence doit également être traité dans le recrutement et le suivi des enseignants. Il est scandaleux que des enseignants soient recrutés lors des concours malgré des résultats catastrophiques : cela contribue à la dévalorisation du métier. Et comme on n'attire pas les abeilles avec du vinaigre, cela exige que les enseignants voient leur rémunération augmenter significativement, et pas dans les proportions que nous avons connues depuis quelques années. Cette revalorisation peut être financée par la réduction du nombre de non-enseignants au ministère de l'éducation nationale, et par la réallocation de ressources d'autres ministères : la formation professionnelle par exemple, secteur où prolifèrent les officines frauduleuses. Jamais des jeunes n'iront vers le métier d'enseignant dans les quantités et le niveau requis si la rémunération n'est pas revue fortement. La paupérisation du métier est l'un des témoins du manque d'exigence à l'égard de notre instruction publique. Bien entendu, cette revalorisation doit

s'accompagner d'une plus grande exigence : les moutons noirs doivent être écartés, et l'investissement dans une démarche pédagogique collective doit devenir la règle : ce n'est clairement pas le cas aujourd'hui comme j'ai pu le constater.

- Égalitarisme destructeur
  Jusqu'à la fin du collège, on a mélangé des enfants dans des classes totalement inhomogènes en termes de niveau, ce qui ne fait qu'accentuer les difficultés. Comment demander à un enseignant de simultanément traiter les retards des plus fragiles et suffisamment nourrir ceux qui apprennent le plus vite ? Les plus lents ont des besoins particuliers, ils ont besoin d'un soutien personnalisé, certainement plus coûteux[60], mais indispensable si on veut en faire des citoyens libres et autonomes. Les plus rapides ont également des besoins particuliers, sans nécessairement en faire des « bêtes à concours », il faut leur apporter ce qui leur manque. Il est impossible de s'adresser aux élèves qui s'écartent de la moyenne par une démarche spécifique sans priver les autres de l'instruction à laquelle ils ont droit. Tous les enseignants sont placés devant ce dilemme. Je l'ai été, contraint de sacrifier l'instruction optimale de mes élèves faute de pouvoir être partout et alors que mes classes avaient de faibles effectifs. Enseigner est un métier difficile, qui exige que l'organisation scolaire apporte les bonnes solutions. On ne doit pas attendre des enseignants qu'ils soient des palliatifs aux défauts de l'organisation.

- Bureaucratie étouffante et inefficace
  Le ministère de l'Éducation nationale est englué dans une bureaucratie qui conduit à des dysfonctionnements comme je ne l'ai vu nulle part dans le secteur privé. Je souhaitais apporter une petite pierre à l'instruction des jeunes en difficulté dans ma région,

[60] A cet égard, l'initiative du premier gouvernement Macron visant à réduire drastiquement le nombre d'élèves de certaines classes de cours préparatoire allait dans la bonne direction, même si cette mesure très limitée ne révolutionnera probablement pas la situation de notre instruction publique.

ce qui m'a conduit à poser ma candidature début juin 2022. Il m'a fallu insister longuement auprès du rectorat pour me voir proposer seulement fin septembre quelques heures par semaine dans un lycée auprès d'élèves qui attendaient un enseignant…depuis la rentrée scolaire. Le ministère de l'Éducation nationale manque d'enseignants sans pour autant s'organiser pour recruter efficacement. Je passerai sur le fait que les « contractuels », comme je le suis, sont lâchés en pleine nature sans aucune préparation et sans même connaître le contenu du programme : en deux ans passés dans deux lycées différents et des classes différentes, je n'ai jamais reçu de l'institution le contenu de la formation à dispenser. L'année que j'ai passée dans chacun de ces lycées, pourtant bien tenus par des proviseurs soucieux de leur bon fonctionnement, m'a permis de réaliser à quel point le ministère de l'Éducation nationale agit comme une organisation détraquée. Quand une organisation dysfonctionne à ce point, c'est à l'organisation elle-même qu'il faut s'attaquer, un « nième plan » ne sera d'aucune utilité. Cela exige de donner plus de pouvoir et de moyens aux responsables d'établissement, en prenant soin de les choisir correctement et en veillant à évaluer les résultats régulièrement, ce qui n'est pas un exercice si difficile.
Ce qu'il faut faire : réduire drastiquement le volume de personnels des administrations centrales et des rectorats au bénéfice des établissements, mettre fin à la phraséologie qui règne dans l'enseignement public pour revenir à des pratiques saines plaçant l'instruction avant la multitude de projets et documents superfétatoires que les bureaucrates s'évertuent à pousser auprès des établissements et des enseignants.

- <u>Manque de discipline</u>
  Les rapports entre enseignants et élèves, ou entre enseignants et parents, se sont dégradés durant les dernières décennies, comme se sont effilochées les relations sociales dans l'ensemble du pays. La discipline dans les classes laisse souvent à désirer et il arrive que

des parents doutent de la parole des enseignants parce que le « respect du maître » n'est plus une valeur uniformément admise. Si nous voulons que les jeunes reprennent le chemin de la culture et de l'excellence, **nous devons remettre les enseignants sur un piédestal**. Cela passe bien entendu par leur rémunération, mais aussi par un soutien sans faille de l'organisation dans les situations difficiles, on l'a vu avec l'affaire Samuel Paty. Certains établissements parviennent à s'en sortir parce qu'une certaine culture de la discipline s'est perpétuée, ou parce qu'ils sont dirigés par des chefs d'établissement pourvus d'une solide autorité doublée d'une longue expérience, mais ce n'est pas toujours le cas et de manière générale, les sanctions à l'encontre d'élèves qui déraillent sont très insuffisantes. C'est l'ensemble de la société qui doit reconsidérer son rapport à l'enseignement, car celui-ci doit redevenir un sanctuaire du pays, et personne ne doit avoir le droit d'attenter au sanctuaire. Je ne suis pas loin de penser que la discipline devrait s'appuyer sur des outils simples du passé, par exemple un habit uniforme qui efface les classes sociales et garantit la laïcité. L'ouverture d'internats avec un encadrement adéquat pour sortir certains jeunes de milieux familiaux toxiques, ou d'environnements qui les empêchent de s'extraire de mauvaises influences (trafics de drogue par exemple), devrait également être prévue.

Imposons-nous de remettre en place une instruction publique de haut niveau. La médiocrité ne peut plus être tolérée nulle part. Chaque élève doit sortir avec un bagage solide, correctement évalué, et non avec des diplômes bâclés. N'ignorons plus les problèmes rencontrés à chaque étape de l'instruction, comme c'est malheureusement le cas actuellement. Traitons les éventuels retards dès leur apparition au lieu de demander aux instituteurs d'intervenir dans les collèges, une décision qui montre qu'on prend le problème à l'envers.
Tous les jeunes doivent maîtriser parfaitement la langue française, les bases des mathématiques, notamment le calcul mental pour dominer

les chiffres et des éléments de géométrie pour se repérer dans l'espace, connaître au moins deux langues vivantes[61], dont l'anglais qui est devenu un standard international et devrait donc être parfaitement maîtrisé, et idéalement le mandarin qui ouvre l'esprit à un mode de pensée radicalement différent. Ils doivent être ouverts à d'autres cultures, connaître l'Histoire et la Géographie pour être capables de se situer dans le monde et dans le temps et être des citoyens responsables. Enfin, la pratique intensive des sports doit devenir la norme pour tous les élèves, à tous les stades de leur parcours scolaire, y compris dans les classes préparatoires aux grandes écoles et les universités. Cela contribuera à former des individus sains tant physiquement qu'intellectuellement. *Mens sana in corpore sano* doit être la règle.

Le numérique doit être vigoureusement écarté du milieu scolaire, sauf pour la lecture de manuels scolaires sur des tablettes verrouillées pour éviter de servir à autre chose que la lecture ou la consultation de bases de données fermées[62]. Les téléphones portables doivent être définitivement interdit, avec des brouilleurs dans les établissements.

En clair, il s'agit de revenir aux bases d'une instruction qui ne produira pas seulement de bons travailleurs, mais surtout des adultes capables de réfléchir, de s'adapter et de s'insérer dans un monde en plein chambardement. Bien entendu, cela implique une transformation radicale du « mammouth » pour que les enseignants ne soient plus des laissés-pour-compte sous-payés et déconsidérés. Leur rémunération doit refléter leur niveau d'instruction, qui pour certains est élevé, et un respect quasi-religieux des maîtres par les parents doit devenir la norme. En contrepartie, les enseignants doivent être sanctionnés sans délais en cas de défaillance, car on a trop vu de mauvais enseignants poursuivre une carrière sans obstacles en dépit de graves insuffisances ou même

[61] Plusieurs études ont démontré que le maîtrise bilingue d'au moins deux langues forme le cerveau à apprendre beaucoup plus facilement d'autres langues, mais aussi renforce les capacités cognitives. Par exemple : https://academic.oup.com/cercor/article/26/7/3196/1745819, ou https://cns.utexas.edu/news/shining-a-light-on-how-bilingual-children-learn

[62] La tablette permet d'éviter aux enfants de porter des sacs trop lourds qui déforment leur dos, c'est probablement le seul intérêt de cet outil. Avec des limitations importantes, les écrans étant susceptibles d'avoir des effets négatifs sur l'apprentissage, comme semble le conclure la Suède qui se propose de réduire drastiquement l'usage des outils numériques à l'école.

parfois des fautes graves. L'exigence doit s'appliquer à tous : élèves, parents, enseignants.
L'école publique doit retrouver l'excellence, et on saura que cet objectif est atteint lorsque le phénomène de migration des classes aisées vers l'école privée s'inversera, parce que l'enseignement public aura retrouvé sa réputation d'excellence. Il est de notre devoir d'amener notre instruction publique à surpasser le privé par la qualité de l'enseignement offert dans les écoles publiques.

Cesser de privilégier la consolidation des entreprises sous ombrelle internationale, et revenir à la volonté industrielle alliée à l'esprit d'entreprise

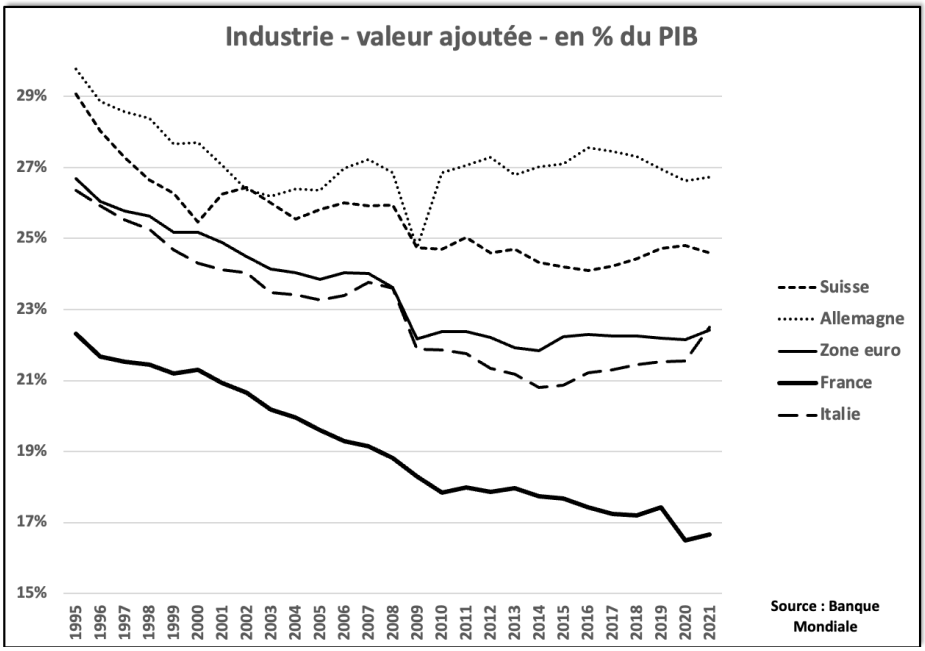
Nous sortons d'une période durant laquelle de nombreuses restructurations industrielles sont intervenues par le biais de consolidation d'acteurs. Pour tous les capitaines d'industrie, grandir par ce qu'on appelle la « croissance externe » est devenu un moyen roi pour être plus compétitif, gagner en puissance et en rentabilité.
J'ai moi-même pratiqué cette politique en bâtissant des petits acteurs internationaux au sein des métiers de mon groupe. Les « fusions et acquisitions » ont toujours existé et continueront d'exister : le problème est qu'elles ont pris un caractère quasi religieux auprès du monde politique, au fond assez ignorant des affaires économiques.

Les années Mitterrand ont causé un préjudice considérable à la vision économique de l'entreprise au sein de l'État en cultivant l'illusion qu'il fallait créer des "champions nationaux" : un concept séduisant sur le papier mais qui n'a pas toujours produit des résultats très heureux, comme l'a démontré le dossier Bull ou d'autres entreprises formées dans le cadre d'un « meccano industriel » conçu sur le papier dans des cabinets ministériels peuplés d'incompétents qui savent tout. La théorie, c'est bien, mais comme toujours, le diable se cache dans les détails.
De champions nationaux, on est passé aux champions européens, en oubliant que l'Europe n'existe pas en tant qu'entité politique défendant ses citoyens, et donc que la France doit respecter l'exigence de pouvoir

s’appuyer sur des acteurs industriels nationaux solides… L’idée que nos entreprises se rapprochent de concurrents européens pour devenir encore plus grosses est devenu une sorte de dogme, ce qui conduit à des désastres.
Souvent, de telles cessions sont intervenues pour pallier une faiblesse managériale dans des groupes qui exigeaient de vigoureuses actions de redressement. Ce furent là des renoncements et non des solutions courageuses. On se souvient de ce premier ministre qui voulait céder le groupe Thomson, aujourd’hui démantelé par l’État, pour un euro symbolique…

Un ministre de l’Économie qui était encore récemment en poste regrettait il y a quelques années que le possible rapprochement entre Alstom Ferroviaire et le groupe allemand Siemens ait été rejeté par les autorités chargées de la concurrence, sans réfléchir au fait que la disproportion entre les deux acteurs aurait eu pour effet d’éliminer un acteur français[63]… La religion européiste a fait oublier à nos politiciens la nécessité de conserver un minimum d’indépendance économique, c’est-à-dire d’autonomie stratégique.
Le bilan est tout simplement catastrophique, avec une industrie laissée de côté, en déshérence. La France a décroché sur le plan industriel par rapport à d’autres grands pays industriels européens :

[63] « Je crois que chacun a conscience que face à la montée en puissance de la Chine, face à des géants industriels qui émergent dans tous les secteurs, le secteur ferroviaire, le secteur spatial, le secteur de l'énergie, le secteur de l'intelligence artificielle, il faut rassembler des forces européennes, pas les diviser. » Bruno le Maire. https://www.vie-publique.fr/discours/269948-bruno-le-maire-11022019-zone-euro-fusion-alstom-siemens



A l'opposé de ces mouvements de rapprochement, nous assistons dans le monde à l'émergence d'acteurs totalement nouveaux qui perturbent des métiers traditionnels, telles les entreprises d'Elon Musk : Tesla pour l'automobile ou SpaceX pour la conquête spatiale. La première a conduit à repenser le modèle de l'automobile quand la seconde a donné un sérieux coup de vieux aux lanceurs traditionnels.

Avant cela, des entreprises comme Apple ou Google avaient montré que l'industrie pouvait changer de logique avec l'irruption d'acteurs authentiquement entrepreneuriaux. Ces nouveaux acteurs ont misé sur la créativité, sur la capacité à « penser en dehors de la boîte » (think out of the box) et sur une rigueur d'exécution exemplaire.

Nous devons faire grandir une nouvelle génération d'entrepreneurs capables de mener des projets ambitieux de cette nature, refusant de prendre l'existant comme un acquis indéboulonnable. Il faut pour cela favoriser l'anticonformisme, ce qui n'est pas naturel dans un pays dominé par un système d'enseignement supérieur qui privilégie la conformation à des modèles. En ayant été moi-même le produit dans

ma jeunesse, il m'a fallu du temps pour rompre avec les mauvais réflexes dont j'avais hérité de ces années d'études.
Dans un pays comme la France où l'industrie du financement est moins performante qu'aux États-Unis, l'État a un rôle à jouer. Mais certainement pas comme il le fait actuellement avec une « Banque Publique d'Investissement » (BPI) gérée par des bureaucrates ou des politiciens qui saupoudrent les fonds mis à leur disposition sans ligne stratégique et sans cohérence avec des objectifs publics – mais on ne leur reprochera pas trop ce dernier point puisque nos gouvernants sont eux-mêmes incapables de définir des objectifs à long terme pour notre pays.
Ce qui est au fond en jeu, c'est un renouveau de l'esprit d'entreprise qui s'appuie sur une vision publique à long terme. Ce qu'il nous faut, ce ne sont pas seulement des « start-up » qui donnent une fausse impression de prospérité. Ce sont aussi et surtout des entrepreneurs animés d'une ambition dévorante, en particulier dans des domaines plus traditionnels, ainsi qu'un environnement qui favorise le développement de leurs entreprises lors de leur création et surtout de leur croissance. Nous en revenons toujours aux mêmes points : moins de bureaucratie, moins de règles paralysantes, plus de financements adaptés, et un État au service de l'économie.

Chapitre 8

Reconstruire une économie puissante

"*Prenons le cas de Singapour. (…) On dirait un miracle économique. Mais le miracle est moins celui de l'inspiration que celui de la transpiration*". Paul Krugman, prix Nobel d'économie

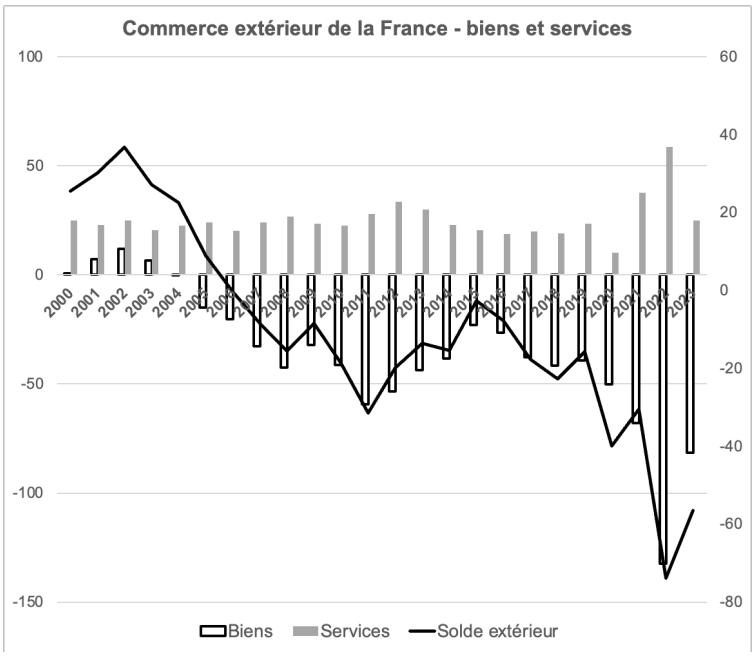
"*Vous chantiez ? J'en suis fort aise ; Eh bien ! dansez maintenant*." Jean de la Fontaine

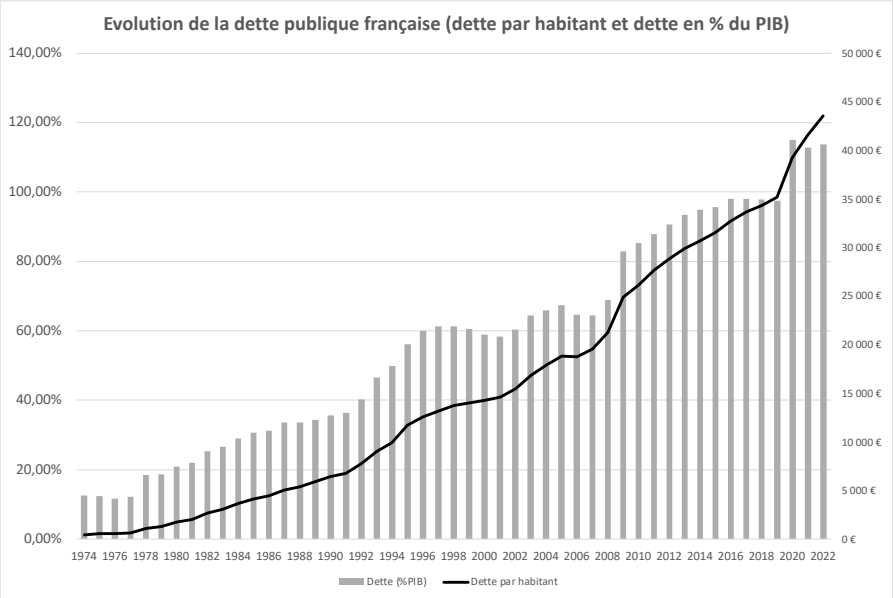
La grandeur d'une nation a toujours reposé sur la prospérité de son économie. La richesse finance les arts et les constructions qui traversent les siècles. Elle garantit une capacité à se défendre contre les agressions externes. Elle permet de nourrir le rayonnement d'un pays au-delà de ses frontières. Une des raisons qui explique l'essoufflement de notre politique internationale, et l'amenuisement de l'audience de la France dans le monde, est notre affaissement économique, car nous avons de moins en moins les moyens de notre influence.
Les relations internationales n'ont pas d'états d'âme. Nos partenaires économiques nous observent et constatent les difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Ils sont conscients de la décroissance régulière de nos capacités industrielles et productives. Si nos capacités militaires résiduelles nous permettent encore de ne pas être complètement négligés, nous ne pourrons pas maintenir notre influence en laissant notre déclin économique se poursuivre. Sans une économie robuste, nous ne pourrons plus financer nos efforts de défense, ce qui menacera directement notre industrie de défense.
Notre pays, de taille modeste, ne peut plus prétendre se trouver au premier rang des grandes puissances comme les États-Unis ou la Chine. Cependant, nous ne maintenons même plus notre position parmi les

nations de taille moyenne. Contrairement à nous, les pays du nord de l'Europe se montrent plus prudents et sérieux. C'est ce qui fait la puissance de l'Allemagne malgré ses faiblesses démographiques et énergétiques. De notre côté, nous avons laissé notre économie se détériorer, réduisant ainsi notre capacité d'action. Le monde le sait et nous avons la naïveté de croire qu'il l'ignore.

Encore une fois, la plus grave faute des élites françaises depuis les années soixante-dix est d'avoir placé leur confort de dirigeants avant la préservation de la grandeur du pays.

Il est vrai que la France est dépendante de ressources extérieures dont les prix varient en fonction de facteurs géopolitiques que nous ne pouvons pas contrôler. Cette dépendance peut nous causer à l'occasion des difficultés temporaires, comme dans les années quatre-vingt, ou comme depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Mais rien ne justifie la tendance régulière de notre économie à la dette et à la désindustrialisation. Les dernières vingt années ont été les pires que notre pays ait connues au cours de la Cinquième République en termes économiques. Le déclin de notre commerce extérieur en est la preuve éclatante, la dette publique a atteint des sommets jamais vus auparavant.





Nous avons perdu des pans entiers de notre industrie. Notre agriculture, autrefois objet de fierté, connait une érosion de sa compétitivité parce qu'elle n'a pas accompagné les transformations de secteur dans le reste du monde.

L'intégration de notre nation à la zone euro le 1er janvier 2002 a indéniablement joué un rôle dans l'effondrement de nos capacités productives. L'euro en lui-même n'est pas l'élément central à incriminer. Nos difficultés découlent davantage d'une attitude budgétaire et financière négligente. Le laxisme manifesté par les différents gouvernements au cours des cinquante dernières années a conduit à l'affaiblissement de notre économie. Dans ce contexte, l'euro a tout simplement mis en lumière les conséquences de ces politiques imprudentes. Les politiques ont opté pour satisfaire facilement les désirs de consommation des Français plutôt que de les rassembler autour d'un objectif commun consistant à maintenir notre grandeur et notre puissance, condition indispensable pour mener à la prospérité. L'Euro est devenu trop cher pour une nation qui dépense trop, ce qui a renchéri ses coûts de production.

Avant la création de l'euro, la France pratiquait régulièrement la dévaluation du franc pour compenser ses pertes de compétitivité.

Instaurer la monnaie unique exigeait que nos politiques économiques fussent élaborées de manière à ne pas causer de distorsions de compétitivité avec des pays gouvernés de manière rigoureuse. L'opacité des transferts sociaux, la dérive des dépenses publiques sans retour sur investissement, le manque de soutien à notre industrie, des lois sociales de plus en plus contraignantes, une surrégulation croissante, tout cela a conduit notre économie à perdre sa compétitivité par rapport à d'autres pays, notamment en Europe.

Nous subissons aujourd'hui les conséquences de ces politiques imprévoyantes. Notre commerce extérieur connaît des déficits effrayants par la faute de responsables politiques qui ont préféré la facilité au courage. Alors qu'à l'aube des années 2000, notre commerce extérieur était à peu près à l'équilibre, l'année 2022 a connu un déficit record de près d'environ 5 % du PIB, ce qui est catastrophique. La situation est d'une extrême gravité et ne saurait être sous-estimée.

La zone Euro n'est ni intégrée, ni homogène. La divergence économique entre ses pays membres ne cesse de s'amplifier. Nous sommes confrontés à un écart entre d'un côté des pays très endettés et peu compétitifs, dont la France fait désormais partie, et de l'autre des pays moins endettés qui ont conservé leur capacité industrielle ou agricole. Cette situation conduit, notamment à travers les politiques de taux d'intérêt, à des transferts financiers au sein de la zone Euro qui ne pourront pas durer éternellement, car les pays du Nord refuseront de payer durablement pour des voisins dépensiers.

On a pu constater, lors de la crise grecque il y a une dizaine d'années, combien ces divergences pouvaient exacerber les tensions. La Grèce, un petit pays, a été soumise par des nations plus puissantes, à commencer par l'Allemagne. Une crise de la zone Euro affectant des pays plus importants, tels que la France ou l'Italie, aurait des conséquences systémiques bien plus dévastatrices.

Il est urgent de prendre les mesures nécessaires pour remédier à ces divergences et éviter la répétition magnifiée d'une crise débouchant sur une crise monétaire et financière. L'euro est une monnaie fragile et la zone euro risque de subir le sort de l'Union latine si les tendances de ces

vingt dernières années se poursuivent. On a voulu créer une monnaie unique sans être une nation unifiée et cohérente : les conséquences de cette erreur apparaîtront tôt ou tard faute de discipline. La monnaie tout comme l'armée sont les attributs fondamentaux de la souveraineté d'une nation. En adoptant l'euro, nos pays ont mis la charrue avant les bœufs. Ils ont sacrifié une partie de leur souveraineté sans viser la cohérence de leur politique. Si l'euro venait à s'effondrer en raison de ces divergences, notre pays serait alors confronté à un dilemme, car le retour au franc se ferait dans un contexte de déséquilibre structurel de nos échanges extérieurs.

Le redressement sera une tâche difficile : on ne peut reconstruire en quelques semaines ou en quelques mois une industrie et une agriculture performantes. Au mieux, on peut restreindre nos importations pour dégonfler le déficit, ce qui est compliqué à faire dans le cadre de nos accords internationaux, sauf à déprimer agressivement la consommation, c'est-à-dire en appauvrissant les Français.

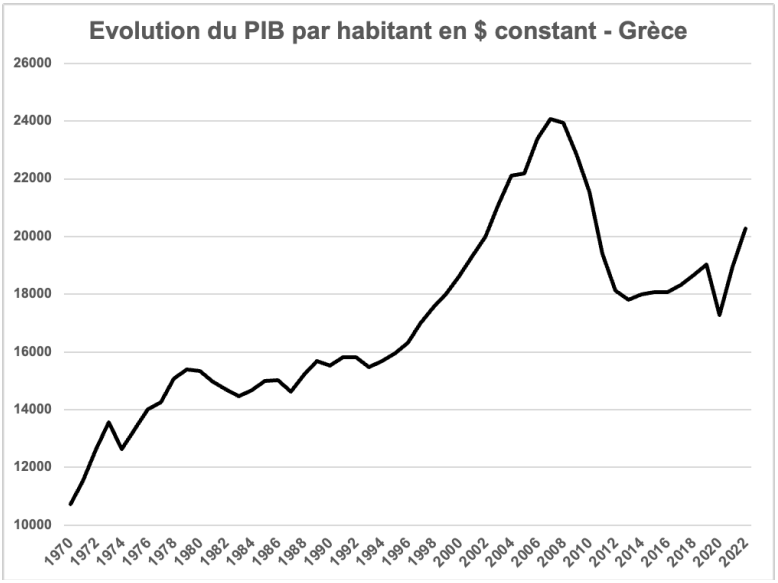
Nous devons anticiper une telle situation et retrouver les marges de manœuvre économiques qui nous permettront de faire face à nos difficultés. Il est malheureusement évident que nos dirigeants, issus de cercles fermés de fonctionnaires et de politiciens professionnels, ne possèdent pas les aptitudes adaptées pour affronter une telle situation. Ils ne connaissent pas le monde des entreprises, celles qui se battent au quotidien sur le terrain. Au mieux, ils frayent avec de très grandes entreprises multinationales habiles au lobbying politique. Il est donc crucial que le pays se tourne vers des leaders ayant une solide expérience de la vie économique ainsi qu'une bonne connaissance du terrain pour surmonter les difficultés à venir.

Rien n'est jamais perdu, mais pour redresser la situation, il faudra prendre des mesures vigoureuses qui ne seront pas aisées à mettre en œuvre, car il faudra trouver un consensus au sein du pays.

La restructuration en profondeur d'une organisation défaillante requiert un courage et une volonté de fer. Il faut des dirigeants qui ne craignent

pas de perdre les prochaines élections et qui ont la capacité de mobiliser le pays dans un élan commun.
Le redressement de notre économie doit constituer une des priorités parmi les plus urgentes de tout gouvernement de la France. Les gouvernements qui se sont succédé depuis cinquante ans ont fait de longs discours sur la réindustrialisation, mais ils n'analysent pas les raisons de notre défaillance et ne sont pas prêts à prendre des décisions douloureuses.
Le gouvernement Borne s'était engagé fin 2022 dans une réforme des retraites qui était certainement nécessaire, mais qui a été mal ficelée et qui n'était pas urgente. Il s'agissait d'économiser une dizaine de milliards d'euros d'ici 2030. En parallèle, le déficit budgétaire pour 2023 aura dépassé atteint 154 milliards d'euros, soit quinze fois plus sur une seule année, contribuant à faire croître une dette déjà trop importante. Cela place notre pays en situation de danger immédiat. On ne peut que constater une totale incapacité des politiciens français à identifier les priorités vitales pour le pays. La dette est une épée de Damoclès qui ne demande qu'à nous trancher la tête à la première grave crise de confiance.
Le redressement économique restera un doux rêve tant que le débat économique sera pris en otage par des formations politiques dont l'agenda n'est pas l'intérêt collectif, mais le positionnement électoral. Une partie de la classe politique a vaguement conscience de la nécessité de redresser l'appareil productif – du moins elle disserte abondamment sur la question – mais elle n'a pas le courage de prendre les mesures qui s'imposent. Une autre partie de la classe politique, versant dans la démagogie, flatte la population en lui promettant moultes augmentations de salaires et autres avantages au détriment du bon équilibre économique de notre État, de nos entreprises et du pays.
Les Français doivent être informés de ce qui les menace. La plupart d'entre eux ressentent instinctivement que notre pays est sur une pente dangereuse, mais ils ne comprennent pas ce que pourrait signifier la faillite, ou plutôt la "défaut" pour utiliser le terme adapté, de notre pays. Il y a de nombreux exemples dans le passé, notamment en Amérique

latine, qui devraient être expliqués aux Français pour les aider à prendre conscience des risques qui nous menacent. Les Français devraient être mieux informés sur ce que signifie un défaut : le fait que les salaires des fonctionnaires ne sont plus payés par exemple…
L'exemple le plus actuel est celui du Liban. De 2019 à 2022, la production intérieure du pays a été divisée par trois. L'inflation s'est maintenue au-dessus de 100 % et plus de 80 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté alors que le Liban était autrefois un pays prospère. Certes, le Liban est traversé par une crise interreligieuse qui lui est particulière, et dans une région elle-même traversée par des conflits importants, à commencer par le conflit syrien. Mais l'aspect économique de cette crise n'a rien d'original : bien d'autres pays ont connu ce genre de crise avant le Liban.
Plus proche de nous à tous points de vue, la Grèce a également connu une rupture économique lorsque les marchés financiers ont pris conscience de l'endettement excessif de ce petit État. Avec la crise mondiale de 2008, la Grèce a subi un effondrement de son économie, la population grecque s'appauvrissant subitement. Les idéologues de tous poils ont justifié les malheurs de la Grèce sur l'attitude ferme des pays prêteurs, à commencer par l'Allemagne, mais le problème a débuté bien avant que la dette fasse l'objet d'une restructuration.



Source : Banque Mondiale

C’est la perte de confiance qui a plongé la Grèce dans le chaos économique, et non la restructuration de sa dette, qui a au contraire mis fin à une dégringolade dangereuse. Voilà ce qui menace tout pays dont la dette devient excessive, si l’environnement financier se tend et que la confiance disparait.
On m’opposera que la Grèce n’est pas la France, pays plus riche et plus industrieux. Ce n’est pas faux, et la France dispose d’un système de collecte de l’impôt efficace, ce qui n’était pas le cas de la Grèce en 2008, qui de surcroît dissimulait des pans entiers de sa comptabilité publique. Mais les enjeux ne sont pas les mêmes : l’Europe était tout à fait en mesure de faire face à une crise de la dette grecque, dont la taille était à sa mesure, elle sera incapable d’affronter une crise sérieuse de la dette française dont l’ampleur est tout simplement incommensurable : près de dix fois supérieure.
La croyance selon laquelle la France serait à l'abri d’une crise de sa dette est insensée. C'est précisément ce qui nous attend si nous ne réagissons pas. Nous sommes confrontés à un choix crucial : soit les élites et les politiciens, tout comme le peuple français, continuent d'ignorer le problème avant qu'une crise majeure plonge une grande partie de la population dans la misère et place notre pays sous la dépendance de puissances étrangères, soit nous avons le courage d’affronter la réalité. Il est de notre devoir de nous atteler sans délai à changer le mode de fonctionnement de notre économie, afin de retrouver une prospérité perdue.
Voici selon moi quelques mesures clés à détailler dans un second temps plus en détails et pour une mise en œuvre rapide, afin d’assurer notre redressement économique.

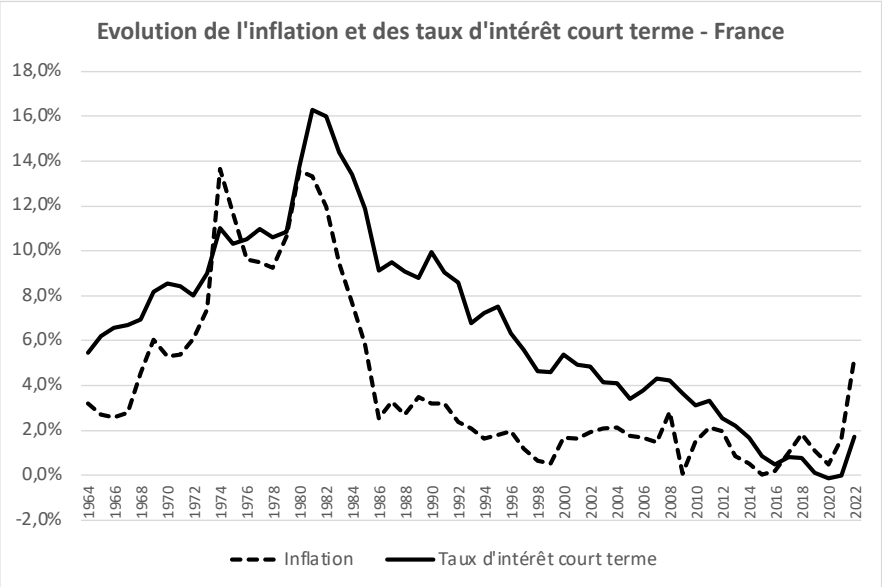
Assainir les dépenses publiques par une forte réduction des dépenses
Les gouvernements français versent depuis trop longtemps dans la facilité des déficits et de la dette. Le dernier budget de l’État à l’équilibre date de 1974. Le décollage de la dette publique à partir du premier choc pétrolier sous Valery Giscard d'Estaing, rarement interrompu par des périodes de plus grand sérieux budgétaire, a été à l'origine d’un

accroissement spectaculaire de la dette. Les présidences de Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron ont été particulièrement agressives en matière de dépenses publiques, au point que la dette de l'État dépasse désormais le montant de la production annuelle du pays.
Certes, les circonstances (la crise des « subprimes » en 2008-2009 puis la crise du SARS-Cov2 en 2020-2021) justifiaient un glissement temporaire, mais pas dans les proportions que nous avons connues et pas sans mesures correctrices par la suite. L'argent a été dépensé sans discernement (« quoi qu'il en coûte ») pour financer de la consommation, en grande partie importée, au lieu d'investir pour l'avenir. Durant ces périodes, l'expression « jeter l'argent par la fenêtre » n'a jamais été aussi justifiée.
Depuis de nombreuses années, des voix s'élèvent pour réclamer qu'on en finisse avec ces politiques économiques qui ruinent le pays. En 2005, le ministre de l'Économie de l'époque confiait au banquier Michel Pébereau la mission de préparer un rapport sur le sujet. Celui-ci s'intitulera « Pour en finir avec la facilité de la dette publique »[64], un titre qui résume la question. Dix-huit ans plus tard, les politiciens continuent d'endetter le pays avec cette même facilité.
Les déséquilibres sont effrayants. Le budget de l'État pour 2023 a connu un déficit de l'ordre de la moitié des recettes fiscales du pays. Envisage-t-on une famille qui dépense chaque mois une fois et demie ce qu'elle gagne ? Imagine-t-on une entreprise poursuivre durablement ses activités en enregistrant des pertes égales à la moitié de son chiffre d'affaires ? C'est chaque année de la dette supplémentaire que nous accumulons. Pour revenir à un budget équilibré, comme c'était le cas avant 1974, il faudrait réduire les dépenses de l'État d'un tiers, soit près de 150 milliards d'Euros, car augmenter le montant des impôts de moitié est totalement irréaliste dans un pays qui a déjà atteint un sommet en termes d'imposition parmi les pays les plus développés. Notre dette nous étouffe, et tout Français responsable devrait éprouver un profond sentiment de honte à laisser un tel héritage à nos générations futures.

[64] https://medias.vie-publique.fr/data_storage_s3/rapport/pdf/054004454.pdf

Cette politique est déraisonnable, démontrant une fois de plus l'inconséquence de dirigeants politiques qui placent leur carrière avant l'avenir du pays.
Notre dette est émise sous forme d'instruments financiers détenus pour une grande partie par des investisseurs étrangers et par la Banque Centrale Européenne, qui nous encouragés dans le vice des dépenses incontrôlées. Le service de la dette[65], qui ne coûtait pas cher dans les années récentes, est appelé à augmenter dans le futur, avec des taux d'intérêt qui ont nettement augmenté[66]. De plus, sur le moyen à long terme, les prix ne peuvent qu'augmenter, même s'il peut leur arriver de refluer sur des périodes plus ou moins longues. L'énergie, qui joue un rôle central dans la création de richesses, repose majoritairement sur des matières premières dont le coût d'extraction est en augmentation tendancielle, dans un contexte où de nombreux pays vont sortir du sous-développement et avoir de ce fait besoin de plus d'énergie. Cette tendance impactera durablement l'inflation des autres productions, comme les deux chocs pétroliers l'ont montré dans les décennies 1970 et 1980, et comme l'hiver 2022-2023 l'a montré. Or les taux d'intérêt sont corrélés à l'inflation, même si c'est avec retard.

[65] C'est-à-dire les intérêts versés aux détenteurs de cette dette, sans lesquels ils ne la financeraient pas.
[66] Sur le moyen à long terme, les prix ne peuvent qu'augmenter. L'énergie, qui joue un rôle central dans la création de richesse, repose en effet très majoritairement sur des matières premières dont les coûts d'extraction iront en augmentation tendancielle. Cette tendance impactera durablement l'inflation sur le reste des productions, comme les deux chocs pétroliers l'ont montré dans les années 70-80 et comme la saison 2021-2022 vient de le montrer.



Le coût de la dette risque donc d'augmenter, ce qui placera le budget de l'État sous une contrainte plus forte encore. Le budget de 2024 le montre : l'État ne paiera les intérêts de la dette qu'en s'endettant un peu plus, ce que dans le monde financier on appelle « faire de la cavalerie ». Les politiciens français bâtissent depuis des années une immense pyramide de Ponzi[67] et tentent malgré tout de faire croire aux Français que la situation est sous contrôle. Ils redoublent de commentaires sur la « bonne signature de l'État français », en omettant de rappeler que certains pays ont fait défaut pour moins que ça.

Nous ne pouvons plus continuer ainsi sur la pente de dépenses publiques incontrôlées. Tout économiste sait ce qu'il adviendra en cas de crise de la dette : soit le pays fera défaut, soit l'État saisira l'épargne privée. Rappelons ce qui s'est produit à Chypre en 2012 à l'occasion de la crise grecque : l'une des conséquences de cette crise a été la spoliation des épargnants, en particulier ceux ayant des dépôts supérieurs à 100 000 euros. Les banques chypriotes, lourdement exposées à la dette

[67] Une pyramide (ou chaîne, ou système) de Ponzi est une fraude qui consiste à proposer à des investisseurs de placer leur argent à des taux très rémunérateurs, ces rémunérations étant payées par de nouveaux investisseurs qui viennent apporter leur argent, alléchés par de tels rendements. Ce genre de dispositif explose lorsqu'il n'y a plus assez de nouveaux investisseurs pour payer les rémunérations des investisseurs déjà présents.

grecque, ont été frappées de plein fouet. Pour éviter la faillite, le gouvernement chypriote a accepté un plan de sauvetage de l'Union européenne et du FMI, exigeant en contrepartie la mise en place d'une taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires. Les épargnants possédant plus de 100 000 euros se sont ainsi vu prélever une partie de leurs économies, certains perdant jusqu'à 60% de leurs dépôts. Si la France en arrive à une telle situation faute de pouvoir faire face à ses échéances, l'appauvrissement sera général.

L'endettement de l'État a été indolore ces dernières années, ce que nous devons à l'action irresponsable des banques centrales des pays occidentaux, dont la Banque Centrale Européenne, qui ont maintenu les taux d'intérêt à un niveau artificiellement bas alors que le monde n'était plus en crise. On a ainsi pu voir des États emprunter à des taux d'intérêt négatifs, ce qui ne s'était probablement jamais vu de toute l'histoire de l'humanité : donner de l'argent pour avoir le droit de prêter est un contresens absolu sur le plan économique, car l'argent que vous avez aujourd'hui vaut toujours mieux que l'argent qu'on vous rendra demain « peut-être ».

Les immenses liquidités déversées par les banques centrales ont conduit à dissimuler les déséquilibres sous-jacents qui ne cessaient pourtant de croître. Le retour de l'inflation, qui découle logiquement de cette politique déraisonnable, a mené à une politique monétaire plus restrictive, et donc un resserrement du crédit. C'est-à-dire que les agents économiques ont plus de mal à trouver de l'argent pour se financer. Dans un tel contexte, les déséquilibres budgétaires français conduisent l'État à ponctionner massivement un marché du crédit en plein rétrécissement, ce qui engendre un effet d'éviction au détriment des agents économiques privés. Les entreprises petites et moyennes le constatent compte tous les jours. Cette politique contribuera à accroître les difficultés des entreprises alors que notre pays doit se réindustrialiser.

Quant à ceux qui prônent l'annulation de la dette, ce sont des irresponsables, dénués de lucidité, de courage et d'honneur. Les titres de la dette publique sont en partie détenus par des institutions françaises, principalement des compagnies d'assurances ou des

banques, qui ne peuvent pas perdre leur patrimoine sans créer un risque financier systémique majeur, et par des investisseurs étrangers qui nous feraient payer cher, et durablement, une telle aventure. Il n'y a plus désormais qu'une seule issue à nos déséquilibres : dégager des budgets excédentaires, ou a minima équilibrés, seule solution pour refinancer notre stock de dette existant sans l'accroître.

En parallèle, nous devons réduire la part de notre dette détenue par des mains étrangères pour la ramener dans des mains françaises, de façon à ne pas courir le risque d'aliéner notre indépendance nationale. Rappelons la célèbre phrase de John Adams[68] : « Il y a deux manières de conquérir et d'asservir une nation, l'une est par les armes, l'autre est par la dette ». Nous ne pouvons pas permettre que notre pays devienne un jour asservi à ses créanciers internationaux. Il est donc de notre devoir de préserver notre souveraineté économique.

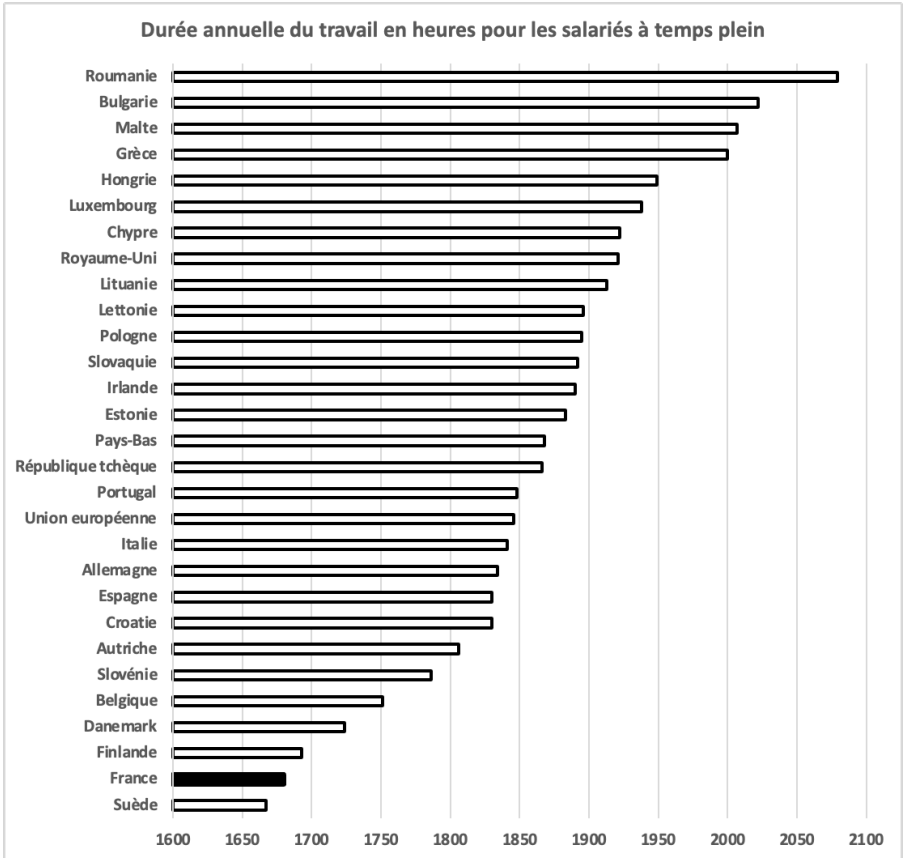
Dégager des excédents budgétaires peut sembler une tâche insurmontable dans un pays accoutumé à une dépense publique euphorisante. Mais c'est possible. Pour y parvenir, il faut devenir économe et redonner à l'État le sens de l'efficacité. **La réduction des déficits ne se fera pas sans douleur**. Il faudra couper de nombreuses dépenses plus ou moins utiles, il y aura des perdants parmi tous ceux qui s'accrochent à la mamelle publique.

Cependant, tout l'argent économisé sera alors disponible pour l'économie réelle, celle qui produit de véritables richesses, en particulier pour notre industrie et notre agriculture et non pour produire cette richesse virtuelle financée par de la dette. La société devra s'unir pour faire face à cette évolution, mais cela aura des conséquences positives : baisse des taux d'intérêts, regain de confiance des acteurs économiques. Pour atteindre ces objectifs, il faut dynamiser le secteur privé, qui doit prendre le relais pour être en mesure de créer de véritables richesses. Il est de notre devoir de travailler ensemble pour rétablir notre prospérité économique.

[68] Deuxième président des États-Unis, de 1797 à 1801.

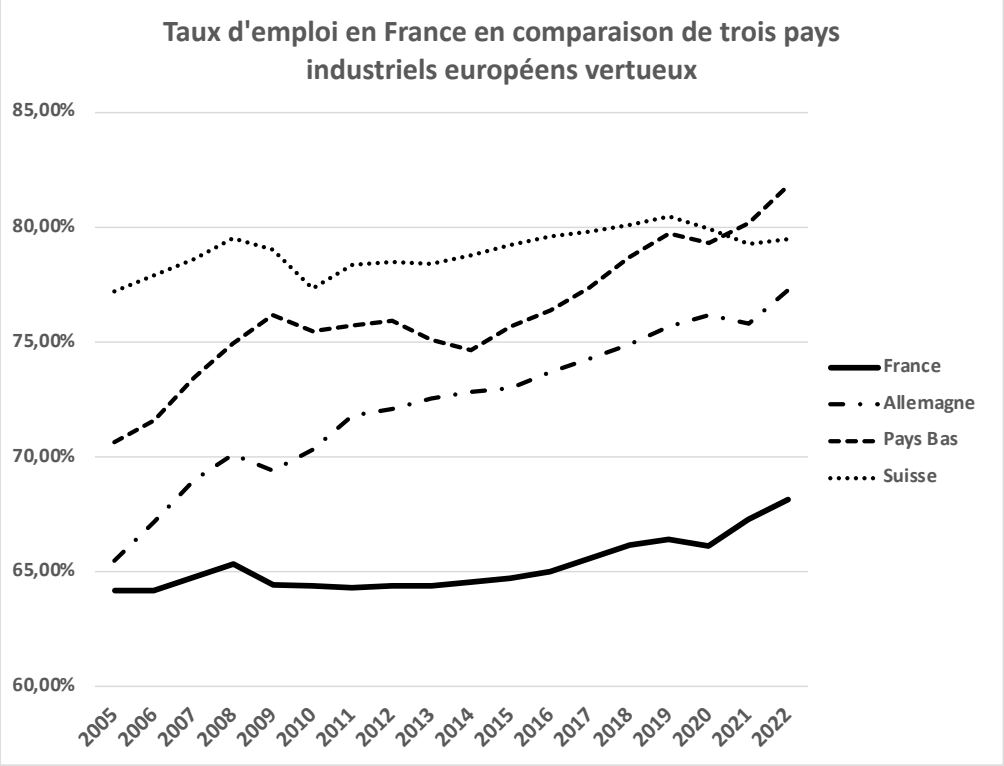
Faire revenir une plus large fraction de la population vers la vie active et augmenter la durée globale du travail

La désindustrialisation française, la paupérisation d'une part croissante de notre population et le déclin de notre pays relativement à certains de nos voisins ne viennent pas de nulle part. Cette évolution prend partiellement sa source dans une quantité de travail fournie par l'ensemble de la population active qui est insuffisante. Cette insuffisance est pour une petite partie liée au nombre d'heures effectuées par ceux qui travaillent : les salariés français à temps plein travaillent en moyenne 1 680 heures par an, ce qui est proche de la durée du travail des pays scandinaves, mais nettement plus bas que des pays industriels avancés comme la Suisse, l'Allemagne ou les Pays-Bas :



Source : Eurostat, enquêtes forces de travail

L’écart avec deux pays industriels performants, l’Allemagne et les Pays-Bas, est respectivement d’une insuffisance d’heures travaillées de 8,4 % par rapport au premier et 10,1 % par rapport au second. On pourrait penser que cet écart est dû à la productivité exceptionnelle des salariés français, mais il n’en est rien. Notre désindustrialisation et le creusement de nos déficits extérieurs sont là pour contredire cette vision.
En plus d’un temps de travail trop bas, la France souffre également d’un taux d’emploi trop faible par rapport aux autres pays : là où le taux d’emploi de pays industriels européens performants comme la Suisse, l’Allemagne ou les Pays-Bas se situe aux alentours de 80 %, le taux d’emploi en France n’est que de 68 % :



Source : OCDE

La situation française s’améliore légèrement depuis quelques années, mais notre pays n’a pas fait les efforts de retour à l’emploi réalisés dans ces pays. Les lois Hartz, entre 2003 et 2005, ont permis de rétablir la situation en Allemagne. Nous en sommes très loin. Les pays industriels qui pilotent leur emploi avec rigueur se trouvent désormais dans une situation bien plus saine : dette extérieure plus faible, déficits extérieurs

inexistants. Ils nous montrent la voie à suivre, difficile certes, mais nécessaire.
Notre pays a fait de bien mauvais choix depuis plusieurs décennies : retraite à soixante ans en 1981, 35 heures en 2000, alors que notre outil industriel était fragile. Nous en payons aujourd'hui le prix. Pour retrouver notre dynamisme économique et industriel, il n'y aura pas d'autre choix que de travailler plus. Cela implique de travailler plus d'heures dans l'année et tout au long de la vie, mais aussi de faire revenir les inactifs vers le travail. Cela ne sera possible qu'en conditionnant les aides à l'acceptation de formations et prise d'emplois disponibles, mais aussi à la libération du marché du travail comme il est proposé dans ce manifeste. Nul doute que de grandes résistances se manifesteront contre une telle évolution qui sera perçue comme un retour en arrière. Les gauchistes de tous poils verront là la mainmise du « grand capital » sur la politique économique, alors qu'il ne s'agit que de retrouver notre compétitivité perdue. Mais les protestations seront inutiles : nous n'aurons bientôt plus le choix : notre dette est devenue insoutenable et notre dépendance vis-à-vis de l'étranger de plus en plus préoccupante. Il faut accepter les efforts quand ils deviennent nécessaires.

Viser une justice sociale transparente et exigeante

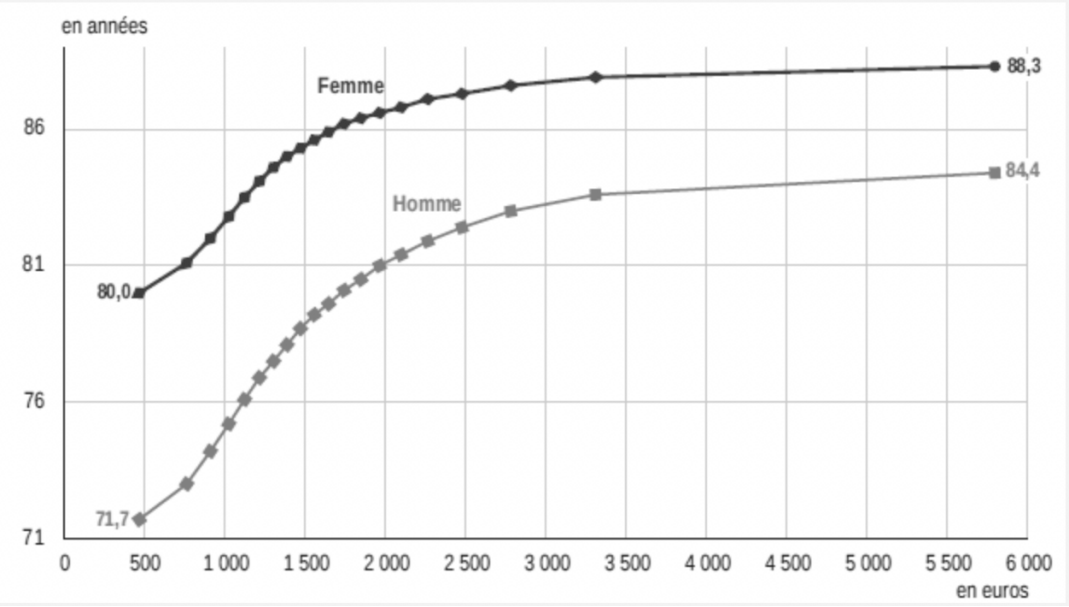
Si le capitalisme permet de mobiliser « l'égoïsme créateur », comme je le développerai un peu plus loin, on doit néanmoins en corriger les défauts systémiques.
La logique du capitalisme pousse à une concentration des richesses. En dehors de toute considération strictement morale, une telle concentration n'est pas optimale pour la société, car elle introduit des déséquilibres qui sont autant de raisons de nourrir des frictions ou même des ruptures sociétales.
La logique du capitalisme n'est pas altruiste. Il convient donc que la société corrige cette logique en rééquilibrant l'allocation des ressources, principalement au bénéfice des plus faibles mais aussi au bénéfice du capitalisme lui-même. Les possédants sont facilement aveuglés par la cupidité, ils ne voient pas qu'ils creusent leur propre tombe en ne

contribuant pas à l'amélioration de la situation matérielle des plus faibles.

Nier que l'inégalité des richesses a un impact négatif sur la société est une attitude classique des penseurs ultra-libéraux, partisans d'un laisser-faire qui, à l'extrême, est une loi de la jungle. C'est refuser de regarder la réalité en face.

Il y a d'abord l'impact des revenus, qui eux-mêmes conditionnent les conditions de vie. En quoi l'inégalité sociale fait-elle subir un dommage non seulement aux individus les plus faibles, mais à la société tout entière ? Les statistiques de l'INSEE nous apportent un élément de réponse concernant l'espérance de vie :

Espérance de vie à la naissance par sexe et niveau de vie mensuel en France[69]



Notre société ne devrait pas tolérer qu'un écart de dix années d'espérance de vie sépare les 10 % les plus riches des 10 % les plus pauvres. La dégradation de l'espérance de vie aux États-Unis, pays où règne bien plus qu'ici le chacun pour soi, doit aussi nous alerter sur les effets pervers d'une organisation trop individualiste de la société. Nous vivons dans des sociétés globalement prospères, avec une espérance de

[69] https://www.insee.fr/fr/statistiques/3319895#:~:text=Autour%20de%202%20000%20euros,2%20500%20euros%20par%20mois.

vie moyenne qui n'a cessé d'augmenter grâce aux progrès de la médecine et au développement économique.
Nos sociétés seront menacées de désagrégation si nous tolérons trop de distorsions. La France est moins inégalitaire que d'autres pays, mais des inégalités dommageables subsistent et elles ont des répercussions graves comme le montre le graphique ci-dessus. Elles se traduisent par des souffrances individuelles, et elles portent aussi atteinte à l'évolution nécessaire de notre société, avec en premier lieu un accès très inégalitaire à l'instruction publique.
Je l'ai constaté là où j'ai enseigné : je me suis occupé de jeunes qui ont été délaissés par le système depuis au moins l'école primaire, et pour lesquels rien n'a été fait pour les ramener vers un parcours de qualité. L'ascenseur social, qui a longtemps été efficace – et dont j'ai bénéficié – est en panne alors que le discours est de plus en plus « social ».
La société française ne doit plus fermer les yeux et se satisfaire de voir ces jeunes devenir la chair à canon d'une économie qui place le gain à court terme avant le bien-être de tous.
La question de la justice sociale est un chantier à rouvrir, non parce que rien n'existe, nous détenons même le record des transferts sociaux, mais parce que les mécanismes en place ne produisent pas les résultats escomptés : opacité, injustice dans l'allocation des moyens, injustice dans l'accès aux services publics et dégradation de ceux-ci, sentiment de déclassement qui se généralise, récompense du désœuvrement.
Nous devons rouvrir ce chantier pour apporter à tous des perspectives et des conditions de vie décentes, tout en faisant preuve de plus d'exigence. Remettons en route des services publics qui fonctionnent efficacement au bénéfice de tous, évaluons-en objectivement le coût et l'efficacité. Supprimons les guichets d'aides divers et variés, et mettons en place un dispositif unique, simple, qui ne tienne compte de manière transparente que de la situation de chaque famille ou de chaque individu.
Mettons enfin sur la place publique la question des prélèvements obligatoires sociaux pour déterminer ce que les Français sont prêts à arbitrer entre leur protection sociale et autres dépenses collectivisées, et leurs revenus nets, j'y reviendrai dans la suite de ce chapitre.

C’est un chantier d’une grande ampleur qui doit être mené très en amont, en remettant à plat ce qui existe et en imaginant un dispositif nouveau et simplifié. Il y aura des perdants, principalement les profiteurs du système, et des gagnants, ceux qui ne savent pas en maîtriser les complexités. Ce chantier doit permettre de résoudre certaines absurdités qui veulent par exemple que celui ou celle qui ne travaille pas peut dans certains cas disposer de revenus supérieurs à ceux d’un travailleur qui se situe en bas de l’échelle des salaires.
En contrepartie de l’effort que la collectivité doit consentir pour les moins armés, nous devons mettre un terme définitif aux aides ou rémunérations sans contrepartie. Si toute peine mérite salaire, tout salaire doit aussi mériter sa peine. Il est nécessaire de mettre fin à un système qui permet à certaines personnes de ne pas travailler ou même de cumuler des aides avec un travail non déclaré, effectué au détriment des autres travailleurs mais aussi de l'État, qui doit collecter impôts et taxes.
Peu importe ce qu’on demandera à celui ou celle qui reçoit des aides ; il doit y avoir en face de tout revenu une contribution en nature correctement proportionnée. Cette contribution peut être pour partie l’obligation de se former à des métiers nécessaires et mal pourvus. Ceux qui s'indignent de cette idée sont des hypocrites ou des démagogues : les citoyens de ce pays qui se donnent du mal en travaillant ne doivent plus voir d'autres bénéficier du système sans contribuer à leur juste part à l'effort collectif. Cela évitera certains comportements parasitaires comme on peut en observer trop fréquemment.
La mise en œuvre de ce principe n’est pas exempte de difficultés pratiques. C’est pourtant une nécessité pour, là aussi, retrouver une forme d’harmonie dans la société. Cela n’exempte pas d’apporter à ceux qui sont « en panne » professionnellement les moyens de retrouver une place dans le système productif. C’est un complément qui est même utile en réinsérant dans une activité concrète.
Voilà un lourd chantier qui doit être mûrement pensé et défini, mais qui est une nécessité et qui doit faire partie intégrante d’un juste modèle de redistribution.

Le lecteur comprendra que je suis vigoureusement hostile à toute forme de « revenu universel » sans contrepartie. Le revenu doit rester lié au travail. C'est d'ailleurs pour cette raison que les rentiers et les héritiers doivent être plus lourdement taxés, nous y reviendrons.

Engager un débat sur le juste équilibre entre revenus nets disponibles et revenus socialisés, et sur les conséquences du déclin de la croissance

Notre société s'est dotée d'un système de redistribution des richesses qui, en grande partie, est piloté par des organismes publics ou collectifs qui gèrent des mécanismes d'assurance : Sécurité sociale, UNEDIC, CNAV, etc. Ces mécanismes n'opèrent pas seulement la redistribution des richesses en permettant à tous d'accéder à des services de qualité similaire, ils représentent également des choix arbitraires d'allocation de notre production collective de richesses.

Le salarié n'a pas le choix de cotiser ou non pour les multiples caisses qui gèrent ces dispositifs : c'est une obligation à laquelle il ne peut échapper. Tout salarié français devrait prendre le temps d'analyser sa fiche de paie pour réaliser que seule une petite partie de ce qu'il coûte à son employeur atterrit sur son compte bancaire, le reste partant dans des charges qui financeront des dépenses réelles mais dont il est incapable de mesurer la valeur économique. Cet écart est encore plus visible depuis l'instauration de la retenue à la source. Dans certains cas, le salaire net après tous les prélèvements représente moins d'un tiers du coût du salarié pour l'employeur !

En France, de nombreux services sont pris en charge par la collectivité : santé, éducation, vieillesse... D'autres pays, comme les États-Unis, ont fait des choix différents, avec une marchandisation d'une partie de ces services qui sont ainsi des services consommés, les consommateurs faisant des arbitrages entre leurs différentes dépenses.

Derrière tous les mécanismes qu'un pays met en place, se dissimule un choix d'organisation de la société entre deux situations extrêmes :

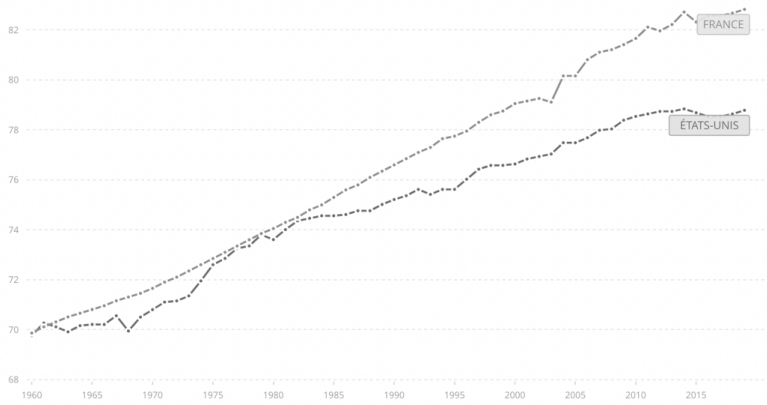
- A un extrême du spectre, un modèle de société où le travailleur recevrait l'intégralité de ce qu'il coûte à son employeur. Il recevrait également ce que la société déciderait de lui allouer pour

compenser les trop grandes inégalités de revenus (redistribution). Dans ce schéma, il gèrerait lui-même ses mécanismes de protection (santé, vieillesse, chômage, etc.). C'est un modèle de société dans laquelle l'individu est jugé assez responsable et éclairé pour fixer lui-même les limites de sa consommation par rapport à ce qu'il doit allouer à sa protection, c'est-à-dire au coût de ses assurances. Singapour, société pourtant riche et harmonieuse, constitue un bon exemple de ce type de modèle ;

- A l'autre extrême, une société où l'État gèrerait le porte-monnaie de chaque citoyen, ce qui est une tentation inévitable de toutes les bureaucraties, surtout quand elles ont été marquées par des décennies d'idéal socialiste ou communiste comme en France. On a là un modèle de société où l'individu n'est pas estimé suffisamment responsable pour effectuer seul l'allocation de ses ressources.

La France s'est positionnée comme toutes les sociétés entre ces deux extrêmes mais en tirant vers le second, notamment au travers de prélèvements obligatoires à un niveau nettement plus élevé que la majeure partie des pays développés. Les élites françaises pensent que les Français ne sont pas assez grands pour évaluer eux-mêmes comment ils doivent gérer leur porte-monnaie.

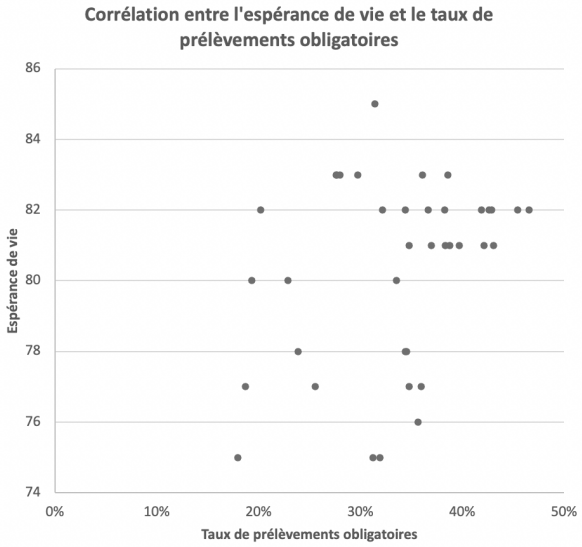
Pour défendre le modèle français, on compare souvent notre situation à celle des États-Unis, justement, pays où la santé est essentiellement régie par des mécanismes de marché : l'espérance de vie aux États-Unis a décroché par rapport à la France depuis le début des années quatre-vingt :



Évolution de l'espérance de vie à la naissance - Source : Banque Mondiale[70]

Beaucoup lient cette divergence à la nature des modèles mis en œuvre par chacun des deux pays en matière de dépenses socialisées, et donc de prélèvements obligatoires. C'est un argument souvent invoqué pour affirmer la supériorité du modèle « collectiviste » français face au libéralisme économique américain.

Un examen plus exhaustif sur l'ensemble des pays de l'OCDE conduit pourtant à un constat plus nuancé. J'ai ainsi positionné sur un graphique les 38 pays composant l'OCDE selon les deux critères du taux de prélèvements obligatoires et de l'espérance de vie pour chacun de ces pays (Données Banque Mondiale & OCDE) :



[70] https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.LE00.IN?end=2019&locations=US-FR&most_recent_value_desc=false&start=1960&view=chart

Il n'existe pas de lien aussi étroit qu'on pourrait le penser entre le niveau de prélèvements obligatoires, et donc le niveau de socialisation des revenus, et l'espérance de vie. L'Irlande, avec un taux de prélèvements bas, bénéficie de la même espérance de vie que la France dont le taux de prélèvements est plus du double.

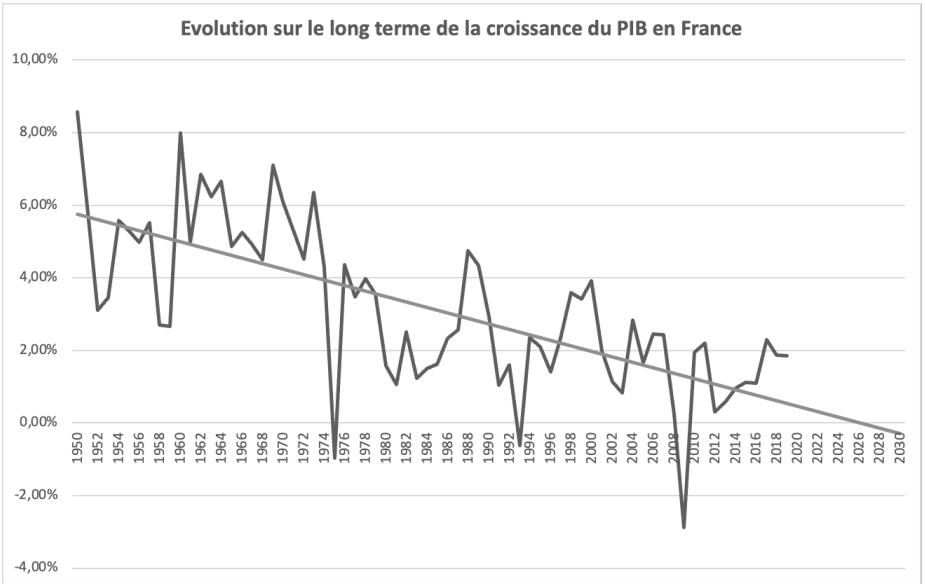
Il ne s'agit pas de trancher ici sur la question de l'opportunité de socialiser les revenus, mais plutôt de la nécessité de mieux informer les Français pour leur laisser la possibilité de trancher en toute connaissance de cause. Un « New Deal » social doit ainsi être clairement proposé aux citoyens :

- Quel est le « bon » niveau de redistribution des richesses ;
- Quelle part l'État, ou les divers organismes collectifs, doivent-ils prendre dans la gestion des mécanismes de protection, et quelle part doit être gérée par les citoyens eux-mêmes comme c'est le cas dans beaucoup de pays ;
- Quelle part des revenus doit être consacrée à des mécanismes assurantiels sans que les citoyens puissent s'y opposer et de quelle part les citoyens devraient-ils disposer à leur gré.

Traiter cette question devient d'autant plus nécessaire que la croissance économique ne cesse de décroître depuis plusieurs décennies, étouffée par un État et ses appendices qui captent une part croissante de la création de richesse. Le schéma d'organisation de la redistribution des richesses a joué un rôle très positif en France tant que la croissance économique était au rendez-vous : en créant des richesses excédentaires, la croissance économique permettait de consacrer une partie des nouvelles richesses créées aux dépenses socialisées, à commencer par nos systèmes de retraites, de santé et de protection contre le chômage, sans que les Français aient le sentiment de s'appauvrir. L'argent alloué à ces dépenses ne venait alors pas entamer le revenu net disponible des ménages.

La France a pu s'enorgueillir de son modèle qui fonctionnait effectivement à merveille et qui permettait aux Français de vivre dans une certaine quiétude parce que la société dans son ensemble

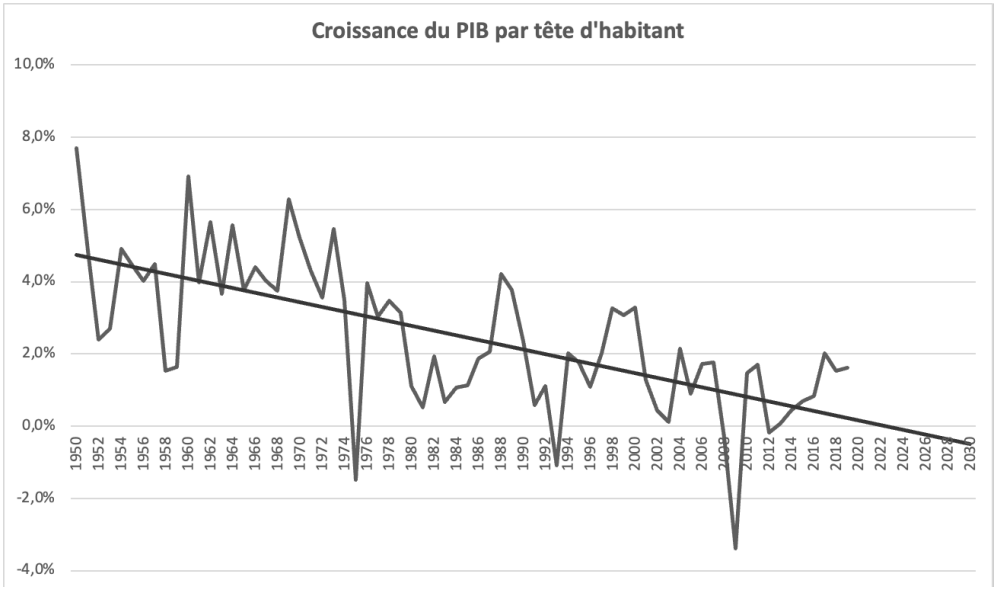
s'enrichissait, et pouvait donc sans difficulté se montrer généreuse avec les plus faibles (les personnes âgées, les malades, les sans-emploi…). La situation a changé depuis les deux premiers chocs pétroliers, avec une croissance qui ne cesse de régresser, et qui se rapproche de zéro si on la considère par habitant, ce qui est en réalité la seule grandeur pertinente. La croissance est restée en moyenne positive décennie après décennie, mais en baisse régulière avec une tendance qui tombe à zéro autour de 2027[71] :



Source : INSEE

Durant cette période, la population n'a cependant cessé d'augmenter, principalement du fait des flux d'immigration, et donc la croissance du PIB par habitant a baissé encore plus rapidement que la croissance globale. Corrigé de cet effet de population, l'évolution de la croissance nous amène plus rapidement vers une stagnation structurelle, voire une décroissance à partir de 2023-2024. Nous sommes donc proches d'une inversion historique :

[71] Dans les deux graphiques ci-dessous, on n'a pas pris compte les années 2020 et 2021, trop anormales en raison de la crise sanitaire. Toutefois, l'auteur a effectué le même travail en tenant compte des années 2020, 2021 ? 2022 et 2023. **Le graphique conduit à exactement la même conclusion : la droite de régression linéaire du taux de croissance tend dans les deux cas vers zéro aux mêmes dates**.



Ce qui doit nous alerter est que **le résidu de croissance dont nous avons bénéficié depuis une grosse décennie n'a été obtenu qu'en contrepartie d'un accroissement extravagant de notre dette publique**. Nous avons fabriqué de la croissance à crédit fondée sur la consommation là où nous avons laissé notre industrie péricliter, ce qui a artificiellement masqué un manque de croissance économique sous-jacente. Les politiciens ont privilégié la consommation à l'investissement productif. Or nous sommes parvenus au sommet de nos capacités d'endettement dans un monde globalement saturé par la dette, ce dont témoigne la hausse générale des taux d'intérêt. Le modèle arrive à épuisement : il faut accepter de regarder les choses en face et considérer qu'il est urgent de changer de modèle.

Cette évolution doit aussi nous alerter sur le risque social qui lui est lié. Pendant longtemps, les frictions sociales se résolvaient grâce à la croissance : le surplus de richesse engendré par la croissance permettait d'accroître la redistribution obtenue par les conquêtes sociales. Dès lors que la croissance disparaît, les relations sociales deviennent ce que les mathématiciens et les économistes appellent un jeu à somme nulle : celui qui gagne le fait au détriment d'un autre qui est perdant.

Cette situation n'est pas tenable et débouchera tôt ou tard sur une guerre civile si la société ne prend pas le problème à bras-le-corps de manière à s'adapter. Les inégalités sociales restent tolérables lorsque tout le monde conserve un espoir de progression, même si la progression est inégalitaire[72] ; elles deviennent insupportables quand cela se traduit par l'appauvrissement d'une partie importante de la population. C'est ce à quoi on assiste avec le phénomène de « smicardisation », terme barbare pour exprimer le fait qu'une partie croissante de la population voit sa situation dégradée au point que ses revenus rejoignent le plancher formé par le SMIC[73].

Ce que les peuples peuvent supporter durant les périodes de crise, souvent marquées par des épisodes temporaires de décroissance économique, ils ne sauraient l'accepter durablement. En cas de décroissance, par exemple si le coût des matières premières devient excessif, le jeu est alors à somme négative, ce qui est la meilleure recette pour les plus violentes disruptions sociales : voilà une raison de plus pour que la représentation nationale se fasse au plus près du peuple, contrairement à aujourd'hui.

Le peuple devra impérativement dire son mot sur la meilleure façon, de son point de vue, de traiter les conséquences d'éventuelles phases de décroissance, le sujet le plus crucial étant celui des services socialisés, dont le coût en croissance régulière vient amputer le revenu net des ménages.

Le risque que le revenu net disponible d'une partie des Français baisse dans le futur de façon plus sévère que durant les dix dernières années est important. Nous pourrions être victimes d'un « effet de ciseau » sur les revenus nets disponibles, susceptible d'engendrer un sentiment de déclassement brutal chez une grande fraction de la population, avec des réactions de révoltes spontanées, comme celle des gilets jaunes en 2019.

[72] C'est le cas de beaucoup de pays asiatiques où les inégalités sont bien plus importantes qu'en France, mais où la croissance économique permet à tous d'espérer un avenir meilleur.

[73] https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/01/22/en-france-la-grande-smicardisation_6212182_3234.html

D’un côté, la « consommation socialisée », c’est-à-dire ce que nous consommons implicitement et qui est pris en charge par l’État et par les organismes sociaux, à commencer par la santé et les retraites, va coûter de plus en plus cher, en raison d’un déséquilibre croissant de la pyramide des âges et parce que les Français ne souhaitent pas renoncer, même partiellement, aux avantages que ces dispositifs leur apportent.
De l’autre côté, les revenus issus de la production risquent de baisser ou, au mieux, de stagner, sauf à redynamiser notre tissu économique. Notre société ne pourra plus faire face aux besoins engendrés par le vieillissement, car plus de personnes âgées impliquent un coût croissant qui doit être assumé par la société : coût des retraites, coûts liés au système de santé et coûts liés à la dépendance du fait de la croissance rapide de la population des plus de quatre-vingt-dix ans. Il y a peu de gains de productivité à attendre à court terme de ce côté, le poids de ces dépenses ne peut qu’augmenter avec le temps.
Si les coûts sociaux augmentent et que le PIB par habitant stagne ou ne croit que faiblement, cela signifie que le revenu net des ménages baissera – sauf à s’endetter plus, solution employée depuis plusieurs décennies mais qui arrive à son épuisement.
Notre société est comme un paquebot lancé à pleine vitesse dans une logique de prise en charge collective dont le coût est croissant alors que notre capacité à créer des richesses est faible. C’est une équation mortelle.
L’effet de ciseau est fatal : le poids économique du vieillissement vient réduire d’autant les revenus dont les citoyens peuvent disposer selon leur gré pour leurs consommations « libres » : logement, nourriture, vêtement, équipement de la maison, loisirs, etc. Dans le système français, la situation sera pire, car une plus grande partie du PIB est collectivisée au détriment des revenus nets.
Le système est d’autant plus vicieux qui exerce un poids plus important sur les plus jeunes qui n’ont par définition pas de patrimoine : la paupérisation de la jeunesse l’incite à ne pas faire d’enfants, ce qui accroitra à terme le déséquilibre démographique et donc les déséquilibres financiers.

Un individu ne sait pas valoriser les services collectivisés car ceux-ci n'ont pas de « prix » apparent, alors qu'il sait facilement valoriser ce qui parvient en argent sonnant et trébuchant jusqu'à son compte bancaire.
Les Français, voyant décroître leurs revenus libres, se sentiront frappés par un sentiment de déclassement économique, avec une peur du lendemain entretenant un cercle vicieux : la baisse des revenus net accroît la crainte de l'avenir, la crainte conduit les jeunes déjà appauvris à ne plus faire d'enfants, la baisse de la natalité accélère le vieillissement, qui à son tour annihile les capacités à produire. La situation du Japon nous donne une idée de la menace qui pèse sur notre société si nous ne faisons rien.
Dans un contexte de moindre croissance économique, les Français doivent désormais regarder les choses en face : le pays n'a plus les moyens, sans changer les règles du jeu, de financer un système qui pèse de plus en plus sur les dépenses privées. Seul deux paramètres peuvent permettre de renverser la situation : augmenter le temps de travail, et réformer l'économie pour garantir le retour à une meilleure croissance économique. Pour conserver le même niveau de vie dans un univers où la population vieillit et où la productivité baisse (en particulier du fait du coût de l'énergie, ingrédient essentiel de la productivité), il faudra travailler plus.
Ces paramètres, nous aurions déjà dû y travailler depuis plusieurs années. Notre désindustrialisation au cours des vingt dernières années est directement liée au maintien d'un niveau de vie élevé alors que les coûts sociaux ne cessaient d'augmenter, et que l'on travaillait moins avec la mise en œuvre de la semaine de 35 heures - tout cela dans un contexte où nous partagions une monnaie commune avec des nations plus disciplinées. L'euro a dissimulé nos déséquilibres qui se lisent pourtant dans la dette publique. Mais désormais, le roi est nu : nos déficits dans tous les domaines le prouvent quand notre capacité à nous endetter atteint ses limites.
Je souhaite alerter le lecteur : il ne s'agit pas pour moi de remettre en cause la nécessité de redistribuer les richesses, dont je persiste à penser qu'il s'agit d'un impératif, surtout en période de réduction de la

croissance. Mais **il faut mettre fin au sentiment général de gratuité des services collectivisés**. Le coût de notre système de santé n'est pas couvert par miracle et prendre sa retraite à 60, 62 ou 65 ans ou même plus ne doit pas être un « droit », mais la résultante d'un équilibre économique et démographique qui évolue de façon dynamique.
Par ailleurs, nous ne pouvons plus laisser notre économie se saborder avec des régulations de plus en plus invraisemblables et des surcoûts trop importants, qui bloquent toute croissance.
Nous vivons depuis des décennies de manière parfaitement insouciante dans une « économie de cliquets » (les fameux « acquis sociaux »), car ces mécanismes ne vont jamais que dans une seule direction : à chaque fois on ajoute un avantage social et on s'imagine que c'est irréversible. Nous avons vécu avec le sentiment que le monde n'allait que dans une seule direction, celui d'une aisance matérielle et d'un confort accrus, et donc que ce qui était acquis le serait pour toujours. Malheureusement, un retour en arrière peut s'avérer nécessaire lorsque les conditions changent, et c'est ce qui nous arrive à la fois avec le vieillissement de la population et la baisse tendancielle de la croissance économique. Il n'est pas nécessaire d'être un apôtre de la « décroissance » pour constater que la croissance s'érode et que la population vieillit, et en tirer les conclusions.
Ce n'est pas un mystère non plus que les prélèvements obligatoires et la façon dont ils sont structurés viennent renchérir le coût du travail. C'est un autre moyen de dire que nous vivons globalement au-dessus de nos moyens. Le problème est aussi que pèse sur les actifs un poids d'autant plus lourd que la proportion des inactifs va augmenter avec la baisse de la natalité. Il suffit de regarder des pays qui sont en avance de phase sur nous, comme le Japon, pour réaliser ce qui nous attend : une société où la retraite a été reculée à 65 ans mais où les plus de 65 ans travaillent encore majoritairement, où les jeunes doivent travailler durement, où la croissance s'est effondrée et un pays dont la monnaie a perdu son attractivité. Le Japon est moins compétitif et doit s'incliner devant des

nations asiatiques plus jeunes, qui sont elles-mêmes condamnées à connaître les mêmes difficultés à moyen terme[74].

Le débat sur les retraites est miné en France depuis des décennies parce qu'à aucun moment, les politiques n'ont clairement expliqué aux Français que le monde est en train de changer, que notre pays vieillit et qu'il n'est plus au sommet de l'économie mondiale. Avec le renchérissement tendanciel des matières premières, dont nous sommes à peu près totalement dépourvus, et la nécessité pour notre pays de revenir dans la course industrielle, il ne sera plus possible de masquer très longtemps nos faiblesses.

Tant que les politiques voudront caresser les électeurs dans le sens du poil en vue de prochaines échéances électorales, les problèmes ne seront pas traités. Cela ne rend pas service au peuple dans son ensemble. Je rappellerai cette phrase attribuée à l'économiste américain Thomas Sowell : « *Quand vous voulez aider le peuple, vous lui dites la vérité. Quand vous voulez vous rendre service à vous-même, vous lui dites ce qu'il a envie d'entendre*[75] ». Voilà exactement ce que font nos politiciens depuis des décennies.

Ce qu'il faut craindre par dessus tout, c'est que ce soit au pied du mur que nous ayons à faire collectivement des choix, par exemple si le pays fait défaut sur sa dette et que nos créanciers internationaux ne nous laissent plus d'autre choix que de nous réformer « à la hache ». D'autres pays en sont passés par là. **Nous ne sommes pas à l'abri**.

J'ajoute que la baisse continue du taux de croissance de l'économie nous conduit à une situation dangereuse si les taux d'intérêt restent stimulés par une inflation liée au prix des matières premières, car en période de plus faible croissance, les projets industriels ou agricoles nécessitant des financements ne pourront plus apporter les rentabilités qu'on pouvait espérer il y a plusieurs décennies.

[74] La Corée avec une natalité parmi les plus basses du monde, ou bien la Chine qui est appelée à connaître les mêmes difficultés, mais à un degré moindre et plus tard car sa population reste encore jeune.

[75] « When you want to help people, you tell them the truth. When you want to help yourself, you tell them what they want to hear ».

Si, à l'inverse, nos économies déprimées voyaient l'inflation baisser durablement, des taux intérêt bas auraient pour contrepartie des valeurs d'actifs élevées, comme on l'a vu durant la décennie qui vient de se terminer. Dans un contexte où la création de valeur s'amoindrit, des actifs trop coûteux, tout particulièrement l'immobilier, risquent de rester inaccessibles aux nouveaux venus, à commencer par les jeunes dont les revenus ne permettront pas de couvrir les coûts d'acquisition. Cela créera une situation intenable sur le plan des patrimoines, avec des déséquilibres qui ont déjà eu tendance à s'accentuer durant la période 1985-2022 du fait d'une baisse régulière et durable des taux d'intérêt. Une telle évolution milite pour une meilleure répartition des patrimoines au travers de la taxation des héritages, car le mérite individuel permettra encore moins qu'avant d'accéder à la fortune, ou au moins à un certain niveau de patrimoine.
Depuis des années, les politiciens font miroiter l'illusion d'un prochain retour à la croissance économique, qui permettrait par miracle de réduire le sous-emploi, mais aussi de garantir la progression du niveau de vie. Ils ont entretenu cette illusion sans changer de modèle et en endettant le pays. Plus les années passent, plus cette promesse montre ce qu'elle est réellement : un mirage qui s'éloigne au même rythme que le temps qui passe. Les gouvernements français, et occidentaux en général, ont maladroitement tenté de créer une croissance artificielle financée à crédit, mais c'est une fausse croissance. On ne s'enrichit pas en empruntant ce que l'on consomme. On peut certes espérer favoriser le développement de nos entreprises et leur dynamisme par des mesures telles que celles présentées par la suite, ce qui peut apporter un surplus de croissance, mais ne rêvons pas, nous ne retrouverons pas la croissance des « Trente Glorieuses ». Nous n'avons pas un pays à reconstruire dans un contexte de forte natalité.

Reconstruire une économie puissante, ce n'est peut-être pas atteindre une croissance à plus de 5%, mais c'est au moins préserver notre indépendance et notre capacité à financer ce qui garantira notre protection collective pour assurer à tous des conditions de vie décentes.

Il est urgent d'ouvrir un grand débat national sur le changement de paradigme économique auquel nous faisons face, et sur les conséquences que cette situation doit avoir sur l'organisation de nos mécanismes collectifs de solidarité. Ne pas le faire consiste à faire l'autruche en laissant rouler une boule qui ne cesse de grossir et dont l'explosion n'en sera que plus dévastatrice. Il faut court-circuiter les postures partisanes et organiser le débat en dehors des cercles politiciens, car les partis ne viseront toujours que la prochaine élection, et non l'intérêt collectif. Une fois encore, le débat doit impliquer la société directement.

Stimuler les ressorts du capitalisme mais en contrôler les déviances

Nous ne devons pas renoncer à l'idée de retrouver une forme de croissance économique. Mais elle ne reviendra pas par miracle.

En France, une culture s'est développée qui va à l'encontre des intérêts économiques du pays. L'entreprise y est souvent perçue de manière négative : on apprécie l'entrepreneur lorsqu'il est débutant (la fable de la "start-up") et si possible avec peu de salariés, mais on le critique dès que ses affaires prennent de l'importance. L'affaire qui décolle est alors assimilée aux entreprises du CAC40, à commencer par les salariés eux-mêmes.

Nous sommes les victimes d'un héritage qui mêle une culture religieuse dans laquelle l'argent est honteux, et les principes de la doctrine communiste du XXe siècle qui voit dans le patron un exploiteur du peuple.

Le capitalisme a certainement des travers, mais c'est ce système économique qui a permis de réduire l'esclavage, de libérer la femme, de mettre un terme au labeur de force qui conduisait des enfants et des hommes à mourir jeunes. Les contempteurs du capitalisme oublient toujours que tous les essais de propriété collective du capital ont abouti à l'échec. Ils devraient mieux s'informer, par exemple sur la situation

agraire en Chine et la manière dont le « Pacte de Xiaogang[76] » a permis de réformer l'agriculture et mettre fin à la famine résultant des imbécilités communistes, tout simplement en mettant fin *de facto* sinon *de jure* à la gestion collective des terres.

Les pays qui ont réussi économiquement ne mettent pas de barrières à la réussite individuelle. Aux États-Unis et dans de nombreux pays asiatiques, la réussite de l'entreprise est une valeur positive qui contribue à leur dynamisme économique. Le paradoxe est que lorsque Deng Xiaoping lançait le développement économique de la Chine en déclarant au peuple chinois : " il est bon de s'enrichir", il faisait écho à la célèbre phrase de Guizot "Éclairez-vous, enrichissez-vous, améliorez la condition morale et matérielle de notre France".

Français, avez-vous donc oublié les recommandations de Guizot ?

Pour renforcer notre économie et ainsi garantir notre indépendance, il est vital de changer la perception négative des Français envers les entreprises et envers le profit. Le profit : mot tabou ! Un tel objectif ne peut être atteint qu'en alignant les intérêts des employés et de leur entreprise d'une part, et ceux des citoyens et de toutes les entreprises d'autre part. Actuellement, ces intérêts ne coïncident pas. Les Français ont l'impression que les avantages accordés aux entreprises leur sont retirés.

Il est crucial de comprendre que les entreprises sont les piliers de notre société. Ce sont, elles et elles seulement, grâce à leurs salariés et leurs dirigeants, qui créent la richesse qui finance l'État et les services publics. Sans elles, pas de salaires, pas d'impôts, pas de fonctionnaires, pas de services publics. Le Duc de Sully rappelait dans ses mémoires : « *Le labourage et le pâturage sont les deux mamelles dont la France est alimentée et les vraies mines et trésors du Pérou »* ; dans notre monde moderne ce sont les entreprises qui sont les mamelles de la France. Nous devons favoriser leur développement, car c'est la seule voie pour être collectivement prospères. Nous devons ranimer l'esprit de Guizot pour atteindre cet objectif. Qu'il n'y ait aucune ambigüité : cela n'exclut

[76] Par exemple : https://blog.francetvinfo.fr/classe-eco/2014/09/21/le-pacte-de-xiaogang.html

aucunement la possibilité ni **la nécessité d'organiser une redistribution des richesses, qui est un sujet d'une nature totalement différente qui ne devrait pas concerner les entreprises, mais les citoyens seulement**.
La question principale qui divise les opinions sur l'économie est la vision que chacun a de l'organisation capitaliste de la production. Il est temps de mettre fin aux illusions de ceux qui croient pouvoir se passer de ce système qui a créé tant de richesses et qui a participé activement à l'éradication de la misère dans les pays qui l'ont laissé s'épanouir. Il est temps de reconnaître que c'est la seule voie pour assurer la prospérité de notre nation. Il est également temps de tordre une fois pour toutes le cou aux lubies idéologiques d'un autre temps.
Le développement économique repose sur une dynamique de sentiments humains. Personne n'est ni entièrement égoïste, ni entièrement altruiste, et les individus qui prétendent le contraire sont soit des cyniques, soit des idéologues hypocrites, soit des naïfs. Il y a au fond de chacun d'entre nous une part d'égoïsme, et c'est ce sentiment que le capitalisme exalte pour faire jaillir la création de valeur. Il est important de comprendre cette réalité pour mieux comprendre les moteurs de l'économie. Notre monde n'est ni un enfer où chacun est prêt à tout sacrifier pour gagner un peu d'argent, ni un paradis où tous les individus sont généreux, prêts à partager et à travailler dur pour le bien de tous. Sans être totalement individualistes, les êtres humains resteront encore, pour un long moment, guidés par leurs intérêts privés au moins autant que par l'intérêt collectif, le collectif se réduisant souvent à l'entourage direct, garant d'une forme de sécurité individuelle, donc égoïste.
La puissance du capitalisme réside dans sa capacité à canaliser l'égoïsme naturel des hommes pour le convertir en une force créatrice au bénéfice de tous. Il incite ceux qui désirent s'élever au-dessus de leur condition à prendre des risques, à travailler dur et à ne pas compter leurs heures dans l'espoir d'un succès qui leur apportera des récompenses.
Bien entendu, l'espérance de gain n'est pas le seul moteur de la création et du développement d'une entreprise. Réduire l'esprit d'entreprise à de la cupidité est un contresens. Il y a bien d'autres satisfactions à voir

grandir son entreprise : satisfaction de voir son travail produire des résultats, sentiment de participer à une aventure humaine, reconnaissance sociale... Mais le profit est le moteur de la croissance de l'entreprise : c'est en gagnant de l'argent qu'elle peut investir, et surtout qu'elle peut également prendre à nouveau des risques et défricher des terres inconnues. Sans prise de risque, et sans profit, il n'est pas de succès possible. L'argent gagné, le profit, est le carburant qui permet de nourrir la concrétisation d'un rêve entrepreneurial et l'essor d'un projet. Sans profit, la prise de risque signe une mort économique presque certaine.

Toutes les expériences d'économies où l'espérance de gain est oblitérée ont conduit à des échecs. Je l'ai observé moi-même de près en Union Soviétique lors de stages linguistiques dans les années soixante-dix, puis en Chine, au Viêt Nam ou à Cuba dans le monde professionnel au début des années quatre-vingt-dix. La raison est simple : notre monde n'est pas parfait et les êtres humains ne sont pas naturellement des bienfaiteurs de l'humanité. Pour maintenir une économie prospère, il faut alimenter la soif individuelle de vivre mieux. Les régimes inspirés par le socialisme ont échoué dans leur mission car ils ont sous-estimé la nature humaine, qui pousse chacun, individuellement, à demander plus pour lui et les siens. Dans les régimes socialistes, ceux qui réussissent sont souvent des profiteurs qui utilisent une position de pouvoir pour obtenir des avantages personnels au détriment du reste de la société : ce n'est pas une dynamique créatrice, mais captatrice. L'échec de ces expériences a causé une grande déception pour tous ceux qui y avaient placé leurs espoirs, et on a peine à croire qu'il reste encore aujourd'hui tant de personnes pour croire à la pertinence de ce genre de modèle.

Croire que ses désirs sont des réalités ne mène en fin de compte qu'à la déception. Pour l'instant, le développement économique et le progrès technique n'ont pas de moteur plus efficace que la motivation des individus et des organisations pour une perspective de gain.

De même, la concurrence reste un des principaux moteurs pour inciter les entreprises à donner le meilleur d'elles-mêmes. Avec la concurrence, il n'y a pas seulement l'espoir de gain, mais aussi la peur de perdre, voire

de tout perdre. Comme chef d'entreprise, j'en ai fait l'expérience : il y a peu de moteurs plus efficaces qu'un concurrent qui vous pousse à rester vigilant et à viser l'excellence pour vous et votre organisation.
Il faut donc tordre le cou aux idées naïves selon lesquelles l'État, ou je ne sais quelle organisation sociale miraculeuse, saurait mieux faire que des entreprises plongées dans un univers concurrentiel, qui se battent pour gagner. L'État doit certainement travailler à énoncer des priorités stratégiques à long terme pour le pays et faire en sorte que les entreprises soient incitées à les prendre en compte. Mais il ne doit pas aller beaucoup plus loin que cela. C'est déjà beaucoup[77].
Bien des pays, comme la France des années soixante ou comme de nombreux pays asiatiques, ont progressé ainsi avec succès. L'État doit assumer cette fonction grâce à une planification stratégique. Pour servir au mieux les intérêts publics, il nous faut une juste articulation entre d'un côté une vision à long terme et une politique sociale pilotée par l'État, et de l'autre des intérêts privés par nature égoïstes qui déploient leurs talents en étant stimulés par la concurrence.
Cela ne signifie pas que toute organisation doive être mise en concurrence : les services publics régaliens assument bien entendu seuls leur fonction spécifique qui est unique et donc « monopolistique » par nature. C'est en ce sens que la privatisation des services régaliens doit être proscrite, et que celle-ci n'intervient en général que lorsque les politiciens ont renoncé, par manque de courage, à piloter leurs organisations avec rigueur et efficacité.
Pour mitiger mon commentaire sur le rôle bénéfique de la concurrence, certains secteurs de la vie économique commerciale répondent à des logiques qui ne font pas bon ménage avec une concurrence ouverte telle qu'elle est possible dans bien des domaines. Le secteur de l'électricité en est un exemple, qui a conduit les autorités des différents pays européens à mettre en place, pour des raisons purement idéologiques, un dispositif dont la stupidité laisse pantois toute personne connaissant

[77] On mettra bien entendu à part certaines activités économiques pour lesquelles la présence de l'État peut être nécessaire : activités de nature monopolistique, ou d'infrastructures exigeant des investissements dont le retour ne peut être obtenu qu'à très long terme.

les problématiques de ce secteur, dont les déterminants sont très particuliers. C'est l'intelligence et l'examen approfondi des problèmes qui doivent en la matière guider la décision, et non l'idéologie. Malheureusement, pour ce qui est des politiques publiques, les décisions sont faussées par les postures politiciennes et les relents d'idéologies mal digérées. Il faut au contraire des analyses non biaisées et un processus de décision qui place la rationalité avant les passions politiciennes et les religions économiques.

Restaurer plus encore les marges des entreprises industrielles et agricoles et, en contrepartie, taxer plus fortement le capital, les dividendes et les successions

On ne peut espérer développer une industrie performante et une économie florissante sans des entreprises qui parviennent à dégager des profits pour les réinvestir. Si le coût du travail joue un rôle dans la délocalisation de certaines industries, il ne suffit pas à l'expliquer en totalité.

D'autres pays européens, comme la Suisse, malgré des coûts salariaux élevés, parviennent à maintenir une industrie prospère. La réussite de celle-ci repose sur la capacité à investir et à se développer avec des perspectives de rentabilité concrètes.

Une des clés est de restaurer les marges des entreprises industrielles. Cela exige une action sur plusieurs plans :

- Orienter les jeunes vers des formations qui sont nécessaires aux entreprises industrielles : informaticiens, électroniciens, mécaniciens, etc. Les formations doivent également être de qualité pour que les entreprises n'aient à refaire le travail comme c'est malheureusement trop souvent le cas.
- Réduire les coûts salariaux, notamment les charges sociales, pour les entreprises industrielles qui soutiennent notre commerce extérieur. Il est préférable d'avoir des charges moins élevées payées par des entreprises industrielles prospères, plutôt que des charges élevées payées par des entreprises en difficulté. Nous ne devons pas accepter les diktats de l'Union européenne en la

matière. Nous avons suffisamment laissé dépérir notre appareil de production.

- Supprimer tous les impôts liés à la production industrielle. Certains gouvernements ont fait des pas dans cette direction, comme la suppression partielle de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises). Il faut traquer toutes les taxes résiduelles qui pourraient encore exister et qui pénalisent la production, d'autant plus que leur suppression simplifiera la vie des entreprises… et de l'administration fiscale. Rappelons que la France reste championne des impôts de production, comme cela a été démontré par le cabinet Mazars dans son étude « Baromètre européen des impôts de production 2023 » commandée par l'Institut Montaigne[78].
- Réduire encore l'impôt sur les bénéfices pour l'industrie : nous devons favoriser les entreprises rentables, capables de se financer et de se développer.
- Apporter des financements spécifiques bonifiés à des industries nécessaires à notre indépendance nationale.

Mais il ne saurait être permis que ces avantages ne bénéficient qu'aux seuls actionnaires des entreprises concernées. Nous devons veiller à ce qu'ils soient contrebalancés par des mesures qui rétablissent l'équilibre entre les intérêts des salariés, des citoyens et des actionnaires, de sorte à créer un cercle vertueux.

La contrepartie de ces avantages réside donc dans une augmentation des impôts sur les revenus des actionnaires, afin de compenser les efforts consentis par le pays en faveur du développement de leurs entreprises. Les actionnaires doivent se rappeler qu'il est de leur devoir de privilégier la croissance de leurs entreprises plutôt que de chercher à en tirer un profit de façon trop rapide.

La « flat tax » sur les plus-values et les dividendes est dans son principe un impôt bien conçu. En contrepartie d'une politique de restauration des marges, le taux de 30 % devrait être augmenté, cette augmentation

[78] https://www.institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/Barometre-europeen-des-impots-de-production-2023-seconde-edition.pdf

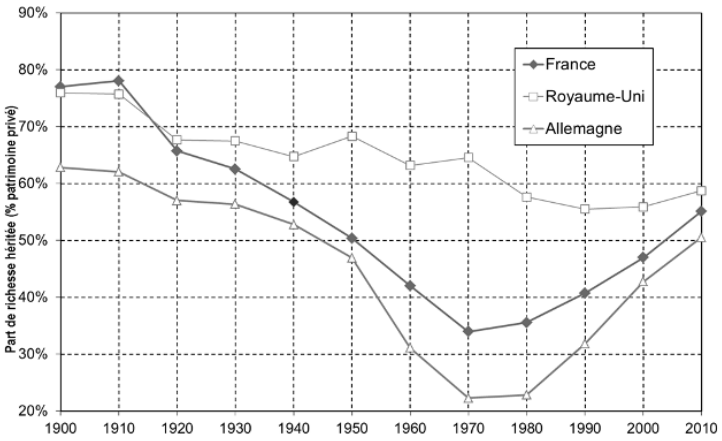
servant à financer un fonds d'abondement pour tous les travailleurs du pays. Nous devons retrouver un consensus en faveur de nos entreprises, et le meilleur moyen est que les Français participent collectivement (et non pas seulement au niveau de chaque entreprise) aux résultats des entreprises du pays. Il est de la responsabilité de la nation tout entière de se mobiliser, et non pas seulement de quelques tribus d'entreprises agissant chacune pour son propre compte.

Cela ne signifie pas que l'on doive exclure la participation des salariés à la réussite des entreprises ; il est même important d'encourager des mécanismes associant les salariés aux résultats de leur entreprise.

Réexaminons également la question des successions avec sérieux et courage. Nous devrions collectivement respecter un principe qui exige que chacun doit forger sa propre vie et construire sa propre fortune. N'est-il pas moralement contestable qu'une personne qui n'a pas les qualités requises se retrouve à la tête d'une importante fortune héritée de ses parents ou même de ses ancêtres, alors que d'autres, méritants, doivent se contenter de vivre dans des conditions difficiles ?

Aucune morale raisonnable ne peut se satisfaire d'une telle situation.

L'héritage est une forme de survivance de nos instincts animaux (l'instinct de protection de ses petits), mais si nous restons bien des animaux, nous sommes plus que cela. Il est temps que notre société réfléchisse sérieusement à cette problématique de l'héritage, car elle soulève des questions fondamentales sur notre condition d'êtres humains. Cela sera d'autant plus important que les perspectives de croissance économique, et donc d'opportunités ouvertes pour s'enrichir, vont aller en s'atténuant. Et l'on voit que l'héritage redevient la composante majeure du patrimoine des Français :



Source : Banque de France citant Alvaredo, Garbinti et Piketty[79]

Désormais, les Français sont riches de ce qu'ils ont hérité plus que de ce qu'ils ont accumulé par leur travail ou leur talent.

La société a partiellement pris en compte cette question dans sa fiscalité des successions, en établissant une franchise d'impôts pour les tranches les plus basses, et une imposition croissante pour les tranches supérieures. Cependant, il existe trop de dispositifs permettant d'échapper à l'impôt sur les successions. Il est temps de mettre fin à cette injustice et de revenir à des règles plus équitables pour tous. Les successions doivent donc être adéquatement taxées dès que les montants deviennent importants. Il est compréhensible que des personnes ayant consacré leur vie entière à travailler durement, en se privant, souhaitent léguer à leurs enfants le fruit de leur labeur. Du moins, cela pouvait se comprendre il y a plusieurs décennies lorsque l'espérance de vie était plus basse. Mais la situation a changé, car avec le vieillissement de la population, les Français héritent de plus en plus tard, souvent après 50 ans : a-t-on besoin d'un capital de départ à 50 ans ?

Il est acceptable que la taxation sur les biens transmis soit nulle en dessous d'une certaine valeur et que l'État ne prélève pas de taxes dans ce cas. Mais pour les héritages qui excèdent certains seuils, il est justifié que l'État prélève une part plus importante, c'est d'ailleurs sur ce

[79] https://blocnotesdeleco.banque-france.fr/billet-de-blog/quel-est-le-poids-de-lheritage-dans-le-patrimoine-total

principe que la fiscalité des successions a été initialement conçue, le taux d'imposition devant croître avec le niveau de fortune transmise. Une taxation forte des héritages importants est d'autant plus justifiée qu'avec l'allongement de l'espérance de vie, on hérite de plus en plus tardivement, à un moment où on a déjà fait une bonne partie de sa vie, les successions ne sont plus le moyen pour les jeunes de se lancer dans la vie. En France, 0,1 % des héritiers reçoivent en moyenne 13 millions d'euros, un montant important qui justifierait un niveau de taxation plus élevé qu'aujourd'hui. Le sujet est complexe, il s'agit de ne pas non plus décourager les citoyens de constituer un capital à transmettre. Il faut également éviter que les successions ne conduisent les héritiers à vendre des entreprises familiales de manière absurde, simplement pour être en mesure de payer leurs impôts. Il serait possible d'imaginer des solutions à cet égard, comme différer l'impôt sur une très longue durée, transformer l'État en créancier ou en actionnaire sans droits de vote et tenu à la patience.

Rééquilibrer le droit du travail

La réforme du droit du travail est l'une des questions les plus délicates, auxquelles les responsables politiques n'ont jamais le courage de s'attaquer sérieusement car de telles réformes sont très impopulaires. Emmanuel Macron a apporté des modifications mineures au régime des licenciements, en plafonnant des indemnités de licenciement qui restent néanmoins à un niveau ridiculement élevé dès lors qu'un salarié bénéficie d'une importante ancienneté, avec des possibilités de s'affranchir des plafonds par divers artifices juridiques. A l'occasion de cette réforme, et pour donner des gages aux syndicats, le même gouvernement instaurait de nouvelles dispositions bureaucratiques allant à l'encontre du bon fonctionnement des entreprises (tel le CSE – Comité Social et Économique – pour les entreprises de plus de 10 salariés), ce qui en dit long sur l'incapacité des politiciens à affronter les problèmes avec courage. La promesse d'Emmanuel Macron de simplifier le Code du Travail a conduit à une réforme qui n'a pas changé grand-

chose, le Code a même pris des dizaines, voire centaines de pages en plus.
Le principal problème soulevé par le droit social français, outre son étonnante complexité, est le déséquilibre qu'il instaure entre les entreprises et les salariés, en particulier en cas de rupture du contrat de travail.
Les salariés ont ainsi la possibilité de mettre fin au contrat à leur convenance en respectant un préavis légal ou contractuel, pas toujours respecté par eux, sans que les employeurs aient le moindre recours. À l'inverse, les employeurs doivent surmonter une série d'obstacles pour mettre fin au contrat de travail.
En tant qu'entrepreneur, j'ai eu la chance de collaborer avec de nombreux salariés passionnés par leur mission, qui se souciaient de l'entreprise et de leurs collègues, et qui, lorsque leur avenir divergeait de celui de l'entreprise, le plus souvent du fait de leur décision, veillaient à ce que leur préavis soit utilisé pour assurer une transition en douceur pour la communauté à laquelle ils avaient participé. J'ai ainsi perdu des collaborateurs talentueux, dont le dévouement envers l'entreprise était inchangé après plus d'une décennie et qui étaient même prêts à donner des coups de main une fois partis. En dépit de leur loyauté, je ne les ai pas découragés de quitter l'entreprise, même si cela suscitait des difficultés à court terme. Cela pourra paraître paradoxal à beaucoup, mais ma façon de penser est qu'on ne devrait pas, en tant que salarié, être lié trop longtemps à la même entreprise. La vie est trop courte pour cela et rester trop longtemps « dans le même bain » retire aux individus leur capacité à s'adapter à de nouvelles situations. On le voit avec les politiciens professionnels… Je conserverai néanmoins toujours en mémoire la loyauté de ces partenaires de travail qui furent de précieux co-équipiers, quels que fut leur fonction dans l'entreprise ; l'inconvénient de les voir partir a été largement compensé par la satisfaction de les voir progresser professionnellement ailleurs.
Cependant, malheureusement, j'ai également rencontré un certain nombre, pour ne pas dire un nombre certain, de salariés qui "ralentissaient" durant leur préavis, ou même, dans certains cas,

devenaient des salariés fantômes sur lesquels personne dans l'entreprise ne pouvait plus compter, notamment leurs collègues les plus proches. Or dans le droit français, et de façon pratique, l'entreprise ne peut faire autre chose que se résigner à subir la situation si un salarié démissionnaire ne se montre pas animé par une bonne éthique professionnelle.

Il y a aussi ceux qui se mettent dans la situation de se faire licencier : un travail en sous-régime, de la mauvaise volonté, et l'entreprise se voit contrainte de licencier l'indélicat qui pourra ainsi bénéficier de l'assurance chômage, ou de se mettre d'accord avec lui pour une « rupture conventionnelle ». Je ne connais pas d'entrepreneurs qui n'aient pas été confrontés à ce genre de situation. L'entreprise n'a aucun moyen de sanctionner de tels comportements autrement que par un licenciement plus ou moins coûteux. Elle est impuissante. Il faut cesser l'hypocrisie : certains contraignent *de facto* l'entreprise à les licencier, pour aller toucher le chômage quelque temps avant de se remettre sur le marché du travail.

La relation contractuelle n'est pas symétrique : si l'entreprise a besoin de licencier un ou plusieurs salariés, les obstacles se dressent : procédures lourdes, coûteuses et longues pour des licenciements collectifs, difficultés multiples et risques élevés de litige en cas de licenciement individuel.

J'ai vécu et travaillé il y a plus d'une vingtaine d'années dans un pays, Singapour, où les règles étaient à l'époque très simples[80] : chaque partie au contrat de travail - le salarié comme l'entreprise - avaient des droits analogues en matière de rupture du contrat. Dans l'entreprise que je dirigeais, la règle était simple : chacune des parties pouvait mettre fin au contrat en respectant un préavis de quinze jours, une durée extrêmement courte. Seuls les personnels "clés" pouvaient le cas échéant être soumis à des contrats de travail spécifiques avec des préavis plus longs, mais néanmoins symétriques et sans les risques de litige que nous connaissons en France. On pourrait penser que cette

[80] Je n'ai pas suivi leur évolution depuis cette date.

règle est très défavorable pour les salariés, mais beaucoup oublient qu'elle l'est tout autant pour les entreprises : perdre un collaborateur qui a été formé et qui a acquis de l'expérience représente pour une entreprise un risque important de désorganisation et une perte de connaissances et d'expertise. Le résultat du système que j'ai connu à Singapour est que chacun fait attention à l'autre : le salarié joue pour la collectivité réunie au sein de l'entreprise et évite de devenir un problème, quand l'entreprise fait attention à traiter correctement ses salariés pour ne pas les voir partir. Le climat social en était bien meilleur, avec un respect mutuel qui était souvent la règle.

Le droit social en vigueur en France est le résultat d'une série de réformes qui ont pu apparaître à une époque comme des "conquêtes sociales", attachées à une vision de l'entreprise considérée comme un endroit symbolique où on martyrise les salariés. En réalité, c'est un système aux effets vicieux qui nuit à tous. Il nuit bien évidemment à l'entreprise confrontée à des contraintes coûteuses et rigides, mais il nuit aussi aux salariés eux-mêmes, confrontés à un marché du travail rendu beaucoup moins fluide. Dans les pays où le droit du travail laisse les parties au contrat libres et responsables, le marché du travail fonctionne mieux ; les entreprises ne craignent pas d'embaucher car elles savent qu'en cas de complications, elles peuvent débaucher. Les salariés, de leur côté, n'ont pas la hantise du licenciement vécu, comme un traumatisme en France, car ils savent que le marché du travail est ouvert.

En France, que survienne un problème comme un retournement de marché, et l'affaire peut tourner à la catastrophe. Les salariés croient bénéficier d'un système protecteur, mais en réalité, ils en subissent les conséquences négatives car les rigidités du marché de l'emploi les désavantagent en dissuadant les employeurs de les embaucher en cas de perte d'emploi. Sur le plan personnel, la rigidité du marché du travail engendre un stress supplémentaire en cas de perte d'emploi. Je constate que les employés en France sont plus stressés que dans d'autres pays, en raison de l'impact indirect de notre droit social qui se veut protecteur, mais qui induit une peur du lendemain : la psychologie humaine a ses

raisons que la raison ignore. Le droit du travail français illustre une fois de plus que l'enfer est pavé de bonnes intentions.

J'ajouterai que ces dispositifs instillent une relation conflictuelle structurelle entre salariés et employeurs : les premiers sont toujours dans la crainte que l'employeur cherche à détourner la logique du système[81], quand beaucoup d'entreprises voient dans leurs salariés une sorte de « passif social », comme une épée de Damoclès qui menace le bon équilibre de l'entreprise en cas de difficultés. Qu'on ne s'étonne pas, dans ces conditions, que nous ayons progressivement perdu des pans entiers de notre industrie : associées aux distorsions de compétitivité qui se sont progressivement accrues après la création de l'euro, les rigidités des lois sociales sont autant de raisons d'altérer la compétitivité de l'industrie.

Dans l'une des sociétés de mon groupe, je m'étais retrouvé face à une situation exemplaire des problèmes soulevés par le droit français. Cette filiale opérait dans un marché en régression et de plus en plus concurrentiel. La société enchaînait des pertes élevées et devenait un poids pour l'ensemble du groupe, au point d'en menacer la stabilité. Une réorganisation était nécessaire mais le coût d'un plan de réduction des effectifs dans les conditions très onéreuses de notre droit social ne pouvait pas être financé par le groupe. Alors que dans un pays comme Singapour, la restructuration aurait pu être conduite rapidement et efficacement, la société sortant très vite la tête de l'eau, je n'ai pas eu d'autre alternative que de placer cette filiale en redressement judiciaire et de fermer un des deux départements de l'entreprise. Une telle situation est traumatisante pour tout le monde : salariés licenciés, clients déçus, fournisseurs impayés et évidemment créanciers, sans parler de l'équipe dirigeante qui vit cela comme un éprouvant échec personnel. Le pilotage de ce redressement judiciaire a duré presque dix-huit mois, altérant les finances et le bon fonctionnement de l'entreprise

[81] Par exemple en invoquant une faute professionnelle, qu'elle soit grave ou lourde, ce qui donne lieu à moins d'indemnités, et représente donc un coût moindre pour l'entreprise. Et par rétroaction, les conseils juridiques ont pris l'habitude de contester systématiquement les licenciements pour faute, même quand elles sont bien réelles, ce qui conduit à des litiges qui ne devraient jamais exister.

et donc amplifiant les restructurations à mener. La société es finalement sortie de la procédure de redressement judiciaire, moyennant un coût social et financier élevé et une amputation de l'activité plus importante que ce qui aurait été possible. Une restructuration rapide et peu coûteuse lui aurait permis de se remettre plus rapidement sur pieds et aurait minimisé l'impact social et financier. Tous les acteurs ont perdu, y compris l'État et les caisses sociales qui ont dû faire face à des impayés.
Un tel raisonnement est incompris en France, car tout le monde semble considérer comme normal le déséquilibre entre l'entreprise et les salariés. Nous héritons d'une culture de lutte des classes manichéenne qui a corrompu les esprits au point de faire perdre toute capacité à regarder la question avec objectivité. Il s'agit d'une faiblesse structurelle qu'il faut traiter avec détermination. Il est bien évidemment nécessaire d'apporter aux salariés qui perdent leur emploi une protection temporaire qui leur évite de traverser des difficultés économiques, comme cela est possible avec l'assurance chômage[82]. Mais c'est à l'ensemble de la société de supporter cet effort, pas aux entreprises qui doivent nourrir notre économie.
Le système actuel agit comme un frein à l'emploi et à la croissance économique. En tant que chef d'entreprise, je peux affirmer que sans les restrictions imposées par le Code du Travail, j'aurais embauché davantage, même si à d'autres moments j'aurais été conduit à débaucher parce que c'était la chose à faire pour éviter des difficultés. Les sommes dépensées en « restructurations » par les entreprises pourraient être mieux employées à investir pour leur développement : encore un arbitrage de la société française pour le présent contre l'avenir, pour la consommation contre l'investissement.
La France entretient un chômage structurel de l'ordre de 20 % de la population active, disséminés dans les différentes catégories de chômeurs – l'État étant devenu maître pour dissimuler le sous-emploi –

[82] La réforme de l'assurance chômage visant à réduire les droits des chômeurs est donc de mon point de vue une erreur : c'est le droit du travail qu'il fallait réformer pour redynamiser le marché de l'emploi, avant de revoir les conditions des indemnités de chômage. Encore une fois, les politiciens ne s'attaquent pas aux vrais problèmes.

et ce depuis bien trop longtemps [83] . Cela engendre des coûts gigantesques tant sur le plan humain que financier pour la collectivité et explique en partie nos déficits. On en sortirait en apportant de la souplesse au marché du travail. Lorsque François Mitterrand déclarait en 1993 que "on a tout été essayé" pour lutter contre le chômage, c'était une déclaration indécente qui occultait le refus de changer les absurdités de notre droit social.

Apporter de la sécurité aux emplois ultra précaires

Notre société laisse coexister sur le marché du travail de grandes inégalités de statut professionnel : des fonctionnaires qui bénéficient d'un emploi à vie, des employés de grandes entreprises protégés de facto par des procédures de licenciement coûteuses et dissuasives, des employés de PME plus exposés aux licenciements mais bénéficiant cependant des protections liées à l'assurance chômage, et enfin, des travailleurs précarisés vulnérables et peu protégés, qu'on pourrait décrire comme un nouveau "lumpenprolétariat", pour reprendre une terminologie marxiste.

Les contraintes délirantes imposées par notre droit du travail ont pour conséquence paradoxale la migration d'une partie de l'économie vers des formes d'emploi qui ne garantissent plus aucune sécurité aux travailleurs : auto-entrepreneurs, artisans, livreurs pour les plateformes, conducteurs VTC, etc. Ces emplois ne sont pas couverts par des protections sociales adéquates, ce qui constitue une profonde injustice. La société a laissé se développer ces emplois, principalement dans le secteur des services, pour contourner les contraintes imposées par notre Code du Travail, et permettre à l'économie de "respirer" et de fonctionner correctement, au lieu de s'attaquer au véritable problème.

Notre société accepte facilement cette évolution, qui convient à une grande majorité de citoyens bénéficiant d'emplois correctement protégés. Les syndicats se désintéressent de ces travailleurs qui sont par

[83] Les « bons chiffres du chômage » présentés fréquemment par les différents gouvernements sont souvent de la prestidigitation, les données étant artificiellement altérées moyennant l'accélération des radiations de chômeurs et le transfert entre différentes catégories de chômeurs.

nature disséminés et volatils, difficiles à coordonner, dont les moyens de pression sont faibles et qui sont souvent peu instruits. Ils ne peuvent pas paralyser la société française comme les conducteurs de transports publics. Ils subissent donc une double injustice : un traitement injuste et une incapacité à défendre leurs intérêts. Au fond, nous vivons dans une société où la majorité s'accommode de la précarité d'une minorité.

Quelles sont les protections de ces travailleurs précaires en cas de coup dur ? Qui veille à ce qu'ils ne vivent pas constamment dans l'angoisse d'un déclassement encore plus grand ? Que deviendront-ils lorsqu'ils vieilliront, qui prendra soin d'eux ? Une véritable réforme du Code du Travail apportant la fluidité qui lui manque au marché du travail est la seule manière d'éliminer les causes qui poussent les particuliers, les entreprises ou les administrations à se placer hors des règles de droit commun pour exploiter dans des conditions sociales injustes une main d'œuvre souvent jeune et peu formée[84].

La contrepartie d'une réforme du droit du travail est de ne plus tolérer l'exploitation de la précarité. Le salaire à la tâche ou à la course, sans engagement ni protection, ne doit plus être toléré sans que les personnels engagés bénéficient de la protection de la collectivité.

Il faut un juste rééquilibrage entre certains salariés vivant dans une sorte de forteresse, et d'autres devant vivre constamment sous la menace des contingences. D'aucuns affirmeront que notre système juridique n'est pas en cause et qu'il suffirait de contraindre tout employeur à se plier au cadre rigide du Code du Travail. C'est ignorer que les postes précaires ont été créés précisément parce que le Code du Travail n'est plus adapté aux besoins d'aujourd'hui et qu'il doit être changé.

[84] Et peut-être bientôt une main d'œuvre au contraire âgée et dont les retraites vont fondre avec l'appauvrissement du pays lié à la dette.

Chapitre 9

Mettre fin à la culture de l'hyperprotection et redonner le goût du risque

"*Il y a bien des manières de ne pas réussir, mais la plus sûre est de ne jamais prendre de risques*." – Benjamin Franklin

Les générations qui ont précédé les grandes réformes sociales du XXème siècle ont traversé des temps difficiles, où elles étaient exposées à des risques existentiels tels que les accidents, les maladies, les guerres, la vieillesse et le chômage. Elles n'avaient pas de filets de sécurité pour les protéger, et elles n'avaient généralement pas de réserve financière pour les aider à traverser des périodes difficiles. Certes, les microsociétés locales pratiquaient des formes de solidarité plus informelles qui se sont aujourd'hui en grande partie évanouies, mais elles n'avaient pas toujours les moyens de le faire efficacement ou systématiquement, notamment dans des périodes de crises extrêmes : famines, épidémies, guerres. La charité était une autre des solutions, mais très incertaine et certainement très injuste.
Notre société a effectué un progrès majeur et appréciable en mettant en place des dispositifs assurantiels qui évitent aux individus et aux familles d'être entraînés dans de véritables chaos personnels. Assurances privées (logement, automobile…), Sécurité sociale, assurance chômage, assurance vieillesse, tout cela a été rendu possible grâce aux surplus de production qui excédaient les besoins strictement essentiels comme l'alimentation, le logement ou les vêtements. Les sociétés développées ont pu organiser des mécanismes de cotisation pour financer des régimes d'assurance parce que la société s'est mise à produire suffisamment de richesses pour couvrir ces risques, nous l'avons vu au chapitre précédent. Beaucoup de pays sont encore loin

d'avoir atteint ce niveau minimal de protection des individus et des familles.
Malheureusement, nos sociétés confondent désormais assurance face à des évènements graves et protection systématique contre toutes les égratignures de la vie. L'assurance devrait être là pour compenser les conséquences négatives d'évènements catastrophiques pouvant remettre en cause l'équilibre d'une existence ou d'un foyer, or nos sociétés proposent aujourd'hui aux citoyens de se protéger contre tous les aléas, même les plus insignifiants. On assure son portable, on assure son animal de compagnie, on assure désormais n'importe quoi tant la notion même de risque a pris une connotation négative. On regarde aussi l'État, surtout en France, comme une mère protectrice qui doit dénouer tous les problèmes individuels et collectifs.
Cette évolution traduit, mais aussi induit, une frilosité générale et une aversion à prendre le moindre risque. Pourtant le dynamisme d'un groupe humain repose sur l'acceptation de cette part risque qui est liée à l'inconnu. Nous sommes entrés dans une culture de la pusillanimité dont il est urgent de ressortir.
Un journaliste américain a souligné cette perversité de l'ultra-sécurité dans le cas de la Tour Eiffel : les Pouvoirs Publics ont réussi à défigurer les accès à ce monument d'exception en dressant des barrières vitrées, donnant l'image d'un pays frileux comme en témoigne le titre même de son article[85] : « La tour Eiffel sécurisée, "l'image d'une France suffoquée, fermée et craintive" ».
Il y a une dizaine d'années, alors que la société que j'avais créée avec mon associé n'en était que ses débuts, nous avions auditionné pour un recrutement un jeune homme tout juste sorti du système scolaire. Nous avions été surpris par l'accent mis par ce jeune homme sur la façon dont l'entreprise allait contribuer à sa future retraite. Nous étions pourtant beaucoup plus âgés que lui, mais animés par la passion de développer cette entreprise. Nous n'avons pas recruté ce candidat jeune par l'âge et déjà trop vieux par sa vision de l'avenir. Je ne peux pas complètement

[85] https://www.courrierinternational.com/article/opinion-la-tour-eiffel-securisee-l-image-d-une-france-suffoquee-fermee-et-craintive?utm_medium=Social&utm_source=Twitter&Echobox=1691941168-1

blâmer ce jeune homme. Tout conditionne les Français à devenir hostiles à la prise de risque. L'idée que nos existences sont soumises au hasard est devenue mentalement intolérable, si bien que le souci de rechercher plus de « protection » est devenu prédominant.

Nos responsables politiques jouent sur ce sentiment collectif et l'entretiennent volontiers en prétendant que leur rôle consisterait à « protéger les Français ». Protéger les Français est devenu le mantra général des politiciens qui tentent d'affirmer ainsi une forme de supériorité paternaliste. Ils commettent une erreur fondamentale en se prévalant ainsi d'un rôle de protecteurs. Cette attitude infantilisante est nuisible car elle engendre une crainte et une réticence croissantes, qui se traduisent par des réflexes conservateurs et une hostilité au changement. Les Français ne devraient pas choisir leurs responsables politiques pour les "protéger", mais pour leur proposer une destination ambitieuse vers laquelle les conduire. Il est temps de mettre fin à cette tendance presque permanente à l'infantilisation des Français.

Il reste encore des jeunes Français qui ont le courage de prendre des risques, comme en témoigne leur envie de créer leur propre entreprise. Mais cela ne suffit pas, car nous assistons en France comme dans la plupart des pays développés à un vieillissement de la population. Il est évident que les sociétés qui vieillissent répugnent à prendre des risques, c'est un réflexe de l'âge bien connu.

Nos vielles nations européennes, qui ont longtemps connu les feux de la guerre, vont bien au-delà d'une prudence souhaitable pour refuser toute forme de risque. Nos peuples se figent dans un conservatisme crispé, dans le refus du changement, car tout changement est porteur d'incertitudes, d'inconnu et donc de "risques". Qu'un incident survienne quelque part en France, et peu après le Législateur s'empare de la question pour édicter une nouvelle loi plus ou moins absurde avec des situations parfois cocasses comme celle récente d'une loi de mars 2024 sur la « discrimination capillaire[86] » … A chaque fois, il s'agit de réduire un peu plus les risques, faisant ainsi enfler un arsenal de

[86] https://www.actu-juridique.fr/social/travail/quand-la-discrimination-capillaire-entend-integrer-le-code-du-travail/

réglementations de plus en plus étouffant qui entrave toute forme de liberté au sein de la société, et qui est souvent inapplicable. L'échelon européen en rajoute pour enserrer nos sociétés dans des contraintes de plus en plus écrasantes.

Le « principe de précaution » est devenu l'alpha et l'oméga des politiques publiques, au point qu'il a été intégré dans notre Constitution pour ce qui concerne l'environnement[87]. La peur du risque est devenue un automatisme chez nos dirigeants, qui se plient aux dogmes de l'hyperprotection et qui finissent par encourager la tendance dangereuse d'une société vieillissante. C'est un refus de la réalité et une fuite devant nos responsabilités.

La peur du risque est également un élément de plus en plus dominant de la société tout entière, quand bien même l'excès de protection produit de façon manifeste des effets pervers au détriment de ceux qui se croient protégés. Deux exemples :

- L'extraordinaire lourdeur des règles sociales, liées au droit du travail de notre pays, contribuent à rigidifier le « marché du travail » et donc à engendrer un stress excessif chez des salariés qui craignent plus que tout de perdre leur emploi et ainsi se retrouver face au mur infranchissable du marché du travail, surtout quand ils sont âgés. Les salariés sont de facto punis par les lois supposées les « protéger » ;
- Les lois qui protègent les locataires conduisent les propriétaires à imposer des conditions draconiennes aux prétendants à la location, qui excluent du marché de la location une partie des candidats. Les logements disponibles se raréfient, les logements vacants deviennent plus nombreux : le taux de vacance des

[87] Article 5 de la Charte pour l'environnement de 2004 : Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.

logements a augmenté durant les vingt dernières années, sauf sur Paris qui connaît une situation de surchauffe immobilière[88].

Plus généralement, l'excès de protection conduit à un réflexe psychologique de passivité et de stress des individus : ceux-ci s'installent dans une posture de crainte de l'avenir, qui peut paraître paradoxale, mais qui semble logique dès lors que **les mécanismes de protection mis en œuvre privent l'individu de sa capacité à faire face à l'adversité de façon autonome et libre. L'excès de protection rend esclave de la peur et nous prive de notre liberté**.

Nous devons combattre cette évolution funeste. Faire face aux conséquences pratiques du vieillissement de la population sera déjà en soi un défi considérable, il serait insensé d'encourager la peur du lendemain chez les plus jeunes. Il suffit de regarder les conséquences désastreuses de cette attitude dans certains pays pour réaliser que si nous ne retrouvons pas le goût du risque, c'est-à-dire la soif de vivre, nous serons menacés d'extinction économique, sociale et culturelle.

La situation du Japon, une fois encore, doit nous donner à réfléchir sur les conséquences du vieillissement. Bien que la diminution de la population en elle-même ne soit pas nécessairement un problème, surtout dans le contexte des préoccupations environnementales, les effets négatifs liés à un vieillissement excessif sont en revanche très sérieux car ce vieillissement crée des déséquilibres auxquels la société s'adapte difficilement. Le Japon s'enfonce dans une véritable léthargie, alors qu'il a développé l'une des plus grandes cultures de ce monde, caractérisée par une grande créativité et un grand raffinement sur les plans artistique, scientifique et industriel.

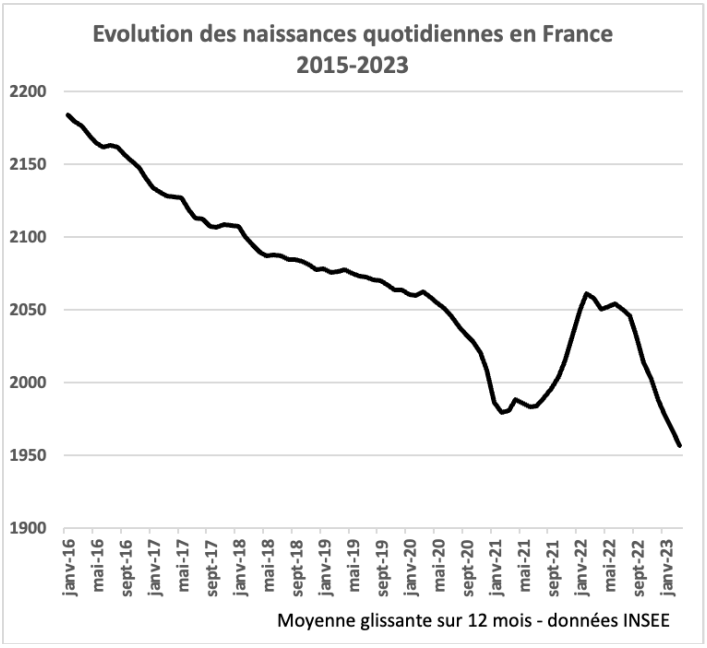
Il n'y a pas des milliers de solutions pour inverser une tendance qui étouffe notre société.

<u>Renouer avec une vraie politique de la natalité</u>

L'année 1974 est l'année la plus récente durant laquelle le taux de fécondité en France a excédé 2,1, taux nécessaire au renouvellement

[88] https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-du-logement-2022/5-logements-vacants

naturel de la population. On notera que c'est également la dernière année durant laquelle le budget de l'État a été équilibré dans notre pays, depuis c'est une glissade ininterrompue. Ce taux de fécondité est passé de 2 enfants par femme en 2010 à 1,79 en 2022, et la baisse des naissances est une tendance lourde qui est confirmée en 2023 avec un taux de fécondité qui s'effondre à 1,68[89]. Les données publiées par l'INSEE montrent une chute régulière des naissances qui s'accélère depuis quelques années, comme l'illustre le graphique suivant :



Source : INSEE

Hormis une brève remontée en 2021-2022 liée au rattrapage de la chute intervenue pendant les confinements de 2020-2021, la tendance est lourde, avec une chute brutale de la natalité dans notre pays, ce qui exprime le malaise existant au sein de la population, qui n'offre plus assez de perspectives d'avenir aux jeunes générations.

Depuis près de cinquante ans, la France n'est plus en mesure de renouveler sa population de façon autonome. Elle ne fait croître sa population qu'en ouvrant toujours plus grandes ses portes à

[89] https://www.insee.fr/fr/statistiques/7750004

l'immigration, avec des effets de déstabilisation qui sont manifestes. Il y a plusieurs décennies, les responsables politiques français ont abandonné la politique de la natalité, une erreur à réparer de toute urgence.

Il y a de multiples raisons à la chute du taux de fécondité en France, comme un peu partout ailleurs en Europe. On peut en souligner deux fondamentales :

- D'une part la tendance des sociétés modernes à privilégier la consommation. Une étude de 2023 menée sur la France [90] a montré que la baisse des allocations aux familles les plus aisées a eu un impact immédiat sur le taux de fécondité de ces classes sociales. Il est évident que le facteur financier est essentiel pour permettre aux couples d'assumer les charges d'une famille dans un monde où la consommation est devenue un axe sociétal essentiel.
- L'alphabétisation et ensuite l'élévation du niveau d'instruction des femmes[91] et l'augmentation de la proportion des femmes ayant une activité professionnelle[92] ont également impacté le taux de fécondité, car il est souvent difficile de concilier une carrière professionnelle et la responsabilité quotidienne des enfants, alors que les hommes n'ont pas encore totalement accepté d'assumer les mêmes charges domestiques que les femmes.

Il est temps de prendre les mesures nécessaires pour inverser cette tendance et assurer l'avenir du pays. Je ne doute pas que le discours apocalyptique de certains idéologues « verts » viendra contredire cette proposition, en expliquant que nous devons faire moins d'enfants « pour sauver la planète ». Cela est d'autant plus vain que la question n'est pas aujourd'hui de faire face à une natalité explosive en Europe :

[90] https://read.dukeupress.edu/demography/article/60/5/1493/382373/Fertility-and-Labor-Supply-Responses-to-Child

[91] Youssef Courbage, Emmanuel Todd, Le rendez-vous des civilisations, Seuil, coll. « La république des idées », 2007

[92] Voir par exemple les statistiques de l'INSEE, qui montrent que le taux d'activité (professionnelle) des femmes de 25 à 49 ans est passé de 59% en 1975 à 82,5% en 2020 : https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047733?sommaire=6047805

l'accroissement de la population mondiale vient désormais d'ailleurs, à commencer par le continent africain. Ces belles âmes devraient plutôt se préoccuper du développement économique de l'Afrique, puisque la baisse de natalité est directement corrélée à l'état de richesse des nations et à l'alphabétisation des femmes. Ce n'est certainement pas la population française qui risque d'influencer négativement les équilibres écologiques mondiaux.

La chute de la natalité, et le déséquilibre générationnel qu'elle implique, ont un effet désastreux sur la perception du risque : il est bien connu qu'on est enclin à prendre des risques quand on est plus jeune que plus âgé, car il y a dans la jeunesse cette audace qui fait défaut à une grande proportion des plus anciens – dont je fais désormais partie.

Une politique de la natalité doit agir sur les principaux facteurs qui agissent comme autant de frein à l'engagement des jeunes vers la procréation :

- Il faut assurer **une redistribution des richesses très marquée vers les jeunes et les familles**, quelles que soient les classes sociales : avoir des enfants ne doit plus être un obstacle à une vie matérielle confortable. C'est la collectivité qui doit financer cet effort, et non les employeurs comme ce pourrait être la tentation de la part d'un État impécunieux. La France doit arbitrer en faveur des jeunes parce que c'est l'intérêt de tous à moyen terme, y compris des plus âgés ;
- Comme indiqué précédemment, les **structures d'accueil de la petite enfance** doivent être massivement développées, et ce depuis les premières semaines après la naissance, avec un double effet vertueux, non seulement en faveur de la natalité en facilitant la vie des familles, mais également pour le bon développement de la jeune enfance. Rien de mieux pour redonner confiance à ceux qui voudront avoir des enfants. Le redressement de notre instruction publique est également un impératif pour que les futurs parents aient confiance dans l'avenir de leurs enfants ;
- Les femmes doivent pouvoir poursuivre une carrière professionnelle même lorsqu'elles ont des enfants. Le soutien au

réemploi des femmes après une ou plusieurs grossesses doit être amplifié.

Redonner confiance dans le futur

En second lieu, nous devons redonner à la jeunesse sa confiance dans le futur. L'emploi des jeunes devrait être fortement stimulé, avec un soutien financier aux organisations qui recrutent, car chacun sait qu'un jeune n'est pas immédiatement qualifié dans un emploi : faute d'expérience, il n'est pas toujours immédiatement productif, et la dégradation de notre système d'instruction publique a contribué à ce phénomène. Il faut aussi aider les jeunes qui s'installent, car il n'est pas normal que, de plus en plus souvent, les parents doivent subvenir aux besoins de leurs enfants devenus adultes. D'autant que tous les parents n'en ont pas les moyens. La formation doit aussi être dimensionnée en fonction de la réalité des emplois disponibles, et non en fonction des seules préférences des uns et des autres, car on ne doit pas former des jeunes pendant de longues années pour les conduire dans des impasses professionnelles, alors qu'à l'inverse, de nombreuses professions connaissent un déficit lié à l'absence de jeunes adéquatement formés. C'est encore une fois une question de planification. Enfin, les discours catastrophistes sur l'économie ou sur le climat devraient être inversés pour mobiliser les jeunes dans des actions concrètes en faveur de l'environnement ou de la création d'entreprise. Il n'y a pas d'espoir s'il n'y a pas de perspectives.

Encourager la prise de risque

En troisième lieu, nous devons encourager la prise de risque, ce qui implique la nécessité de simplifier notre arsenal législatif et réglementaire, comme développé dans un autre chapitre. Cette question épineuse, qui devient un obstacle majeur à notre redressement, doit être mis sur le devant des préoccupations de la collectivité. Il est impératif de promouvoir la prise de risque et de corriger un corpus de régulations qui engendrent des réflexes de recherche de l'hyperprotection qui à son tour, engendre de l'hyper-peur pour

finalement conduire à une hyper-paralysie. Le paradoxe est que la peur nait souvent d'une trop grande protection. Rien de mieux que l'air du large pour retrouver le gout de l'aventure.

Nous devons collectivement réfléchir aux mesures qui redonneront aux Français le goût de l'air du large. Sans cela, la France disparaîtra, noyée dans l'Histoire et diluée par des nations plus jeunes et plus dynamiques.

Chapitre 10

Placer l’écologie dans une démarche rationnelle guidée par la science et par l’économie

"Ce qui caractérise notre époque, c'est la perfection des moyens et la confusion des fins." Albert Einstein

Les changements climatiques, la pollution de l'air, de l'eau, des terres et des produits alimentaires, l’effondrement de la biodiversité, ont des conséquences directes sur notre santé, notre qualité de vie et notre survie collective à terme. Les coûts économiques et les conséquences humaines des dommages portés à l’environnement sont par ailleurs phénoménaux et ne feront qu'augmenter sans correction des erreurs qui s’accumulent.

La préoccupation initiale pour la protection de l'environnement a évolué au fil des années pour devenir un débat sur la capacité de nos modèles de développement à préserver les ressources naturelles et la viabilité de la Terre pour les générations futures. Depuis l'adoption du protocole de Kyoto en 1997, les enjeux environnementaux ont été largement médiatisés, ce qui a conduit à une prise de conscience collective des risques liés à nos activités humaines sur l'environnement.

Cette prise de conscience a conduit à l'intégration des préoccupations écologiques au sein de la société. Les enjeux écologiques ont pris une place importante dans les débats politiques et les luttes pour le pouvoir. Des partis politiques revendiquant l’écologie comme ligne principale d’action ont fait leur apparition, et l’écologie est devenue un objet de

convoitise électorale et de positionnement, y compris au sein des partis traditionnels.

La question de l'environnement a été prise en otage par de médiocres idéologues, à commencer par beaucoup des nouveaux partis « verts » dont l'idéologie a associé des thématiques hétéroclites dans des pots-pourris sans cohérence. Le positionnement de ces partis « pastèques[93] » ne se limite plus à une défense de grandes causes écologiques. Ils prétendent imposer une vision multidimensionnelle de la société incluant des thèmes qui n'ont rien à voir avec l'écologie et l'environnement : les droits des minorités, le langage « inclusif », les genres, le désir de plumer les riches, etc. De nombreux électeurs ont été trompés en pensant qu'ils soutenaient une cause écologique alors qu'ils votaient pour des idéologues dont les motivations étaient similaires à celles des politiciens traditionnels : obtenir des postes et des avantages personnels. Une grande partie a fini par réaliser que cela n'était qu'une façade. Alors que la plupart des Français considèrent l'écologie comme une priorité, ils n'accordent plus beaucoup de confiance aux partis politiques qui se prétendent écologistes, ce qui explique la régression du vote en faveur de ces partis.

Les citoyens sont d'autant plus inquiets qu'ils se sentent impuissants face à des lobbies industriels particulièrement efficaces. Les politiciens font levier sur le thème de l'écologie pour en tirer un avantage électoral ou personnel – tout en laissant ces mêmes lobbies opérer leur travail de sape contre toute initiative raisonnable à vocation écologique ou même sanitaire. Ils amplifient une peur collective et on sait à quel point la peur altère le jugement, on l'a vu avec le Covid.

En matière d'écologie, chacun verdit son discours et fait grand bruit autour de projets qui donnent l'illusion d'être écologiques. Les militants de l'écologie accusent souvent les entreprises de faire du « greenwashing » : ils devraient également se préoccuper de la

[93] Vert à l'extérieur, rouge à l'intérieur

confiscation des enjeux écologiques par des politiciens locaux comme nationaux, en particulier par ceux qui se sont peints en vert.
Les politiques font des annonces de plus en plus étranges et irréalisables, comme celle faite par Emmanuel Macron le 8 novembre 2022 : « *Notre stratégie est claire : réduire nos émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici 2030, et atteindre la neutralité carbone en 2050, conformément à l'accord de Paris* ». Alors que la France a d'ores et déjà un taux d'émissions de gaz à effet de serre par habitant très bas pour un pays développé grâce à la production d'électricité nucléaire, le président de la République promet une division des émissions de GES par plus de deux en huit ans, ce qui est un projet matériellement irréalisable sauf à plonger le pays dans une crise économique sans précédent. Ce genre de déclaration est fréquent. Car les politiciens sont dans l'incantation et le verbe magique, sans avoir la moindre idée de la manière de conduire leur politique pour tenir leurs promesses.
Comment les Allemands ont ainsi pu en arriver à préférer produire de l'électricité avec des centrales à charbon ou à gaz plutôt qu'avec des centrales nucléaires, alors que freiner le réchauffement climatique est devenu une priorité ? Parce que l'idéologie et les combinaisons politiques l'ont emporté sur le calcul rationnel, les verts allemands ayant fait passer leur discours antinucléaire avant l'avenir de la planète. Le dogme l'a emporté sur la raison. Comment avons-nous pu en France emboîter le pas à ces politiques délirantes ? Pour les mêmes motifs. Et nous avons ainsi laissé s'affaiblir la recherche scientifique française[94] dans le domaine nucléaire ainsi que notre potentiel technique, au risque d'ailleurs d'accroître les risques liés à l'exploitation de nos infrastructures nucléaires existantes…
Les élus locaux, nationaux et même européens, cédant aux pressions médiatiques de ceux qui se présentent comme des écologistes, dépensent des milliards d'euros pour des projets présentés comme écologiques mais pour lesquels aucune étude d'impact sérieuse n'a été menée. Une illustration : la maire de Paris qui entendait « reboiser » une

[94] Arrêt par exemple de la filière de surrégénération par Lionel Jospin pour accommoder le vote « écologiste », et arrêt du programme Astrid par Emmanuel Macron

partie – forcément modeste – de la capitale moyennant des dépenses invraisemblables.
Les milieux politiques n'ont pas approfondi avec sérieux les questions écologiques au point de distinguer ce qui est très important de ce qui l'est moins. Ils sont ballotés entre les divers lobbies et ils placent leur priorité sur la communication. On parle désormais d'environnement pour tout et n'importe quoi, on met sur le même plan la remontée des saumons d'un petit ruisseau et le déclenchement d'une marée noire, les deux-roues à moteur dans la capitale et les centrales à charbon. En matière d'environnement, tout n'est désormais que confusion et démagogie.
Le réchauffement climatique est un exemple frappant de l'incapacité des politiciens à établir des priorités. Je ne débattrai pas ici des causes du réchauffement climatique constaté depuis plusieurs décennies, qui est un sujet scientifique débattu, contrairement à ce que beaucoup pensent. Que certains estiment que le CO_2 et autres gaz à effet de serre (GES) jouent un rôle clé dans le réchauffement actuel tandis que d'autres font remarquer que, sur de longues périodes, la température et le CO_2 ont toujours été liés sans qu'il soit clair de savoir lequel est l'œuf et lequel est la poule… Il ne s'agit pas d'arbitrer ici ni de prendre position. Ce débat est loin d'être tranché et tant qu'il ne l'est pas, notre devoir individuel et collectif est de privilégier la préservation de notre environnement pour les générations à venir. La réduction des émissions de GES doit donc être une priorité. Même si nous nous trompions sur les causes du réchauffement climatique, il est important, en l'absence de certitudes, d'agir comme si le pire était certain. Si les diagnostics de groupements tels que le GIEC s'avèrent justes, une inaction aurait des conséquences graves pour les générations futures et nous rendrait coupables devant l'Histoire.
Pour autant, il ne s'agit pas de faire n'importe quoi comme c'est le cas aujourd'hui.
Le réchauffement climatique a obscurci la question écologique globale en laissant de côté des questions majeures comme la biodiversité, ainsi que les questions de santé publique liées à l'utilisation de la chimie en

agriculture ou des plastiques dans toutes les applications courantes. Il n'y a pas de hiérarchie des actions conduites mais des messages anarchiques qui conduisent à des décisions politiques plus incohérentes les unes que les autres. Parmi de nombreuses situations aberrantes, on pourrait citer quelques exemples :

- La fermeture de centrales nucléaires poussée par des idéologues conduisant à la réouverture de centrales à charbon, parce que les études n'ont pas été menées sur les conséquences des choix adoptés.
- La promotion de véhicules électriques lourds dont l'empreinte carbone est élevée quand l'empreinte de véhicules légers à moteur thermique est plus réduite.
- La suppression des sacs en plastique dans les magasins, alors qu'en parallèle on continue d'emballer des fruits et légumes à l'unité dans des emballages en plastique.
- La vente de produits « bio » qui ont été transportés sur des milliers de kilomètres avant d'arriver sur leur lieu de vente.
- Etc.

Les exemples des absurdités résultant de politiques soi-disant écologiques et qui contribuent à obscurcir la vision de ce qui devrait être réellement fait dans ce domaine sont innombrables. Emmanuel Macron a créé un « Ministère de la Transition Écologique » qui, à l'instar des ministères de l'environnement qui l'ont précédé, ne planifiait rien mais exposait un inventaire à la Prévert de mesures hétéroclites dont l'impact n'a pas été évalué : il n'y a pas de hiérarchie dans les actions menées.

Notre pays dépense des sommes invraisemblables pour des résultats modestes parce qu'elles ne font l'objet d'aucune étude d'impact écologique ou même de planification, alors que les mêmes sommes pourraient être investies avec un bien meilleur « retour » écologique, mais aussi économique. On prendra ici deux exemples : les transports et le reboisement.

1. Exemple de l'imposture pseudo-écologique : les transports. Le gouvernement français s'est félicité d'une décision de l'Union européenne visant à interdire la vente de véhicules à moteur

thermique à partir de 2035. Or, non seulement cette décision fait courir un risque existentiel à l'ensemble de notre industrie automobile avec une dépendance accrue vis-à-vis de l'industrie chinoise, très en avance dans l'électrique, mais personne ne sait comment sera produite l'électricité destinée à alimenter tous ces véhicules : par de nouvelles centrales à charbon ?

En parallèle, depuis de nombreuses années et encore aujourd'hui, les pouvoirs publics ne font rien pour réduire les ventes de véhicules lourds qui sont gros consommateurs de carburant. Or les constructeurs automobiles ont fait évoluer leurs gammes vers des gammes plus génératrices de marges mais nettement plus consommatrices d'energie - car plus lourdes. La puissance publique n'a pas effectué d'étude sérieuse sur l'avantage comparatif, en termes d'empreinte carbone, des petits véhicules à essence ou diesel par rapport aux gros véhicules lourds électriques. Des études réalisées aux États-Unis montrent que leur empreinte carbone est du même ordre de grandeur, la solution vient-elle donc du tout électrique ?

L'étude n'a pas non plus été faite des besoins de production électrique supplémentaire engendrée par un parc automobile qui migrerait, et la bonne façon de couvrir ces besoins de façon réellement écologique. L'hypocrisie généralisée en Europe, et en particulier en France, conduit à sacrifier une industrie capable de produire des petits véhicules thermiques qui, tout calcul fait, n'ont pas une empreinte carbone significativement supérieure à celle des gros véhicules électriques.

De la même façon, bien peu est fait pour favoriser l'utilisation des transports en commun et en développer leurs infrastructures. Or l'empreinte carbone des transports en commun au kilomètre parcouru est considérablement plus faible que celle des transports individuels. Les grandes villes se donnent bonne conscience en construisant quelques lignes de tramway à coups de milliards

d'euros, alors que les enjeux de transport sont bien plus globaux et devraient être traités de façon à rendre la vie plus facile à tous. La tarification des transports en commun est un enjeu majeur pour favoriser leur utilisation ; certains pays ont commencé à tester des formules visant à réduire le coût de cette utilisation, quand la SNCF se voit contrainte, dans un contexte de marché devenu concurrentiel, de pratiquer des tarifs exorbitants qui encouragent les particuliers à prendre leur voiture ou même l'avion. On ne reprochera pas qu'à la SNCF ces pratiques tarifaires : les politiciens ont décidé depuis longtemps que les infrastructures routières devaient rester à la charge de l'État et des collectivités locales, quand il fait payer – via SNCF Réseaux – un droit de passage qui fait exploser le prix du billet de train. Il y a là une profonde erreur de politique des infrastructures : si l'on veut que les transports en commun se développent, il faut les traiter comme des priorités, et cela s'applique au rail, entre autres. Les concurrents de la SNCF étant bien entendu soumis aux mêmes contraintes. Une véritable politique écologique ne devrait-elle pas au contraire conduire à renchérir le coût des véhicules particuliers et effondrer celui des transports collectifs, tout en développant le maillage du territoire pour en assurer une fréquentation accrue ?

Par ailleurs, la technologie des véhicules autonomes progresse très rapidement, au point que dans la ville de San Francisco, plusieurs entreprises font rouler des véhicules sans chauffeurs, sans que cela ait entrainé des inconvénients autres quelques ralentissements au tout début, liés à l'état de maturité précoce des systèmes logiciels embarqués [95] . Grâce aux progrès de l'intelligence artificielle, il ne se passera pas longtemps avant que ces dispositifs soient parfaitement opérationnels, et c'est un enjeu de première importance pour le développement des transports en commun : leur coût d'exploitation chutera fortement (principalement pour les bus et autocars) du fait de l'absence de

[95] https://www.washingtonpost.com/technology/2023/04/24/driverless-cars-san-francisco/

chauffeurs, ce qui promet de révolutionner ce domaine et apporter des solutions pour favoriser une meilleure capillarité des transports collectifs. Que fait la France pour accélérer ce processus, enjeu majeur de la réduction des usages individuels ? Rien. D'autant que le véhicule autonome apportera aussi une solution aux personnes très âgées, qui sont en nombre croissant, et dont les besoins de mobilité pourront être satisfaits.

En résumé, les pouvoirs publics en France ne prennent pas les mesures nécessaires pour favoriser une migration, même partielle, du transport individuel vers le transport collectif. Ils ne réalisent pas les études économiques et d'impact écologique nécessaires pour prendre des décisions efficaces. Les décisions prises sont coûteuses, incohérentes et peu judicieuses, sans réelle réduction de l'empreinte carbone du secteur des transports.

Malgré une communication abondante de la part des ministères et des collectivités territoriales, aucun projet ambitieux comme ceux mis en place dans les années soixante pour assurer l'autonomie énergétique de la France n'a été défini et mis en œuvre. Les mesures sont prises à l'emporte-pièce, ce qui n'est pas surprenant : les ingénieurs, les scientifiques et les économistes sont laissés à l'écart des processus de décision et les décisions sont prises par des professionnels de la politique sur la base de messages simplistes. La communication est devenue le critère de réussite au détriment de l'efficacité et des résultats.

2. Second exemple, le reboisement. La France est un élève modèle en matière de forêts. La surface forestière a augmenté de plus de 20 % entre 1985 et 2020 en Métropole pour atteindre 17 millions d'hectares en 2020, soit 31 % de la surface totale du territoire[96]. Les nouveaux hectares de forêts contribuent à capturer du

[96] https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-forets-en-france-synthese-des-connaissances-en-2021#:~:text=Depuis%20la%20seconde%20moiti%C3%A9%20du,de%2031%20%25%20du%20territoire%20m%C3%A9tropolitain.

carbone et à le fixer[97]. Mais l'impact du reboisement français ne peut être que limité parce que les surfaces qui pourraient être reboisées en France dans le futur sont limitées, et que l'impact d'un tel reboisement ne saurait être proportionné au volume de nos émissions de GES.

L'enjeu du reboisement est ailleurs, dans des pays situés plus près de l'équateur, qui ont subi et continuent de subir un mouvement massif de déforestation, contribuant massivement à la diminution de l'absorption des GES.

Prenons l'exemple de Madagascar, la Grande Île, que je connais un peu. Ce pays a vu sa forêt disparaître sur un siècle, au point que les surfaces boisées ne représentent plus que 15 % de la surface du pays. J'ai aussi travaillé dans ma jeunesse en Amérique Centrale pour étudier les questions d'énergie et de déforestation : ces pays ont tout autant été dévastés, une situation proche de celle de beaucoup de pays du Sud.

Combattre la déforestation est une tâche ardue, car ce phénomène est la résultante de facteurs socio-économiques locaux qu'on ne change pas par décret : cultures sur brulis, production de charbon de bois pour la cuisine, etc. Le reboisement est en revanche plus facile à effectuer car il apporte de la richesse localement : reboiser mobilise des ressources humaines, et si des sous-produits peuvent être exploités, il est générateur de valeur. Certaines espèces ont pour caractéristiques d'être à la fois employables dans la construction ou pour la fabrication d'objets, mais aussi d'être des puits de carbone d'une redoutable efficacité. Un hectare de plantation de paulownia ou de bambou peut capturer plusieurs dizaines tonnes de CO_2 annuellement selon les

[97] Certains arguent que les surfaces reboisées sont susceptibles de réchauffer l'atmosphère par effet d'absorption de l'énergie lumineuse, aussi connu sous le nom d'albédo. Néanmoins cette thèse est fortement contestée, notamment parce que les surfaces boisées ont tendance à générer des nuages, qui à leur tour réfléchissent la lumière vers le ciel et refroidissent ainsi l'atmosphère. Par exemple : https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.2026241118. On rappellera par ailleurs pour les sceptiques qu'avant que l'espèce humaine connaisse sa croissance explosive des siècles récents, la Terre était recouverte de forêts…

conditions de plantation, ce qui correspond au CO_2 émis par plusieurs Français.

L'empreinte carbone des Français est, selon certaines études, de de l'ordre de dix tonnes de CO_2 par habitant et par an. Planter quelques dizaines de millions d'hectares permettrait de compenser intégralement les émissions de carbone actuelles de la France – indépendamment de tout effort pour réduire ces émissions.

Au lieu de dépenser des sommes invraisemblables comme le font certaines collectivités locales – comme la mairie de Paris – à des projets dispendieux « pour faire vert », une politique active de reboisement des zones déforestées dans les pays tropicaux aurait une « rentabilité carbone » bien supérieure. Le bois récolté pourrait être valorisé et « fixer » le carbone, permettant ainsi de poursuivre des plantations sur longue période et de maintenir constante la capture de CO_2. Couplée à la promotion des constructions en bois au détriment de matériaux très générateurs de GES comme le ciment, cette politique permettrait de gagner sur tous les plans. Elle permettrait également de donner à des populations qui ne sont pas encore sorties de la pauvreté une source de subsistance, et de développer des liens avantageux avec certains pays du Sud, à un moment où l'audience de la France ne cesse de régresser dans ces régions.

On estime que replanter un hectare coûte entre 250 et 1 500 euros dans des pays du Sud. Replanter 1 million d'hectares, c'est accepter de supporter un coût situé entre 250 millions et 1,5 milliard d'euros, en sachant que les surfaces ainsi reboisées génèrent assez de revenus pour maintenir les plantations à long terme. Ces sommes peuvent paraître élevées ; elles ne le sont pas. 1,5 milliards d'euros investis dans des reboisements en espèces « mangeuses de carbone », c'est se donner la possibilité de

capturer pendant plusieurs années autant de GES que ce qu'émettent deux millions de Français.

Les milliards d'euros investis dans le reboisement donneraient de meilleurs résultats que les milliards investis chez nous dans des projets plus ineptes les uns que les autres, et ils renforceraient nos liens avec des pays qui peuvent ainsi devenir nos alliés.

Il ne s'agit là que de deux exemples que je n'ai utilisés qu'à titre d'illustration, il y en a beaucoup d'autres. Il est nécessaire de procéder à un examen exhaustif de tous les aspects de l'économie et de déterminer comment réduire les émissions de GES par le biais d'une stratégie globale. Certains organismes privés tentent de se livrer à ce type d'exercice, comme le « Shift Project »[98], mais sans participation des services de l'État et sans que la démarche s'inscrive dans un cadre validé par les citoyens. Et ils sont parfois guidés par des *a priori* idéologiques.

Ce genre de démarche peut contribuer à faire progresser la réflexion, mais elle ne saurait être une aide à la décision. La démarche doit être intégrée dans un exercice de planification piloté par un Commissariat Général au Plan. Il faut passer d'une approche artisanale et décousue à une démarche rationnelle basée sur les connaissances et les expertises des scientifiques, des ingénieurs et des économistes.

L'idéologie verte conduit à ne pas raisonner économiquement et stratégiquement, mais à brasser de l'air, faire de la communication et gaspiller de l'argent. Elle conduit à lancer des projets irréalistes, dont les effets pervers peuvent être au moins aussi dangereux que ce qu'ils prétendent combattre : le bouclage de la capitale au détriment des banlieusards n'a-t-il pas contribué à pénaliser le trafic de la périphérie et à augmenter la pollution qui lui est associée ? Quel serait l'impact écologique d'une réduction de capacité du boulevard périphérique parisien ? Qui a sérieusement évalué le bilan carbone de ces décisions ?

Il est temps pour l'écologie de changer de perspective, tout comme d'autres domaines majeurs de notre société comme l'instruction publique, et de cesser d'être un enjeu électoral pour devenir un enjeu

[98] https://theshiftproject.org/

collectif traité avec rigueur. La politique de l'environnement doit se baser sur des études scientifiques et économiques sérieuses afin de recueillir un consensus éclairé. Elle doit placer les études puis l'action avant la communication, et promouvoir des projets qui s'appuient sur des études solides et des examens contradictoires. La science appliquée et les études économiques doivent jouer un rôle clé dans la prise de décision en matière d'environnement. L'action doit s'appuyer sur les recherches et les études menées par des experts qualifiés plutôt que sur les avis de personnalités médiatiques.

Menons une action écologique à l'instar de n'importe quel autre grand projet d'intérêt national. C'est-à-dire en étudiant les alternatives, leur coût, les moyens à mobiliser et les résultats pouvant être raisonnablement espérés, et en déterminant des priorités fondées sur la rentabilité écologique et économique des fonds investis. Il faut pour cela mobiliser des compétences qui se placent en dehors de toute démarche idéologique : scientifiques, ingénieurs, économistes, sociologues, géopolitologues, etc.

Cela ne pourra se faire qu'en détachant l'écologie de la politique politicienne et en distinguant les multiples sujets à prioriser en matière d'environnement pour en faire un enjeu de notre société auquel les citoyens peuvent adhérer et contribuer. Il faut de véritables politiques écologiques qui laissent de côté ce qui est devenu une sorte de religion plus ou moins manipulée. C'est en associant le peuple aux décisions, et en s'appuyant sur des experts sans conflits d'intérêt et sans agenda idéologique, qu'on y parviendra.

Chapitre 11

Questionner la construction européenne et retrouver notre place dans le monde

"*Nous n'avons pas d'alliés éternels, ni d'ennemis perpétuels. Nos intérêts sont éternels et perpétuels, et il est de notre devoir de les respecter*[99]*.*" Henry John Temple, Lord Palmerston

"*Il n'y a qu'un secret pour mener le monde, c'est d'être fort, parce qu'il n'y a dans la force ni erreur, ni illusion ; c'est le vrai, mis à nu*." - Napoléon Bonaparte

"*Le Pape, combien de divisions* ?" Joseph Staline[100]

Imposer une démarche démocratique et définir des objectifs clairs à la construction européenne, ou bien renoncer à cette ambition

Notre pays s'est engagé depuis plusieurs décennies dans un processus d'intégration avec des pays de langages, de traditions, d'histoires et de systèmes politiques différents mais liés par la géographie et par une proximité culturelle. Les dirigeants des pays européens ont voulu mettre en commun des moyens et des actions dont ils ont pensé qu'ils permettraient de mieux progresser ensemble que séparément.
L'ambition était vertueuse, après des siècles de guerres entre les peuples européens, dont deux majeures au vingtième siècle, qui ont

[99] « We have no eternal allies, and we have no perpetual enemies. Our interests are eternal and perpetual, and those interests it is our duty to follow. » Speech to the House of Commons (1848). Ce principe a été repris tant par Churchill : "*We have no lasting friends, no lasting enemies, only lasting interests*", que par de Gaulle : "*Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts*".

[100] Le 13 mai 1935, Pierre Laval recommande à Staline de favoriser la pratique du rite catholique afin de bénéficier d'une meilleure relation avec le Pape Pie XI. La réponse de Staline montre à quel point les rapports de force sont la clé de la diplomatie : « Le Pape, combien de divisions ?»

dévasté une bonne partie de l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural. C'était un moyen de prévenir de futures divisions pouvant être à l'origine de nouveaux conflits douloureux. L'idée européenne est séduisante dans son principe : associer nos forces, aligner nos intérêts, aplanir nos différends.

C'est une belle idée, qui a conduit à des réalisations menées par les responsables politiques sans qu'ils n'aient jamais défini un but à atteindre. L'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui est le fruit d'une succession d'étapes décidées et mises en œuvre de façon désordonnée. Le résultat en est le transfert progressif de certaines prérogatives nationales à un niveau supranational paneuropéen, mais sans réellement créer un pouvoir européen légitime et choisi démocratiquement, capable de guider un bateau Europe dans la tempête. En particulier, à aucun moment les peuples des différents pays n'ont adhéré volontairement à l'idée que l'Europe devienne une nation à part entière. Il ne s'agit pas de devenir une grande puissance pouvant défendre les intérêts de ses citoyens face aux grands pouvoirs économiques et militaires actuelles ou émergents. L'Union européenne reste un ensemble hétérogène qui a le plus grand mal à faire entendre une voix cohérente, alors qu'elle pourrait être le moyen de devenir une puissance capable d'assurer la sécurité économique et militaire de sa population. L'Union Européenne dans son état actuel est un compromis boiteux.

La méthode d'intégration choisie privilégie une lente évolution, ce qui a conduit à superposer plusieurs niveaux de décision qui rendent de plus en plus difficile la conduite des différents pays. Le niveau national conserve des prérogatives dans de nombreux domaines, y compris budgétaire ou fiscal, mais aussi en matière de défense, de police, d'éducation de justice, et bien d'autres aspects sociétaux. Dans le même temps, le niveau européen s'immisce dans les décisions que les gouvernements nationaux étaient auparavant appelés à prendre seuls. Nous nous sommes dans une situation où les dirigeants nationaux ont des comptes à rendre à leurs citoyens sans être réellement maîtres des décisions qui sont prises. Cette situation est génératrice de frustrations

pour les peuples, qui ont le sentiment de choisir des responsables politiques incapables de prendre des décisions. Cette frustration engendre à son tour un puissant mouvement hostile à l'unification, une réaction parfaitement compréhensible.

Il y a ceux vent debout contre la perspective d'une union complète, parce qu'elle conduit à une perte d'autonomie de notre pays concernant des choix essentiels pour sa sécurité économique et pour ses choix sociétaux. Ils s'opposent à ce que notre pays soit un jour conduit à renoncer à décider seul de son avenir, cette latitude ayant été transmise à une sorte « d'États Unis d'Europe ». De mon point de vue, cela relève d'une forme de nostalgie qui s'apparente à la dispute des anciens et des modernes. Il faut être pragmatique et regarder les choses froidement : un ensemble de plus de 400 millions d'habitants serait mieux armé pour assurer sa sécurité stratégique à moyen terme qu'un pays de 68 millions d'habitants, c'est-à-dire moins de 1 % de la population mondiale. Défendre nos intérêts à l'échelle de l'Europe face à des puissances plus ou moins lointaines, et plus ou moins bienveillantes, a du sens.

Regardons notre propre histoire nationale : la France s'est construite en fédérant il y a de cela plusieurs siècles - on devrait plutôt dire en les mettant au pas - des petites puissances locales qui n'ont pas eu d'autres choix que de se coaguler pour former une nation. Cette fusion s'est faite dans la contrainte, au point de conduire notre pays à devenir très centralisé. Souvenons-nous qu'il n'y a pas si longtemps, à peine un siècle, on punissait durement à l'école les enfants qui employaient leurs langues régionales…

Ce mouvement s'est fait plus récemment dans des pays proches de nous comme l'Allemagne ou l'Italie. Ces pays ont pourtant bâti une identité nationale, même s'ils ne sont pas toujours exempts de tiraillements.

L'aspect satisfaisant de la méthode d'intégration choisie en Europe est que ce processus s'effectue dans la paix : aucune puissance pour imposer par la contrainte sa vision aux autres pays. L'Allemagne nazie s'y est essayée, elle a heureusement échoué.

En revanche, l'aspect problématique de la méthode adoptée depuis des décennies, c'est qu'elle avance sans vision et en excluant les citoyens

alors que nous prétendons être attachés à des principes démocratiques. Les citoyens n'ont jamais eu réellement l'opportunité de décider de leur propre destinée en fonction d'objectifs ultimes transparents. Le "non" lors du référendum de 2005 trahi par leTraité de Lisbonne aurait dû être pris comme un refus clair et net de la part du peuple français, non pas d'un projet d'union européenne, mais de la démarche adoptée. Ils ont refusé un processus d'intégration qui avançait de façon masquée, parce qu'ils n'en comprenaient ni la logique ni le but ultime, et parce qu'ils s'opposaient à ce que Raymond Aron a qualifié de "fédéralisme clandestin". C'est probablement la clandestinité que les citoyens rejettent, plus que le fédéralisme.

Qu'on ne soit pas surpris dans ces conditions si les citoyens sont perplexes. Les dirigeants politiques eux-mêmes n'ont aucune vision des objectifs finaux poursuivis, guidés uniquement par des considérations politiquement correctes comme : "l'Europe, c'est bien", ce que le général de Gaulle avait en son temps sévèrement critiqué : « *Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant "l'Europe !", "l'Europe !", "l'Europe !", mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien*[101] ».

Depuis plusieurs décennies, le processus d'intégration européenne voit se succéder des vagues de transferts de souveraineté sans logique ni cohérence. A aucun moment, il a été proposé aux citoyens de l'Union de constituer une véritable entité supranationale capable de défendre les intérêts de ses habitants tout en respectant un processus authentiquement démocratique. Nous nous dépouillons progressivement de notre souveraineté nationale sans qu'une souveraineté nouvelle s'y substitue.

Le vice sous-jacent de l'Union européenne est là : un projet mené en fonction de l'agenda de politiciens nationaux sans que la destination ultime ait jamais été définie, et une organisation perpétuellement au milieu du gué, privant les citoyens de la possibilité d'orienter leur destin. Ce projet évolue au gré de tractations encadrées par une organisation

[101] Entretien radiodiffusé et télévisé avec M. Michel Droit, 14 décembre 1965

de plus en plus bureaucratique, dans le cadre d'une démarche très éloignées des idéaux démocratiques.
Dans la manière de faire progresser l'UE, les pays agissent de façon schizophrénique. Tous sont confrontés à la même problématique : chacun souhaite rester un pays indépendant en espérant tirer son épingle du jeu et nourrit simultanément le fantasme de s'intégrer dans une entité régionale puissante capable de défendre l'intérêt de tous. Nous restons assis entre deux chaises, alors qu'il conviendrait de choisir : soit nous restons des pays indépendants, soit nous nous fondons dans un ensemble plus large. C'est-à-dire que nous décidons de créer une nouvelle citoyenneté passant par l'adhésion à une identité européenne commune, avec une langue commune, et avec la mise en place de véritables institutions démocratiques communes fondées sur un processus de sélection des représentants authentiquement démocratique, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.
Le projet européen actuel n'est qu'une foire d'empoigne entre chefs d'États défendant leurs intérêts nationaux avec plus ou moins de bonheur. Chaque pays veut « son » commissaire européen, moyennant de pitoyables marchandages. On ne saurait reprocher leur égoïsme national aux dirigeants de chacun des pays de l'Union, car c'est la mission qui leur a été confiée par leurs électeurs. Mais ce mode de fonctionnement laisse la part belle à des fonctionnaires européens non élus, choisis en petit comité dans des tractations secrètes comme on a pu le voir à chaque renouvellement des dirigeants de la Commission européenne, ce qui conduit à nommer dans certains cas des technocrates compétents, mais aussi des incapables et des corrompus. On donne aux responsables de la Commission européenne, qui ont bien compris que leur moyen d'action consistait à diviser pour mieux régner, un pouvoir exorbitant qui ne leur a pas été conféré par les citoyens de l'Union[102]. Les citoyens sont laissés à l'écart de leur désignation, qu'ils

[102] Le cas de Madame Ursula von der Leyen, qui se permit de négocier secrètement des contrats de plusieurs milliards d'euros avec des laboratoires pharmaceutiques pour ensuite refuser de communiquer le contenu de ses échanges aux organes de contrôle de l'UE, est exemplaire du mode de fonctionnement de cette organisation.

n’apprennent que par les médias, alors que parallèlement le Parlement européen, élu de façon plus démocratique [103] bien que soumis aux manœuvres des partis, demeure une institution avec un pouvoir limité.
En dépit de quelques initiatives lancées pour y parvenir (un « hymne européen » que personne ou presque ne reconnaît comme hymne national, un drapeau, des programmes comme Erasmus, etc.), regardons la réalité avec lucidité : il n’y a pas, plus de soixante-cinq ans après la signature du Traité de Rome, une identité européenne, ce ciment pour lequel les citoyens de l’UE seraient prêts à se battre et à mourir. Et il n’y a toujours pas d’institution européenne démocratique qui gouverne l’Union en rendant des comptes à un unique peuple européen. Pour qu’il y ait citoyenneté commune, il faudrait au moins partager une langue commune, or aujourd’hui l’Union européenne reste une tour de Babel. Au point que les réunions au niveau européen mobilisent des armées de traducteurs – alors même que ces réunions associent des individus particulièrement instruits et donc ayant toutes les capacités pour pratiquer plusieurs langues. L’Europe a été conçue comme une Europe du commerce au lieu d’être pensée comme une Europe des citoyens.
Les États Unis sont un pays fédéral. L’Union Européenne n’est pas un pays. Il n’existe pas d’État européen mais une bureaucratie proliférante, il n’y a pas d’armée européenne, pas de démocratie européenne, et nous avons une monnaie « unique » qui n'est pas utilisée par l’ensemble des pays de l'Union et qui se trouve en danger en raison des divergences économiques des pays qui l’ont choisie, parce que chacun mène la politique économique et sociale qu’il juge bon de mener.
Aucun des peuples qui constituent l’Union ne semble pour le moment disposé à renoncer à son indépendance ; il n’existe pas de projet visant à se rassembler pour partager une citoyenneté commune. Les pays sont donc écartelés entre des gouvernements nationaux dont les mains sont de plus en plus liées, et une entité supranationale à laquelle de plus en plus de pouvoir a été transféré en catimini sans que les citoyens

[103] Le vote partiellement proportionnel garantit en effet la représentation d’un échantillon varié de courants politiques comme le montre la grande diversité de la composition du Parlement Européen.

européens l'aient décidé en toute conscience et en toute transparence, et sans qu'ils partagent une citoyenneté commune. Cette absence se manifeste lors des élections au Parlement européen : les campagnes électorales ne mobilisent principalement que des arguments de politique intérieure à chaque pays. Les élections de 2024 l'ont cruellement démontré, Emmanuel Macron décidant de dissoudre l'Assemblée nationale française en raison des résultats aux élections européennes. Une décision qui finalement retire au Parlement européen sa légitimité, car elle envoie le signal que ces élections auraient avant tout un enjeu national…

Les peuples votent dans chaque pays pour des gouvernement de plus en plus impotents, et il ne faut pas s'étonner du succès mouvements qui reflètent la frustration de voir les gouvernements nationaux ligotés par des règles que les peuples eux-mêmes n'ont pas choisies de manière éclairée. Ce grand écart ne peut que se creuser à mesure que les transferts de souveraineté se poursuivent. Qu'une crise économique très garce survienne et c'est le risque du chaos : c'est quand la vie devient plus difficile que les fractures se révèlent.

La création de l'euro est également une démarche d'unification européenne bancale : on a voulu mettre la charrue avant les bœufs. Certes, partager une monnaie commune qui a pris du poids dans les échanges internationaux présente de sérieux avantages, mais nous aurons finalement payé un prix élevé à son établissement. Des pays sans cohérence économique ont décidé de lier leur destin monétaire alors que leurs politiques économiques et sociales sont hétérogènes, pour ne pas dire divergentes. Les pays du Nord et les anciens membres du Pacte de Varsovie, plus frugaux, gèrent leur budget et leurs relations sociales avec rigueur. Ils évitent les déficits publics excessifs et le dérapage de leur coût du travail, tandis que les pays du Sud, plus dispendieux, laissent filer les dépenses et le coût de leur main d'œuvre. Ils vivent trop souvent au-dessus de leurs moyens.

C'est le cas de la France, revenons-y, où les politiciens se sont habitués à régler les problèmes en distribuant de l'argent, contribuant à creuser les déficits. Les déséquilibres au sein de la zone Euro ont largement

contribué à détruire notre industrie en la rendant moins compétitive parce que nous ne pouvons plus dévaluer notre monnaie nationale ; nous devons faire aujourd'hui face à des déficits productifs colossaux. Nous en sommes les seuls responsables, car une fois dans l'euro, il fallait faire preuve de discipline pour nous mettre au niveau des pays les plus performants et les plus vertueux.

C'est en partie notre prodigalité qui a conduit la BCE à créer trop de monnaie, et qui nous a mené à une dangereuse spirale inflationniste. Les pays frugaux du Nord, qui ne supportent pas l'inflation, ne voudront plus longtemps financer notre laxisme par le biais de la Banque Centrale Européenne, même s'ils ont bénéficié de ces déséquilibres pour renforcer leur appareil de production au détriment du nôtre. Ils trouvent désormais que notre gabegie coûte trop cher, et ils ne veulent plus que la Banque Centrale Européenne se ruine à leurs dépens en rachetant les titres de dette des pays laxistes, dont la France. Les Européens du Nord nous voient désormais comme des ivrognes qui dépensent inconsidérément l'argent du ménage. Les Allemands, en particulier, ne nous font plus confiance, nous les avons lassés à force de nous montrer arrogants et néanmoins incapables de la moindre rigueur dans la gestion de nos affaires.

Dans tous les pays, il y a des tiraillements entre différentes régions : les Français du Sud plus prodigues et les austères Français du Nord ne s'apprécient que modérément, comme les Italiens du Nord et du Sud, ou comme les Flamands économes et les Wallons plus dépensiers, pour ne prendre que quelques exemples. Mais il s'est souvent créé avec le temps un ciment assez puissant pour surmonter ces sentiments antagoniques : la citoyenneté, un passé commun, des guerres subies ensemble, fréquemment une langue commune, le fait que les membres d'un même peuple ont le sentiment de partager suffisamment de choses pour continuer leur route ensemble en se soutenant les uns les autres, même si c'est avec des arrière-pensées.

En France, il est aujourd'hui admis que certaines régions bénéficient d'importants transferts financiers provenant d'autres régions plus dynamiques ou mieux loties. Cela fait partie d'une solidarité nationale

normales, même si les critiques et les frictions ne sont jamais totalement absentes. C'est le ciment national.
Des pays ont explosé parce que ce ciment n'existait pas. La Yougoslavie ou la Tchécoslovaquie par exemple, pays créés artificiellement et dont les peuples qui les composaient ont divorcé avec violence dans un cas et pacifiquement dans l'autre, pour former de nouvelles nations plus homogènes, plus consensuelles. D'autres ont un ciment fragile (la Belgique par exemple) mais qui reste encore suffisamment fort pour leur permettre de surmonter les crises et d'écarter les velléités de divorce.
Ce ciment n'existe pas à l'échelle de l'Europe. L'Union Européenne ne tient que par ses dirigeants et non par un peuple soudé. Pour une bonne raison : il n'y a pas de peuple européen. Que les tensions s'exacerbent dans le futur, et l'absence de ciment fera éclater l'association comme elle a fait éclater jadis l'Union latine, ou plus récemment la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. Or nous allons bien vers plus de tensions : tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine, tensions liées à la raréfaction et au renchérissement des matières premières, tensions liées aux flux migratoires, tensions liées à l'effondrement démographique... Ne soyons pas naïfs : nous sortons de décennies de progrès économique qui ont favorisé les comportements pacifiques ; que les temps deviennent plus rudes, et les nations qui forment l'UE laisseront s'exprimer leur égoïsme naturel. Les Britanniques nous ont montrés la voie parce qu'ils plaçaient leur vision de la liberté avant les avantages économiques apparents liés à la belle idée européenne. Et finalement le Royaume Uni ne s'en tire pas si mal économiquement : sa croissance est supérieure à celle de la France. Le Brexit est un avertissement pour toute l'UE.
La situation actuelle de l'Union Européenne, en l'absence d'intégration au sein d'une entité politique unifiée, nous place désormais dans une extrême vulnérabilité qu'illustre le développement de la guerre en Ukraine. Si l'Europe avait été une entité nationale défendant un objectif par nature égoïste, il n'y aurait pas eu de guerre en Ukraine, parce que les Européens auraient pris les devants. L'Europe ne produit pas ou peu d'hydrocarbures, elle est donc dépendante de l'extérieur pour son

approvisionnement. L'énergie est le sang qui coule dans les veines de son économie : ne pas prendre soin très en amont de ses approvisionnements en tenant compte des dimensions géopolitiques du dossier énergétique était tout simplement suicidaire.
En s'approvisionnant chacun de leur côté au risque de créer des situations de dépendance, en suivant aveuglément les positions américaines depuis plus d'une décennie dans l'affaire ukrainienne, les dirigeants des différents pays européens ont *de facto* choisi de saborder leurs économies. Nos « amis américains » le savent parfaitement, et ils ont fait ce qu'ils pensaient utile pour séparer la Russie du reste du continent européen. Leur obsession ancienne à l'égard des projets Nord Stream et le sabotage des gazoducs en est la démonstration la plus probante. Là où les Européens ont cru défendre une « morale internationale », les États-Unis ont avant tout défendus des intérêts stratégiques. Ils ont voulu éviter, comme l'ont recommandé certains stratèges américains, et ils y sont magnifiquement parvenus, que se constitue une Europe « de l'Atlantique à l'Oural » pour reprendre les termes employés par le Général De Gaulle.
La guerre en Ukraine est le fruit d'une incapacité à exercer l'influence d'une grande puissance à l'échelle du continent. Nous avons laissé la seule grande puissance dominante dans notre région, les États-Unis, agir à sa guise et piloter les changements de régime à Kiev, menant progressivement au conflit avec la Russie.
L'absence d'une armée européenne puissante, c'est-à-dire d'une capacité de se défendre sans l'aide d'un tiers, a placé la plupart des pays qui composent l'UE dans la situation de dépendance militaire à l'égard des États-Unis, un pays dont on ne sait pas vraiment s'il sera présent en cas de conflit, surtout s'il est occupé en Asie, s'il a fait financièrement faillite ou s'il choisit un dirigeant comme Donald Trump. Les pays les plus à l'Est de l'Europe ont développé une haine obsessionnelle de leur ancien occupant russe qui en a fait les alliés les plus assidus des États-Unis. Cette proximité conduit aujourd'hui l'UE à faire des choix qui ne sont globalement pas dans l'intérêt des pays qui la composent. Une Union européenne qui serait un véritable pays à part entière, même en

laissant des degrés d'autonomie à ses différentes composantes, comme les différents États américains disposent d'une large autonomie aux États-Unis, ne serait pas – ou plus – dans cette situation de dépendre d'un tiers lointain pour assurer sa sécurité.

Nous, Européens, sommes donc les premiers responsables de la situation en Europe et en Ukraine, du fait de divisions liées à l'état d'inachèvement perpétuel du processus d'intégration européenne. En nous abstenant d'agir comme une grande puissance, nous avons laissé l'influence américaine approcher trop près des frontières russes, et mettre en péril la sécurité – réelle ou fantasmée – de la Russie : non seulement sur le plan de sa défense globale, mais en laissant également planer une menace sur sa circulation maritime avec la Méditerranée et la Caspienne[104]. Une Europe puissante aurait pris en considération les contraintes de ce géant stratégique et se serait assurée de la neutralité de l'Ukraine dans le cadre d'un accord avec la Russie. L'UE et la Russie sont les colocataires du même continent : nous avions le devoir de nous entendre et de ne pas laisser partir la Russie vers la Chine. Nos alliés américains ont bien compris de surcroît que la Russie, qui occupe aussi une partie du continent asiatique, aurait pu devenir un dangereux trait d'union entre une Europe élargie et le continent asiatique.

Au lieu d'affirmer une puissance européenne, nous avons laissé les États-Unis déployer une stratégie machiavélique qui ne pouvait que nous nuire. Leur présence de tous les instants en Ukraine constituait une provocation inacceptable pour une Russie déjà passablement irritée par l'intégration des pays baltes au sein de l'OTAN.

Les plus grands stratèges américains, tels Henry Kissinger ou Zbigniew Brzeziński, avaient clairement prévenus du risque qu'il y avait à aller dans cette direction. L'ancien ambassadeur des États Unis à Moscou, William Burns, aujourd'hui chef de la CIA, avait également alerté le

[104] La communication par bateaux entre la mer Caspienne et la mer Noire passe par le la Volga, le canal Don-Volga et le Don qui débouche sur la Mer d'Azov. Cette dernière fonctionne comme un sas d'accès à la mer Noire d'autant plus important que la Crimée joue un rôle de premier plan pour la flotte russe. La Russie ne pouvait pas admettre que le désenclavement de la Caspienne, mer qui borde des pays d'importance clé pour la Russie (Kazakhstan, Azerbaïdjan, Turkménistan et Iran) ainsi que la sécurité de la Crimée soient menacés par les forces de l'OTAN, c'est-à-dire indirectement par les États-Unis.

gouvernement américain sur la ligne rouge que constituait une démarche trop agressive sur l'Ukraine[105]. Nous Européens ne les avons pas écoutés, comme ne l'ont pas fait non lus les faucons américains, démocrates ou républicains, qui sont restés sourds à ces avertissements. Il est inutile après cela de se donner bonne conscience en fournissant des armes à l'Ukraine et en faisant des déclarations grandiloquentes, au risque de la voir s'enfoncer un peu plus dans la destruction. Nous, Européens, sommes par notre faiblesse stratégique les premiers responsables du malheur des Ukrainiens.

La recherche permanente du compromis au sein de l'Union européenne ne permet plus aujourd'hui de définir une stratégie cohérente et solidaire, car trop d'intérêts divergents s'opposent. L'élargissement exagéré de l'UE à un trop grand nombre de pays a créé une situation inextricable. Chaque pays veut rester indépendant, mais chaque pays reste individuellement trop faible face aux grandes puissances, ce qui le place en situation de dépendance à l'égard des États-Unis. Sauf à faire évoluer cette situation, l'Europe est définitivement condamnée à n'être qu'un ventre mou, incapable d'assumer un statut de grande puissance et de défendre ses propres intérêts de façon égoïste comme n'importe quelle grande puissance.

Nous, Français, avons accepté d'entrer dans cette logique en acceptant toutes sortes de compromis boiteux, tout en rejoignant le commandement intégré de l'OTAN et en nous alignant de manière quasiment systématique sur les positions américaines. La décision de Jacques Chirac de ne pas soutenir une opération militaire en Irak n'est qu'un lointain souvenir.

Nous restons certes une puissance nucléaire mais dont l'armée conventionnelle est de plus en plus affaiblie. Les politiciens français ayant collectivement endetté notre pays, si nous ne réagissons pas très vite, nous n'aurons bientôt plus les moyens de nous payer une Défense de qualité comme ce fut le cas il y a soixante ans. Et sans Défense correctement financée, c'est toute notre industrie de Défense qui est

[105] https://wikileaks.org/plusd/cables/08MOSCOW265_a.html#efmBTnBfi

menacée. Notre situation est de plus en plus précaire, parce que nous ne sommes plus en mesure d'assurer notre rang de puissance nucléaire comme nous le devrions. Les tentatives, que certains penseront naïves, du président Macron pour convaincre les autres membres de l'UE de créer une armée européenne ont échoué et il ne pouvait en être autrement. Les dirigeants des pays de l'UE ne se font pas confiance, leurs peuples non plus, et de nombreux pays qui composent l'UE, dont les pays les plus proches géographiquement de la Russie, ont délibérément choisi une alliance étroite avec les États-Unis au détriment de toute autre considération. Tout cela prouve que l'Union européenne reste un mirage politique, même si c'est en grande partie une réalité économique. Les États-Unis ne souhaitent pas voir émerger une armée européenne à part entière qui pourrait à terme se passer de l'OTAN, alors que les plus de 400 millions d'Européens auraient les moyens de s'affranchir du parapluie américain et prendre ainsi leur indépendance. Dans un tel contexte, rêver d'une armée européenne est un leurre après lequel courent des dirigeants français ingénus qui espèrent trouver là le moyen de pallier les conséquences de notre incurie budgétaire, obstacle au financement de notre Défense Nationale. Le dernier avatar de ces illusions est la déclaration du président de la République indiquant que la France pourrait « prêter » sa dissuasion nucléaire à l'Europe en cas de conflit. Devons-nous risquer la sécurité de notre population pour un pays d'Europe de l'Est qui déciderait de mener isolément une politique provocatrice à l'égard de la Russie ?

Même si l'Europe est plus intégrée économiquement, la situation n'est pourtant pas beaucoup plus brillante dans le domaine économique. Les entreprises européennes se font dépouiller par les États-Unis qui nous ont imposé des principes d'extraterritorialité tout simplement extravagants. Avec Alstom Energie, la France s'est fait subtiliser un acteur industriel d'importance majeure pour son industrie nucléaire et pour sa défense. Pour y parvenir, les États-Unis ont pratiquer des méthodes maffieuses, en appliquant à Alstom, une entreprise non américaine, des lois américaines pour des actions commises hors des États-Unis ! Ce fut le cas aussi pour la banque française BNP-Paribas,

condamnée à une amende de plusieurs milliards de dollars pour des financements qui n'avaient pas pris place aux États Unis.
Les Européens ont par ailleurs accepté, avec les accords dits « FATCA » (Foreign Account Tax Compliance Act), que n'importe quel citoyen européen, n'importe quelle entreprise européenne rende des comptes à l'administration fiscale américaine sans même avoir la moindre activité ou le moindre revenu aux États-Unis. Essayez donc d'ouvrir un compte bancaire au sein de l'Union européenne, comme particulier ou comme entreprise, et vous réaliserez à quel point les États-Unis nous ont soumis à leurs régulations impériales.
Nous avons également toléré que les États-Unis utilisent, grâce à leur « Cloud Act », la puissance de leurs grands acteurs du numérique pour s'approprier nos données informatiques et pour nous espionner légalement.
Ce ne sont là que quelques exemples parmi beaucoup d'autres : les pays européens ont accepté un véritable asservissement économique et politique. Nous pourrions être des rois, nous ne sommes que des vassaux, qui plus est traités comme des moins que rien, on l'a vu avec l'affaire des sous-marins australiens.
Les États-Unis sont de facto les principaux bénéficiaires de l'organisation actuelle de l'UE. En s'appuyant sur les maillons faibles de l'UE, ils peuvent conserver une relation de domination qui sert leur politique, et ils peuvent espérer que l'Europe, une fois neutralisée – et désormais durablement détachée de la Russie, leur permettra de concentrer leurs efforts sur la zone Asie-Pacifique qui est devenue leur pire cauchemar.
La Chine a également compris l'avantage que pourrait lui procurer nos divisions, en investissement massivement dans certains pays pour espérer infléchir leur politique à son égard dans les enceintes européennes.
Nous, Européens, voulons-nous vraiment continuer à être ce ventre mou ? Nous, Français, le voulons-nous ?
Plus le temps passe, et plus va se rapprocher le moment de vérité : une Europe artificielle et sans cohérence n'est pas viable.

Nous sommes face à un choix dont il faut craindre qu'il nous soit imposé par les circonstances. Plusieurs évènements peuvent intervenir pour faire exploser l'UE et briser cette apparence trompeuse d'unité :

- Un pays important peut décider de mettre un terme à sa présence au sein de l'Union. Jusqu'à présent, les mouvements politiques « souverainistes » ont régulièrement abandonné leur programme de sortie de l'UE après une élection réussie, souvent au gré d'alliances avec des partis traditionnels pro-européens. Seule, la Grande Bretagne fait figure d'exception au gré d'une alliance des souverainistes avec des conservateurs traversés par des luttes de pouvoir. Si une crise économique plus grave survenait au sein de l'UE, et on a vu qu'il existe des motifs à cela, des peuples mécontents pourraient décider de « renverser la table » et de porter au pouvoir des partis défendant avec plus de volontarisme la sécession comme l'ont fait les partis pro-brexit britanniques. Ou plus simplement, les pays « frugaux » pourraient vouloir cesser leur soutien aux pays laxistes, soit que leurs peuples l'exigent, soit que la prise en compte de leurs contraintes démographiques les conduise à reprendre leur liberté pour préserver un équilibre fragile.
- La monnaie unique peut être confrontée à une crise plus sévère que la crise de 2010[106]. Depuis 2010, beaucoup de pays ont continué à s'endetter, à commencer par la France dont la dette est devenue tout simplement disproportionnée au sein de l'Europe. Une crise financière globale pourrait conduire à une nouvelle crise de confiance à l'égard d'un ou plusieurs pays de la Zone Euro, avec des conséquences explosives pour la monnaie unique, ce qui ne

[106] Le 8 décembre 2009, dans la continuité de la crise financière liée au « subprimes » de 2008, l'agence de notation Fitch dégradait la qualité de la dette de l'État grec, ce qui initia une crise de confiance du la dette grecque qui engendra des troubles sérieux pour l'ensemble de la zone Euro, d'autres pays comme l'Italie étant soumis à une forte pression du fait de leur dette publique importante. L'Euro n'a été sauvé que moyennant une action extrêmement vigoureuse, et dispendieuse, de la BCE pour éviter que la contagion ne gagne d'autres dettes publiques également trop importantes. Mais il aura fallu deux ans pour régler le problème, alors que la Grèce était un pays de taille bien plus modeste que certains autres États Européens aujourd'hui surendettés, comme la France.

serait pas sans impact pour l'équilibre politique de l'ensemble de l'UE.

En cas d'explosion de la zone Euro, ou même de l'UE, la France se retrouverait dans une situation catastrophique, avec des déficits la plaçant dans une situation de dépendance considérable. Une telle situation conduirait à un appauvrissement généralisé de notre population. Un nouveau franc en remplacement de l'euro aurait une valeur très faible du fait du déséquilibre abyssal de nos échanges extérieurs : les Français deviendraient soudainement pauvres, et la France déclassée au rang de nation secondaire. La remontée serait possible, mais exigerait des efforts importants, et une unité nationale sans faille. Tous ceux qui actuellement militent pour un « Frexit », sans prendre en considération ces éléments essentiels, militent pour placer la France dans un dépôt de bilan à court terme. Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs : d'abord reconstruire une industrie et une agriculture puissantes, puis lever nos options, si c'est nécessaire, une fois que nous sommes redevenus forts.

Pour autant, nous pourrions être contraints de sortir de l'euro par l'éclatement de celui-ci. Penser qu'il s'agit là d'un scénario improbable est une erreur. L'Allemagne est aujourd'hui placée face à des choix difficiles qui sont dictés par sa situation économique et démographique, elle ne pourra pas tolérer indéfiniment nos dérives. Les voix poussant à une séparation de l'Allemagne et de la France prennent de l'importance, prenons garde que cela n'arrive réellement.

Au-delà de la relation avec l'Allemagne, nous devons définir une stratégie européenne cohérente et faire un choix pour ne plus rester assis entre deux chaises. Nous devrons mettre nos partenaires européens devant une option binaire en leur proposant de créer une véritable entité unique avec un calendrier défini, des objectifs clairs et surtout, une structure démocratique authentique. Cela ne sera possible que si nous avons recouvré une position économique solide qui garantisse notre indépendance, car on ne quémande pas une union

politique sur la base d'une dépendance économique et financière. Nous ne serons crédibles que si nous sommes forts.
Si cela n'est pas possible, il serait préférable de revenir en arrière pour retrouver une marge de manœuvre stratégique et assurer notre indépendance économique et militaire de manière autonome. Mais cela doit aussi se préparer : la France ne pourra retrouver son indépendance que si elle est imperméable aux pressions extérieures. Cela exige de rendre notre budget équilibré, de réduire notre dette et de la rendre moins dépendante d'investisseurs étrangers, de restructurer l'État et de moderniser les services publics, et de redonner de l'air à nos entreprises. Plusieurs années seront nécessaires pour y parvenir, et beaucoup de courage.
Cela ne pourra se faire qu'avec un peuple français étroitement associé aux décisions et qui s'affranchit d'un pouvoir dominé par des élites pusillanimes, incapables de faire autre chose que réciter un catéchisme européen.

Se préparer à une dégradation des relations franco-allemandes
La relation franco-allemande a pendant un temps été un facteur de pérennité de la construction européenne. Elle pourrait demain en être un facteur d'explosion.
La volonté des chef d'État de chaque côté du Rhin qui avaient connu la guerre, désireux de tourner la page des multiples guerres fratricides entre les deux pays, a été moteur jusqu'aux années 2000 pour faire progresser un rapprochement. Mais cette relation s'est progressivement diluée dans un univers européen qui s'est élargi, et qui a réuni de nombreuses autres nations. D'alliés dans une démarche constructive, la France et l'Allemagne se sont chacune ménagées d'autres alliés pour peser sur le cours de l'Union. De plus, l'évolution économique des deux pays a divergé avec les réformes Schröder-Hartz.
L'Allemagne, après l'intégration de la RDA et le rapprochement avec les anciens pays du Pacte de Varsovie, a vu ses intérêts se déplacer vers l'Est européen, appelé à jouer un rôle clé dans son développement économique.

Ce que beaucoup pensaient être un « couple » (franco-allemand) apparaît désormais comme une alliance dépassée par les bouleversements qui ont remodelé l'Europe depuis 1989. Le couple franco-allemand est mort, pour peu qu'il ait réellement existé, et chacun joue un jeu égoïste avec des objectifs discordants : une Allemagne frugale qui doit assurer les vieux jours d'une population rapidement vieillissante, une France dispendieuse et ouverte sur la Méditerranée avec une natalité qui a été temporairement soutenue par une immigration récente, mais qui reflue désormais.

Nos intérêts ne coïncident pas, les achats de l'Allemagne dans le domaine des équipements militaires l'ont montré. Nos divergences sur la politique énergétique également.

Les politiciens français ont fait croire aux Français que le « couple » nous plaçait à l'abri des conséquences de notre prodigalité. Le fossé qui ne cesse de croître pourrait bien conduire à un réveil douloureux, et un divorce pourrait être accéléré par la politique américaine vis-à-vis de l'Europe.

L'Allemagne paie un lourd tribut à la stratégie américaine à l'égard de la Russie. Le sabotage des gazoducs Nord Stream, et l'altération des relations économiques entre l'Allemagne et la Russie, placent l'Allemagne dans une situation de dépendance énergétique accrue. L'Allemagne a fait le choix de réorienter sa production d'électricité vers les énergies renouvelables intermittentes : elle a donc besoin de gaz ou de charbon pour alimenter le pays en électricité quand ces sources intermittentes sont en sous-production (la nuit en hiver par exemple). Mais le charbon représente une option compliquée pour un pays dont les coalitions politiques dépendent des partis verts. Le gaz russe permettait de faire fonctionner cette politique énergétique en apportant une ressource de complément en gaz un peu moins polluante, et était nécessaire pour d'autres industries, la chimie par exemple. La guerre en Ukraine contraint désormais l'Allemagne à dépendre de sources d'approvisionnement plus polluantes (charbon) ou plus dispendieuses (GNL), de nature à peser sur son l'industrie et son économie. Elle renforce surtout la dépendance allemande à l'égard des

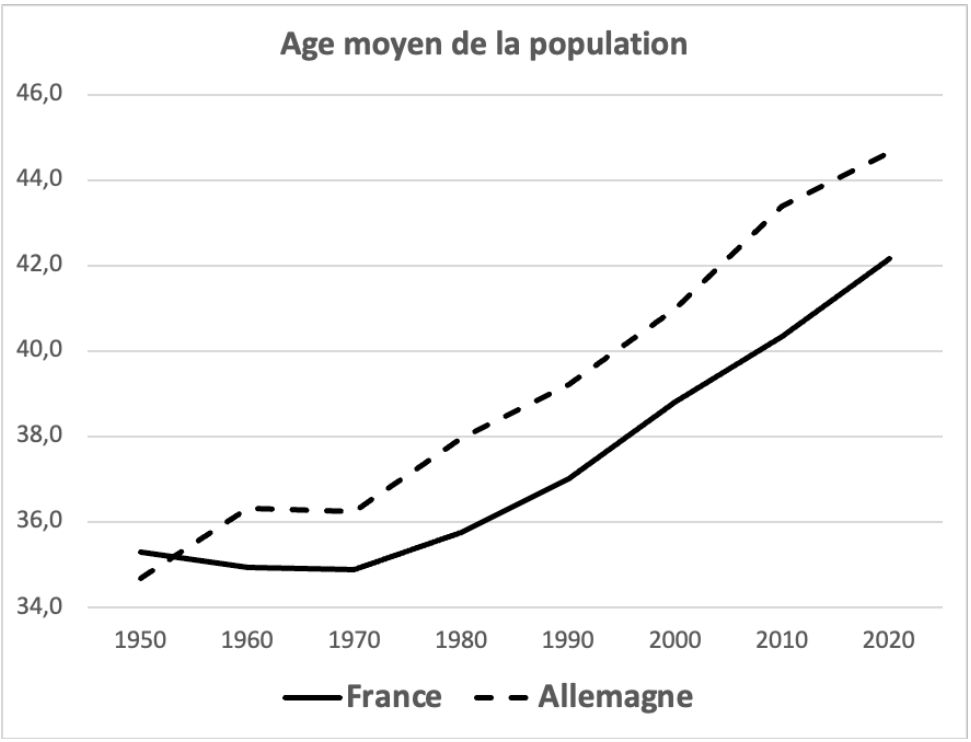
États-Unis, alors que par ailleurs l'Allemagne est dépendante de la Chine pour ses exportations, un grand écart qui laissent au pays moins de marges de manœuvre, et donc moins de capacité de sollicitude pour des voisins impécunieux.

En parallèle, le plan IRA (Inflation Reduction Act) mis en place par le gouvernement Biden pour stimuler la croissance économique des États-Unis et renforcer l'infrastructure du pays, devrait contribuer à accentuer les difficultés allemandes. Le plan prévoit des investissements massifs sur le sol américain dans les secteurs de l'énergie et des transports. Ces investissements pourraient renforcer la compétitivité des entreprises américaines, en particulier dans les secteurs de l'automobile et de l'énergie. L'Allemagne, dont l'économie est fortement liée à ces deux secteurs, va devoir faire face à une concurrence accrue, à laquelle s'ajoute celle des industriels chinois. En 2019, l'industrie automobile allemande représentait environ 11,8 % de l'emploi industriel du pays et ses ventes étaient exportées à 77 %[107]. Une concurrence accrue des entreprises américaines, alors que l'industrie automobile chinoise est de son côté en pleine expansion grâce notamment à un solide industrie des batteries, pourrait entraîner des pertes de parts de marché et des suppressions d'emplois massives en Allemagne. L'IRA prévoit également des mesures protectionnistes en faveur des entreprises américaines et des tarifs douaniers sur les importations étrangères. Ces mesures pourraient affecter les exportations allemandes vers les États-Unis, deuxième partenaire commercial de l'Allemagne après la Chine, mais en voie de devenir le premier du fait des importations allemandes. Ces mesures protectionnistes, si elles réduisaient significativement les exportations allemandes, pourraient entraîner une baisse de la croissance économique allemande et affecter indirectement ses finances publiques.

L'Allemagne est l'un des créanciers de la France et détient une part non négligeable de la dette publique française. Une économie allemande en difficulté pourrait réduire la capacité de notre pays à financer son déficit.

[107] https://www.institutmontaigne.org/analyses/das-auto-comment-lindustrie-automobile-allemande-affronte-la-crise

Qui plus est, la démographie allemande est en souffrance depuis plusieurs décennies, avec un taux de natalité nettement inférieur au taux de mortalité. Le pays ne maintient sa population que moyennant un afflux d'immigrés. L'Allemagne a environ quinze ans d'avance sur la France en matière de vieillissement de sa population :



Source : Populationpyramid.com retraité par l'auteur

L'Allemagne ne peut plus se payer le luxe de financer la prodigalité française, et cela explique en partie son comportement lors de la crise grecque. Il n'y aura pas de « solidarité européenne », mais un calcul froid visant à protéger les intérêts de sa population. Je ne saurais leur donner tort : la responsabilité des politiques est de tout mettre en œuvre pour le bien-être présent et futur de leur population.

Si nous voulons retrouver une relation équilibrée avec l'Allemagne, ce qui est peut-être l'une des principales conditions à l'édification d'un ensemble européen viable, il est urgent de réagir et de nous donner les moyens de retrouver notre puissance. Cela commence par la reconstruction d'une économie solide qui nous mettrait à l'abri des

turbulences et d'une dépendance potentielle vis-à-vis de notre voisin germanique.
On n'insistera donc jamais assez sur l'importance qu'il y a à reconstruire une industrie modernisée et à renforcer notre agriculture, qui n'ont pas fait l'objet de suffisamment d'attention.

Réduire le risque lié à notre excessive dépendance à l'égard des États-Unis

Notre dépendance à l'égard des États-Unis est devenue l'une des plus grandes menaces. Ce pays domine encore aujourd'hui le monde par sa puissance militaire et par sa monnaie, mais le reste du monde le supporte de moins en moins, et cela nous retombe dessus. On le voit à la défiance des pays africains à l'égard de la France, considérée comme un vassal de l'Amérique. Pourtant, si la puissance militaire américaine est toujours prééminente, elle a perdu en crédit après les malheureuses aventures en Afghanistan et en Irak, longtemps après le Viêt Nam. Une défaite possible de l'Ukraine ne ferait que renforcer ce sentiment.
Le dollar américain, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, s'est imposé comme la monnaie dominante dans les échanges internationaux et pour les réserves de change. Son poids dans l'économie mondiale ne cesse cependant de diminuer. De plus en plus de nations cherchent à s'affranchir de leur dépendance au dollar, d'autant que les États-Unis s'appuient sur leur monnaie pour imposer au monde une politique d'extraterritorialité tout à fait singulière. Sans que sa position dominante soit pour le moment remise en question, le dollar américain a vu sa part dans les échanges internationaux diminuer au fil des années. En 2001, la part du dollar dans les réserves de change mondiales était de 71,5 %, alors qu'en 2021, elle avait chuté à 59,2 % selon le Fonds monétaire international (FMI). Plusieurs facteurs contribuent à la diminution du poids du dollar dans les échanges internationaux. Les tensions géopolitiques, les guerres commerciales et les sanctions économiques imposées par les États-Unis ont poussé de nombreux pays à chercher des alternatives pour leurs transactions internationales. La Russie en est un exemple : le yuan est devenu au début de 2023 la

première monnaie étrangère employée en Russie, alors qu'il comptait pour quantité négligeable un an plus tôt. La montée en puissance de la Chine et d'autres économies émergentes contribue également à cette diversification monétaire. Pour contourner la dépendance au dollar, des pays en nombre croissant ont conclu des accords de swap bilatéraux, permettant d'échanger directement leurs monnaies nationales sans passer par le dollar. La Chine a signé de tels accords avec plus de 30 pays, dont le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud, membres des BRICS.
La migration du marché du pétrole vers l'Asie représente également un risque majeur pour le dollar américain, monnaie de référence internationale pour les transactions pétrolières. Après la suspension en 1971 de la convertibilité du dollar en or qui résultait des accords de Bretton-Woods, les États-Unis se sont appuyés sur le pétrole pour maintenir la prééminence de leur monnaie, en négociant avec l'Arabie Saoudite l'exclusivité du dollar pour la vente de son pétrole. Cet accord a joué un rôle de premier plan pour garantir au dollar sa prééminence dans une économie mondiale fortement consommatrice de pétrole. Cette situation est désormais remise en cause principalement du fait de la montée en puissance des économies asiatiques telles que la Chine et l'Inde, acteurs importants du marché pétrolier international en devenant les premiers acheteurs de pétrole issu du Moyen-Orient. L'un des risques que cette migration du marché pétrolier fait peser sur le dollar est la diminution de la demande mondiale en devise américaine. Si les transactions pétrolières dans le monde se développent dans des devises autres que le dollar, la demande de billets verts baissera, entraînant une moins grande appétence des pays pour en détenir. Le dollar circulant moins, les États-Unis pourront moins facilement en émettre et tirer profit de l'accroissement du commerce mondial. Cela pourrait inciter le monde entier à diversifier ses réserves de change, réduisant ainsi la position dominante du dollar sur les marchés internationaux. Cette évolution pourrait accroître la concurrence entre les devises, notamment avec le yuan chinois qui pourrait s'imposer comme une alternative au dollar : au départ pour les transactions pétrolières, puis progressivement pour d'autres transactions

commerciales et in fine pour les réserves de change. Cela renforcerait l'influence de la Chine sur les marchés mondiaux, et pourrait éventuellement contribuer à l'émergence d'un nouvel ordre monétaire international. On a vu très récemment à quel point la Chine était devenue un acteur dominant sur le marché pétrolier, sa diplomatie ayant été capable de d'aplanir, au moins formellement, les différends entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, deux nations en conflit ouvert depuis plusieurs décennies. La Chine n'est pas encore prête à confier au Yuan un rôle plus important, mais une amplification des conflits commerciaux avec les États Unis pourrait changer cette politique.

La domination du dollar a longtemps permis aux États-Unis de s'endetter à un coût relativement faible pour des montants considérables. Si le dollar perd son attractivité, la dette américaine pourrait devenir un problème majeur pour le monde entier, notamment pour les alliés des États-Unis qui en détiennent une part importante. John Connally, secrétaire au Trésor du président Nixon, déclarait de façon prémonitoire en 1971 « The dollar is our currency, but it's your problem[108] ». Le problème pourrait en effet devenir considérable pour les partenaires des États-Unis. Il sera également considérable pour les États-Unis eux-mêmes qui verraient revenir vers eux une quantité importante de dollars, stimulant l'inflation et les déséquilibres.

La fin de la prééminence du dollar américain sur les marchés internationaux pourrait engendrer des risques systémiques majeurs, non seulement pour les États-Unis mais également pour l'économie mondiale dans son ensemble. L'un des enjeux clés pour les États-Unis est la capacité à soutenir son endettement massif en expansion constante. La dette extérieure des États-Unis est aujourd'hui proche de 26 000 milliards de dollars[109], soit environ huit années d'exportations des États-Unis. Rembourser de tels montants est tout simplement inconcevable dans délais raisonnables. Pour le moment, la demande constante pour le dollar en tant que devise de réserve et d'échange a

[108] "Le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème."

[109] Source : US Bureau of Economic Analysis, cite par Tradingeconomics : https://fr.tradingeconomics.com/united-states/external-debt

permis aux Américains de continuer à emprunter massivement, avec des déficits publics qui ne cessent de s'accumuler : 34.000 Milliards de dollars de dette publique en 2023. Si le rôle du dollar venait à être remis en question, le financement de la dette américaine pourrait devenir un casse-tête. Si, de surcroît, les investisseurs perdaient confiance dans la capacité des États-Unis à rembourser leur dette, cela pourrait également déclencher une fuite vers d'autres monnaies et provoquer une crise financière mondiale avec les États-Unis comme épicentre. Les pays dont les économies sont étroitement liées à celle des États-Unis, comme les membres de l'Union européenne ou certains pays asiatiques, subiraient au premier chef les conséquences de cette instabilité.

La fin de la prééminence du dollar peut donc entraîner une redistribution du pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale. Les pays dont la devise pourrait prendre le relais, comme la Chine, exerceraient une influence croissante sur les politiques économiques internationales, remettant en cause l'hégémonie américaine.

Soyons même plus pessimistes. Une faillite financière des États-Unis semble improbable : « too big to fail ». De saines lectures montrent néanmoins que l'Histoire est peuplée de basculements géopolitiques qui s'accompagnent de l'effondrement financier de grands empires et de troubles majeurs : chute de l'empire romain, du royaume d'Espagne, de l'empire Ottoman, parmi bien d'autres. Ce ne serait pas le premier colosse aux pieds d'argile, et de nos jours, les mouvements se font beaucoup plus rapidement du fait des transactions électroniques. Le basculement des rapports de forces pourrait s'opérer avec une brutalité inouïe, et seuls ceux qui auront su s'en préserver pourront tirer leur épingle du jeu.

Nous devrions toujours être prêts à nous adapter au pire des scénarios, c'est à cela qu'on reconnaît les nations aguerries. Or nous ne sommes pas prêts. Nous devons nous préparer à ne plus être dépendants des États Unis comme nous le sommes aujourd'hui dans toutes sortes de domaines, notamment en matière de technologies. L'Europe se montrant objectivement incapable de développer ses propres capacités, nous devons être prêts à réagir en cas de crise majeure. Nous devons

voir loin et avoir une ambition pour le futur, celui de nos enfants, de nos petits-enfants, de nos arrière-petits-enfants…

Rétablir la grandeur de la France dans le monde

La géopolitique n'est pas une question de morale ou de gentillesse, mais de rapports de force. Thucydide a été un des premiers à formaliser ce principe vers 400 avant JC dans le dialogue entre les Athéniens et les Méliens : « *La justice n'entre en ligne de compte dans le raisonnement des hommes que si les forces sont égales de part et d'autre ; dans le cas contraire, les forts exercent leur pouvoir et les faibles doivent leur céder* ».

Voilà plusieurs décennies qu'en oubliant cette règle des relations internationales, nos dirigeants ont abdiqué leurs responsabilités en plaçant une bonne conscience moralisatrice et une communication destinée à jeter un rideau de fumée avant la nécessaire puissance et le respect de nos intérêts.

Si nous voulons être libres, nous devons être forts.

L'épisode ukrainien n'est qu'un exemple de la démission de notre classe politique. S'il ne fait aucun doute que l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 est l'agression d'un pays contre un autre, ce que chacun est en droit de trouver moralement condamnable, nos dirigeants ont mis de côté nos intérêts égoïstes en coupant les liens qui nous reliaient, à la fois sur le plan historique, mais aussi sur les plans géographiques et économiques, à la Russie. D'autres dirigeants, comme le président turc, ont adopté une approche plus souple, donc plus intelligente. Les dirigeants des pays européens ont engagé une compétition au plus moralisateur, au détriment de nos équilibres économiques et de nos intérêts à long terme. Cette attitude est le reflet d'une absence de vision stratégique à moyen et long terme. Le contrecoup ne s'est pas fait attendre avec l'apparition de pénuries et l'exacerbation des tendances inflationnistes qui étaient apparues avant la fin de l'année 2021.

Les bonnes consciences qui hantent les plateaux de télévision affirment que la défense de grands principes[110] est plus importante que les ennuis que nous cause une politique dominée par la bonne conscience et le conformisme. C'est ignorer la faiblesse dont nos pays ont fait preuve dans le dossier ukrainien depuis une grosse décennie, et plus généralement l'attitude de l'Occident à l'égard de la Russie depuis la chute du régime soviétique.

Sans être complaisants avec les dirigeants russes, nous ne devrions pas nous éloigner trop de la Russie, nous Européens, car nous partageons avec ce pays des cultures proches, des liens historiques et des alliances passées, même si celles-ci ont changé au gré des différents conflits dont l'Europe a été le théâtre. Nous partageons surtout le même continent.

Les pays européens qui ont été soumis au Pacte de Varsovie restent conditionnés par un fort ressentiment à l'égard de leur voisin russe et semblent incapables de dépasser ces sentiments. Après plusieurs décennies d'occupation soviétique, on peut les comprendre. On peut aussi y voir aussi la division ancienne de deux branches de la Chrétienté. Nous occupons pourtant le même continent avec des racines culturelles proches, et la pacification du cœur de l'Europe devrait nous mener tout naturellement à renforcer nos liens.

Pour ce qui nous concerne, les relations entre la France et de la Russie sont anciennes, et il nous appartient de tout faire pour les préserver. Les Européens de l'Ouest ont collectivement renoncé à jouer un rôle moteur pour garantir à l'Ukraine un statut fondé sur la neutralité et pour tisser avec la Russie des liens qui ne soient pas qu'opportunistes comme les Allemands l'ont fait. Au lieu de cela, nous avons laissé les États-Unis

[110] Tels qu'énoncés par le chancelier allemand Olaf Scholtz dans l'article suivant : https://www.foreignaffairs.com/germany/olaf-scholz-global-zeitenwende-how-avoid-new-cold-war. Avec notamment cet extrait (traduit en français) : « *Le chemin vers la liberté démocratique dont nous jouissons aujourd'hui a été semé d'embûches et d'erreurs. Pourtant, certains droits et principes ont été établis et acceptés il y a des siècles. L'habeas corpus, la protection contre la détention arbitraire, est l'un de ces droits fondamentaux - et il a été reconnu pour la première fois non pas par un gouvernement démocratique mais par la monarchie absolutiste du roi Charles II d'Angleterre. Tout aussi important est le principe de base selon lequel aucun pays ne peut prendre par la force ce qui appartient à son voisin. Le respect de ces droits et principes fondamentaux devrait être exigé de tous les États, quel que soit leur système politique interne.* »

mener un jeu machiavélique, organisant coups d'État et changements de gouvernements. Nous aurions dû être plus vigilants, et nous intéresser à la perception par les élites russes, et pas seulement par Vladimir Poutine qui n'en est que le représentant, de la situation ukrainienne. Nous ne l'avons pas fait, nous avons opté pour un alignement complet à l'égard des États Unis, nous en payons aujourd'hui le prix. En l'absence d'une véritable puissance européenne indépendante, la France aurait dû jouer sa propre partition, elle n'a fait que participer à un concours de morale à cent sous.

Les États-Unis voient depuis longtemps un rapprochement entre l'Europe de l'Ouest, en particulier l'Allemagne industrielle, et la Russie avec inquiétude, car un continent européen plus uni deviendrait une puissance alternative susceptible de faire pâlir la domination américaine. Ce n'est pas faire preuve de « complotisme » que de rappeler le discours des grands stratèges américains qui ont souligné le risque pour les États-Unis de voir s'instaurer une alliance solide entre le cœur de l'Europe et la Russie.

L'union de façade des pays européens après le 24 février 2022, avec un alignement complet sur les positions américaines, est un leurre. L'Europe n'est pas près de parvenir à une union qui fasse d'elle une grande puissance stratégique. Car il n'y a rien de constructif dans cette union de circonstance. Il ne s'agit que de la réaction de vieux pays craintifs, pour beaucoup d'entre eux victimes d'un puissant mouvement de dénatalité. Les pays européens vivent dans une dépendance économique à l'égard du géant américain parce que l'Europe politique n'existe pas.

Dans l'affaire ukrainienne, la France a brièvement tenté de tenir un discours légèrement divergent du reste des pays européens, avec une volonté de ne pas couper tous les liens avec les dirigeants russes. Faute de courage et de constance, cette politique a fait long feu au point que nos dirigeants ont adopté une démarché opposée, belliciste ou même revancharde. Notre pays n'a pas été capable d'adopter une ligne véritablement indépendante lui permettant de jouer un rôle pivot entre grandes puissances, comme ce fut le cas dans les années soixante. Notre

alignement sur les positions américaines nous a fait perdre de la crédibilité dans beaucoup de régions du monde. Cela se paye aujourd'hui, en particulier en Afrique, à un moment où un nombre croissant de nations se détache du bloc occidental, la puissance chinoise étant devenue une alternative économique crédible à la domination américaine, d'autant que c'est, et de très loin, le premier partenaire économique de l'Afrique.

Nous devons faire attention au « coup de pied de l'âne » : les anciens pays dominés économiquement, en général au travers de la colonisation, nourrissent du ressentiment. Qu'ils aient raison ou tort n'est pas la question, il s'agit de sentiments qui ne demandent qu'à s'épanouir. Leur perception est que nous les avons maltraités. A nous de respecter cette perception et de la prendre en compte pour adapter notre action, sans pour autant nous confondre d'excuses comme certains politiciens le font, par exemple vis-à-vis de l'Algérie. Les générations d'aujourd'hui ne sont pas responsables de l'Histoire d'hier, c'est vrai pour tous les peuples de cette planète. Beaucoup de pays se positionnent dans un registre de revanche qui peut nous placer dans une situation périlleuse si nous ne savons pas changer d'attitude. Il ne s'agit pas de faire pénitence, mais de nous montrer ouverts au monde entier avec humilité et sincérité tout en conservant une main solide.

En guise de conclusion

La France ne sera jamais plus une des quelques nations les plus puissantes au monde. Nous pourrions créer une grande puissance et en être les acteurs avec d'autres peuples par le biais d'une fusion européenne, mais ce scénario paraît improbable tant les divergences entre les pays qui composent l'UE sont importantes. Or le monde va devenir plus conflictuel car multipolaire.

Le risque maximal serait de nous retrouver paralysés par l'épais tissu de contraintes d'un ensemble européen qui n'assumerait cependant pas un destin de grande puissance. Nous subirions les inconvénients sans avoir les avantages d'une unification européenne. C'est déjà un peu le cas, mais la situation internationale reste encore clémente.

À défaut pour les Européens de constituer une grande puissance, la France doit redevenir une puissance régionale de qualité. Depuis quelques décennies, la France est une puissance déclinante. Cela n'est plus tolérable. Si nous ne pouvons pas nous reposer sur une Europe intégrée et démocratique, nous devons retrouver nos capacités et notre voix dans le monde. Non pas une voix donneuse de leçons comme c'est bien trop souvent le cas, mais la voix d'une puissance moyenne, libre de ses choix et qui considère les autres pays comme de véritables partenaires.

Nous renforcer exige de viser l'excellence, c'est-à-dire de faire preuve de discipline et de courage, ce qui ne sera possible qu'avec un peuple uni et conscient des enjeux auxquels il est confronté. Ce doit être un peuple adulte, qui prend sa part des décisions et qui est prêt à en accepter les conséquences, fussent-elles difficiles. Notre peuple ne pourra pas devenir adulte s'il ne fait que voter occasionnellement pour des représentants eux-mêmes désignés par les partis, ou pour des démagogues. Cela ne se fera qu'avec une mutation en profondeur de notre gouvernance et un redressement de notre État. Le chantier est ambitieux, il faut donc s'y attaquer au plus vite.

Tout en nous renforçant, nous devrons repenser nos alliances dans une perspective de long terme. La géopolitique n'est pas affaire de bien-pensance mais de rapports de forces. Nous pouvons être détenteurs d'une certaine puissance, mais avec une population qui représente moins de 1 % de la population mondiale, nous aurons toujours besoin d'alliés, fussent-ils à géométrie variable. A nous de nourrir des alliances sans être un vassal comme nous le sommes aujourd'hui. Cessons la doxa européiste qui conduit à nous abstenir de déployer une stratégie autonome destinée à protéger nos intérêts. Prenons exemple, en matière de politique internationale, sur la politique de la Turquie[111] ces dernières années : ce pays est membre de l'OTAN mais est également capable de dialoguer avec la Russie, la Chine, et les États Unis. Nos relations doivent être tous azimuts, visant à créer des liens loyaux mais vigilants avec toutes les puissances de façon à assurer au mieux la préservation de nos intérêts. Nous disposons d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, c'est un actif que certains étaient prêts il n'y a pas si longtemps à sacrifier à une religion européiste, à tort. Il en est de même de l'arme nucléaire qu'il n'est pas question de mettre à disposition de nos alliés européens car cela consisterait à placer la France et ses citoyens dans une situation de risque majeur.

Nous disposons de territoires sur tous les continents, avec le deuxième domaine maritime du monde, et nous ne faisons rien de sérieux pour le protéger, quand d'autres puissances lorgnent dessus : nos ambitions stratégiques doivent passer par l'affermissement des liens avec nos territoires lointains, par l'élévation du niveau d'instruction et du niveau de vie dans ces territoires afin de garantir le maintien de nos intérêts. L'anarchie qui règne à Mayotte depuis bien trop longtemps démontre l'incapacité de plusieurs générations de politiciens à maintenir l'intégrité notre territoire comme cela devrait être fait. Les évènements récents en Nouvelle Calédonie également. La France doit être forte partout chez elle pour maintenir sa position géopolitique.

[111] Ce commentaire ne doit pas être interprété comme une approbation de tous les aspects de la politique turque d'Erdogan, contestable à bien des égards.

A nous aussi de nous rendre indispensables, ce qui renforcera notre protection. La France s'est installée dans un mauvais rapport de forces international : une armée expérimentée mais mal équipée, une faiblesse technologique qui la rend massivement dépendante, un affaissement économique qui ne lui permet plus d'intervenir en partenaire crédible. Nous devons refonder notre moyenne puissance pour retrouver notre voix : restaurer une économie forte, des forces armées craintes par nos potentiels ennemis, des atouts technologiques qui nous rendront attractifs voire incontournables auprès de nos partenaires, une population au niveau culturel et technique supérieur qui pourra s'adapter aux rapides évolutions du monde.

Pour cela, il faut à la France autre chose que des politiciens dont les yeux sont rivés sur les prochaines échéances électorales et sur leur cote de popularité. Il lui faut également une élite de qualité forgée par l'expérience et par l'action. Il faut que le peuple, étroitement associé aux décisions les plus importantes, soit mobilisé sur l'objectif de retrouver la grandeur et l'unité du pays.

Nous devons craindre, et c'est malheureusement le plus probable, qu'aucune de ces perspectives ne se matérialise rapidement, car la France reste l'otage des partis et de politiciens issus de la haute fonction publique ou de marigots locaux, qui ont verrouillé la gouvernance du pays. La France est aussi, élément aggravant, un pays fracturé. Comment faire face aux épreuves sans être unis par une volonté commune ? Plus le temps passe sans que nous réagissions, plus nous courons le risque d'aller nous fracasser contre le mur des réalités. Si cela se produit, nous devrons prendre des décisions et faire des choix dans des circonstances devenues très douloureuses. Peut-être est-ce inévitable, tant il semble que nos élites comme notre peuple ne veulent pas regarder en face nos faiblesses et les menaces qui pèsent sur nous.

Il nous faut peut-être une fâcheuse catastrophe pour que les Français se réveillent. Peut-être est-ce à l'occasion d'une crise profonde et douloureuse que nous trouverons le moyen de mieux repartir pour refonder notre grandeur, comme d'autres nations ont été amenées à le faire. Quoi qu'il en soit, il faut nous y préparer.

Post scriptum

Comme je tenais à ce que ces réflexions soient largement accessibles et puissent atteindre un public varié, j'ai opté, audacieusement pourra-t-on penser, pour la mise à disposition gratuite de mon livre en format numérique. Il sera aussi possible de le trouver sous la forme d'un livre papier ou digital en mode payant sur des grandes plateformes.

Accès gratuit et lien vers les plateformes sur le site Internet www.force-liberte.com.

"Il faut à la France autre chose que des politiciens dont les yeux sont rivés sur les prochaines échéances électorales et sur leur cote de popularité. Il lui faut également une élite de qualité forgée par l'expérience et par l'action. Il faut que le peuple, étroitement associé aux décisions les plus importantes, soit mobilisé sur l'objectif de retrouver la grandeur et l'unité du pays.
Nous devons craindre, et c'est malheureusement le plus probable, qu'aucune de ces perspectives ne se matérialise rapidement, car la France reste l'otage des partis et de politiciens issus de la haute fonction publique ou de marigots locaux, qui ont verrouillé la gouvernance du pays. La France est aussi, élément aggravant, un pays fracturé. Comment faire face aux épreuves sans être unis par une volonté commune ? Plus le temps passe sans que nous réagissions, plus nous courons le risque d'aller nous fracasser contre le mur des réalités. Si cela se produit, nous devrons prendre des décisions et faire des choix dans des circonstances devenues très douloureuses. Peut-être est-ce inévitable, tant il semble que nos élites comme notre peuple ne veulent pas regarder en face nos faiblesses et les menaces qui pèsent sur nous.
Il nous faut peut-être une fâcheuse catastrophe pour que les Français se réveillent. Peut-être est-ce à l'occasion d'une crise profonde et douloureuse que nous trouverons le moyen de mieux repartir pour refonder notre grandeur, comme d'autres nations ont été amenées à le faire. Quoi qu'il en soit, il faut nous y préparer."

Jean Mizrahi est diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Nationale des Ponts et Chaussées. Il a été haut fonctionnaire pendant six ans au ministère de l'industrie et au ministère de l'économie et des finances.
Après avoir dirigé un fonds d'investissement basé à Paris, il a rejoint la banque Lazard, dont il a créé les filiales à Singapour, Hong Kong et Pékin.
Il a fondé en 2007 avec un associé une entreprise spécialisée dans le cinéma numérique, qui devient en une dizaine d'années le leader européen des technologies pour le cinéma, présent dans plus de 20 de pays.
Jean Mizrahi a publié en 1986 « l'Échiquier de l'Électronique », aux éditions Hachette Pluriel (344p). Il a été directeur de séminaire au sein du DEA d'économie d'Alain Cotta de l'Université Paris Dauphine. Il enseigne depuis 2022 à des élèves de lycée professionnel de la Région Sud.